

Édité le 16/07/2025

DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE DISTILLATION ET DE STOCKAGE D'ALCOOL DE BOUCHE

PLOËRMEL (56)

DISTILLERIE DE LA MINE D'OR



LA MINE D'OR
— DISTILLERIE —

DOSSIER DE DEMANDE
D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
ANNEXES



UNE SOCIÉTÉ DE SOCOTEC

ANNEXES GÉNÉRALES

- ANNEXE GEN - 1. LISTE DES PIÈCES À JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**
- ANNEXE GEN - 2. ANTERIORITES ADMINISTRATIVES**
- ANNEXE GEN - 3. DECISION D'EXAMEN AU CAS PAR CAS**
- ANNEXE GEN - 4. JUSTIFICATIF DE MAITRISE FONCIERE**

**ANNEXE GEN - 1. LISTE DES PIECES A JOINDRE AU
DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

**LA LISTE DES PIECES A JOINDRE EST ISSUE DU CERFA
N°15964*03**

ANNEXE GEN - 2. ANTERIORITES ADMINISTRATIVES

**DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION**
Article R512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

<input type="text"/>	
<input type="text"/>	
<input type="text"/>	
<input type="text"/>	<input type="text"/>

Départements concernés :

<input type="text"/>

Communes concernées :

<input type="text"/>

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire :
Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation :
Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement :
- une installation classée relevant du régime de déclaration :

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles :

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L541-22 du code de l'environnement)
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 :
Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R414-24 du code de l'environnement).

Demande de modification de certaines prescriptions applicables :
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente déclaration :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration **lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement** (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant :

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale :

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges :

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>

Preuve de dépôt

Vous venez de déposer un dossier de demande de déclaration ICPE concernant le projet DISTILLERIE LA MINE D'OR sur la commune principale de l'AIOT 2 Rue Andre le Blay 56800 Ploërmel.

La référence de votre dossier est A-4-NQDBJQWVUB et concerne une demande de type "une déclaration de modification"

Ce numéro et ce code postal vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration.

Votre dossier a été transmis le 03/12/2024 à 17h21 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

1 - Type de déclaration

Identification et orientation de la demande

Votre demande concerne : **une déclaration de modification**

La déclaration de modification porte sur :

Les dispositions relatives à l'implantation des installations (modification de l'emprise du site, des bâtiments, des réseaux)

La nature ou la capacité des activités (évolution des capacités exercées en référence à la nomenclature des installations classées.....)

Les prescriptions applicables à l'installation

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Service instructeur : **La D(R)EAL ou la DRIEAT**

Conditions d'engagement du déclarant

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**

- Je m'engage à prendre connaissance et à respecter les prescriptions générales ministérielles applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées, consultables sur le site <https://aida.ineris.fr/>
- Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure.
- En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments ainsi que les pièces de procédures (attestation de mise en sécurité, ...) sur Service-public.fr

2 - Déclarant

Déclarant

Pétitionnaire ou mandataire : **Déclarant**

Personne morale

N° SIRET **81831424700052**

Raison sociale **DISTILLERIE DE LA MINE D'OR**

Forme juridique **Société par actions simplifiées (SAS)**

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L311-5 du code des relations entre le public et l'administration.

Adresse en France

2 RUE ANDRE LE BLAY

56800 PLOERMEL

Signataire

Nom : **KERDODÉ**

Prénom : **Stéphane**

Qualité : **Dirigeant**

Adresse électronique : **s.kerdode@lamedor.bzh**

Téléphone fixe : **+(33) 297757490**

Référent

Nom : **KERDODÉ**

Prénom : **Stéphane**

Fonction : **Dirigeant**

Adresse électronique : **s.kerdode@lamedor.bzh**

Téléphone fixe : **+(33) 297757490**

Adresse électronique d'échange avec l'administration

Adresse électronique : **s.kerdode@lamedor.bzh**

3 - Description de l'installation

Nom de l'installation : **DISTILLERIE LA MINE D'OR**

Description des activités :

L'entreprise exerce des activités de production d'alcools de bouche (gin et whisky) incluant des installations de brassage, distillation, stockage d'alcools de bouche, stockage de matières sèches et produits finis, mise en bouteille. Le site comporte également des locaux administratifs et un bâtiment d'accueil du public avec boutique et bar, dégustation.

Sur le site de l'installation, vous exploitez déjà au moins :

Une installation classée relevant du régime d'autorisation : **NON**

Une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **NON**

Déclaration distincte à l'occasion d'une demande d'autorisation environnementale : **NON**

4 - Localisation

Localisation de l'installation

Adresse **2 Rue Andre le Blay 56800 Ploërmel**

X : 297824

Y : 6771540

Projection : Lambert 93

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100m
- Un plan d'ensemble à jour à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).

5 - Activité du site

Implantation de l'installation

Modifications apportées aux dispositions matérielles :

Le projet porte sur l'extension du périmètre du site d'exploitation de la DISTILLERIE DE LA MINE D'OR ainsi que sur la construction d'un nouveau bâtiment destiné à accueillir le stockage des matières sèches composé de deux cellules de 296,5 m² chacune. Les deux cellules seront séparées par un double mur, coupe-feu 3h et équipées d'un exutoire de fumée d'une surface utile d'1 m². La quantité de matières sèches sur le site restera inférieure à 500 t. Le projet comporte également la construction d'un bassin de rétention de 240 m³ relié à une fosse d'extinction de 80 m³, ainsi que d'une réserve incendie de 210 m³ associée à 2 aires d'aspiration pompiers. La déclaration modificative vient, dans le même temps régulariser la situation administrative du site qui comporte actuellement deux chais de stockage d'alcools et un chai de distillation, avec une QSP totale inférieure à 500 m³, un atelier de brassage à destination de la distillation de la bière pour le whisky (d'une capacité inférieure à 2 t/j), et une distillerie comportant deux alambics. Seule l'activité de distillation a préalablement été déclarée au titre de la rubrique 2250 de la nomenclature des ICPE.

Tableau des rubriques des activités

Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Quantité totale	Quantité projet	Régime Précisions
4755	4755-2-b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (inflammables)	Quantité susceptible d'être présente 499 m3	Quantité susceptible d'être présente 499 m3	DC

6 - Mode d'exploitation

Prescriptions applicables

Effectuer une demande de modification de certaines prescriptions applicables à l'installation : **NON**

7 - Pièces justificatives

Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100 m :

Plan_Cadastre_100m.pdf

Un plan d'ensemble à jour à une échelle minimale de 1/200 :

Plan-ensemble_1-200_35m.pdf

ANNEXE GEN - 3. DECISION D'EXAMEN AU CAS PAR CAS



PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1^{er} novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024/DREAL/DSG du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2024 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÛN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2025-012093 relatif au projet **d'augmentation de la production et de la capacité de stockage d'alcools de bouche à Ploërmel (56)**, déposé par Distillerie la mine d'or, reçu le 02 janvier 2025 et considéré complet le 05 mars 2025 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 01° ICPE industrielle (autres) » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- ajout d'un alambic de 25 hL dans une distillerie existante ;
- extension de 0,95 ha de cette distillerie par la création de deux chais de stockage d'alcools de bouche d'une surface de plancher de 1 200 m² avec aménagement de voiries associées ;

Considérant la localisation de ce projet :

- dans la zone industrielle de Ronsouzé ;
- sur une zone ouverte à l'urbanisation à vocation économique selon le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ploërmel dont la dernière révision date du 10 juin 2021 ;
- à proximité de haies protégées par ce document d'urbanisme ;

Considérant que :

- le terrain ne présente pas d'intérêt particulier en matière de biodiversité du fait de l'anthropisation du secteur ;
- le projet conduira à une imperméabilisation des sols sans pour autant que cette incidence soit qualifiée de « notable » au sens de l'évaluation environnementale, du fait que sont prévus des dispositifs de collecte, infiltration, et régulation des eaux pluviales dimensionnés pour une pluie de retour de 10 ans réduisant le ruissellement et contribuant à une amélioration de la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau sur la parcelle ;
- le projet n'engendrera aucune destruction d'arbre.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **d'augmentation de la production et de la capacité de stockage d'alcools de bouche à Ploërmel (56)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Elle est conditionnée à la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction des incidences notables sur l'environnement suivantes, mentionnées dans la demande d'examen au cas par cas :

- l'aménagement d'un bassin de rétention et d'infiltration dimensionné pour une pluie de retour de 10 ans ;
- l'installation d'un séparateur hydrocarbures en amont de ce bassin de rétention et d'infiltration ;
- le maintien de l'ensemble des arbres sur l'emprise du site ;
- l'application d'une distance de mise en retrait de 11 mètres des installations par rapport aux limites de site.

Il appartient à l'autorité compétente pour autoriser le projet de s'assurer de la mise en œuvre de ces mesures.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le

pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire, conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Recours gracieux ou administratif (hors hiérarchique) :

DREAL Bretagne
Service CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

Recours hiérarchique :

M. le Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr.

**ANNEXE GEN - 4. JUSTIFICATIF DE MAITRISE
FONCIERE**

1 ter, boulevard des Carmes
BP 40029
56801 PLOËRMEL CEDEX

L'office est ouvert :
du lundi au vendredi,
de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30
(17h le vendredi)

02 97 72 50 50
office.lestrat.ploermel@notaires.fr

Dossier : A 2023 00278 - PLOERMEL
COMMUNAUTE / MAVICK IMMO PLO
Suivi par : Aurélie BOURLOT

ATTESTATION

Maître Solène LE STRAT, notaire de l'office dénommé "Maître Solène LE STRAT", CRPCEN numéro 56101, dont le siège est à PLOERMEL (56800), 1Ter Boulevard des Carmes, soussignée,

ATTESTE :

Qu'aux termes d'un acte reçu par moi, le 21 mai 2025,

A vendu à :

La société dénommée "MAVICK IMMO PLO",
Société civile immobilière au capital de DIX MILLE EUROS (10.000,00 €),
dont le siège social est à VANNES (56000), 10 rue du Maréchal Foch.
Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de VANNES et identifiée
sous le numéro unique d'identification 894 505 734.

La pleine propriété des immeubles ci-après désignés :

**I - BIEN VENDU PAR PLOERMEL COMMUNAUTE :
TERRAINS SITUÉS DANS LE LOTISSEMENT "PARC D'ACTIVITÉS DE
RONSOUZE" :**

ARTICLE UN -

PLOERMEL (Morbihan)

Un terrain constructible et viabilisé situé à PLOERMEL (56800), Le Domaine.

Ledit immeuble devant figurer au cadastre sous les références suivantes :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	ZM	645	LE DOMAINE	26 a 67 ca
	ZM	648	LE DOMAINE	09 ca
Contenance totale				26 a 76 ca

**II - BIEN VENDU PAR PLOERMEL COMMUNAUTE :
TERRAIN SITUÉ EN DEHORS DU LOTISSEMENT "PARC
D'ACTIVITES DE RONSOUZE" :**

ARTICLE DEUX -

PLOERMEL (Morbihan)

Un terrain constructible et viabilisé situé à PLOERMEL (56800), Le Domaine,
Ledit immeuble cadastré :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	ZM	651	LE DOMAINE	20 a 04 ca
Contenance totale				20 a 04 ca

Transfert de propriété au jour de l'acte.

L'entrée en jouissance ayant été fixée au jour de l'acte, par la prise de possession réelle, l'immeuble étant libre de toute location et de toute occupation.

En foi de quoi, j'ai délivré la présente attestation établie sur **deux pages**, destinée à valoir et servir ce que de droit.

A PLOERMEL,
Le 21 mai 2025.

Solène LE STRAT

**OFFICE NOTARIAL
Solène LE STRAT - Notaire
56800 PLOËRMEL**



1 ter, boulevard des Carmes
BP 40029
56801 PLOËRMEL CEDEX

L'office est ouvert :
du lundi au vendredi,
de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30
(17h le vendredi)

02 97 72 50 50
office.lestrat.ploermel@notaires.fr

ATTESTATION

Dossier : A 2020 00271 - VTE PLOERMEL COMMUNAUTE /
MAVICK INVEST
Suivi par : Aurélie BOURLOT

Maître Solène LE STRAT, notaire de l'office dénommé "Maître Solène LE STRAT", CRPCEN numéro 56101, dont le siège est à PLOERMEL (56800), 1Ter Boulevard des Carmes, soussignée,

ATTESTE :

Qu'aux termes d'un acte reçu par moi, le 23 mars 2021,

La Communauté de Communes dénommée "PLOERMEL COMMUNAUTE" (Morbihan), ayant son siège à PLOERMEL (56800), Hôtel de Ville de Ploërmel place de la Mairie.

Identifiée sous le numéro unique d'identification 200 066 777.

A vendu à :

La société dénommée "MAVICK IMMOPLO",
Société civile immobilière au capital de DIX MILLE EUROS (10.000,00 €),
dont le siège social est à VANNES (56000), 10 rue du Maréchal Foch.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de VANNES et identifiée
sous le numéro unique d'identification 894 505 734.

La pleine propriété des immeubles ci-après désignés :

PLOERMEL (Morbihan)

Un ensemble immobilier à usage professionnel situé à PLOERMEL (56800), ,
Ronsouze .

En partie bâti, composé de :

* Trois bâtiments composés chacun d'un rez-de-chaussée surélevé d'un étage,
dénommés bâtiment A, bâtiment B, et bâtiment C (sur les plans joints), disposés en U, à
usage de bureaux, actuellement inoccupés.

* Accès

* Emplacements de stationnement

* Terrain autour

Ledit immeuble devant figurer au cadastre sous les références suivantes :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	ZM	0611	LE DOMAINE	06 a 83 ca
	ZM	0614	LE DOMAINE	05 a 46 ca
	ZM	0616	LE DOMAINE	03 a 95 ca
	ZM	0507	LE DOMAINE	04 a 64 ca
	ZM	0508	LE DOMAINE	08 a 12 ca
	ZM	0535	LE DOMAINE	09 a 43 ca
	ZM	0376	LE DOMAINE	03 a 93 ca
Contenance totale				42 a 36 ca

Transfert de propriété au jour de l'acte.

L'entrée en jouissance ayant été fixée au jour de l'acte.

Par la prise de possession réelle, l'immeuble étant libre de toute location et de
toute occupation.

En foi de quoi, j'ai délivré la présente attestation établie sur **deux pages**, destinée
à valoir et servir ce que de droit.

A PLOERMEL,
Le 18 juin 2025

Solène LE STRAT

OFFICE NOTARIAL
Solène LE STRAT - Notaire
56800 PLOËRMEL



1 ter, boulevard des Carmes
BP 40029
56801 PLOËRMEL CEDEX

L'office est ouvert :
du lundi au vendredi,
de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30
(17h le vendredi)

02 97 72 50 50
office.lestrat.ploermel@notaires.fr

Dossier : A 2020 00271 - VTE PLOERMEL COMMUNAUTE /
MAVICK INVEST
Suivi par : Aurélie BOURLOT

ATTESTATION

Maître Solène LE STRAT, notaire de l'office dénommé "Maître Solène LE STRAT", CRPCEN numéro 56101, dont le siège est à PLOERMEL (56800), 1^{er} Boulevard des Carmes, soussignée,

ATTESTE :

Qu'aux termes d'un acte reçu par moi, le 9 août 2021,

La Communauté de communes dénommée "PLOERMEL COMMUNAUTE" (Morbihan), ayant son siège à PLOERMEL (56800), Hôtel de Ville de Ploërmel place de la Mairie.

Identifiée sous le numéro unique d'identification 200 066 777.

Et

La "COMMUNE DE PLOERMEL " (Morbihan), ayant son siège à PLOERMEL (56800), Place de la Mairie BP 133.

Identifiée sous le numéro unique d'identification 200 086 791.

Ont vendu à :

La société dénommée "MAVICK IMMOPLO",
Société civile immobilière au capital de DIX MILLE EUROS (10.000,00 €),
dont le siège social est à VANNES (56000), 10 rue du Maréchal Foch.

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de VANNES et identifiée
sous le numéro unique d'identification 894 505 734.

La pleine propriété des immeubles ci-après désignés :

DESIGNATION DES BIENS

I - BIEN VENDU PAR PLOERMEL COMMUNAUTE : TERRAIN SITUE DANS LE LOTISSEMENT "PARC D'ACTIVITES DE RONSOUZE" :

PLOERMEL (Morbihan)

Un terrain constructible et viabilisé situé à PLOERMEL (56800), Le Domaine, .
Ledit immeuble cadastré :

Préfixe	Section et N°	Adresse ou lieudit	Contenance	Nature
	ZM 595	le domaine	28 a 52 ca	terrain à bâtir
Contenance totale			28 a 52 ca	

Tel que le tout existe sans exception ni réserve et tel qu'il sera dénommé dans le corps de l'acte par le terme "l'immeuble".

II - BIEN VENDU PAR PLOERMEL COMMUNAUTE : TERRAIN SITUE EN DEHORS DU LOTISSEMENT "PARC D'ACTIVITES DE RONSOUZE" :

PLOERMEL (Morbihan)

Un terrain constructible viabilisable situé à PLOERMEL (56800), le domaine,
Ledit immeuble cadastré :

Préfixe	Section et N°	Adresse ou lieudit	Contenance	Nature
	ZM 610	le domaine	36 a 88 ca	terre
Contenance totale			36 a 88 ca	

Tel que le tout existe sans exception ni réserve et tel qu'il sera dénommé dans le corps de l'acte par le terme "l'immeuble".

III - BIEN VENDU PAR LA COMMUNE DE PLOERMEL : TERRAIN SITUE EN DEHORS DU LOTISSEMENT "PARC D'ACTIVITES DE RONSOUZE" :

PLOERMEL (Morbihan)

Un terrain constructible viabilisable situé à PLOERMEL (56800), Le Domaine, .
Ledit immeuble cadastré :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	ZM	607	le domaine	12 a 33 ca
Contenance totale				12 a 33 ca

Tel que le tout existe sans exception ni réserve et tel qu'il sera dénommé dans le corps de l'acte par le terme "l'immeuble".

Transfert de propriété au jour de l'acte.

L'entrée en jouissance ayant été fixée au jour de l'acte.

Par la prise de possession réelle, l'immeuble étant libre de toute location et de toute occupation.

En foi de quoi, j'ai délivré la présente attestation établie sur trois pages, destinée à valoir et servir ce que de droit.

A PLOERMEL,
Le 18 juin 2025

Solène LE STRAT

OFFICE NOTARIAL
Solène LE STRAT - Notaire
56800 PLOËRMEL



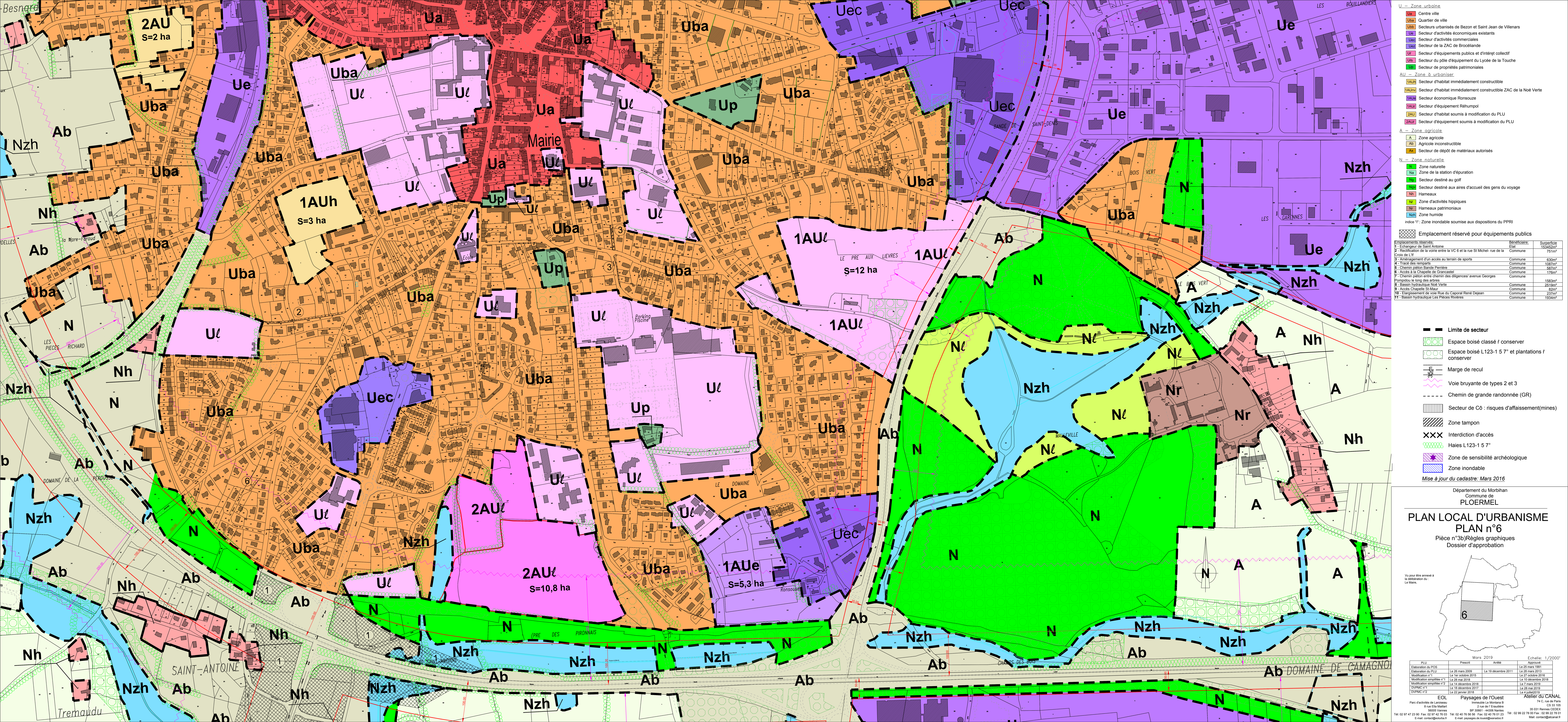
ANNEXES DE L'ETUDE D'INCIDENCE

ANNEXE EI - 1. URBANISME

ANNEXE EI - 2. CONDITIONS DE REMISE EN ETAT

ANNEXE EI - 3. ÉTUDE PLUVIALE / LOI SUR L'EAU

ANNEXE EI - 1. URBANISME



- U - Zone urbaine**
- Uc Centre ville
 - Uva Quartier de ville
 - Uba Secteurs urbanisés de Bezon et Saint-Jean de Villenars
 - Uec Secteur d'activités économiques existants
 - Uec Secteur d'activités commerciales
 - Uec Secteur de la ZAC de Brocéliande
 - Uec Secteur d'équipements publics et d'intérêt collectif
 - Uec Secteur du pôle d'équipement du Lycée de la Touche
 - Uec Secteur de propriétés patrimoniales

- AU - Zone à urbaniser**
- 1AUh Secteur d'habitat immédiatement constructible
 - 1AUh Secteur d'habitat immédiatement constructible ZAC de la Noë Verte
 - 1AUe Secteur économique Ronsouze
 - 1AUe Secteur d'équipement Réhoupel
 - 2AU Secteur d'habitat soumis à modification du PLU
 - 2AUe Secteur d'équipement soumis à modification du PLU

- A - Zone agricole**
- A Zone agricole
 - Ab Agricole inconstructible
 - Ab Secteur de dépôt de matériaux autorisés

- N - Zone naturelle**
- N Zone naturelle
 - Na Zone de la station d'épuration
 - Nh Secteur destiné au golf
 - Nh Secteur destiné aux aires d'accueil des gens du voyage
 - Nh Hameaux
 - Nh Zone d'activités hippiques
 - Nh Hameaux patrimoniaux
 - Nzh Zone humide

Emplacements réservés pour équipements publics

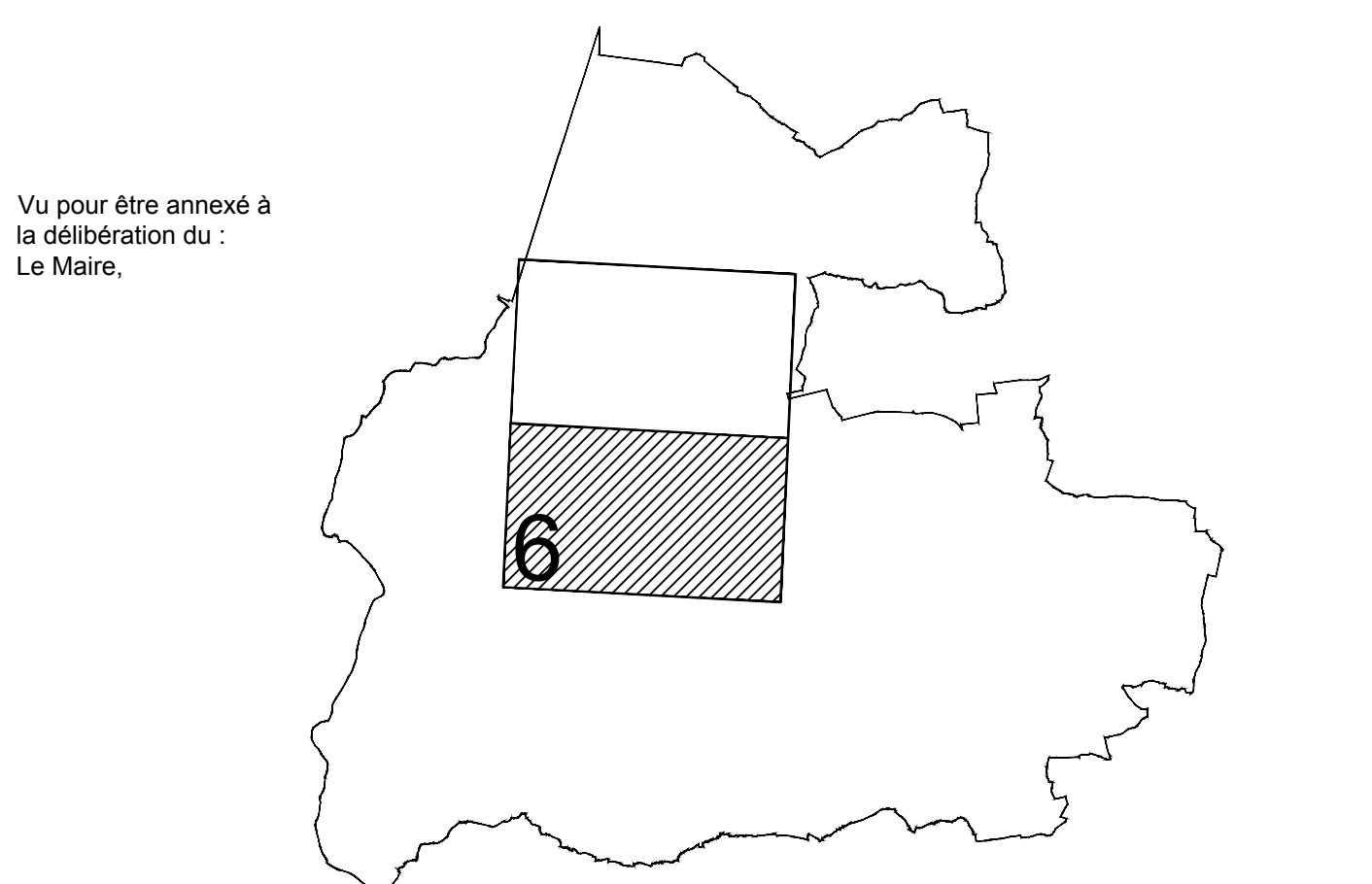
Emplacements réservés	Bénéficiaire	Superficie
1 - Echangeur de Saint Antoine	Etat	15352m ²
2 - Rectification de la voirie entre la VC 6 et la rue St Michel- rue de la Croix de L'Y	Commune	75m ²
3 - Aménagement d'un accès au terrain de sports	Commune	630m ²
4 - Tracé des sentiers	Commune	192m ²
5 - Chemin piéton Bande Perrière	Commune	687m ²
6 - Accès à la Chapelle de Gramont	Commune	178m ²
7 - Chemin piéton entre chemin des diligences/ avenue Georges Pompidou le long des arbres	Commune	1583m ²
8 - Bassin hydraulique Noh Vert	Commune	2210m ²
9 - Accès Chapelle St-Maur	Commune	82m ²
10 - Elargissement de voie Rue du Caporal René Dejean	Commune	237m ²
11 - Bassin hydraulique Les Pièces Rivières	Commune	1934m ²

- Limite de secteur
 - Espace boisé classé f conserver
 - Espace boisé L123-1 5 7* et plantations f conserver
 - - - Marge de recul
 - Voie bruyante de types 2 et 3
 - Chemin de grande randonnée (GR)
 - Secteur de Cò : risques d'affaissement(mines)
 - /// Zone tampon
 - XXX Interdiction d'accès
 - Haies L123-1 5 7*
 - Zone de sensibilité archéologique
 - Zone inondable
- Mise à jour du cadastre : Mars 2016

Département du Morbihan
Commune de
PLOERMEL

PLAN LOCAL D'URBANISME
PLAN n°6

Pièce n°3b) Règles graphiques
Dossier d'approbation



Mars 2019 Echelle: 1/20000

PLU	Prescrit	Adopté	Approuvé
Elaboration du POS	Le 26 mars 2009	Le 19 décembre 2011	Le 26 mars 2013
Elaboration du PLU	Le 26 mars 2009	Le 19 décembre 2011	Le 26 mars 2013
Modification n°1	Le 1er octobre 2015	Le 27 octobre 2016	Le 27 octobre 2016
Modification simplifiée n°1	Le 28 mars 2018	Le 19 décembre 2018	Le 19 décembre 2018
Modification simplifiée n°2	Le 14 décembre 2018	Le 7 mars 2019	Le 7 mars 2019
FORPAC n°1	Le 15 décembre 2017	Le 28 mai 2019	Le 28 mai 2019
FORPAC n°2	Le 22 janvier 2018	Le 4 juillet 2019	Le 4 juillet 2019

EOL Paysages de l'Ouest Atelier du CANAL
 Parc d'activités de Larcosec, 5 rue Elia Mellet, Immeuble Le Morbihan B, 74, rue de l'Étoile
 56005 Vannes, BP 30561 - 44305 Nantes, CS 333 105
 Tél: 02 47 23 90 Fax: 02 47 42 79 03 Tél: 02 40 76 56 Fax: 02 40 76 01 23 Tél: 02 99 22 78 09 Fax: 02 99 22 78 01
 E-mail: contact@eol.fr E-mail: paysages.de.louest@wanadoo.fr Mail: contact@canal.fr

Département du Morbihan

Plan Local d'Urbanisme Elaboration

Pièce n°3 : Règlement *a) Règles écrites*

Vu pour être annexé à la délibération du 4 juillet 2019

POS / PLU	Prescrit	Arrêté	Approuvé
Elaboration POS			25 mars 1991
Elaboration du PLU	26 mars 2009	19 décembre 2011	28 Mars 2013
Modification n°1	1er octobre 2015		27 octobre 2016
Modification simplifiée n°1	28 mai 2018		10 décembre 2018
DPVMC n°1	18 décembre 2017		28 mai 2019
DPVMC n°2	22 janvier 2018		04 juillet 2019

Sommaire

Titre 1 : Dispositions générales	4
Titre 2 : Dispositions applicables à la zone urbaine.....	16
Chapitre I. Règles applicables au secteur Ua	18
Chapitre II. Règles applicables au secteur Ub	25
Chapitre III. Règles applicables au secteur Ue, Uec, Uez et Uei	32
Chapitre IV. Règles applicables au secteur Uℓ.....	39
Chapitre V. Règles applicables au secteur Up	45
Titre 3 : Dispositions applicables aux zones à urbaniser	50
Chapitre I. Règles applicables aux secteurs 1AUh	52
Chapitre II. Règles applicables aux secteurs 1AUnv.....	59
Chapitre III. Règles applicables au secteur 1AUe	66
Chapitre IV. Règles applicables aux secteurs 1AUℓ.....	72
Chapitre V. Règles applicables aux secteurs 2AUℓ et 2AU	78
Titre 4 : Dispositions applicables à la zone agricole.....	82
Titre 5 : Dispositions applicables aux zones naturelles.....	92
Chapitre I. Règles applicables aux secteurs N, Na, Ng et Nzh	94
Chapitre II. Règles applicables au secteur Ngv.....	101
Chapitre III. Règles applicables au secteur Nh	106
Chapitre IV. Règles applicables au secteur Nℓ.....	112
Chapitre V. Règles applicables au secteur Nr.....	117

Chapitre III. Règles applicables au secteur Ue, Uec, Uez et Uei

Le **secteur Ue** est destiné à recevoir des activités industrielles, de services, des constructions tertiaires et artisanales, ;

Le **secteur Uec** est destiné à recevoir des activités commerciales de grandes et moyennes surfaces et toute activité commerciale ;

Le **secteur Uez** est la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), Parc d'activités de Brocéliande, qui regroupe des activités économiques.

Le **secteur Uei** correspond aux secteurs inondables identifiés au plan de zonage, où le Plan de Prévention des Risques d'Inondation s'applique.

Rappels

- Les démolitions sont soumises au permis de démolir sur l'ensemble des secteurs .
- Dans les espaces boisés classés à protéger, à conserver ou à créer, le défrichement est interdit ; les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation suivant les modalités prévues à l'article R. 130-1 du Code de l'Urbanisme.

Article Ue 1 - Occupations et utilisations du sol interdites

- Les constructions à usage d'habitation autres que celles visées à l'article Ue 2.
- La création de terrains aménagés pour l'accueil de tentes et de caravanes.
- L'ouverture et l'extension de carrières et de mines.

Article Ue 2 - Occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières

- Les constructions à usage d'habitation destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance ou le gardiennage des installations ou activités autorisées dans la zone et à condition :
 - qu'elles ne soient pas édifiées avant la réalisation des constructions ou installations à usage industriel, commercial ou artisanal,
 - et pour celles exposées au bruit de la voie RN24 de catégorie 2 et 3 et de la RD766E, de catégorie 3, qu'elles soient conformes aux dispositions de l'arrêté du 6 octobre 1978 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur.
 - d'être intégrées au volume du bâtiment d'activité et d'être limitées à une surface d'emprise au sol maximale de 50 m².
- Les installations classées soumises à autorisation, sous réserve que des dispositions soient prévues en vue d'atténuer de manière substantielle, les dangers ou les inconvénients que peut présenter leur exploitation.
- Les installations classées soumises à déclaration.

Sont autorisés en secteur Ue :

- Les lotissements et constructions à usage d'activités ;
- Les constructions à usage d'entrepôts industriels ou de commerce de gros
- Les constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif

- Les constructions à usage de bureaux, de commerces et de services
- Les constructions à usage hôtelier
- Les établissements destinés au transit ou la vente d'animaux

Sont autorisées en secteur Uec :

- Les constructions à usage commercial
- Les constructions à usage de bureaux, de commerces et de services
- Les constructions à usage hôtelier

Article Ue 3 - Voiries et accès

Accès

Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin ou éventuellement obtenu par l'application de l'article 682 du code civil.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Le long des voies publiques, pour des raisons de fluidité et de sécurité du trafic, les débouchés directs doivent être limités à un seul par propriété pour l'accès principal.

Un accès secondaire sera autorisé si de bonnes conditions de sécurité des accès sur la voie publique sont réunies.

Voirie

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et la protection civile et comporter une chaussée d'au moins 3.50 m de largeur pour les voies de desserte et d'au moins 6.00 m de largeur pour les voies destinées à la circulation générale.

Les voies en impasse doivent être aménagées à leur extrémité pour permettre le demi tour des véhicules de sécurité incendie.

Article Ue 4 - Desserte par les réseaux

Alimentation en eau :

Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau doit être desservie par une conduite de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes et raccordée au réseau public d'adduction d'eau.

Dans toutes les agglomérations ou parties d'agglomérations possédant un réseau de distribution publique d'eau potable, toutes les voies publiques ou privées doivent, dans tous les cas où cette mesure est techniquement réalisable, comporter au moins une conduite de distribution. Tout immeuble desservi par l'une ou l'autre de ces voies, qu'il soit directement riverain ou en enclave, doit être relié à cette conduite par un branchement. Ce branchement est suivi d'un réseau de canalisations intérieures qui met l'eau de la distribution publique, et sans traitement complémentaire, à la disposition de tous les habitants de l'immeuble, à tous les étages et à toute heure du jour et de la nuit.

Électricité et téléphone :

Les réseaux d'électricité basse tension et de téléphone et les branchements devront être réalisés en souterrain à la charge du maître d'ouvrage.

Assainissement :**a) Eaux usées**

Sous réserve des dispositions de la législation relative aux installations classées, toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines de caractéristiques suffisantes raccordées au réseau public d'assainissement. Pour certains effluents particulièrement nocifs, un pré-traitement sera imposé.

b) Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Article Ue 5 - Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet.

Article Ue 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Le long des voies du domaine public très fréquentées (ou appelées à le devenir) les constructions nouvelles doivent respecter la marge de recul minimale précisée au plan de zonage.

Les constructions doivent être implantées à au moins 5 mètres de la limite de l'emprise des autres voies.

L'implantation des équipements directement liés et nécessaires à la route (stations-service, garages...) est soumise uniquement à la réglementation spécifique les concernant.

Les ouvrages techniques d'intérêt collectif (transformateur – pylône électrique, relais Hertzien, ouvrages hydrauliques agricoles, station de traitement des eaux, poste de relèvement lagune, bassin de rétention, réserve incendie...) et ceux liés à l'utilisation de l'énergie solaire, géothermique ou éolienne peuvent être implantés à l'alignement de l'emprise des voies ou en retrait sans référence aux règles imposées aux autres constructions et installations.

Article Ue 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions, lorsqu'elles ne jouxtent pas les limites séparatives, doivent être implantées à une distance de ces limites, au moins égale à la moitié de leur hauteur mesurée à l'égout de toiture ou à l'acrotère sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Les constructions à usage d'installations classées doivent respecter une marge d'isolement par rapport aux limites des zones U et AU et des secteurs Nh et Nr, fixée comme suit :

- 20 m (vingt mètres) pour les installations classées soumises à déclaration.
- 50 m (cinquante mètres) pour les installations classées soumises à l'autorisation.

Toutefois, un recul plus important leur sera imposé en fonction de la gravité des dangers ou inconvénients que peut représenter leur exploitation.

Toutefois, dans ces marges d'isolement, seront admises les constructions à usage administratif, social ou d'habitation liées aux activités ainsi que les aires de stationnement.

Les ouvrages techniques d'intérêt collectif (transformateur, pylône électrique, relais Hertzien, ouvrages hydrauliques agricoles, station de traitement des eaux, poste de relèvement lagune, bassin de rétention, réserve incendie...) et ceux liés à l'utilisation de l'énergie solaire, géothermique ou éolienne peuvent être implantés à l'alignement de l'emprise des voies ou en retrait sans référence aux règles imposées aux autres constructions et installations.

Article Ue 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Sans objet.

Article Ue 9 - Emprise au sol des constructions

Sans objet.

Article Ue 10 - Hauteur maximale des constructions

Il n'est pas fixé de hauteurs maximales pour les constructions à usage industriel, artisanal, commercial, tertiaire.

Article Ue 11 - Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié par le présent PLU en application du 7° de l'article L. 123-1-5 doivent faire l'objet d'une autorisation préalable dans les conditions prévues aux articles R. 421-23 et 28 et suivants du Code de l'urbanisme.

Aspect architectural pour les secteurs Ue et Uec :

Les constructions liées aux activités artisanales, industrielles ou commerciales devront présenter des volumes simples et s'intégrer dans leur environnement.

Clôtures pour les secteurs Ue, et Uec :

Sauf dispositions réglementaires particulières, les clôtures éventuelles seront constituées de grillage simple sur poteaux métalliques ou en bois dont la hauteur ne devra pas excéder 2,50 m doublés de haies végétales, sauf nécessité impérative liée au caractère de l'établissement concerné.

Aspect architectural pour le secteur Uez :

Les volumes seront simples.

Les façades seront de teinte sombre (gris – noir – vert – bleu - marron...) d'aspect mat, des éléments ponctuels pourront être réalisés en verre – aluminium – bois – brique – granit ... tout

type de matériaux qualitatifs pour les bâtiments de commerces et des activités industrielles ou artisanales.

Les façades des bâtiments d'activité tertiaire seront en matériaux qualitatifs (bois – verre – béton brut – de décoffrage – béton lauré ou enduit – parpaing enduit ...) les couleurs resteront de teinte sobre.

Les menuiseries pourront être de teinte vive ainsi que les logotypes, tout symbole d'identification des entreprises, ou des éléments ponctuels de composition architecturale.

Les bâtiments auront de préférence un aspect de toiture terrasse éventuellement restitués par un acrotère où s'inscriront les éléments d'identification des entreprises, ces éléments ne devront pas dépasser l'acrotère.

Des toitures à égout arrondis en continuité de façade et dans le plan de toiture pourront être autorisées ponctuellement ou sur l'ensemble du bâtiment.

Des toitures en ardoises, en zinc, cuivre ou toutes autres toitures à deux pentes pourront être autorisées en éléments ponctuels ou pour un projet global.

Clôtures pour le secteur Uez :

Les clôtures seront réalisées en grillage vert doublées d'une haie vive sur toutes les parties en limite de l'espace public, leur hauteur est limitée à 2,50 mètres.

Article Ue 12 – Réalisation d'aires de stationnement

Le stationnement des véhicules automobiles et des deux roues, correspondant aux besoins des constructions et installations, doit être assuré en dehors des voies publiques.

Les aires de stationnement pourront être mutualisées dans les opérations globales ou les opérations complexes.

Article Ue 13 – Réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et plantations

Éléments de paysage à préserver :

Les haies bocagères, les alignements d'arbres à préserver au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'Urbanisme sont repérés avec une trame spécifique sur les plans de zonage . Il importe que ces structures soient préservées dans le temps sans pour autant les figer dans leur état actuel. Ainsi les haies peuvent être déplacées, remplacées, recomposées pour des motifs d'accès, de composition architecturale,... à partir du moment où la structure du paysage n'en est pas altérée.

Les terrains classés au plan comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme.

Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Les marges d'isolement, par rapport aux zones Ua – Ub – Nh – Nr, doivent être plantées d'arbres de haute tige ou de plantations formant écran sauf incompatibilité réglementaire.

Pour des modifications de haies existantes identifiées sur le plan de zonage du PLU, elles devront respecter les règles suivantes :

A partir de 8 mètres de linéaire impacté, des mesures compensatoires seront mises en œuvre. Elles pourront prendre la forme suivante :

- replantation d'au moins les 2/3 du linéaire dans le même secteur que celui du linéaire détruit.
- le regarnissage d'une haie.
- les replantations viseront à relier des éléments boisés (autre haie, bosquet, bois...), ou se situeront en bas de pente pour une fonction antiérosive, une limitation du ruissellement, une protection de la ressource en eau ou, se situeront à proximité, en limite ou dans un ensemble de parcelles humides.
- les replantations seront de type local ou du même type que la haie détruite (chêne, orme, frêne, hêtre, châtaignier, érable...).

Article Ue 14 – Coefficient d'occupation du sol

Sans objet.

Chapitre III. Règles applicables au secteur 1AUe

Le **secteur 1AUe** est destiné à recevoir des activités industrielles, de services, des constructions tertiaires et artisanales, ;

Rappels

- Les démolitions sont soumises au permis de démolir
- Dans les espaces boisés classés à protéger, à conserver ou à créer, le défrichage est interdit ; les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation suivant les modalités prévues à l'article R. 130-1 du Code de l'Urbanisme.

Article 1AUe 1 - Occupations et utilisations du sol interdites

- Les constructions à usage d'habitation autres que celles visées à l'article 1AUe 2.
- La création de terrains aménagés pour l'accueil de tentes et de caravanes.
- L'ouverture et l'extension de carrières et de mines.

Article 1AUe 2 - Occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières

- Les constructions à usage d'habitation destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance ou le gardiennage des installations ou activités autorisées dans la zone et à condition :
 - qu'elles ne soient pas édifiées avant la réalisation des constructions ou installations à usage industriel, commercial ou artisanal,
 - et pour celles exposées au bruit de la voie RN24 de catégorie 2 et 3 et de la RD766 de catégorie 3, qu'elles soient conformes aux dispositions de l'arrêté du 6 octobre 1978 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur.
 - d'être intégrées au volume du bâtiment d'activité et d'être limitées à une surface d'emprise au sol maximale de 50 m².
- Les installations classées soumises à autorisation, sous réserve que des dispositions soient prévues en vue d'atténuer de manière substantielle, les dangers ou les inconvénients que peut présenter leur exploitation.
- Les installations classées soumises à déclaration.

Sont autorisés en secteur 1AUe :

- Les lotissements et constructions à usage d'activités ;
- Les constructions à usage d'entrepôts industriels
- Les constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif
- Les constructions à usage de bureaux et de services
- Les constructions à usage hôtelier
- Les établissements destinés au transit ou la vente d'animaux

Article 1AUe 3 - Voiries et accès

Accès

Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin ou éventuellement obtenu par l'application de l'article 682 du code civil.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Le long des voies publiques, pour des raisons de fluidité et de sécurité du trafic, les débouchés directs doivent être limités à un seul par propriété pour l'accès principal.

Un second accès peut être autorisé si de bonnes conditions de sécurité des accès sont respectées.

Voirie

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et la protection civile et comporter une chaussée d'au moins 3.50 m de largeur pour les voies de desserte et d'au moins 6.00 m de largeur pour les voies destinées à la circulation générale.

Les voies en impasse doivent être aménagées à leur extrémité pour permettre le demi tour des véhicules de sécurité incendie.

Article 1AUe 4 - Desserte par les réseaux

Alimentation en eau :

Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau doit être desservie par une conduite de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes et raccordée au réseau public d'adduction d'eau.

Dans toutes les agglomérations ou parties d'agglomérations possédant un réseau de distribution publique d'eau potable, toutes les voies publiques ou privées doivent, dans tous les cas où cette mesure est techniquement réalisable, comporter au moins une conduite de distribution. Tout immeuble desservi par l'une ou l'autre de ces voies, qu'il soit directement riverain ou en enclave, doit être relié à cette conduite par un branchement. Ce branchement est suivi d'un réseau de canalisations intérieures qui met l'eau de la distribution publique, et sans traitement complémentaire, à la disposition de tous les habitants de l'immeuble, à tous les étages et à toute heure du jour et de la nuit.

Électricité et téléphone :

Les réseaux d'électricité basse tension et de téléphone et les branchements devront être réalisés en souterrain à la charge du maître d'ouvrage.

Assainissement :

a) Eaux usées

Sous réserve des dispositions de la législation relative aux installations classées, toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines de caractéristiques suffisantes raccordées au réseau public d'assainissement. Pour certains effluents particulièrement nocifs, un pré-traitement sera imposé.

b) Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Article 1AUe 5 - Superficie minimale des terrains constructibles

Sans objet.

Article 1AUe 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Le long des voies du domaine public très fréquentées (ou appelées à le devenir) les constructions nouvelles doivent respecter la marge de recul minimale précisée au plan de zonage.

Les constructions doivent être implantées à au moins 5 mètres de la limite de l'emprise des autres voies.

L'implantation des équipements directement liés et nécessaires à la route (stations-service, garages...) est soumise uniquement à la réglementation spécifique les concernant.

Les ouvrages techniques d'intérêt collectif (transformateur – pylône électrique, relais Hertzien, ouvrages hydrauliques agricoles, station de traitement des eaux, poste de relèvement lagune, bassin de rétention, réserve incendie...) et ceux liés à l'utilisation de l'énergie solaire, géothermique ou éolienne peuvent être implantés à l'alignement de l'emprise des voies ou en retrait sans référence aux règles imposées aux autres constructions et installations.

Article 1AUe 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions, lorsqu'elles ne jouxtent pas les limites séparatives, doivent être implantées à une distance de ces limites, au moins égale à la moitié de leur hauteur mesurée à l'égout de toiture ou à l'acrotère sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Les constructions à usage d'installations classées doivent respecter une marge d'isolement par rapport aux limites des zones U et AU et des secteurs Nh et Nr, fixée comme suit :

- 20 m (vingt mètres) pour les installations classées soumises à déclaration.
- 50 m (cinquante mètres) pour les installations classées soumises à l'autorisation.

Toutefois, un recul plus important leur sera imposé en fonction de la gravité des dangers ou inconvénients que peut représenter leur exploitation.

Toutefois, dans ces marges d'isolement, sont admises les constructions à usage administratif, social ou d'habitation liées aux activités ainsi que les aires de stationnement.

Les ouvrages techniques d'intérêt collectif (transformateur, pylône électrique, relais Hertzien, ouvrages hydrauliques agricoles, station de traitement des eaux, poste de relèvement lagune, bassin de rétention, réserve incendie...) et ceux liés à l'utilisation de l'énergie solaire, géothermique ou éolienne peuvent être implantés à l'alignement de l'emprise des voies ou en retrait sans référence aux règles imposées aux autres constructions et installations.

Article 1AUe 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Sans objet.

Article 1AUe 9 - Emprise au sol des constructions

Sans objet.

Article 1AUe 10 - Hauteur maximale des constructions

Il n'est pas fixé de hauteurs maximales pour les constructions à usage industriel, artisanal ou tertiaire.

Article 1AUe 11 - Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié par le présent PLU en application du 7° de l'article L. 123-1-5 doivent faire l'objet d'une autorisation préalable dans les conditions prévues aux articles R. 421-23 et 28 et suivants du Code de l'urbanisme.

Aspect architectural :

Les constructions liées aux activités artisanales, industrielles ou commerciales devront présenter des volumes simples et s'intégrer dans leur environnement.

Clôtures pour les secteurs :

Sauf dispositions réglementaires particulières, les clôtures éventuelles seront constituées de grillage simple sur poteaux métalliques ou en bois dont la hauteur ne devra pas excéder 2,50 m doublés de haies végétales, sauf nécessité impérative liée au caractère de l'établissement concerné.

Article 1AUe 12 – Réalisation d'aires de stationnement

Le stationnement des véhicules automobiles et des deux roues, correspondant aux besoins des constructions et installations, doit être assuré en dehors des voies publiques.

Article 1AUe 13 – Réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et plantations

Éléments de paysage à préserver :

Les haies bocagères, les alignements d'arbres à préserver au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'Urbanisme sont repérés avec une trame spécifique sur les plans de zonage Il importe que ces structures soient préservées dans le temps sans pour autant les figer dans leur état actuel. Ainsi les haies peuvent être déplacées, remplacées, recomposées pour des motifs

d'accès, de composition architecturale,... à partir du moment où la structure du paysage n'en est pas altérée.

Les terrains classés au plan comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme.

Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

Les marges d'isolement, par rapport aux zones Ua – Ub – Nh – Nr, doivent être plantées d'arbres de haute tige ou de plantations formant écran sauf incompatibilité réglementaire.

Pour des modifications de haies existantes identifiées sur le plan de zonage du PLU, elles devront respecter les règles suivantes :

A partir de 8 mètres de linéaire impacté, des mesures compensatoires seront mises en œuvre. Elles pourront prendre la forme suivante :

- replantation d'au moins les 2/3 du linéaire dans le même secteur que celui du linéaire détruit.
- le regarnissage d'une haie.
- les replantations viseront à relier des éléments boisés (autre haie, bosquet, bois...), ou se situeront en bas de pente pour une fonction antiérosive, une limitation du ruissellement, une protection de la ressource en eau ou, se situeront à proximité, en limite ou dans un ensemble de parcelles humides.
- les replantations seront de type local ou du même type que la haie détruite (chêne, orme, frêne, hêtre, châtaignier, érable...).

Article 1AUe 14 – Coefficient d'occupation du sol

Sans objet.

ANNEXE EI - 2. CONDITIONS DE REMISE EN ETAT

Lors de l'élaboration du présent dossier de demande d'autorisation, la zone cadastrale a connu un changement de bornage afin de correspondre aux limites du site. Ainsi les parcelles ZM 0594 et ZM0609 ont été scindées. Ainsi la parcelle ZM 0594 correspond dorénavant au n° ZM 0645 et la parcelle ZM 0609 correspond au n° ZM 0651. Cette modification des numéros de parcelles cadastrales ne modifie pas la surface du site.

AVIS DU MAIRE

SUR LA REMISE EN ÉTAT ET L'USAGE FUTUR DU SITE EN FIN D'EXPLOITATION

Le point n° 11 du I. de l'article D.181-15-2 du Code de l'environnement précise « 11° Pour les installations à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le pétitionnaire, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation ; ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le pétitionnaire ; ».

La DISTILLERIE DE LA MINE D'OR, conformément à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement, notifiera au Préfet la date de mise à l'arrêt définitif de l'installation ainsi que la liste des terrains concernés trois mois au moins avant celui-ci.

La notification indiquera les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comporteront, notamment :

1. l'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;
2. des interdictions ou limitations d'accès au site ;
3. la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
4. la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Dès ces mesures mises en œuvre, l'exploitant fera attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Cette attestation sera transmise à l'inspection des installations classées.

La DISTILLERIE DE LA MINE D'OR placera le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette l'usage futur du site proposé ci-après :

- les fluides et énergies seront consignés ;
- l'ensemble des installations concourant à l'activité de stockage (hors bâtiments) seront démantelées et évacuées ;
- les déchets et autres produits seront évacués selon des filières agréées.

L'exploitant fera état de ces mesures au Préfet dans les six mois suivant l'arrêt définitif de l'installation selon les modalités prévues à l'article R.512-39-3.

La commune de PLOËRMEL dispose d'un Plan Local d'Urbanisme, dont la dernière version a été approuvée le 10 juin 2021. Le site est actuellement classé en zones 1AUe (zone à urbaniser) et Uec (secteurs d'activités commerciales) et réalise des activités de brassage, distillation et stockage d'alcools de bouche. Le site s'étend sur les parcelles cadastrales ZM 595, ZM 610, ZM 611, ZM 376, ZM 535, ZM 508, ZM 507, ZM 616, ZM 607, ZM 614, ZM 594 et ZM 609.

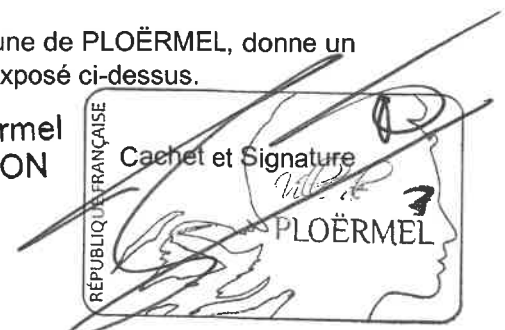
Le site de la DISTILLERIE DE LA MINE D'OR maintiendra le classement de la zone à l'issue de sa cessation d'activité. En cas de cessation d'activités, les bâtiments conserveront une vocation industrielle propre aux installations de cette zone.

Avis du Maire

Monsieur Patrick LE DIFFON, agissant en qualité de Maire de la commune de PLOËRMEL, donne un avis favorable aux conditions de remise en état et d'usage futur du site exposé ci-dessus.

Date : 14 mai 2025

Le Maire de Ploërmel
Patrick LE DIFFON



AVIS DU PROPRIÉTAIRE SUR LA REMISE EN ÉTAT ET L'USAGE FUTUR DU SITE EN FIN D'EXPLOITATION

Le point n° 11 du I. de l'article D.181-15-2 du Code de l'environnement précise « 11° Pour les installations à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le pétitionnaire, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation ; ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le pétitionnaire ; ».

La DISTILLERIE DE LA MINE D'OR, conformément à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement, notifiera au Préfet la date de mise à l'arrêt définitif de l'installation ainsi que la liste des terrains concernés trois mois au moins avant celui-ci.

La notification indiquera les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comporteront, notamment :

1. l'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;
2. des interdictions ou limitations d'accès au site ;
3. la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
4. la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Dès ces mesures mises en œuvre, l'exploitant fera attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Cette attestation sera transmise à l'inspection des installations classées.

La DISTILLERIE DE LA MINE D'OR placera le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette l'usage futur du site proposé ci-après :

- les fluides et énergies seront consignés ;
- l'ensemble des installations concourant à l'activité de stockage (hors bâtiments) seront démantelées et évacuées ;
- les déchets et autres produits seront évacués selon des filières agréées.

L'exploitant fera état de ces mesures au Préfet dans les six mois suivant l'arrêt définitif de l'installation selon les modalités prévues à l'article R.512-39-3.

La commune de PLOËRMEL dispose d'un Plan Local d'Urbanisme, dont la dernière version a été approuvée le 04 juillet 2019. Le site est actuellement classé en zones 1AUe (zone à urbaniser) et Uec (secteurs d'activités commerciales) et réalise des activités de brassage, distillation et stockage d'alcools de bouche. Le site s'étend sur les parcelles cadastrales ZM 595, ZM 610, ZM 611, ZM 376, ZM 535, ZM 508, ZM 507, ZM 616, ZM 607, ZM 614, ZM 594 et ZM 609.

Le site de la DISTILLERIE DE LA MINE D'OR maintiendra le classement de la zone à l'issue de sa cessation d'activité. En cas de cessation d'activités, les bâtiments conserveront une vocation industrielle propre aux installations de cette zone.

Avis du propriétaire

La SCI MAVICK IMMOPOLO, agissant en qualité de propriétaire des parcelles cadastrales ZM 595, ZM 610, ZM 611, ZM 376, ZM 535, ZM 508, ZM 507, ZM 616, ZM 607, ZM 614, ZM 594 et ZM 609, sur la commune de PLOËRMEL, donne un avis favorable aux conditions de remise en état et d'usage futur du site exposé ci-dessus.

Date :

14 05 25

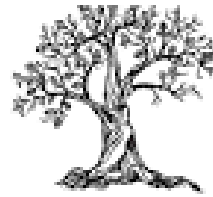
DISTILLERIE LA MINE D'OR
Domaine de Ronsouze-56800 PLOËRMEL
TVA FR17 818 314 247 - APE : 1101Z
Agrément aux douanes N°FR 016001E7153
distillerie@lamine-dor.bzh
Tél : 02 97 75 74 90

ANNEXE EI - 3. ÉTUDE PLUVIALE / LOI SUR L'EAU



Etude Loi sur l'Eau

Agrandissement de la distillerie de la Mine d'or



LA MINE D'OR
DISTILLERIE



Date : février 25
DCI ENVIRONNEMENT - AGENCE BRETAGNE :
9/10 place d'Irlande
56860 SENE
Tel : 02 97 45 45 95

Nom et numéro du dossier	[ENV1840] DISTILLERIE LA MINE D'OR	
Version / Indice	2	
Date	21/02/2025	
Nom de fichier	DLE	
Date de démarrage de la mission	Janvier 2024	
Maître d'ouvrage	Distillerie la mine d'or	
Interlocuteur(s)	Stéphane KERDODÉ	s.kerdode@lamedor.bzh
	Exploitant	06 97 75 74 90
Mandataire	DCI Environnement	
Interlocuteur(s)	Chargé d'études	e.neau@dc-environnement.fr
	Enzo NEAU	06 49 78 71 07
	Alex SLIMANI	a.slimani@dc-environnement.fr
	Chef de projet GEMAPI	06 74 92 33 68
Contrôleur(s) qualité	Directeur de projets	m.gilles@dc-environnement.fr
	Maël GILLES	06 74 26 03 87

Sommaire

1.	DESCRIPTION DU PROJET	5
2.	SITUATION REGLEMENTAIRE	6
3.	DOCUMENT D'INCIDENCE	7
A.	Etat Initial	7
A.1.	DESCRIPTION DU SITE	7
A.1.1	Localisation à grande échelle	7
A.1.2	Localisation à l'échelle parcellaire	7
A.1.3	Découpage et occupation du site	8
A.2.	CONTEXTE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE	9
A.2.1	Contexte géologique	9
A.2.2	Contexte hydrogéologique	10
A.2.3	Perméabilité	10
A.3.	TOPOGRAPHIE ET ECOULEMENT	12
A.4.	CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE	13
A.5.	MILIEUX HUMIDES	14
A.5.1	Méthodologie	14
A.5.2	Milieux potentiellement humides	17
A.5.3	Résultat des prospections	17
A.6.	SITUATION ADMINISTRATIVE	23
A.6.1	PLU	23
A.6.2	SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027	23
A.6.3	SAGE Vilaine	23
B.	Incidences du projet et mesures de correction associées	24
B.1.	INCIDENCES GLOBALES EN PHASE TRAVAUX	24
B.2.	INCIDENCE SUR LES RUISSELLEMENTS	24
B.3.	MESURES DE CORRECTION D'INCIDENCES SUR LES RUISSELLEMENTS : GESTION DES EAUX PLUVIALES	25
B.3.1	Principes retenus pour la gestion des eaux pluviales	25
B.3.2	Hypothèses de dimensionnement et calculs	25
B.4.	INCIDENCE SUR LA QUALITE DES EAUX	32
B.5.	INCIDENCE SUR LES ZONES HUMIDES	32
B.6.	INCIDENCE SUR LES EAUX DE SURFACE	32
B.7.	INCIDENCE SUR LES EAUX SOUTERRAINES	33
B.8.	INCIDENCE SUR L'ACTIVITE HUMAINE LIEE A L'EAU	33
4.	PRECONISATIONS POUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES	34
A.	Entretien du réseau des eaux pluviales	34
B.	Mesures d'intervention en cas de pollutions accidentelles	34
5.	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES ELEMENTS REGLEMENTAIRES	36
A.1.	CONFORMITE AVEC LE SDAGE LOIRE-BRETAGNE	36
A.2.	COMPATIBILITE AVEC LE SAGE VILAINE	36
A.3.	COMPATIBILITE PLU DE PLOERMEL	36

Table des figures

Figure 1 : Localisation des éléments projetés	5
Figure 2 : Localisation des tests porchets	11
Figure 3 : Définition des écoulements et de la topographie sur le secteur d'études	12
Figure 4 Critères d'hydromorphologie des sols de zones humides – Source (Groupe d'Étude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA), 1981°).....	16
Figure 5 : Sondage pédologique présentant des caractéristiques de ZH (© DCI environnement).....	16
Figure 6 : Prospection dans le cadre de la réalisation d'un inventaire de zone humide intercommunal : sondage pédologique, caractérisation et usage de la saisie sur tablette (DCI Environnement).....	16
Figure 7 : Sondages pédologiques sur l'emprise du projet d'aménagement de l'aire de covoiturage sur la commune de Basse-Goulaine	18
Figure 8 : Découpe du bassin versant pour le GEP du projet.....	28
Figure 9 : Organisation de la GEP pour le projet initial (Source : DMEAU Mars 2021)	29
Figure 10 : Organisation de la GEP sur la zone de projet	31

Table des tableaux

Tableau 2 : Classement des sols selon le coefficient de perméabilité	10
Tableau 3 : Synthèses des résultats des essais d'infiltration réalisés le 25/10/2024	11
Tableau 18 : Estimation de l'impact du projet sur les débits de pointes pour les pluies d'occurrence décennale, trentennale et centennale.....	24
Tableau 19 : Coefficients de Montana à la station de Bignan sur la période 1998 – 2021 (Source : Météo France).....	27
Tableau 20 : Caractéristiques du bassin versant global avant et après projet	29
Tableau 21 : Bilan des surfaces sur le projet.....	30
Tableau 22 : Résultats pour l'ouvrage d'infiltration.....	30
Tableau 24 : Détermination des incidences potentielles sur la qualité de l'eau	32

1. DESCRIPTION DU PROJET

Le projet correspond à l'agrandissement de la distillerie de la Mine d'Or à Ploërmel (56) par l'ajout de 6 bâtiments pour des chais de vieillissement.

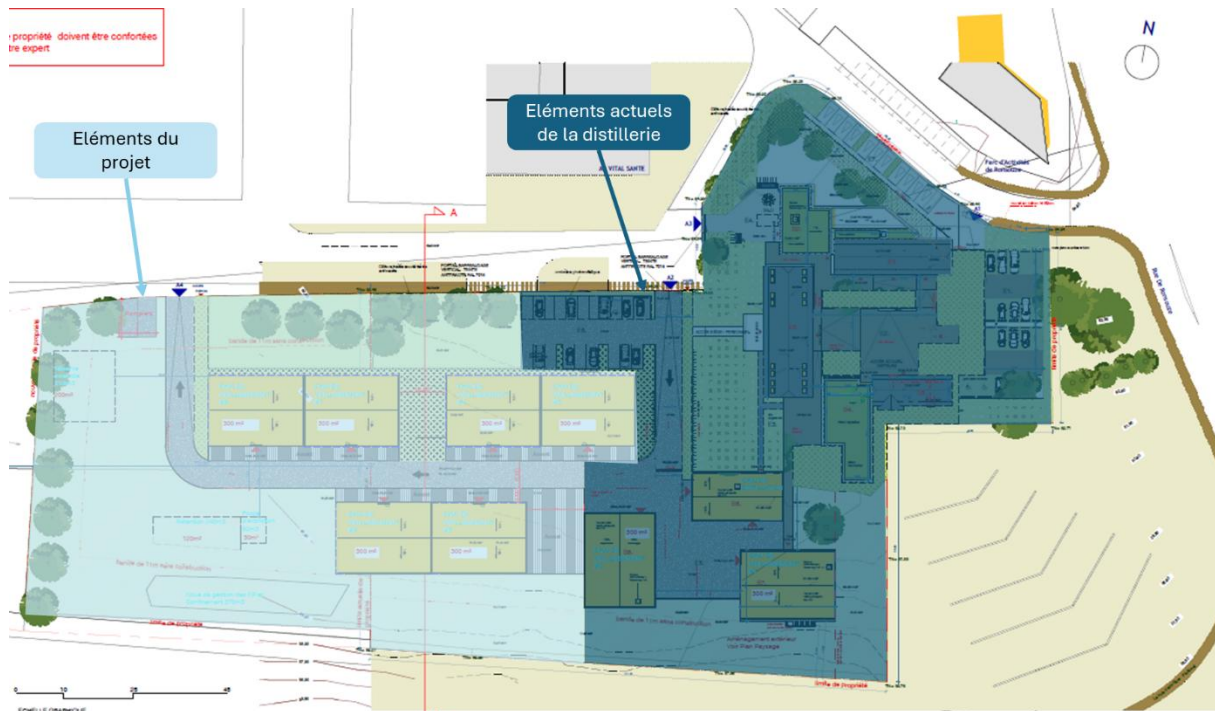


Figure 1 : Localisation des éléments projetés

2. SITUATION REGLEMENTAIRE

Afin de mettre en œuvre la gestion équilibrée de la ressource en eau, certains travaux, activités ou ouvrages sont soumis à autorisation ou à déclaration "suivant les dangers qu'ils présentent et la gravité de leurs effets sur la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques" (articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement).

Les projets ayant une incidence significative sur les eaux doivent faire l'objet d'un document répertoriant ces incidences sur la ressource en eau, le milieu récepteur ainsi que sur l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, en précisant, s'il y a lieu, les mesures compensatoires ou correctives envisagées.

Les rubriques de la nomenclature de l'article R.214-1 concernées par le présent dossier sont détaillées dans le tableau suivant :

RUBRIQUE	LIBELLE
2.1.5.0.	<p>2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D). <p><i>Le projet s'inscrit dans un bassin versant total de 16 592 m² soit 1,7 ha : Déclaration.</i></p>
3.3.1.0.	<p>3.3.1.0. Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Supérieure ou égale à 1 ha (A) ;2. Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D). <p><i>Aucune zone humide n'a été identifiée sur le site d'étude lors de la prospection : Non concerné.</i></p>

Ainsi le projet est soumis à déclaration au titre de la Loi sur l'Eau pour la rubrique 2.1.5.0.

Le projet est également soumis à examen au cas par cas. La demande est en cours d'instruction.

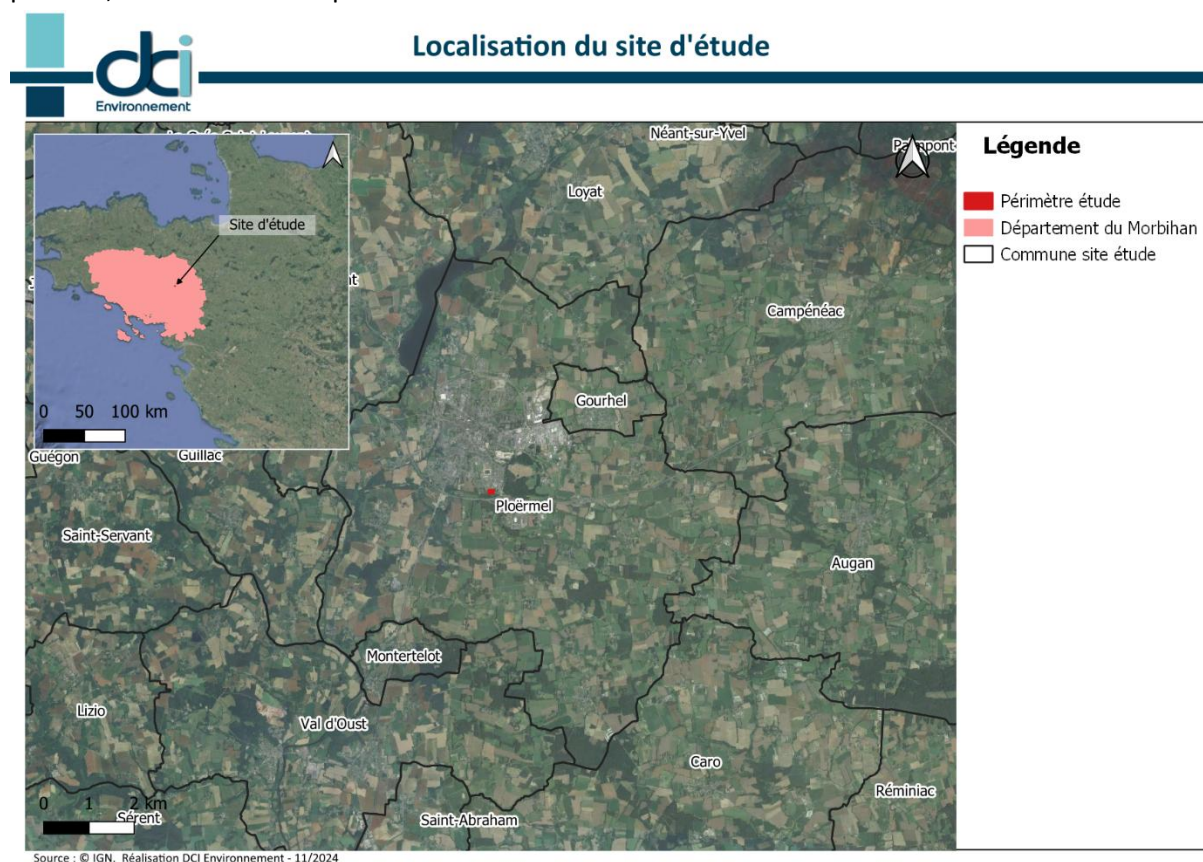
3. DOCUMENT D'INCIDENCE

A. ETAT INITIAL

A.1. DESCRIPTION DU SITE

A.1.1 Localisation à grande échelle

La surface totale du site étudié est de 9522 m². Le site d'étude se situe au nord-est du département du Morbihan (56), sur la commune de Ploërmel. La carte ci-dessous permet de rendre compte de sa position, et notamment sa position centrale sur cette commune :



A.1.2 Localisation à l'échelle parcellaire

Plus localement, le site se situe sur les parcelles cadastrales suivantes :

- ZM509
- ZM594
- ZM609
- ZM595
- ZM610



A.1.3 Découpage et occupation du site

Le site d'étude se découpe en deux parties bien distinctes. La partie à l'ouest est la partie visée pour la mise en place de l'extension de la distillerie, et la partie à l'est qui est une partie déjà aménagée. Ces deux parties du site sont séparées par une clôture qui sera supprimée après aménagement.

Globalement l'occupation du site projet est le suivant :

- Partie ouest :
 - Friche : 5686 m²
- Partie est :
 - Bâtiment : 295 m²
 - Parking : 454 m²
 - Enrobé : 138 m²
 - Espaces verts artificiels : 2561 m²



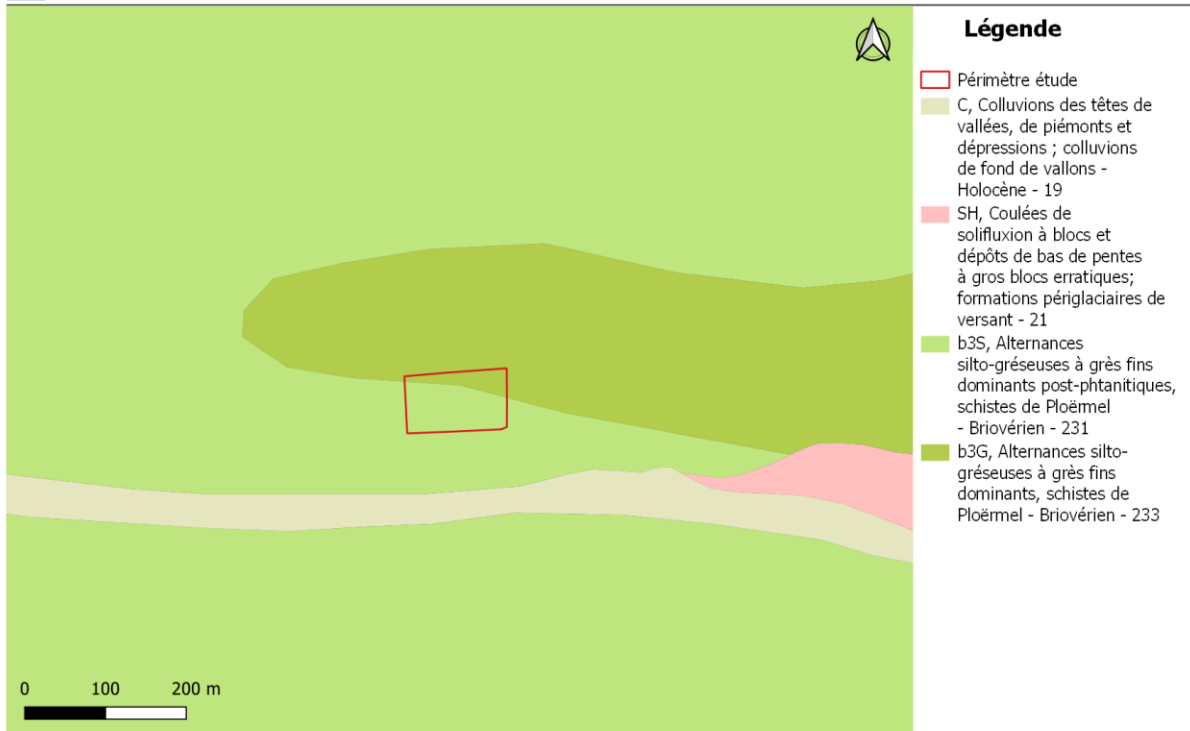
Occupation du site projet



A.2. CONTEXTE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE

A.2.1 Contexte géologique

Le site d'étude est situé à la jonction entre deux entités géologiques essentiellement composées de schiste et de grès. Ces entités géologiques sont illustrées avec la carte ci-dessous :



A.2.2 Contexte hydrogéologique

Le projet est situé sur le socle métamorphique dans les bassins versants du Ninian et l'Yvel, de leurs sources à l'Oust. Il s'agit d'une entité hydrogéologique à nappe libre.

A.2.3 Perméabilité

La perméabilité des sols traduit la capacité du sol à infiltrer de l'eau. Un sol avec une perméabilité nulle ne permettra aucune infiltration (Tableau 1). Ce paramètre conditionne le mode de gestion des eaux pluviales pour un projet d'aménagement.

Tableau 1 : Classement des sols selon le coefficient de perméabilité

Perméabilité K (m/s)	Typologie du sol	Aptitude à l'infiltration
$K < 10^{-6}$	Très peu perméable	Nulle
$10^{-6} < K < 3.10^{-6}$	Peu perméable	Mauvaise
$3.10^{-6} < K < 10^{-5}$	Perméabilité moyenne	Faible
$10^{-5} < K < 3.10^{-5}$	Assez perméable	Relativement bonne
$3.10^{-5} < K < 5.10^{-5}$	Perméable	Bonne
$K > 5.10^{-5}$	Très perméable	Très bonne

Deux essais d'infiltration de type tests porchets ont été réalisés sur le site projet, plus précisément au droit des emplacements des aménagements de gestion d'eau pluviale projetés. Leurs localisations sont présentées en figure suivante, ainsi que l'emprise des aménagements :



Source : © IGN, Réalisation DCI Environnement - 02/2025

Figure 2 : Localisation des tests porchets

Le tableau suivant présente les résultats de ces tests. L'est et le nord du bassin versant apparaissent relativement perméables. Cependant, la perméabilité décroît fortement vers le sud/sud-ouest de la zone d'étude.

Tableau 2 : Synthèses des résultats des essais d'infiltration réalisés le 25/10/2024

Numéro du sondage	Perméabilité (m/s)	Signification
1	$4.58 \cdot 10^{-5}$	Bonne aptitude à infiltrer
2	$5.67 \cdot 10^{-5}$	Très bonne aptitude à infiltrer

La perméabilité moyenne se situe donc aux alentours de la valeur suivante $5.12 \cdot 10^{-5}$ m/s.

Lors de la phase de terrain, regroupant la réalisation des tests de perméabilité et d'un inventaire de zone humide, aucun signe de la nappe n'a été relevé lors des prospections pédologiques à la tarière à main.

A.3. TOPOGRAPHIE ET ECOULEMENT

La figure suivante présente la topographie du site de projet et les écoulements sur le secteur. La topographie offre un sens d'écoulement qui va du nord-est vers le sud-ouest.

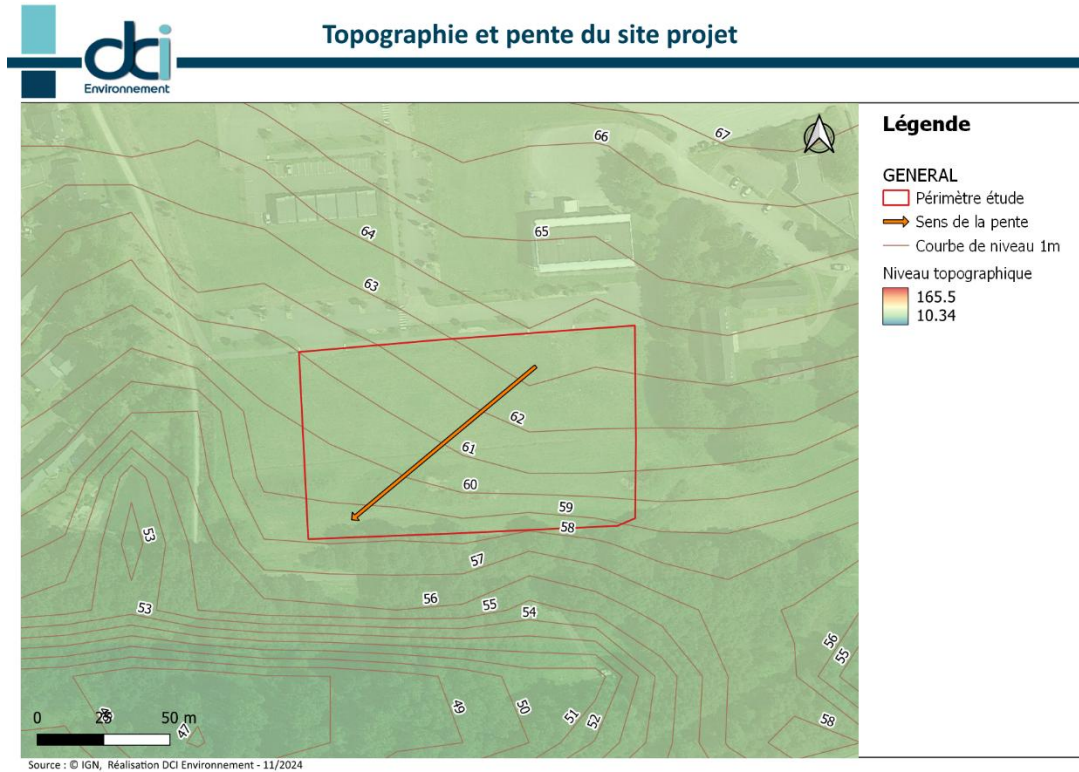
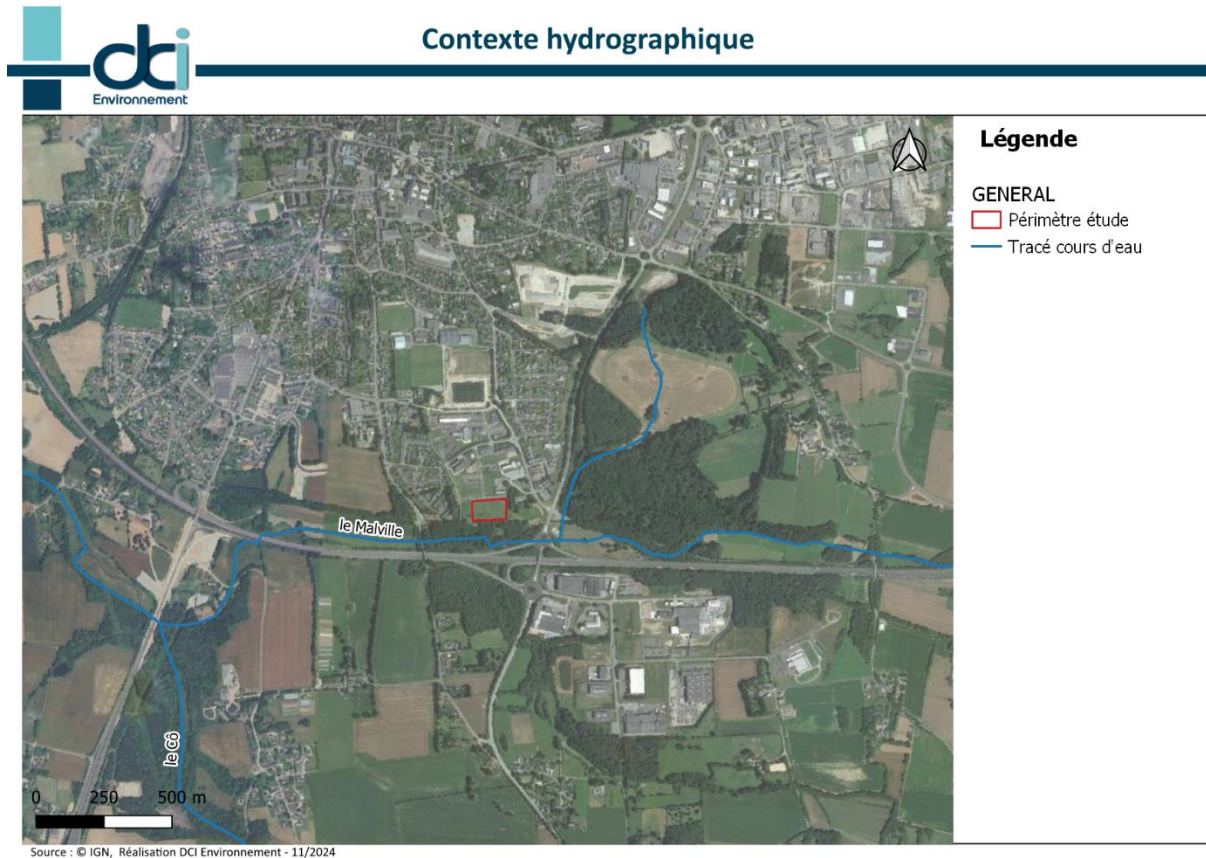


Figure 3 : Définition des écoulements et de la topographie sur le secteur d'études

A.4. CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

Le site d'étude est situé dans un contexte hydrographique où il y a relativement peu d'entités hydrographiques de présentes. Seul le cours d'eau nommé « le Malville » est présent à proximité immédiate, à environ 63 mètres à vol d'oiseau.

En amont du site d'étude, il y a la présence d'un affluent non nommé de ce dernier. A noter que le Malville rejoint le cours d'eau nommé « le Cô » à environ 1.4 km en aval du site d'étude. La carte ci-dessous permet d'illustrer le positionnement du site d'étude vis-à-vis de ce contexte hydrographique.



A.5. MILIEUX HUMIDES

A.5.1 Méthodologie

a) Définition des zones humides

Le Code de l'Environnement précise que les zones humides sont définies en tant que « *terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* » (Art. L.211-1).

L'arrêté du 24 juin 2008 modifié vient préciser les deux critères de délimitation des zones humides, en instaurant une liste d'espèces indicatrices et d'habitats, une méthode de relevés floristiques, une détection de l'hydromorphie selon les critères du GEPPA (Groupe d'Etude de Pédologie Pure et Appliqué) ainsi qu'un protocole de terrain à respecter.

Dans le cadre de la présente étude, la délimitation des zones humides s'appuiera à la fois :

- Sur un critère pédologique (identification des types de sol à travers des sondages à la tarière).
- Sur un critère de végétation (relevé des habitats naturels) ;

Ce diagnostic vise à confirmer ou infirmer la présence de zones humides au sein des zones concernées par le projet.

b) Période d'étude

L'identification des zones humides a été réalisée le 25 octobre 2024.

D'un point de vue pédologique, la période d'inventaire intervient en octobre, après des épisodes de pluie. Les sols présentent donc des caractéristiques idéales pour les prospections des zones humides. En effet, ils sont suffisamment frais pour la bonne prospection à la tarière à main, sans pour autant trop humides, ce qui peut rendre le sol trop flouant et ainsi être un réel frein dans les interprétations pédologiques.

Il est néanmoins important de noter que la période d'investigation pour la flore n'est pas optimale pour la caractérisation des zones humides selon le critère floristique.

c) Méthode de délimitation – critère de végétation

La définition d'une zone humide au sens de la loi sur l'eau mentionne la présence d'une **végétation spontanée** dominée par des plantes hygrophiles, c'est-à-dire des plantes plus compétitives que les autres dans des milieux engorgés et où la présence de l'eau est déterminante. La liste des taxons considérés comme hygrophiles et indicateurs de zones humides en France Métropolitaine est inscrite à l'annexe II table A de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides. L'annexe II table B présente quant à elle la liste des habitats indicateurs de zones humides.

On considèrera ainsi que la zone prospectée est un milieu humide si l'on observe :

- Un habitat naturel caractéristique de milieux humides (communautés végétales caractéristiques de milieux humides) ;
- Des espèces végétales indicatrices de milieux humides recouvrant plus de 50 % de la surface de la zone étudiée.

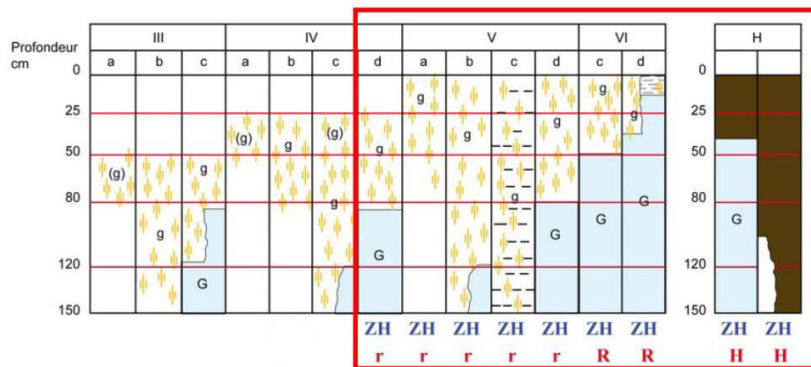
d) Méthode de délimitation – critère pédologique

Le critère pédologique permet de définir la présence régulière ou non d'eau dans le sol à partir de prélèvements effectués à la tarière. Certains types de sols comme les histosols et réductisols se caractérisent par un engorgement permanent ou quasi-permanent. D'autres sols, soumis à un engorgement temporaire, se caractérisent par la présence de traces d'oxydation et de réduction qui varient et s'intensifient selon la saturation du milieu en eau. C'est notamment le cas des sols rédoxiques, qui présentent des degrés d'hydromorphie variables.

Ainsi les critères à observer pour qualifier un sol de zone humide sont les suivants :

- Présence d'un horizon histique (tourbeux) débutant à la surface du sol et d'une épaisseur d'au moins 40 cm ;
- Présence de traits réductiques qui débutent à moins de 50 cm et se prolongeant jusqu'à 120 cm de profondeur ;
- Présence de traits rédoxiques qui débutent à moins de 50 cm, se prolongent ou s'intensifient en profondeur, et des traits réductiques apparaissent entre 80 cm et 120 cm ;
- Présence de traits rédoxiques qui débutent à moins de 25 cm de profondeur et se prolongent et s'intensifient en profondeur. La liste de ces sols indicateurs de zones humides est présente en annexe I de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 01/10/2009.

La figure ci-après présente les différents types de classes d'hydromorphologie établies d'après le Groupe d'Étude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA) et référencés à l'arrêté.



Morphologie des sols correspondant à des "zones humides" (ZH)

- (g) caractère rédoxique peu marqué (pseudogley peu marqué)
- g caractère rédoxique marqué (pseudogley marqué)
- G horizon réductique (gley)
- H Histosols R Réductisols
- r Rédoxisols (rattachements simples et rattachements doubles)

Figure 4 Critères d'hydromorphologie des sols de zones humides - Source (Groupe d'Étude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA), 1981 °)



Figure 5 : Sondage pédologique présentant des caractéristiques de ZH (© DCI environnement)

e) Caractérisation des zones humides et analyse de l'état de conservation

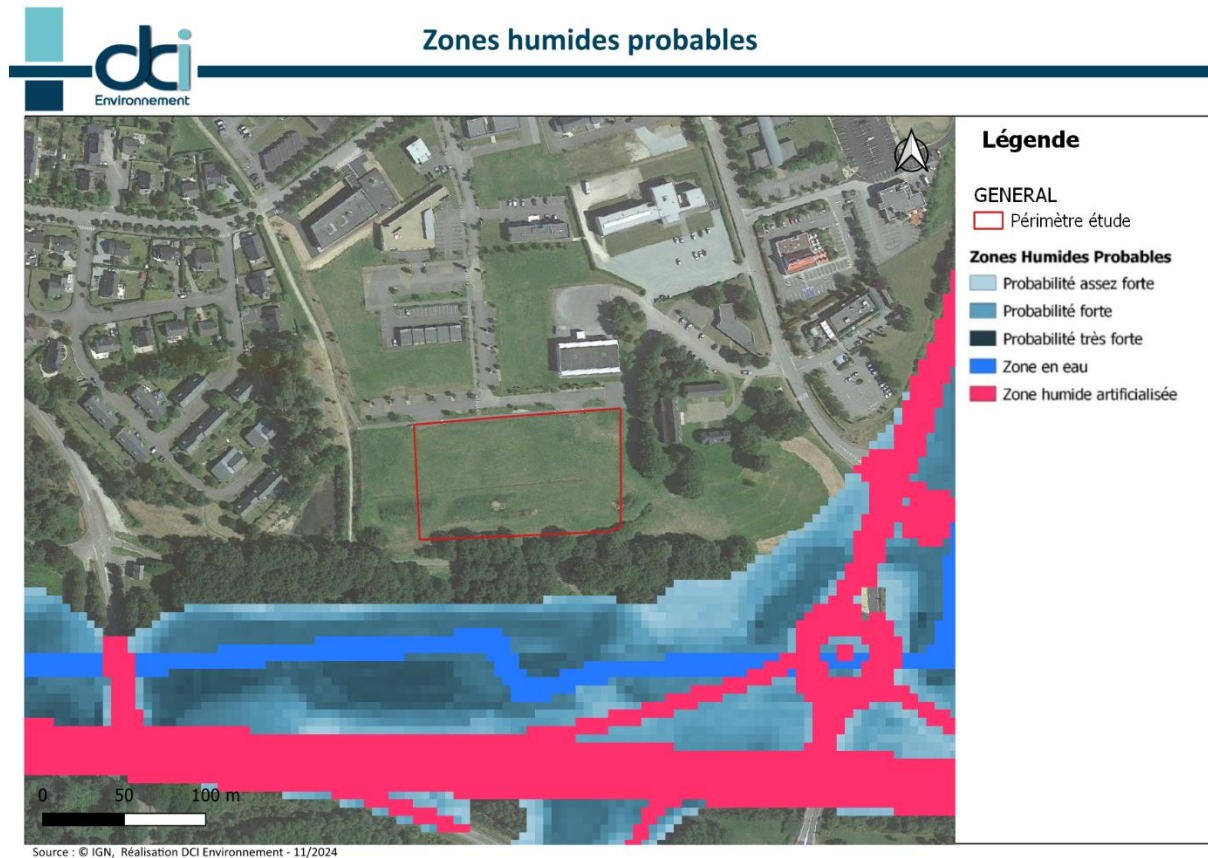
Si une zone humide a été délimitée alors elle est caractérisée. Pour cela, nous notons des éléments tels que l'habitat, l'utilisation de la parcelle ou encore les arrivées/ sorties d'eau pouvant être observés.



Figure 6 : Prospection dans le cadre de la réalisation d'un inventaire de zone humide intercommunal : sondage pédologique, caractérisation et usage de la saisie sur tablette (DCI Environnement)

A.5.2 Milieux potentiellement humides

D'après les données de pré-localisation des Zones Humides nationales 2023, issue du Réseau Partenarial des Données sur les Zones Humides, le site serait hors secteur de probabilité de zone humide.



A.5.3 Résultat des prospections

La carte ci-dessous permet de localiser les sondages pédologiques sur le site projet. Le fond de carte photographique n'étant pas à jour, l'ajout d'une couche SIG de délimitation des emprises des aménagements déjà existants est nécessaire pour bien comprendre les localisations des sondages dans l'espace.

Cette couche SIG regroupe les éléments suivants :

- Les bâtiments
- Les parkings
- Les enrobés (qui servent à la circulation des véhicules sur le site)
- Les espaces verts (espaces enherbés artificiels)

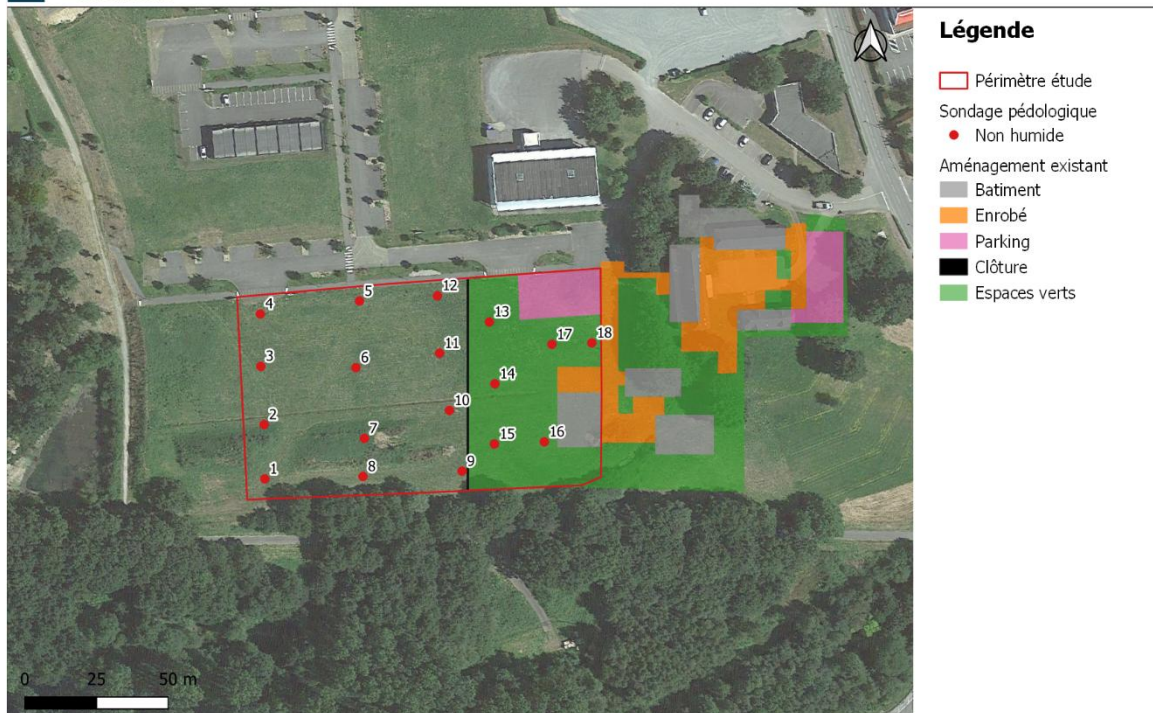







Figure 7 : Sondages pédologiques sur l'emprise du projet d'aménagement de l'aire de covoiturage sur la commune de Basse-Goulaine





Dix-huit sondages pédologiques ont été réalisés sur la zone. La profondeur moyenne des sondages se situe aux alentours des 25 cm. La profondeur maximale est atteinte par le sondage n°3 avec une profondeur de 40 cm. Les principales raisons de ces faibles profondeurs d'arrêt sont notamment expliquées par l'aspect caillouteux du sol et des horizons durs et graveleux situé dans des profondeurs plus importantes.





Le contexte de la zone laisse supposer qu'il y a par endroit la présence de remblais et/ou de dépôt de matériaux excavés sur le site. Ce dernier comporte notamment des tas relativement importants de dépôt remblais, ce qui laisse supposer leurs présences potentielles dans le sol.





Aucune trace rédoxique n'a été aperçue jusqu'au refus de la tarière. De plus, aucune espèce végétale caractéristique de zones humides ne s'y trouve.

Les caractéristiques des sondages sont présentées dans le tableau ci-dessous :

ID sondage	Photo	Caractère sondage	Classe GEPPA	Profondeur sondage (cm)	Cause arrêt sondage
1		Non humide	Hors classe	25	Trop graveleux/caillouteux
2		Non humide	Hors classe	35	Trop graveleux/caillouteux
3		Non humide	Hors classe	40	Trop graveleux/caillouteux
4		Non humide	Hors-classe	25	Trop graveleux/caillouteux
5		Non humide	Hors classe	40	Trop graveleux/caillouteux

ID sondage	Photo	Caractère sondage	Classe GEPPA	Profondeur sondage (cm)	Cause arrêt sondage
6		Non humide	Hors classe	30	Trop graveleux/caillouteux
7		Non humide	Hors classe	20	Trop graveleux/caillouteux
8		Non humide	Hors classe	25	Trop graveleux/caillouteux
9		Non humide	Hors-classe	20	Trop graveleux/caillouteux

ID sondage	Photo	Caractère sondage	Classe GEPPA	Profondeur sondage (cm)	Cause arrêt sondage
10		Non humide	Hors classe	20	Horizon rocheux dur atteint
11		Non humide	Hors classe	25	Horizon rocheux dur atteint
12	Pas de photo (problème d'appareil photo)	Non humide	Hors classe	25	Horizon rocheux dur atteint
13		Non humide	Hors classe	8	Trop graveleux/caillouteux
14		Non humide	Hors classe	20	Trop graveleux/caillouteux

ID sondage	Photo	Caractère sondage	Classe GEPPA	Profondeur sondage (cm)	Cause arrêt sondage
15		Non humide	Hors classe	25	Trop graveleux/caillouteux
16		Non humide	Hors classe	30	Trop graveleux/caillouteux
17		Non humide	Hors classe	20	Trop graveleux/caillouteux
18		Non humide	Hors classe	20	Trop graveleux/caillouteux

A.6. SITUATION ADMINISTRATIVE

A.6.1 PLU

Situé sur la commune de Ploërmel, le projet est actuellement concerné par un le PLU qui a été approuvé le 28 mars 2013 et modifié par la suite par 3 modifications simplifiées. Aucune d'entre elles n'a concerné le secteur visé par le projet. Dans les documents du PLU, le secteur d'étude est situé en zone à urbaniser 1AUe. Il s'agit du secteur économique Ronsouze.

Le PLU ne prévoit pas de dispositions concernant l'occurrence à prendre en considération pour la gestion des eaux pluviales.

A.6.2 SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027

La zone d'étude est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne. Le SDAGE 2022-2027 et son programme de mesures ont été adoptés par le comité de bassin le 3 mars 2022.

Le projet est concerné par le chapitre 3 : Réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique, à travers son orientation 3D « Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée de l'urbanisme ». Celle-ci se décline en deux dispositions :

- **Disposition 3D-1** : Prévenir et réduire le ruissellement et la pollution des eaux pluviales
- **Disposition 3D-2** Limiter les apports d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales et le milieu naturel dans le cadre d'aménagements

Il est aussi concerné par le chapitre 8 : préserver et restaurer les zones humides, à travers son orientation 8B « Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités ».

A.6.3 SAGE Vilaine

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) local est celui de la Vilaine. Celui-ci a été publié pour la première fois en 2003. Il a été révisé depuis et sa version en vigueur date de 2015. Une nouvelle révision est en cours d'élaboration depuis 2022. Ce SAGE fixe des enjeux et des objectifs en matière de :

- Milieux naturels
- Qualité de l'eau
- Inondations
- Eau potable

Pour atteindre ces objectifs, le SAGE se décline en 14 chapitres pour lesquels des orientations de gestion sont définies. Le projet est directement concerné par le chapitre intitulé « l'altération de la qualité par les rejets de l'assainissement (eaux usées et pluviales) » qui présente les orientations suivantes. Dans son orientation 2 intitulée « limiter les rejets d'assainissement et les réduire dans les secteurs prioritaires », la gestion des eaux pluviales est visée par sa partie D : « Optimiser la gestion des eaux pluviales ». Celle-ci indique notamment les éléments suivants :

- Disposition 134 : Limiter le ruissellement lors des nouveaux projets d'aménagement :

- Elle vise à améliorer la qualité des rejets urbains en limitant le ruissellement des eaux de pluie, notamment dans les projets d'aménagement dépassant un hectare. Pour cela, il est demandé de respecter une valeur maximale de débit spécifique de 3 l/s/ha lors des pluies décennales, sauf adaptation locale justifiée. Cette limite peut être ajustée dans le respect des directives du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux). En cas d'impossibilité technique ou foncière, des solutions alternatives comme des noues, des toitures végétalisées, ou des bassins d'infiltration doivent être mises en œuvre.
- Disposition 135 : Limiter le ruissellement en développant des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales
 - Pour aller au-delà des solutions classiques comme les bassins de rétention, cette disposition recommande l'usage de techniques alternatives (tranchées drainantes, toits réservoirs, noues, bassin d'infiltration...) pour gérer les eaux pluviales.

B. INCIDENCES DU PROJET ET MESURES DE CORRECTION ASSOCIEES

B.1. INCIDENCES GLOBALES EN PHASE TRAVAUX

Les travaux induisent notamment un risque de pollution des sols et par conséquent des eaux de ruissellement et des milieux naturels à proximité. Par conséquent toutes les mesures nécessaires seront prises en phase chantier pour éviter toute incidence. La base de vie et les zones de stockage (engins et matériaux) seront définies sur des lieux sans risque. Un balisage sera mis en place pour éviter toute circulation sur les zones humides situées aux abords directs du projet et sur lesquelles aucune implantation n'est prévue. Tous les déchets de chantier seront triés et envoyés dans les filières de traitement appropriées. Les horaires et règles de chantier seront appliqués pour éviter les nuisances sonores et lumineuses pour la faune environnante. Les bonnes pratiques de chantier écoresponsables seront appliquées.

B.2. INCIDENCE SUR LES RUISSELLEMENTS

Après réalisation des aménagements, le projet peut accentuer les effets néfastes du ruissellement pluvial sur la ressource en eau à travers l'augmentation des surfaces imperméabilisées et le risque de pollution accidentelle ou chronique. Ainsi les incidences peuvent porter sur le volet quantitatif et le volet qualitatif.

Le tableau suivant présente l'augmentation du projet concernant les débits de pointe sur la surface qui sera modifiée.

Tableau 3 : Estimation de l'impact du projet sur les débits de pointes pour les pluies d'occurrence décennale, trentennale et centennale

	Occurrence	Temps de concentration (min)	Coefficient de ruissellement	Débit de pointe (m ³ /s)
Etat initial	Décennale	4,1	0,38	0,07
	Trentennale			0,14
	Centennale			0,21

Etat projeté	Décennale	3,8	0,53	0,16 (+ 0,09)
	Trentennale			0,24 (+ 0,10)
	Centennale			0,37 (+ 0,16)

B.3. MESURES DE CORRECTION D'INCIDENCES SUR LES RUISSELLEMENTS : GESTION DES EAUX PLUVIALES

B.3.1 Principes retenus pour la gestion des eaux pluviales

Les principes d'assainissement des eaux pluviales retenus pour le projet sont les suivants :

- la collecte gravitaire des ruissellements des éléments du projet ;
- le tamponnement des eaux pluviales puis leur infiltration ou rejet régulé.

Un bassin de rétention/infiltration, localisé dans les espaces verts du futur projet, est envisagé afin d'assurer l'écrêtement des débits de pointe de la part non infiltrée des espaces verts. Par ailleurs, cet ouvrage assurera la décantation des matières en suspension contenues dans les eaux pluviales.

B.3.2 Hypothèses de dimensionnement et calculs

a) Principes conservés

Période de retour

La gestion des eaux pluviales est dimensionnée pour une **période de retour de 10 ans**.

Perméabilité

Deux essais de perméabilité ont été menés sur le site (présenté précédemment). Ceux-ci ont été réalisés à l'emplacement du futur bassin de rétention. La perméabilité moyenne est de $5,12 \cdot 10^{-5}$ m/s. Un coefficient de sécurité de 0,5 est appliqué à cette perméabilité afin de prendre en compte le colmatage sur le long terme.

Débit de fuite

Les débits de fuite pris en compte sont :

- le débit imposé par le SDAGE Loire Bretagne soit **3 l/s/ha** pour un rejet en surface ;
- le débit utilisé pour la perméabilité du sol dans le cas de l'infiltration.

Durée de vidange

La durée de vidange des ouvrages n'excèdera pas **48h**.

b) Calculs des incidences

Coefficient de ruissellement

Le coefficient de ruissellement correspond à un facteur de contraction du débit, plus précisément au rapport entre le débit maximal observé à l'exutoire et le débit théorique lié à la précipitation sur le bassin versant. Il englobe de nombreux paramètres : la perméabilité des sols, la topographie, l'urbanisation du bassin, etc. Il diffère donc pour chaque surface considérée et peut varier de 0,1 (surface naturelle, en herbes) à 1 (centre urbain très dense).

La répartition des surfaces du projet, et coefficients de ruissellement associés ont été réalisés en se basant sur les coefficients de ruissellement suivants :

- Surface imperméabilisée (bâtiments, voiries, trottoirs) : 0,9
- Surface partiellement imperméabilisée (revêtement drainant, toitures végétalisées) : 0,5
- Surface non imperméabilisée (espaces verts et noues) : 0,2

Temps de concentration

Le temps de concentration déterminé correspond à la moyenne de plusieurs méthodes de calcul (Kirpich, Passini, Ventura et Sogreah).

Débits de pointes

L'augmentation de l'imperméabilisation provoque l'augmentation des débits de pointes sur le bassin versant et la diminution des temps de concentration. Afin de vérifier l'incidence sur ce volet, les débits de points avant et après projets sont déterminés.

La méthode de calcul utilisée pour le débit de pointe ici est la méthode rationnelle qui est adaptée aux petits bassins versants dont la surface est inférieure à 2 km². La formule utilisée est la suivante :

$$Q = C * I * A * \left(\frac{1}{3600}\right)$$

Où :

- Q = débit de pointe en m³/s ;
- C = coefficient de ruissellement moyen du bassin ;
- I = Intensité de précipitation en mm/h ;
- A = surface en ha.

Il faut tout de même noter que la formule rationnelle suppose deux hypothèses :

- L'intensité maximum du ruissellement à tout point du réseau est fonction du taux moyen de précipitation durant le temps de concentration ;
- Le taux de précipitation maximum survient pendant le temps de concentration.

Les calculs se basent sur une analyse de la topographie basée sur les relevés effectués.

Intensité des précipitations

L'intensité de la pluie notée I est notamment définie par sa durée et sa période de retour. Elle est déterminée par la formule de Montana :

$$I(tc) = a(T) * tc^{b(T)}$$

Où :

- I = intensité de la pluie en mm/min ;
- tc = temps de concentration en minutes ;
- $a(T)$ et $b(T)$ coefficients de Montana exprimés ci-dessus en mm/min pour tc en minutes.

Les données pluviométriques les plus représentatives de la zone d'étude sont celles de la station de Bignan. Les analyses statistiques de ces séries chronologiques permettent notamment de connaître les paramètres de Montana $a(T)$ et $b(T)$ correspondant à une période de retour T . Pour cette station et à partir de données obtenues entre 1998 et 2021, ces coefficients sont les suivants :

Tableau 4 : Coefficients de Montana à la station de Bignan sur la période 1998 - 2021 (Source : Météo France)

Durée de retour	6 h à 24 h	
	a	b
5 ans	4,604	0,647
10 ans	6,237	0,673
20 ans	8,357	0,7
30 ans	9,946	0,717
50 ans	12,253	0,737
100 ans	16,339	0,766

c) Dimensionnement de la solution de gestion des eaux pluviales

Découpe des bassins versants

Le bassin versant global à considérer ici est présenté par l'encadré rouge dans la figure ci-dessous. Il comprend la totalité du projet ainsi que le parking déjà existant et une portion de la voirie.

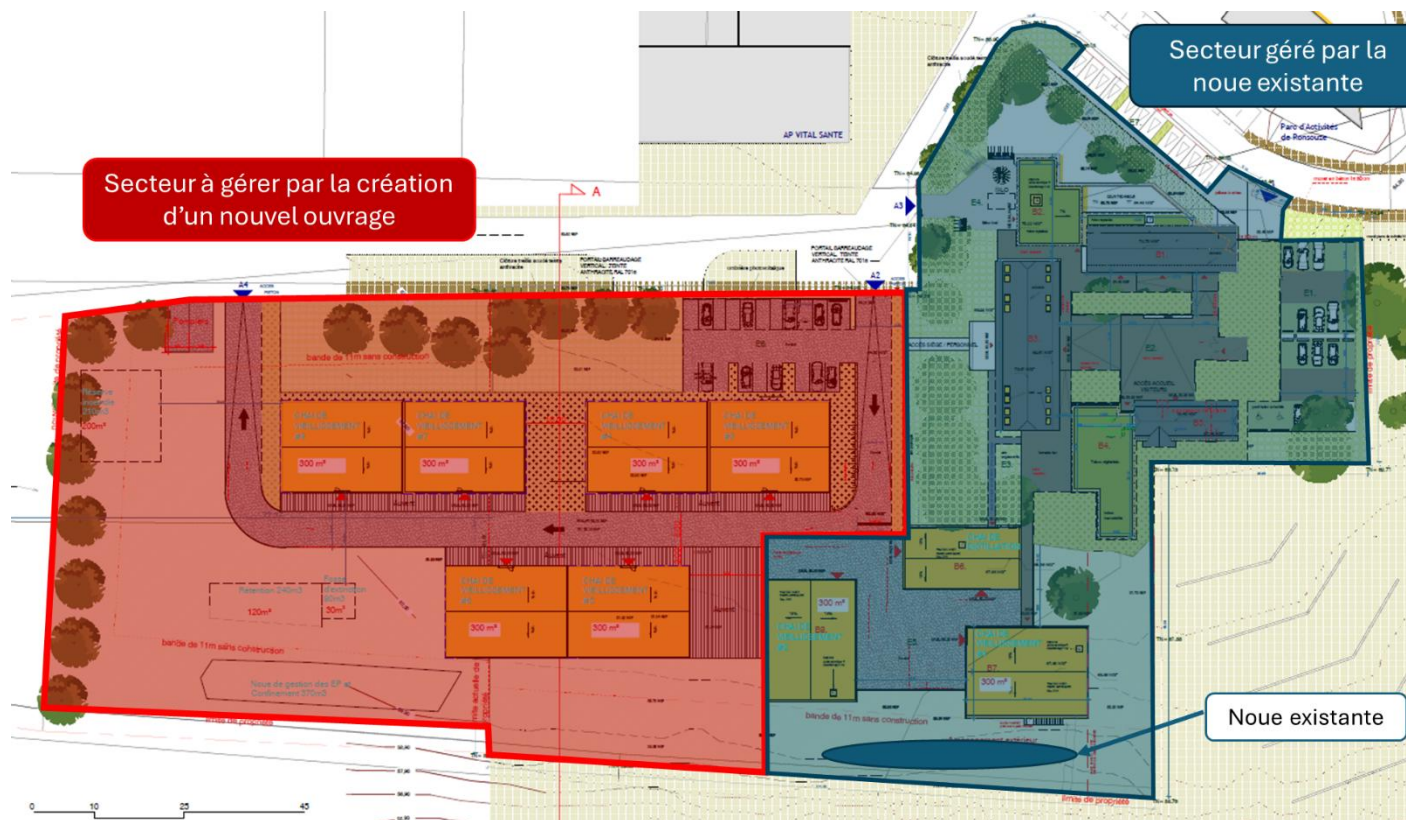


Figure 8 : Découpe du bassin versant pour le GEP du projet

En effet, le secteur déjà aménagé à l'Est est géré par la noue existante au sud du secteur. En revanche, les eaux en provenance du parking et de la voirie qui le borde se dirigent actuellement dans un caniveau pour être renvoyées vers un fossé.

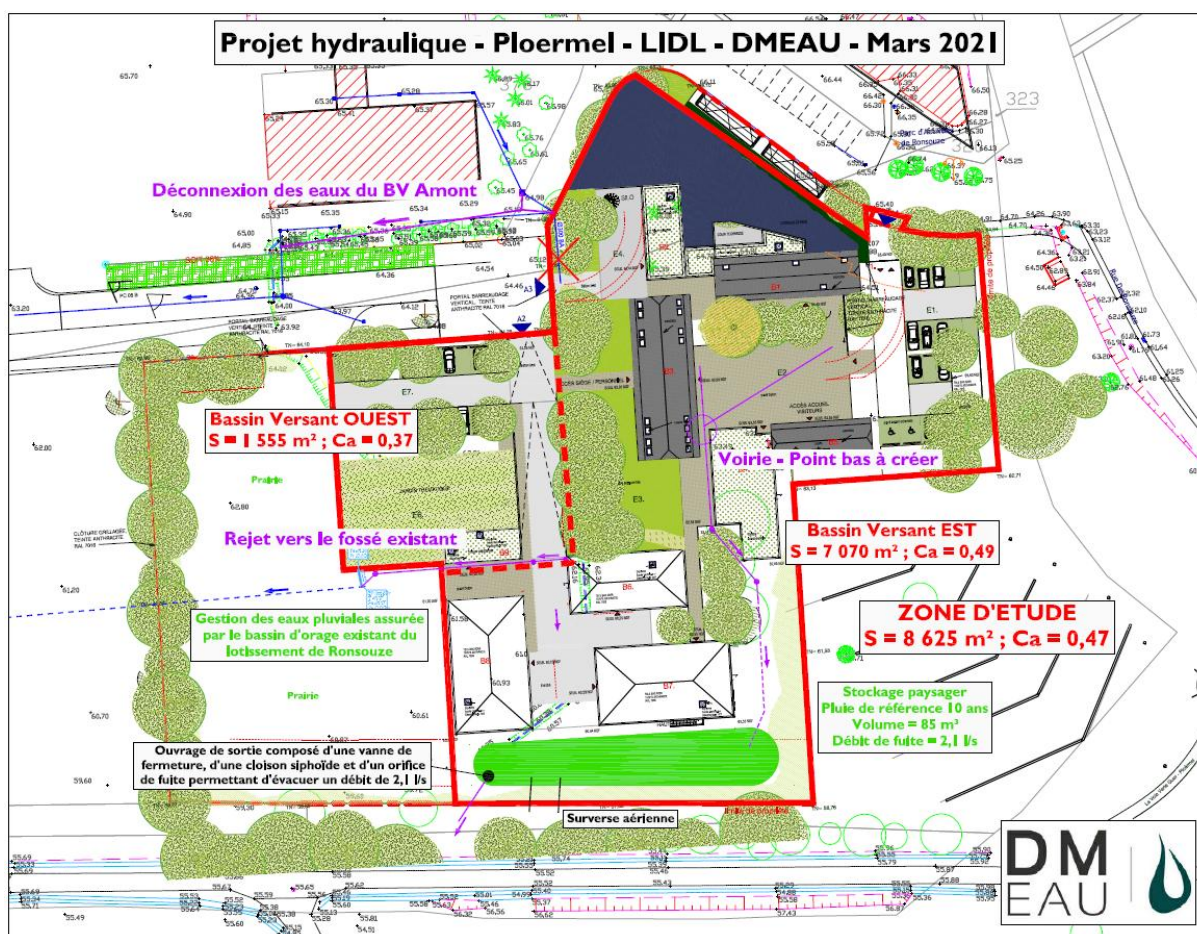


Figure 9 : Organisation de la GEP pour le projet initial (Source : DMEAU Mars 2021)

La surface globale du bassin versant à considérer est de 16 592 m². Cependant, ce bassin versant peut être divisé en deux parties. Le secteur Est s'étend sur une surface de 7 070 m² et est actuellement déjà géré pour une pluie de retour 10 ans par un ouvrage. Le secteur ouest, d'une surface de 9 522 m², qui comprend la zone de projet, le parking actuel et une portion de la voirie.

La répartition des surfaces globales à l'échelle du projet est la suivante :

Tableau 5 : Caractéristiques du bassin versant global avant et après projet

Etat	Surfaces d'espaces verts (m ²)	Surfaces partiellement imperméabilisées (m ²)	Surfaces imperméabilisées (m ²)	Surface totale (m ²)
État initial	8 811	0	711	9 522
État projet	6 693	0	2 829	9 522

Les calculs sont basés sur la méthode des pluies. Ainsi, la hauteur d'eau à stocker est déterminée, pour une période donnée, par différence entre la hauteur d'eau moyenne apportée et la hauteur d'eau évacuée par le système d'exutoire.

Un bassin de rétention et une fosse d'extinction sont prévus sur le site pour la gestion des risques incendies liés à l'activité. Le volume disponible dans ces éléments n'est pas considéré comme volume disponible pour la GEP. Ces ouvrages sont prévus pour être utilisés en cas d'incendie dans la distillerie.

Seule la noue au Sud-Ouest du projet sera utilisée pour gérer les eaux pluviales.

Dimensionnement de la gestion des eaux pluviales

Le tableau suivant présente les bilans des surfaces à gérer pour :

Tableau 6 : Bilan des surfaces sur le projet

Surfaces imperméables (m ²)	Surfaces semi-imperméables (m ²)	Surfaces perméables (m ²)	Surface totale (m ²)	Coefficient de ruissellement moyen	Surface active (m ²)
6 693	0	2 829	9 522	0,408	3 884

Le tableau suivant présente le volume de rétention à prévoir pour le bassin d'infiltration :

Tableau 7 : Résultats pour l'ouvrage d'infiltration

Débit de fuite en infiltration (l/s)	Surface de l'ouvrage (m ²)	Profondeur de l'ouvrage (m ²)	Volume à gérer par le bassin (m ³)	Volume disponible (m ³)	Temps de vidange (h)
5,5	280	1,4	76	370	4

Ainsi l'ouvrage d'infiltration sera à fond plat et présentera une profondeur de 1,4 m. Un séparateur à hydrocarbures sera positionné en amont de l'ouvrage afin de traiter les eaux provenant des espaces de circulation.

Fonctionnement en cas de pluies extrêmes

En cas de pluies extrêmes supérieurs, la surverse de sécurité sera sollicitée et les débits excédentaires seront rejetés vers le sud en direction du cours d'eau. Cette surverse correspondra à une surverse aérienne de type seuil épais sans contraction latérale.

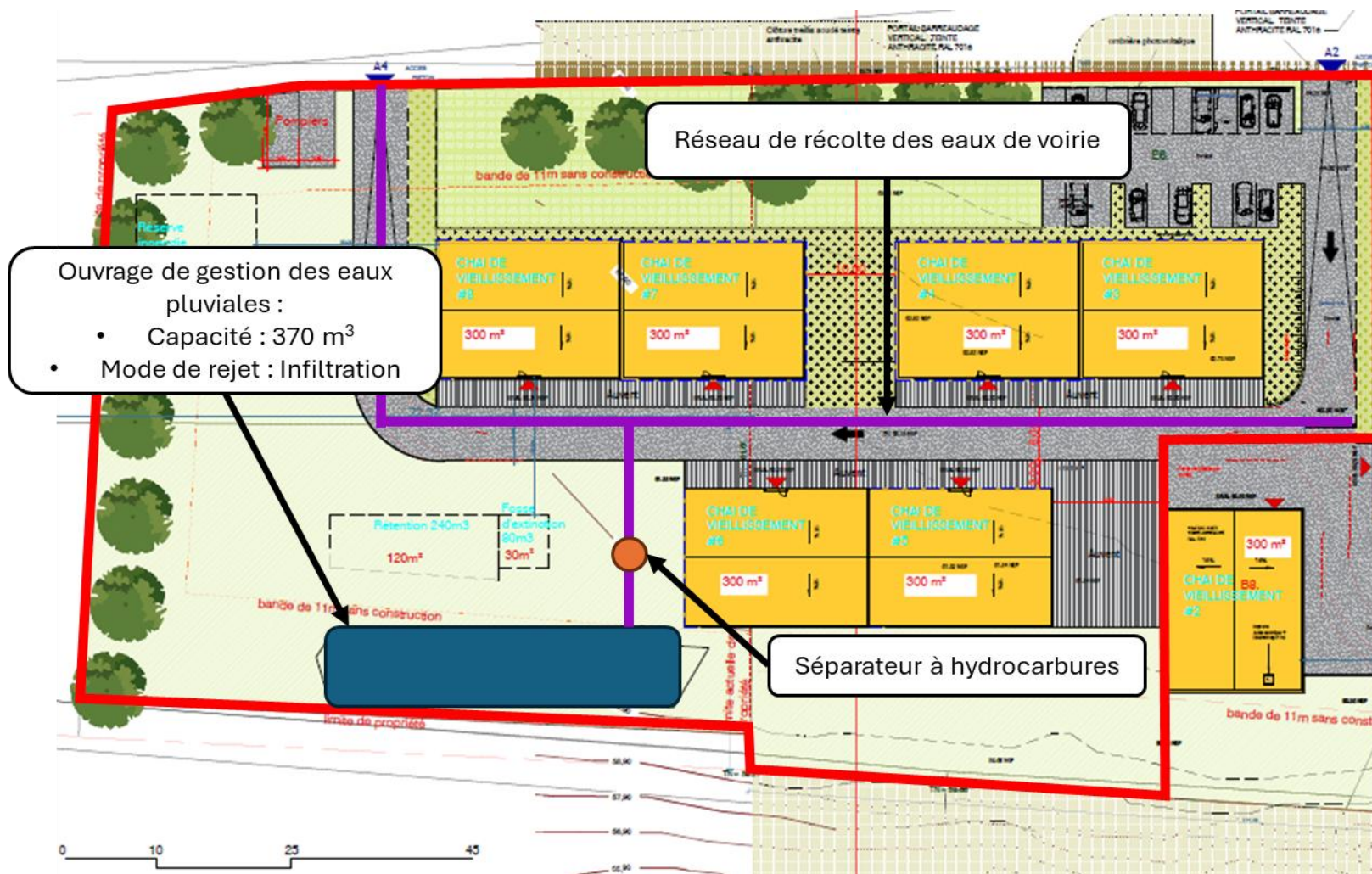


Figure 10 : Organisation de la GEP sur la zone de projet

B.4. INCIDENCE SUR LA QUALITE DES EAUX

Les eaux de ruissellement se chargent en différents polluants et en MES lors de leur parcours jusqu'au milieu récepteur. Cette charge est dépendante de la nature du parcours. Cette masse de polluants rejetés peut notamment être estimée par le « Document Guide à l'élaboration du dossier Loi sur l'Eau et de recommandations techniques à l'usage des aménageurs » réalisé par la Délégation inter-services de l'eau et de la nature et la DDT de l'Oise en janvier 2012.

Tableau 8 : Détermination des incidences potentielles sur la qualité de l'eau

Paramètres globaux de pollution	Charge de pollution moyenne annuelle rejetée (kg/an/ha imperméabilisé)	Charge moyenne apportée avant abattement (kg/an)	Abattement par décantation (%)	Charge moyenne apportée après abattement (kg/an)	Concentration moyenne du rejet (mg/l)
MES	660	628	80	126	16,8
DCO	630	600	75	150	20,0
DBO5	90	86	75	21	2,9
Hc totaux	15	14	90	1	0,2
Pb	1	1	75	0	0,0

Une gestion des eaux pluviales est prévue pour atténuer toute incidence sur ce compartiment. Les ouvrages ainsi que les équipements associés (comme le séparateur à hydrocarbure) permettront d'éviter tout impact sur la qualité des eaux.

B.5. INCIDENCE SUR LES ZONES HUMIDES

Aucune zone humide n'est présente sur les parcelles du projet ou en aval immédiat.

Le projet ne s'implante pas sur une zone humide. De plus, il prévoit une gestion des pluviales avec un bassin d'infiltration.

B.6. INCIDENCE SUR LES EAUX DE SURFACE

Un cours d'eau est présent au sud du projet. Aucun enjeu humain n'est à relever en aval direct du projet.

Le projet prévoit une gestion des pluviales avec un bassin d'infiltration.

Enfin, le projet n'aura aucune incidence sur le risque inondation puisqu'il n'y a aucun risque en aval et que le projet aura une gestion des eaux pluviales adaptée sur toute sa surface.

B.7. INCIDENCE SUR LES EAUX SOUTERRAINES

Le projet est situé sur un secteur à nappes libres. Les entités du secteur ne font pas l'objet d'une exploitation pour l'alimentation humaine. Cependant, leur bon état reste très important pour les milieux. Ainsi, en phase de travaux, toutes les précautions seront prises pour éviter une pollution accidentelle. En phase d'exploitation, le projet n'aura aucune incidence à ce niveau. Le projet n'implique aucun prélèvement dans la nappe ni aucun rejet direct.

Les terrassements resteront de surface et ne viendront pas déstructurer la géologie locale.

Aucune incidence n'est à prévoir sur la géologie et l'hydrogéologie.

B.8. INCIDENCE SUR L'ACTIVITE HUMAINE LIEE A L'EAU

Aucune activité particulière liée à l'eau ne prend place à proximité du site. Les eaux pluviales seront traitées avant rejet au milieu naturel, évitant tout risque de pollution en aval.

Aucune incidence n'est à prévoir sur l'activité humaine liée à l'eau.

4. PRECONISATIONS POUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les ouvrages prévus par le projet devront être entretenus pour maintenir la pérennité de leur fonction. Le gestionnaire aura la responsabilité de la surveillance et de l'entretien des ouvrages.

Les moyens de surveillance seront ceux mis en œuvre habituellement sur des ouvrages de collecte des eaux pluviales (noues et buses dans le cadre du projet) :

- entretien régulier des noues/fossés d'infiltration et des buses des eaux pluviales,
- intervention technique rapide suite à un incident :
 - baliser toute anomalie afin d'avoir un « point zéro » avec des données quantifiables et donc comparables ultérieurement,
 - si l'anomalie est confirmée, définir une conduite à tenir en fonction du caractère de l'anomalie (réparations, consultation d'un spécialiste...),
 - modifier éventuellement la fréquence des inspections et mesures ainsi que leur contenu.

Ces moyens permettent de vérifier le bon fonctionnement du réseau d'assainissement pluvial de manière régulière et d'éviter la formation de dépôts ou d'embâcles susceptibles de limiter la capacité du dispositif et de créer un débordement. Les éléments détériorés identifiés au cours des visites de contrôle seront remplacés.

Afin d'optimiser l'efficacité des aménagements, un certain nombre d'opérations de maintenance et d'entretien seront réalisés périodiquement.

A. ENTRETIEN DU RESEAU DES EAUX PLUVIALES

Concernant le réseau de collecte, afin d'éviter le colmatage des canalisations, l'entretien doit être préventif (nettoyage des buses ...) et/ou curatif par lavage haute pression. Des visites périodiques notamment après des événements pluvieux importants seront mises en place.


Tous les éléments défectueux identifiés lors des visites de contrôle ou d'entretien sur l'ensemble du dispositif de gestion des eaux pluviales seront remplacés.

En outre, des inspections visuelles serviront à apprécier le bon état des ouvrages et font appel au bon sens et à la compétence de la personne chargée de les assurer.

B. MESURES D'INTERVENTION EN CAS DE POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les eaux souillées devront être pompées, puis acheminées selon leurs caractéristiques vers les filières de traitement appropriées conformes à la réglementation sous 24 heures. Il est important de mettre en œuvre les moyens d'intervention adaptés dès le constat d'une pollution accidentelle.

L'ouvrage fera alors l'objet d'un curage. De la même manière que pour les eaux chargées, les dépôts ainsi récupérés devront être acheminés vers les filières de traitement appropriées. Tous les matériaux



contaminés sur le dispositif de collecte, de transport et les dispositifs de prévention de la pollution accidentelle seront soigneusement évacués.

L'ouvrage sera nettoyé et inspecté afin de vérifier qu'il n'a pas été altéré par la pollution. La remise en service du dispositif ne pourra se faire qu'après contrôle rigoureux de tous les ouvrages contaminés.

5. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES ELEMENTS REGLEMENTAIRES

A.1. CONFORMITE AVEC LE SDAGE LOIRE-BRETAGNE

Pour rappel, le projet est concerné par les dispositions suivantes du SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 :

- Disposition 3D-1 : Prévenir et réduire le ruissellement et la pollution des eaux pluviales
- Disposition 3D-2 : Limiter les apports d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales et le milieu naturel dans le cadre d'aménagements

Ainsi, pour être compatible avec le SDAGE, le projet doit prévoir une gestion des eaux pluviales adaptée qui évite les pollutions et préserve le fonctionnement des zones humides. Il doit également favoriser l'infiltration.

Le projet prévoit une gestion des pluviales avec un bassin d'infiltration. Celui-ci présentera un séparateur à hydrocarbure en entrée et pourra lui-même abattre une partie des pollutions. Il permettra l'infiltration des eaux pluviales.

Le projet est donc conforme au SDAGE Loire-Bretagne.

A.2. COMPATIBILITE AVEC LE SAGE VILAINE

Pour rappel, le projet est concerné les dispositions suivantes du SAGE Vilaine :

- Disposition 134 : Limiter le ruissellement lors des nouveaux projets d'aménagement :
- Disposition 135 : Limiter le ruissellement en développant des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales

Le projet prévoit une gestion des pluviales avec un bassin d'infiltration. Celui-ci présentera un séparateur à hydrocarbure en entrée et pourra lui-même abattre une partie des pollutions. Il permettra l'infiltration des eaux pluviales.

Le projet est donc compatible avec le SAGE Vilaine.

A.3. COMPATIBILITE PLU DE PLOERMEL

Dans les documents du PLU, le secteur d'étude est situé en zone à urbaniser 1AUe. Il s'agit du secteur économique Ronsouze.

Le PLU ne prévoit pas de dispositions concernant l'occurrence à prendre en considération pour la gestion des eaux pluviales.

Le projet correspond à l'extension de la distillerie déjà en place dans la zone d'activité de Ronsouze. Il est compatible avec le PLU de Ploërmel.

ANNEXES DE L'ÉTUDE DE DANGERS

ANNEXE EDD - 1.	RECOLLEMENTS
ANNEXE EDD - 2.	ACCIDENTOLOGIE
ANNEXE EDD - 3.	METHODOLOGIE D'ANALYSE DES RISQUES
ANNEXE EDD - 4.	FORMULES D'EVALUATION DES CONSEQUENCES DES INCENDIES
ANNEXE EDD - 5.	RESULTATS DES MODELISATIONS
ANNEXE EDD - 6.	PLAN DES POTENTIELS DE DANGERS
ANNEXE EDD - 7.	ÉVALUATION DES MMR

ANNEXE EDD - 1. RECOLLEMENTS

Édité le 09/02/2026

**DEVELOPPEMENT DES
ACTIVITES DE DISTILLATION
ET DE STOCKAGE D'ALCOOL
DE BOUCHE**

PLOËRMEL (56)

**DISTILLERIE DE LA MINE
D'OR**



LA MINE D'OR
— DISTILLERIE —

**DOSSIER DE DEMANDE
D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE**
ANNEXE : Recollements

Destinataires	Société	Email	Téléphone
Stéphane KERDODÉ	DISTILLERIE DE LA MINE D'OR	distillerie@laminedor.bzh	+33 (0) 2 97 75 74 90

Numéro de version	Établi par	Vérifié par	Date
2	CHENET. E	Stéphane KERDODÉ	09/02/2026

Table des matières

I.	SECTIONS IV A VI DE L'ARRETE DU 04/10/2010 MODIFIE.....	4
II.	ARRETE DU 14 JANVIER 2011 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU REGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N° 2250.....	17
III.	PRESCRIPTIONS DES ARTICLES 2.12, 2.13 ET 2.15 DE L'ARRETE DU 25 JUILLET 1997 MODIFIE.....	40
IV.	DEMANDES D'AMENAGEMENT A L'ARRETE DU 14/01/2011	42

I. SECTIONS IV A VI DE L'ARRETE DU 04/10/2010 MODIFIE

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
Section IV : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement	
<p>Article 24 de l'arrêté du 4 octobre 2010</p> <p>A. Conditions d'application de la présente section aux installations soumises à autorisation dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022 :</p> <p>Les dispositions de la présente section sont applicables à toutes les installations soumises à autorisation dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>B. Conditions d'application de la présente section aux installations soumises à autorisation dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022 ou régulièrement mises en service avant cette date :</p> <p>Les dispositions des points I, II, III. B, III. D, V. A, V. B, VI. À, VI. E, VI. F et VII de l'article 25, ainsi que les dispositions des articles 26 et 27 sont applicables aux installations autorisées après le 3 mars 1999 ou ayant fait l'objet de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ayant conduit au dépôt d'un nouveau dossier après cette date, à l'exception des installations relevant des rubriques 4510 ou 4511 pour le pétrole brut ou des rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4744, 4746, 4747, 4748, 1434, 2210, 3641, 2251, 2565, 2730, 2731, 2910, 3110 ou 2921 ainsi que des cimenteries, des papeteries, des verreries, cristalleries et installations de fabrication de fibres minérales et produits manufacturés dérivés, des installations de traitement, de stockage ou de transit de résidus urbains ou de déchets industriels, des établissements d'élevage et des installations d'incinération de cadavres d'animaux de compagnie. Les autres dispositions de l'article 25 ainsi que l'article 26 bis ne sont pas applicables. Les dispositions du point V. B de l'article 25 sont applicables uniquement à compter du 1er juillet 2023.</p> <p>Les dispositions des articles 25, 26 et 27 sont par ailleurs applicables aux modifications concernant l'ensemble des installations soumises à autorisation dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022 ou régulièrement mises en service avant cette date, lorsque ces modifications nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement à compter du 1er septembre 2022, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions de l'article 26 bis ne sont pas applicables.</p>	<p>Vu.</p> <p>La présente section est applicable au projet, soumis à autorisation au titre de la rubrique 4755 (stockage d'alcools de bouche).</p>
<p>Article 24 bis de l'arrêté du 4 octobre 2010</p> <p>Définitions</p> <p>Pour l'application des dispositions de cette section, on entend par :</p> <p>Capacité d'une rétention afférente à plusieurs réservoirs ou plusieurs récipients mobiles : capacité utile réputée égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Sa capacité réelle (géométrique), lorsque la capacité utile est calculée en fonction de la capacité totale des réservoirs ou récipients mobiles ; . Sa capacité réelle diminuée du volume déplacé dans la rétention par les réservoirs ou récipients mobiles autres que le plus grand, lorsque la capacité utile est calculée en fonction de la capacité du plus grand réservoir ou récipient mobile ; <p>Confinement externe : capacité de confinement permettant de collecter les eaux et écoulements à distance des locaux, bâtiments ou stockages associés, par exemple via le réseau d'eau pluviale et bassin ;</p> <p>Confinement interne : capacité de confinement permettant de collecter les eaux et écoulements in situ, au niveau de chaque local, bâtiment ou stockage, par exemple dispositif de rétention interne à une cellule de stockage ;</p> <p>Drainage : système d'évacuation (dispositif de collecte) et de transfert (réseau) des liquides vers une rétention déportée, le dispositif de drainage inclut, notamment, les caniveaux, puisards et les drains de sol ;</p> <p>Drainage actif : système d'évacuation par action mécanique (pompe...) qui permet un écoulement dynamique en canalisant le liquide déversé ;</p> <p>Drainage passif : système qui permet un écoulement gravitaire via, notamment, des caniveaux, siphons de sol ou des puisards ;</p> <p>Liquides inflammables : liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 ° C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 ;</p>	<p>Vu.</p>

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
<p>Matières dangereuses : substances ou mélanges visés par les rubriques 4XXX, 1450 et 1436 ainsi que les déchets présentant des propriétés équivalentes ;</p> <p>Réceptif : toute capacité ne répondant pas à la définition de réservoirs ;</p> <p>Réceptif mobile : capacité mobile manutentionnable d'un volume inférieur ou égal à 3 mètres cube. Les réservoirs à carburant des véhicules et engins ne sont pas considérés comme des réceptifs mobiles ;</p> <p>Réservoir : capacité fixe destinée au stockage de liquides ou gaz ;</p> <p>Réservoir aérien : réservoir qui se trouve au-dessus du niveau du sol environnant. Les réservoirs installés dans des locaux ou dans des rétentions non fermées et dans laquelle la circulation des personnes est possible tout autour du réservoir, sont considérés comme aériens, même quand les locaux ou rétentions sont situés au-dessous du niveau du sol environnant ;</p> <p>Réservoir enterré : un réservoir est dit enterré lorsqu'il se trouve entièrement ou partiellement en dessous du niveau du sol environnant. Un réservoir placé en fosse est un réservoir enterré. Les réservoirs installés dans des locaux ne sont pas considérés comme enterrés, même quand les locaux sont situés en dessous du sol environnant ;</p> <p>Réservoir enterré placé en fosse : réservoir positionné au sein d'une enceinte (fosse bétonnée, double enveloppe..) fermée et étanche, réalisée de manière à permettre la détection d'une éventuelle présence de liquide en point bas ;</p> <p>Rétention : dispositif de capacité utile suffisante permettant de collecter et de retenir des liquides ;</p> <p>Rétention locale : rétention permettant de collecter et de retenir in situ les liquides des réservoirs ou réceptifs qui lui sont associés ;</p> <p>Rétention déportée : rétention permettant de collecter et de retenir les liquides à distance des réservoirs ou réceptifs associés, via un drainage ;</p> <p>Zone de collecte : surface délimitée servant à la récupération des liquides et permettant de contrôler la propagation de la nappe ou de l'incendie en les transférant via un drainage vers des bassins de récupération (rétention déportée).</p>	
<p>Article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010</p> <p>I. — Capacité des rétentions</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou réceptif associé » ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou réceptifs associés ».</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de réceptifs mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>. Dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 ° C et 93 ° C, 50 % de la capacité totale des « réceptifs » ;</p> <p>. Dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « réceptifs » ;</p> <p>. Dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p> <p>II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés.</p> <p>Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.</p> <p>Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p>	<p>I et II. : Conforme</p> <p>Les cellules B9 à B13 accueillant ou susceptibles d'accueillir des stockages d'alcools seront placées en rétention déportée vers un bassin de rétention de 240 m³, correspondant à au moins 50 % de la QSP totale de chaque cellule (440,4m³).</p> <p>Seront également raccordées à ce réseau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aire de chargement des produits finis - La cuverie INOX sous local (QSP= 30m³) ; - Par débordement de sa rétention interne, le chai B8 existant (QSP= 389,1m³) <p>La distillerie présentera une rétention interne (seuils de 3 cm sur 106 m²) représentant au moins 50% de la capacité de charge cumulée des alambics.</p> <p>Le chai B7 existant présentera une rétention au moins égale à 50% de sa QSP (245 m³) par rehaussement de 35cm de sa rétention interne (seuils amovibles aux accès).</p> <p>Le bassin de rétention sera constitué d'une bâche en matériaux résistant à des hautes températures (type géomembrane EPDM). En outre une fosse d'extinction béton est projeté en amont de la rétention déportée pour permettre l'extinction des écoulements potentiellement enflammés.</p> <p>Le volume de rétention sera maintenu disponible par le pompage des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident seront rejetés dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matière de rejets ou éliminés comme les déchets.</p> <p>Le réseau de rétention n'est pas susceptible d'accueillir des produits incompatibles.</p>

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
<p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matière de rejets ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>	
<p>III. Dispositions spécifiques aux réservoirs.</p> <p>A. Les réservoirs fixes sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède induite par une éventuelle présence de liquides dans la rétention.</p> <p>B. Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.</p> <p>C. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.</p> <p>D. Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93°C n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p>	<p>Conforme</p> <p>A : Les cuves d'alcools des chais seront ancrées au sol. De plus, les cellules B9 à B13 seront placées en rétention déportée.</p> <p>B&C : le niveau de liquide dans les stockages sera contrôlé régulièrement. Les cuves inox disposeront de jauges permettant d'assurer le suivi.</p> <p>D : Les cellules B9 à B13 sont conçues de plain-pied. Les chais B7 et B8 sont encaissés, leurs parois et le sol sont en béton.</p>
<p>IV. Dispositions spécifiques aux rétentions déportées.</p> <p>Dans le cas d'une rétention déportée, chaque stockage est associé à une zone de collecte pourvue d'un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les écoulements vers la rétention déportée.</p> <p>La zone de collecte, le drainage et la rétention déportée sont conçus, dimensionnés et construits afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site ; . Éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée ; . Éviter tout débordement de la rétention déportée ; . Éviter toute surverse de liquide lors de son arrivée éventuelle dans la rétention déportée. <p>Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée ou par un dispositif de drainage actif commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages.</p> <p>Le système de collecte vers la rétention déportée, lorsqu'il est aérien ou en caniveau, ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux installations et stockages. Le système de collecte est protégé de tout risque d'agression mécanique au droit des circulations d'engins.</p> <p>Les rétentions déportées sont conformes aux dispositions du point II du présent article. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention déportée.</p> <p>Le cas échéant, la rétention déportée peut être commune avec le bassin de confinement prévu à l'article 26 bis.</p> <p>Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement de la rétention déportée et dispositifs mis en place sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle. Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé.</p> <p>L'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant.</p> <p>Le délai d'exécution de ces consignes ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.</p>	<p>Conforme</p> <p>Le réseau de rétention déportée comportera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un réseau enterré de canalisations incombustibles et drainant les écoulement gravitairement ; - Un regard siphonide indépendant par cellule, permettant d'éviter les remontées de vapeurs inflammables dans les autres locaux ; - des canalisations dont le dimensionnement fera l'objet d'une étude spécifique, tenue à disposition de l'inspection des installations classées et afin que le réseau présente un débit de 10l/m²/min. - Une fosse d'extinction de 80 m³ ; - Un bassin de rétention et de confinement étanche de 240 m³. - En cas de débordement du bassin de rétention et de confinement, les écoulements seront dirigés vers la noue de gestion des EP voisine. <p>Le réseau n'est pas susceptible de collecter des produits incompatibles.</p> <p>Les dimensionnements des ouvrages du réseau de gestion des écoulements accidentels sont détaillés dans l'étude de dangers.</p> <p>La compatibilité avec le point 26 bis est détaillée plus bas.</p> <p>Les installations de rétention déportée sont passives. Elles feront l'objet de contrôles réguliers. Ces vérifications seront consignées et tenues à dispositions de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant disposera d'une procédure détaillant les mesures à mettre en place en cas de déversement accidentels.</p>
<p>V. Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses</p> <p>A. Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.</p> <p>B. Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités</p>	<p>Non concerné</p> <p>Le site ne comporte pas de canalisations de transferts d'alcools. Les transferts d'alcools sont réalisés via des cuves mobiles.</p>

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
<p>d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.</p> <p>C. Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>D. Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées...). Leur parcours est aussi réduit que possible.</p> <p>E. Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.</p>	
<p>VI. Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation.</p> <p>A. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.</p> <p>B. Les dispositifs d'obturation sont maintenus fermés en permanence. À défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>C. Des zones sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de marchandises dangereuses, en attente de déchargement, à l'intérieur des limites du site.</p> <p>D. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). En particulier, les transferts de matières dangereuses à l'aide de récipients mobiles s'effectuent suivant des parcours identifiés et font l'objet de consignes particulières.</p> <p>E. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.</p> <p>F. Les dispositions des points précédents ne sont pas applicables aux installations relevant de la rubrique 2510 qui font déjà l'objet de dispositions spécifiques.</p>	<p>Conforme</p> <p>A : L'aire de chargement sous l'avent placé entre les locaux B8 et B9 sera utilisée pour le chargement des produits finis uniquement. L'entreprise n'effectuera pas de dépotage d'alcool par citerne sur son site. L'aire de chargement sera étanche (réalisée en sol béton), signalée au sol et placée en rétention déportée vers la fosse d'extinction et le bassin de rétention, via un regard siphoné.</p> <p>B : L'aire de chargement sera placée en rétention en permanence.</p> <p>C : L'aire de chargement servira au stationnement des véhicules en dehors des expéditions de produits finis. La circulation sur le site sera limitée (1 à 2 camions d'alcools par semaine).</p> <p>D : Les transferts d'alcools seront réalisés via des cuves mobiles. Ces transferts seront réalisés sous la surveillance permanente d'un opérateur.</p> <p>E : les sols des chais et de l'aire de chargement seront étanches.</p> <p>F : non concerné. Les installations ne relèvent pas de la rubrique 2510.</p>
<p>VII. Stockage des déchets</p> <p>Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>	<p>Conforme</p> <p>Les effluents de distillation (vinasses) et de brassage (eaux de lavage des installations) sont la source principale de production de déchet. Les effluents produits sur le site sont canalisés vers la cuve à vinasses de 6 m³ avant d'être collectés et traités par une société spécialisée de méthanisation.</p>
<p>Article 26 de l'arrêté du 4 octobre 2010</p> <p>Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé »</p> <p>Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers, ou ; . Est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi. <p>Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>	<p>Non concerné</p> <p>Le site ne comportera pas de substances relevant des rubriques 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 t ou de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes.</p>
<p>Article 26 bis de l'arrêté du 4 octobre 2010</p>	<p>Conforme</p>

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
<p>Bassin de confinement des eaux incendie.</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.</p> <p><u>En cas de confinement interne</u>, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p><u>En cas de dispositif de confinement externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> . Les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; . Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; . En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toutes circonstances. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ; . L'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> . Du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; . Du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Les locaux B7 à B13 sont susceptibles de comporter plus de 2 m³ d'alcools.</p> <p>Le confinement des eaux d'incendie sera mutualisé avec le bassin de rétention déportée. Le réseau de gestion des écoulements accidentels sera unique.</p> <p>Ce réseau présentera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une collecte gravitaire et passive des écoulements, les installations seront en rétention en permanence ; - Une fosse d'extinction de 80 m³ en amont du bassin de rétention et de confinement permettant d'éteindre les écoulements potentiellement enflammés. <p>Le volume de ce bassin a été déterminé selon les règles de calcul D9A. Ces calculs sont détaillés dans l'étude de dangers.</p> <p>Ce volume de confinement est mutualisé avec la rétention déportée comme prévu à l'art.25. La plus grande des deux valeurs : rétention réglementaire ou confinement réglementaire a été retenue.</p> <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Article 27 de l'arrêté du 4 octobre 2010</p> <p>Des appareils de détection indiquant la direction du vent, visible de jour comme de nuit, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement ou de perte de confinement.</p>	<p>Non concerné</p> <p>L'entreprise ne stockera pas de substances dangereuses susceptibles d'être émises à l'atmosphère.</p>
<p>Section V : Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque (article 28 à 44)</p>	<p>Non concerné.</p> <p>Le site ne comporte pas de PV.</p>
<p>Section VI : Dispositions générales de prévention des risques</p>	
<p>Article 45 de l'arrêté du 4 octobre 2010</p> <p>Définitions</p> <p>Au sens de la présente section on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Matières dangereuses : substances ou mélanges visés par les rubriques 4XXX, 1450 et 1436 ainsi que les déchets présentant des propriétés équivalentes. . Barrière de sécurité : Ensemble d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité. On distingue : . Barrières de prévention : barrières visant à éviter ou limiter la probabilité d'un événement indésirable, en amont du phénomène dangereux ; . Barrières de limitation : barrières visant à limiter l'intensité des effets d'un phénomène dangereux ; . Barrières de protection : barrières visant à limiter les conséquences sur les cibles potentielles par diminution de la vulnérabilité ; . Mesure de maîtrise des risques (MMR) : Catégorie de barrière de sécurité agissant sur les scénarios d'accidents majeurs, et qui répond à la double exigence suivante : 	<p>Vu.</p>

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
<p>. Réduire la probabilité des phénomènes dangereux potentiels ou la gravité des accidents qui leur sont associés ;</p> <p>. Répondre simultanément à des exigences d'efficacité, de cinétique de mise en œuvre (en adéquation avec celle des événements à maîtriser) et de pérennité (dont la garantie est assurée par la testabilité et la maintenabilité).</p> <p>L'efficacité d'une MMR est sa capacité à remplir la mission/la fonction de sécurité qui lui est confiée pendant une durée donnée et dans son contexte d'utilisation. L'efficacité d'une MMR prend également en compte le critère d'indépendance de cette MMR vis-à-vis des éventuels autres dispositifs agissant conjointement sur un même phénomène dangereux.</p>	
<p>Article 46</p> <p>Conditions d'application de la section VI.</p> <p>Les dispositions de la présente section sont applicables à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.</p> <p>Ces dispositions peuvent être complétées, précisées ou faire l'objet d'aménagements par des arrêtés ministériels définissant les dispositions spécifiques à certaines rubriques ou activités. Ces dispositions peuvent être également complétées par arrêté préfectoral.</p> <p>Tous les articles de la présente section sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022 ainsi qu'aux extensions ou modifications d'installations lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement à compter du 1er septembre 2022.</p> <p>En ce qui concerne les installations régulièrement mises en service ou dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Les articles 45,47 et 49 sont applicables ; . Les articles 50, 53, 55, 56, 66 et 69 sont applicables selon les modalités décrites dans ces articles ; . Les autres articles sont applicables au 1er juillet 2023. 	<p>Vu.</p>
<p>Article 47</p> <p>Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les différents équipements liés à la sécurité des installations feront l'objet de contrôles réguliers et des opérations de maintenance nécessaires. L'entreprise conservera à disposition de l'administration les résultats de ces opérations de maintenance.</p>
<p>Sous-section VI — 1 : Connaissance des risques et des installations (Articles 48 à 50)</p>	
<p>Article 48</p> <p>Localisation des risques</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Le plan des potentiels de dangers du site est présent en annexe de l'étude de dangers. Ce plan sera actualisé en cas d'évolution des stockages de l'entreprise.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer seront indiquées à l'entrée des zones du site.</p>
<p>Article 49</p> <p>État des matières stockées</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>	<p>Conforme.</p> <p>L'exploitant suivra l'état de ses stockages d'alcools de bouche, produits d'entretiens et matières sèches.</p> <p>L'exploitant disposera des FDS des produits d'entretien qu'il utilisera régulièrement.</p>

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
<p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>	
<p>Article 50 État des matières stockées-dispositions spécifiques</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer à minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, à minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>Les activités présentes sur le site ne relèvent pas de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ou des rubriques listées ci-contre.</p>
<p>Sous-section VI-2 : Maîtrise des risques (Articles 51 à 56)</p>	
<p>Article 51 Étude de dangers</p> <p>Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers.</p> <p>La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.</p>	<p>Vu.</p>

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
<p>Article 52 Maîtrise des procédés</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>Les phénomènes dangereux amenant des effets irréversibles ou létaux en dehors du périmètre d'exploitation ne sont pas liés à des paramètres de conduite des procédés de fabrication ou de production</p>
<p>Article 53 Dispositif de conduite</p> <p>Lorsque la dérive des paramètres de conduite du ou des procédés de fabrication ou production est identifiée dans l'étude de dangers comme susceptible de donner lieu à un ou des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait connaissance des dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.</p> <p>Pour les installations concernées, sans préjudice des impératifs de protection de personnes, les salles de contrôle des installations ainsi que les dispositifs de conduite et de traitement des données sont protégés contre les effets des accidents identifiés dans l'étude de dangers susceptibles de les impacter, de manière à garantir leur caractère opérationnel et lorsqu'elles sont nécessaires à la mise en sécurité des installations.</p> <p>Pour les installations régulièrement mises en service ou dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er juillet 2027.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>Les phénomènes dangereux amenant des effets irréversibles ou létaux en dehors du périmètre d'exploitation ne sont pas liés à des paramètres de conduite des procédés de fabrication ou de production.</p>
<p>Article 54 Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques</p> <p>A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; . La tenue à jour des procédures ; . Le test des procédures incident/accident ; . La formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées.</p> <p>B. — L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>	<p>Conforme.</p> <p>A. L'exploitant mettra en place les équipements et procédures listés dans l'étude de dangers. Les équipements feront l'objet d'opérations de contrôle et de maintenance régulières. Ces opérations feront l'objet d'une consignation qui sera conservée à dispositions de l'administration.</p> <p>B.</p> <p>L'exploitant procédera en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au contrôle visuel du bon état des parois CF (tous les ans). - Au contrôle visuel hebdomadaire du maintien en eau des regards siphoniques et de la fosse d'extinction - Au contrôle visuel hebdomadaire et après chaque évènement pluvieux de la disponibilité du bassin de rétention et de confinement (évacuation des EP le cas échéant par pompage sur déclenchement manuel). <p>En cas de défaillance ou fonctionnement dégradé des mesures de maîtrise des risques, l'exploitant procédera l'analyse des mesures compensatoires ou de réduction des événements susceptibles de déclenchement d'un sinistre et le cas échéant à l'arrêt des installations.</p>
<p>Article 55 Surveillance et réseau de détecteurs</p>	<p>Conforme.</p> <p>A&B. Les locaux de stockage et la distillerie disposeront d'un système de détection d'incendie avec alarme sonore et télétransmission à l'exploitant.</p>

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
<p>A. — L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours...).</p> <p>Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.</p> <p>L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.</p> <p>B.-Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance.</p> <p>Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.</p> <p>C.-Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions des points A et B du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p>	<p>Les dispositifs de détection feront l'objet de contrôles et d'opérations de maintenance ponctuels. Ces contrôles seront consignés.</p> <p>Une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.</p> <p>C. Non concerné.</p>
<p>Article 56 Utilités</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p>	<p>Conforme.</p> <p>La MMR identifiées dans l'étude de dangers sont majoritairement passives et relèvent de la conception des installations (distance d'éloignement, parois CF, acrotères, rétention déportée)</p> <p>Les utilités nécessaires au fonctionnement d'autres barrières de sécurité identifiées dans l'étude de dangers sont principalement l'alimentation électrique afin.</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire fonctionner les blocs autonomes ; - faire fonctionner les systèmes de détection incendie, intrusion, et leurs asservissements ; <p>Ces dispositifs seront secourus par batteries.</p> <p>L'état des batteries et du réseau électrique fera l'objet de contrôles réguliers.</p>
<p>Sous-section VI-3 : Maîtrise de l'exploitation (Articles 57 à 67)</p>	
<p>Article 57 Surveillance de l'installation</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.</p>	<p>Vu.</p>
<p>Article 58 Formation du personnel</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>	<p>Conforme.</p> <p>L'entreprise formera son personnel à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la première intervention et à l'utilisation des équipements de première intervention ; - l'alerte des secours.
<p>Article 59 Consignes d'exploitation et de sécurité</p>	<p>Conforme.</p> <p>L'exploitant établira et affichera les consignes d'exploitation et de sécurité.</p>

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
<p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; . Les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; . L'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; . Les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; . Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menées sont notées sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> . L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; . Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; . Les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; . Les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; . Les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; . La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; . L'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; . L'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. 	
<p>Article 60</p> <p>Documents de l'installation</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Les plans, en particulier, pour les installations concernées : . Les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; . Le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ; . Le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; . Le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ; . Le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ; . Le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; . Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ; ces éléments peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données. Ils sont conservés sur le site durant 5 années au minimum. 	<p>Conforme.</p> <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tiendra à jour les documents listés ci-contre ; - consignera les documents justificatifs, rapports de vérification et contrôles <p>Ces documents seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées et les plans à disposition des services du SDIS.</p>

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
<p>Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.</p>	
<p>Article 61 Contrôle des accès</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Cette disposition ne s'applique pas aux installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>	<p>Conforme.</p> <p>L'accès aux installations sera limité aux personnes autorisées.</p> <p>En dehors des périodes de travail, les installations seront fermées à clef.</p> <p>De plus le site est intégralement clôturé.</p>
<p>Article 62 Accessibilité au site et circulation</p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les installations du site sont accessibles par quatre accès aux services du SDIS.</p> <p>Le schéma de circulation du site est matérialisé au sol.</p> <p>Les voiries et accès sont matérialisés par un revêtement en enrobés.</p> <p>Le site comporte des espaces dédiés au stationnement des véhicules légers. Une aire de chargement est dédiée aux poids lourds desservant le site (expéditions de produits finis, livraison de matières sèches) hors des voies engins.</p>
<p>Article 63 Travaux</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> . La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; . L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; . Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du Code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Toutes les opérations à risques seront encadrées par les responsables du site et feront l'objet, en cas de points chauds, de permis feu cosignés.</p> <p>L'interdiction d'apporter du feu sera indiquée dans tous les emplacements présentant des risques.</p>
<p>Article 64 Équipements à l'arrêt</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements...). Dans le cas contraire, les mesures de maîtrise de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les équipements et réservoirs utilisés ponctuellement feront l'objet de vérification en amont de leur remise en service. Les cuves d'alcools seront notamment inertées lors des opérations de maintenance nécessitant des points chauds.</p>
<p>Article 65</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les zones ATEX feront l'objet d'une étude spécifique.</p>

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
<p>Matériels utilisables en atmosphères explosibles</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions du articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>	<p>L'entreprise utilisera du matériel conforme à la réglementation et faisant l'objet de contrôles réguliers.</p>
<p>Article 66</p> <p>Installations électriques</p> <p>A. — Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>B.-Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.</p> <p>C.-A l'exception de ceux intrinsèques aux équipements, les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur des locaux à risques, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés des locaux à risques par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.</p> <p>D.-Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p> <p>Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont, en toutes circonstances, éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>E. — Conditions d'application du présent article.</p> <p>Les dispositions des points B et C sont uniquement applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022.</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>Le cas échéant, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du point D sont réalisés avant le 1er septembre 2024.</p>	<p>Conforme.</p> <p>A. les dispositions de conceptions et préventions relatives aux installations électriques sont décrites dans l'étude de dangers, dont le respect de la norme NFC 15.100 et la norme NF EN 62 262 pour le matériel exposé aux projections de liquides.</p> <p>B. Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière) seront installés à l'extérieur des zones à risques. Chaque chai sera équipé d'un interrupteur général au niveau de chaque entrée (extérieur), coupant l'alimentation électrique des installations de stockage, et d'un voyant lumineux extérieur signalant la mise sous tension des installations électriques des installations de stockage autres que les installations de sécurité.</p> <p>C. Les locaux à risques ne comportent pas de transformateur.</p> <p>D. L'éclairage des locaux à risques sera électrique et présentera un degré de protection égal ou supérieur à IP55 avec une protection mécanique.</p>
<p>Article 67</p> <p>Ventilation des locaux</p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les chais seront ventilés naturellement la ventilation permettra de réduire l'étendue des zones ATEX. Les mesures techniques prévues par l'entreprise vis-à-vis des risques d'explosion sont détaillées dans l'étude de dangers</p> <p>L'étude de zonage ATEX et le DRPCE sera mise à jour avant la mise en service des nouveaux stockages d'alcools et les mesures de prévention complémentaires à la liste ci-dessus éventuelles seront mises en œuvre par l'exploitant.</p>
<p>Sous-section VI-4 : Situations d'urgence et moyens d'intervention (Articles 68 à 69)</p>	

Prescription de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	Recollement
<p>Article 68 Moyens d'intervention en cas d'accident</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toutes circonstances.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre les incendies sont détaillés dans l'étude de dangers.</p> <p>Ces équipements feront l'objet de contrôles réguliers et les résultats de ces contrôles seront consignés. En cas de mesure corrective à mettre en place, les factures de travaux seront conservées.</p>
<p>Article 69 Plan d'opération interne</p> <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014.</p> <p>Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1er janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1er janvier 2026.</p> <p>Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.</p> <p>Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>L'entreprise n'est pas soumise à la réalisation d'un plan d'opération interne.</p>

II. ARRETE DU 14 JANVIER 2011 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU REGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N° 2250

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>Article 1er de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 24 août 2017, annexe XIV article 14)</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2250. Il ne s'applique pas aux installations existantes déjà autorisées au titre de la rubrique n° 2250.</p> <p><i>« Toutefois, les dispositions des articles 31, 38, 41, 42, 43, 61 et 63 s'appliquent aux installations existantes et aux installations nouvelles conformément aux dispositions de l'article 24 de l'arrêté du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement. »</i></p> <p>Dans le cas d'une extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement, l'intégralité du présent arrêté ne s'applique néanmoins qu'à l'extension elle-même, la partie existante restant soumise aux dispositions antérieures.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières les complétant ou les renforçant dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du Code de l'environnement.</p>	<p>Vu.</p> <p>Le projet comprend l'ajout d'un alambic dans la distillerie existante.</p> <p>La capacité de production sur le site passera de 21,6 hl d'AP/j à 36,6 hl d'AP/j.</p>
<p>Article 2 de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 24 août 2017, annexe XIV article 14)</p> <p>Définitions</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <p>« NQE » : norme de qualité environnementale : la concentration d'un polluant ou d'un groupe de polluants dans l'eau, les sédiments ou le biote qui ne doit pas être dépassée afin de protéger la santé humaine et l'environnement.</p> <p>« QMNA » : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.</p> <p>« QMNA5 » : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.</p> <p>« Zone de mélange » : zone adjacente au point de rejet où les concentrations d'un ou plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementales. Cette zone est proportionnée et limitée à la proximité du point de rejet et ne compromet pas le respect des normes de qualité environnementales sur le reste de la masse d'eau.</p> <p>« Polluant spécifique de l'état écologique » : substance dangereuse recensée comme étant déversée en quantité significative dans les masses d'eau de chaque bassin ou sous-bassin hydrographique ;</p> <p>« Substance dangereuse » ou « micropolluant » : substance ou groupe de substances qui sont toxiques, persistantes et bioaccumulables, et autre substance ou groupe de substances qui sont considérées, à un degré équivalent, comme sujettes à caution ;</p> <p>« Réfrigération en circuit ouvert » : tout système qui permet le retour des eaux de refroidissement dans le milieu naturel après prélèvement.</p> <p>« Composé organique volatil (COV) » : tout composé organique, à l'exclusion du méthane, ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 Kelvin ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières.</p> <p>« Émission canalisée de COV » : toute émission de COV dans l'air, le sol et l'eau par une cheminée ou émissaire équivalent.</p> <p>« Émission diffuse de COV » : toute émission de COV dans l'air, le sol et l'eau, qui n'a pas lieu sous la forme d'émissions canalisées. Pour le cas spécifique des COV, cette définition couvre, sauf indication contraire, les émissions retardées dues aux solvants contenus dans les produits finis.</p> <p>« Niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant » : conventionnellement, le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.</p> <p>« Débit d'odeur » : conventionnellement, le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.</p>	<p>Vu.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>« Émergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p> <p>« Zones à émergence réglementée » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ; - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. <p>« Distillerie » : atelier abritant les appareils de distillation (alambic, colonne, installation de combustion, salle de contrôle...). Ces ateliers peuvent être ouverts ou fermés.</p> <p>« Alcools de bouche » : on entend par alcool de bouche tout alcool destiné à la consommation humaine quel que soit son degré d'alcool.</p> <p>« Capacité de production d'alcool pur en hl/jour » : quantité maximale théorique d'alcool exprimée en alcool pur (tout alcool issu de l'unité de distillation incluant les eaux de vie et les brouillis pour les distillations discontinues) pouvant être produite par l'unité de distillation en une journée de production.</p> <p>La durée de cette journée de production est définie par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement, par exemple de 8 heures à 19 heures ou 24 h/24. Pour les installations de distillation discontinue, une capacité de production d'alcool pur de 30 hl/j correspond à la production d'une distillerie dont les alambics totalisent une capacité de 50 hl de charge.</p> <p>« Teneur en alcool exprimée en alcool pur ou titre alcoométrique volumique (TAV) » : le titre alcoométrique volumique d'un mélange hydro-alcoolique est le rapport entre le volume d'alcool à l'état pur, à la température de 20° C, contenu dans ce mélange, et le volume total de ce mélange à la même température. La masse volumique de l'alcool pur est de 0,786 g/m³.</p> <p>« Chai de distillation » : stockages attenants à une distillerie où sont stockés les alcools distillés durant la campagne de distillation en cours. Dans le cas où le chai de distillation fait également usage pour le vieillissement d'alcool, sa capacité maximale de stockage n'excède pas 200 mètres cubes et sa surface 300 mètres carrés. Le présent arrêté ne vise pas les chais mais seulement les activités de distillation et donc les chais de distillation tels que définis dans la présente définition.</p> <p>« Surface » : les surfaces à prendre en considération sont les surfaces intérieures des chais, lorsqu'ils sont indépendants, et pour les stockages extérieurs, celles des cuvettes de rétention associées susceptibles de contenir des effluents enflammés.</p> <p>« Vinasses » : résidus de la distillation.</p> <p>« Effluents vinicoles » : effluents provenant des activités de production de vin du site où est implantée l'installation relevant de la rubrique 2250, les effluents venant des bassins de lagunage et notamment les boues de curage de ces bassins n'étant pas inclus dans cette définition.</p> <p>« Local de vie du distillateur » : ce local est utilisé pour le repos des salariés. Ne répondent pas à cette définition les salles de contrôles et les laboratoires associés.</p>	
CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES	
<p>Article 3 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	Vu.
<p>Article 4 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <p>Une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne.</p> <p>Le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation.</p>	Vu.

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>L'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation.</p> <p>Les résultats des mesures sur les effluents et le bruit réalisés au cours des cinq dernières années.</p> <p>Les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - le plan de localisation des risques, (cf. article 10) ; - le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 11) ; - le plan général des stockages (cf. article 11) ; - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 12) ; - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque pour les créations de bâtiments ou d'extension de bâtiments (cf. article 14) ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques, (cf. article 20) ; - les consignes d'exploitation (cf. article 24) ; - le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. article 33) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 35) ; - le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 45) ; - le cahier d'épandage s'il y a lieu (cf. article 46) ; - le registre des déchets dangereux générés par l'installation (cf. article 59) ; - le programme de surveillance des émissions (cf. article 61). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
<p>Article 5 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>I. L'installation est implantée à une distance d'au moins 10 m des limites de propriété. Par ailleurs, l'installation est implantée à 20 m des établissements recevant du public (ERP) sauf dans le cas des ERP de 5^{ème} catégorie sans hébergement.</p> <p>II. À l'exception des chais de distillation, la distance entre la distillerie et une installation de stockage (alcool, matières combustibles, etc.) est au minimum de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 m pour une installation de stockage dont la surface au sol est inférieure ou égale à 500 m² ; - 15 m pour une installation de stockage dont la surface au sol est supérieure à 500 m². <p>Pour les unités de distillation qui ne sont pas situées dans des locaux fermés, les distances prévues respectivement aux points I et II susvisés sont doublées.</p> <p>III. En cas d'impossibilité technique de respecter ces distances, l'exploitant met en œuvre un mur REI 240 et des ouvertures EI 240 entre la distillerie et les installations de stockage ou des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de sécurité équivalent.</p> <p>IV. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>	<p>I. Aménagement sollicité. L'installation est implantée à 5,9 m des limites de propriété.</p> <p>Conforme : La distillerie est localisée à au moins 40 m des ERP les plus proches. Le site est lui-même un établissement recevant du public de 5^{ème} catégorie, sans hébergement.</p> <p>II. Conforme. La distillerie est implantée à plus de 57 mètres du chai de stockage d'alcools le plus proche (dont la surface est inférieure à 300 m²).</p> <p>La distillerie est mitoyenne avec l'atelier de brassage (qui ne présente pas de stockage de matières combustibles ou alcools) et située à 20 mètres du silo extérieur.</p> <p>Les unités de distillations sont localisées dans des locaux fermés.</p> <p>III. non concerné (cf II.).</p> <p>IV. Conforme. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en-dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>
<p>Article 6 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin, - les surfaces où cela est possible sont engazonnées, - des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. 	<p>Conforme.</p> <p>Les voies de circulation à proximité de la distillerie sont existantes.</p> <p>L'ensemble des voies de circulation est en enrobés, ce qui évite les envols de poussière et le dépôt de poussière par les véhicules circulant sur le site.</p> <p>Les espaces non aménagés sont conservés sous la forme d'espaces verts qui sont régulièrement entretenus.</p>
<p>Article 7 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p>	<p>Conforme.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p>	<p>Le projet porte sur l'ajout d'un alambic dans la distillerie existante. L'installation est d'ores et déjà implantée dans le paysage, maintenue propre et régulièrement entretenue.</p>
CHAPITRE II : PREVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS	
Section I - Généralités	
<p>Article 8 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Surveillance de l'installation</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients que son exploitation induit et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Cette surveillance est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - directe pour les installations d'une capacité de production supérieure à 60 hl AP/jour ; - directe, indirecte ou de proximité pour les capacités de production inférieures à 60 hl AP/jour. <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Avec le projet, la capacité de production atteindra 36,6 hl d'AP/j.</p> <p>La surveillance des opérations de distillation est indirecte.</p> <p>Le site et ses installations resteront fermés à clé en dehors des horaires d'ouverture du site.</p>
<p>Article 9 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Propreté des locaux</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	<p>Conforme.</p> <p>L'ensemble des locaux est maintenu propre et régulièrement entretenu.</p>
<p>Article 10 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Localisation des risques</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les risques.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Le plan des potentiels de dangers est présenté en annexe.</p>
<p>Article 11 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>État des stocks de produits dangereux</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Le local de distillation ne comportera pas de stockage permanent d'alcools. Seuls les alcools en cours de distillation seront réceptionnés dans des cuvons avant d'être transféré par IBC mobile en fin de distillation vers le stockage INOX (hors distillerie).</p> <p>Le site ne comportera pas de stockage d'autres produits dangereux (hormis les produits d'entretien en quantité limitée).</p>
<p>Article 12 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Connaissance des produits –étiquetage</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	<p>Vu.</p>
Section II - Canalisation de fluide	
<p>Article 13 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés</p>	<p>Conforme.</p> <p>Tous les transferts d'alcools sur le site sont réalisés via des cuves mobiles.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>permettant de s'assurer de leur bon état. Les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes, sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>	<p>Les vinasses sont dirigées vers la fosse à vinasses de 6 m³ via des canalisations fixes de transferts. Les canalisations sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des vinasses. Elles sont régulièrement entretenues et font l'objet de contrôles.</p>
<p>Section III : Comportement au feu des locaux</p>	
<p>Article 14 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Résistance au feu</p> <p>I. Lorsque la ou les unités de distillation sont situées dans des locaux fermés, les locaux les abritant présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sol : Le sol est en matériau incombustible et imperméable. <p>Dans le cas d'utilisation de gaz de pétrole liquéfié, le sol et notamment les volumes de stockages d'alcool situés en dessous du niveau du sol sont conçus pour éviter toute accumulation de gaz dans la distillerie. Pour cela, les ouvertures des cuves de stockage d'alcool enterrées sont rehaussées et équipées de couvercle isolant du reste de la distillerie.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Murs : Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2s1d0 et REI 120. Les murs séparant la distillerie d'un autre bâtiment contigu à l'exception des stockages de vin, sont REI 240 et dépassent d'au moins un mètre la toiture de l'autre bâtiment. - Charpente/couverture : L'ensemble de la charpente offre une stabilité au feu Broof (t3) au minimum. <p>La toiture est en matériaux légers de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion ou comporte des dispositifs permettant de limiter les surpressions (événements d'explosion, etc.).</p> <p>En cas d'incendie, la chute des éléments de la charpente ne porte pas atteinte à la stabilité des murs extérieurs qui respectent les dispositions ci-dessus.</p> <p>La couverture est en matériaux de classe A2s1d0, excepté pour les systèmes d'évacuation des fumées.</p> <p>Les éléments du plafond et/ou du faux plafond et d'isolation sont en matériaux de classe A2s1d0 ou Bs2d1</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouvertures/issues : Les portes extérieures de la distillerie sont E30, s'ouvrent vers l'extérieur et sont manœuvrables de l'intérieur en toutes circonstances. <p>De plus, ces portes sont équipées d'un seuil ou d'un caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non vers l'extérieur.</p> <p>Aucune ouverture ou issue n'est autorisée entre distillerie et habitation.</p> <p>Aucun point de la distillerie n'est situé à plus de 25 m d'une porte extérieure, 10 m dans les parties de la distillerie formant cul-de-sac.</p> <p>Les portes sont largement dégagées et ont une largeur minimale de 0,80 mètre.</p> <p>II. L'ensemble des ateliers de distillation, qu'ils soient fermés ou ouverts, respectent les dispositions suivantes :</p> <p>Communication entre la distillerie et le chai de distillation : Les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 120. Les portes normalement fermées sont équipées d'un dispositif de fermeture automatique marqué CE et compatible avec les fermetures résistant au feu. Les portes maintenues ouvertes en position d'attente et se fermant automatiquement en cas d'incendie (Dispositif actionné de sécurité - DAS) sont conformes aux normes de la série NFS 61-937. et équipées d'un ferme-porte.</p> <p>De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non entre la distillerie et le chai de distillation.</p> <p>Transfert d'alcool : Les tuyauteries et les canalisations fixes de transfert d'alcool sont en matériaux incombustibles et parfaitement lutés, munis d'un système de vanne aisément accessible et manœuvrable en toutes circonstances.</p> <p>Lorsqu'elles sont mobiles, les tuyauteries et canalisations de transfert d'alcool font l'objet d'une surveillance permanente de leur état et de leur étanchéité. Les passages dans les murs sont situés au-dessus des cuvettes de rétention et sont obturés en dehors des transferts.</p> <p>Les installations sont conçues de telle sorte qu'il ne puisse y avoir de communication permettant l'écoulement d'alcool de la distillerie vers un autre bâtiment.</p>	<p>I. Aménagement sollicité.</p> <p>Le sol de la distillerie est en béton. La distillerie ne présente pas de stockage d'alcool situés en-dessous du niveau du sol.</p> <p>Les murs en pierre (moellons d'origine), d'une épaisseur de 55 cm.</p> <p>L'atelier de brassage présente une hauteur en toiture de 5,79 m, le passage couvert entre les deux locaux présente une hauteur de 3 m et la paroi en moellons de la distillerie présente une hauteur 5,2 m. La distillerie présente bien, vis-à-vis du local immédiatement adjacent, une différence de hauteur supérieure à 1 m (de 2,2 m).</p> <p>La charpente de la distillerie est en bois. La toiture est en ardoise. En cas d'incendie, la chute des éléments de la charpente ne portera pas atteinte à la stabilité des murs extérieurs.</p> <p>La distillerie ne comporte pas d'éléments de plafond, faux-plafond ou isolation.</p> <p>Plusieurs ouvertures extérieures sont présentes dans la distillerie, à savoir, deux baies-vitrées de 2,68 m / 3,10 m en façade ainsi qu'une ouverture vitrée côté ouest. Les baies vitrées sont constituées d'une partie ouvrante (ne présentant pas de caractère E30) ainsi que d'une partie non ouvrante (ne présentant pas de caractère EI120).</p> <p>Par ailleurs les ouvertures seront équipées de seuils évitant les écoulements de liquides enflammés ou non vers l'extérieur, vers le bureau du distillateur ou la brasserie.</p> <p>Aucun point de la distillerie n'est situé à plus de 25 m d'une porte extérieure.</p> <p>II. Conforme.</p> <p>La distillerie n'est pas mitoyenne d'un stockage d'alcools. Le plus proche est à plusieurs dizaines de mètres.</p> <p>La distillerie est à proximité à l'atelier de brassage avec un passage entre les deux locaux (d'une surface de 5,46 m²). Le passage entre les deux locaux est ouvert, sans porte, et présente une largeur de 2,5 m. Un rehaussement (de type dos-d'âne) sera installé entre la distillerie et l'atelier de brassage permettant la circulation des engins ainsi que la mise en rétention de la distillerie.</p> <p>Le site ne comporte pas de canalisation de transfert d'alcools. L'ensemble des transferts est effectué par des cuves mobiles.</p> <p>L'installation ne comporte pas de local de vie du distillateur. La distillerie comporte dans ses murs un local de bureau du distillateur.</p> <p>L'ouverture entre la distillerie et le bureau du distillateur sera équipée de seuils permettant d'éviter tout écoulements accidentels de la distillerie vers le local. Par ailleurs, l'exploitant prévoit l'installation d'une alarme sonore dans le bureau du distillateur, reliée à détection incendie permettant ainsi la sortie du distillateur en cas d'incendie dans la distillerie. Le local de bureau du distillateur dispose d'une ouverture vers l'extérieur.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>Local de vie du distillateur : le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie et des installations de stockage d'alcool par une porte EI 30 et dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool. Le local possède une issue vers l'extérieur.</p> <p>III. Lorsque la ou les unités de distillation sont situées en plein-air, elles sont séparées des autres bâtiments, à l'exception des stockages de vin, par des murs REI 240 ou par des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de sécurité équivalent.</p> <p>IV. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>III. Non concerné.</p> <p>IV. Aménagement sollicité.</p> <p>L'exploitant a conservé, dans la mesure du possible (conservation de l'existant), les justificatifs de tenue au feu des installations, lors de leur rénovation. Ces justificatifs sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Article 15 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande).</p> <p>Dans les cas de création de bâtiments ou de création d'extension de bâtiment, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 2% de la surface au sol du local.</p> <p>Pour les bâtiments existants dont la surface au sol est inférieure ou égale à 1 600 m², la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 1% de la surface au sol, avec un minimum d'un mètre carré.</p> <p>Pour les bâtiments existants dont la surface au sol est supérieure à 1 600 m², la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 2% de la surface au sol.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévu pour 250 m² de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local, depuis la zone de désenfumage.</p> <p>Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité de chacun des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2 (version octobre 2003 ou version ultérieure) présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - système d'ouverture de classe B (ouverture + fermeture) ; - fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ; - la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 m et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 m et inférieures ou égales à 800 m. La classe SL0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 m, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige. - classe de température ambiante T(00). - classe d'exposition à la chaleur B300. <p>Des amenées d'air frais sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes donnant sur l'extérieur.</p>	<p>Aménagement sollicité.</p> <p>La distillerie n'est pas équipée d'un dispositif d'évacuation des fumées. Seul le couloir technique situé à l'arrière de la distillerie (côté nord) comporte un exutoire de fumées d'une surface utile d'1 m².</p>
Section IV : Accessibilité	
<p>Article 16 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>I. Accessibilité</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p>	<p>I. Conforme.</p> <p>L'installation est accessible en façade est. L'accès pompiers le plus proche est situé à proximité immédiate de la distillerie qu'il longe.</p> <p>Cet accès n'est pas susceptible d'être gêné par les véhicules nécessaires à l'exploitation. Il ne s'agit pas d'un accès technique.</p> <p>II. Non concerné.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p><i>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation</i></p> <p>En cas de création de bâtiment ou de création d'extension de bâtiment, une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15%, dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p><i>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site</i></p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,- longueur minimale de 10 mètres,- présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ». <p><i>IV. Mise en station des échelles</i></p> <p>Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II.</p> <p>Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10%,- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie,- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment,- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètres et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p>	<p>Le projet ne porte pas sur la création ou l'extension du bâtiment abritant l'activité de distillation.</p> <p>III. Non concerné.</p> <p>La voie engins d'accès à la distillerie ne comporte pas de tronçon de plus de 100 m.</p> <p>IV. Aménagement sollicité.</p> <p>La distillerie présente une hauteur au faîtage supérieure à 8 mètres, sans espace suffisant pour une voie échelle.</p> <p>V. Conforme.</p> <p>Des accès piétons sont présents à toutes les issues de la distillerie.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p><i>V. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins</i></p> <p>À partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.</p>	
<p>Article 17 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique.</p> <p>Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.</p>	<p>Conforme.</p> <p>La ventilation dans la distillerie est assurée par l'ouverture des portes.</p> <p>Les sorties d'air ne sont pas à proximité d'immeuble habités par des tiers.</p>
<p>Article 18 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p> <p>Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les installations électriques et les liaisons équipotentielles feront l'objet de contrôles réguliers. Le matériel utilisé dans la distillerie sera conforme à la réglementation en vigueur.</p> <p>Une étude ATEX sera réalisée.</p>
<p>Article 19 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Système de détection automatique</p> <p>Pour les unités de distillation qui sont situées dans des locaux fermés au-delà d'une capacité de production égale à 150 hl AP/j, dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, un système de détection de vapeurs inflammables est installé. Le déclenchement de la détection, à des niveaux de sensibilité appropriés, entraîne une alarme et l'arrêt des unités de distillation. Les niveaux de sensibilité correspondants sont adaptés aux situations.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, les actions d'intervention et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>Au terme du projet, la capacité de production sera de 36,6 hl d'AP/j.</p>
<p>Article 20 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Installations électriques</p> <p><i>I. Installations électriques, éclairage et chauffage</i></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p><i>II. Mise à la terre des équipements</i></p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Chaque zone de chargement/déchargement des alcools peut être mise à la terre.</p> <p><i>III. Pour la création de bâtiment ou d'extension de bâtiment, les appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, disjoncteurs, interrupteurs, disjoncteurs, ...) sont tolérés à l'intérieur des distilleries sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 (protégé contre la poussière et contre les jets d'eau), installés en référence à la norme NF EN 60529 version juin 2000.</i></p> <p>Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des distilleries, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.</p>	<p>I. Conforme.</p> <p>Les derniers rapports d'inspection des installations électriques et de la maintenance des équipements sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées</p> <p>Le local de distillation n'est pas chauffé.</p> <p>II. Conforme.</p> <p>L'ensemble des équipements métallique est relié à la terre.</p> <p>III. Non concerné.</p> <p>Le projet porte sur l'ajout d'un alambic dans la distillerie existante sans nécessité de création ou d'extension de bâtiment distillerie.</p> <p>Le matériel utilisé dans la distillerie sera IP 55.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>Article 21 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local comme prévu à l'article 10 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³ par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). <p>À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte avec a minima deux extincteurs de type 144B par local de distillation, judicieusement disposés, bien visibles et facilement accessibles ; - au delà d'une capacité de production égale à 300 hl AP/j, d'un extincteur sur roue de 50 kg adapté à l'extinction des liquides polaires s'il n'existe pas de RIA avec émulseur au sein de l'installation. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p>Conforme.</p> <p>La capacité de production sera de 36,6 hl d'AP/j. La distillerie ne comportera pas de PIA.</p> <p>Les besoins en eaux d'extinction de la distillerie seront couverts par le poteau incendie 561630065 implanté à 35 m à l'est de la distillerie et présentant un débit de 60 m³/h.</p> <p>Le plan d'ensemble et le plan des potentiels de dangers sont annexés au présent dossier.</p> <p>Les installations sont équipées de deux extincteurs de type 144 B.</p> <p>Les équipements de lutte contre les incendies présents sur le site font l'objet de vérifications régulières.</p>
<p>Article 22 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Protection contre la foudre</p> <p>Pour les unités de distillation qui ne sont pas situées dans des locaux fermés quel que soit leur capacité de production et pour les unités de distillation situées dans des locaux fermés lorsque la capacité de production de l'installation est supérieure à 150 hl AP/j, les articles 2 à 7 de l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>La capacité de production sera égale à 36,6 hl d'AP/j.</p>
<p>Section V : Exploitation</p>	
<p>Article 23 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant les consignes particulières définies par l'exploitant. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Tous les travaux feront l'objet de permis d'intervention et les travaux faisant intervenir des sources de chaleur font l'objet d'un permis feu.</p> <p>Les intervenants extérieurs seront informés des consignes et des risques.</p> <p>L'affichage réglementaire sera réalisé.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>En dehors du foyer des unités de distillation, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Article 24 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 28, le cas échéant ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et nettoyage ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Le personnel est régulièrement formé aux règles de sécurité. Les consignes de sécurité seront affichées aux entrées des zones concernées et leur respect est contrôlé.</p>
<p>Article 25 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer le respect des valeurs limites d'émission et des autres dispositions du présent arrêté tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.</p>	<p>Vu.</p>
<p>Article 26 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>Conforme.</p> <p>L'entreprise dispose d'ores et déjà de contrats de maintenance avec des prestataires agréés et chargés de la vérification des équipements, notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> o la vérification périodique des extincteurs ; o la vérification périodique des exutoires de fumées ; o le contrôle d'étanchéité du groupe de froid ; o la vérification périodique des installations électriques ; o le contrôle périodique des installations électriques ; o la vérification périodique des brûleurs des alambics.
<p>Section VI : Modalités de stockage et de rétention afin de prévenir des risques de pollution des milieux aquatiques</p>	
<p>Article 27 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. 	<p>Conforme.</p> <p>I. La distillerie sera placée en rétention interne avec l'installation de seuils aux entrées (au niveau des baies vitrées, du passage entre la distillerie et la brasserie et entre la distillerie et le bureau du distillateur). La capacité de rétention de la distillerie sera d'au moins 3,1 m³ (50 % de la capacité de charge cumulée des alambics). Le passage entre la distillerie et l'atelier de brassage</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>	<p>sera équipé d'un rehaussement (de type dos-d'âne) permettant la mise en rétention de la distillerie ainsi que le passage des engins nécessaire à la production.</p>
<p>Article 28 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Rétentions et isolement du site</p> <p>I. Le sol des aires et des locaux de travail, de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.</p> <p>Au-delà d'une capacité de production égale à 150 hl AP/j, une détection de liquide placée dans un point bas de la rétention du local est installée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, les actions d'intervention et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément aux articles 57, 58, 59 et 60.</p> <p>II. En cas de création de bâtiment ou de création d'extension de bâtiment, si l'installation a une capacité de production supérieure à 150 hl AP/jour, toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume des matières stockées, - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie avec un minimum de 120 m³, - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 l/m² de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>III. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>	<p>I. Conforme.</p> <p>La distillerie sera placée en rétention interne avec l'installation de seuils aux entrées. Le passage entre la distillerie et l'atelier de brassage sera équipé d'un rehaussement (de type dos-d'âne) permettant la mise en rétention de la distillerie ainsi que le passage des engins nécessaire à la production.</p> <p>Au terme du projet, la capacité de production atteindra 36,6 hl d'AP/j.</p> <p>II. & III Non concerné.</p> <p>Le projet ne comporte pas de création ou d'extension d'un bâtiment. La capacité de production ne dépassera pas 150 hl AP/j.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>Article 29 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Dispositions particulières à certains stockages</p> <p>Les stockages d'alcool supérieurs à 40% VOL sont interdits dans le(s) local(ux) abritant la(es) unité(s) de distillation en dehors de ceux en cours de distillation.</p> <p>Aucun stockage de matières combustibles n'est autorisé dans le(s) local(ux) abritant la(es) unité(s) de distillation.</p>	<p>Conforme.</p> <p>La distillerie ne comportera pas de stockage d'alcool permanent. Les alcools distillés sont évacués vers le stockage INOX hors distillerie via des cuves mobiles, avant d'être transférés vers les autres chais pour y être vieillir.</p> <p>Aucun stockage de matières combustibles n'est réalisé dans la distillerie.</p>
<p>Article 30 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Règles de dépotage</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées à l'article 28. Le chargement/déchargement des véhicules citernes ne peut être effectué en dehors d'une aire aménagée à cet effet.</p> <p>Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).</p>	<p>Non concerné.</p> <p>La DISTILLERIE DE LA MINE D'OR n'effectue pas de dépotage d'alcool par camion-citerne sur son site.</p> <p>Le site dispose uniquement d'une aire de chargement pour l'expédition des produits finis.</p>
<p>CHAPITRE II : ÉMISSIONS DANS L'EAU</p>	
<p>Sectio I : Principes généraux</p>	
<p>Article 31 de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 24 août 2017, annexe XIV article 2)</p> <p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2 I) ; - suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10% du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>Le projet n'engendre pas de rejet d'effluents au milieu.</p> <p>Les eaux usées sont dirigées vers le réseau collectif d'assainissement. Une convention de rejet est en cours de mise à jour entre la DISTILLERIE DE LA MINE et la SAUR. La nouvelle convention de rejet sera transmise à l'administration dès sa réception.</p>
<p>Section II : Prélèvements et consommation d'eau</p>	
<p>Article 32 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Prélèvement d'eau</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L 211-2 du Code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m³/h et inférieur à 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 m³ par an.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	<p>Aménagement sollicité.</p> <p>Le site ne prélève par dans le milieu naturel, il est alimenté en eau par le réseau d'adduction public. Ses consommations augmenteront avec le projet et passeront de 4 000 à 7 000 m³/an.</p> <p>L'installation de refroidissement fonctionne en circuit ouvert avec un rejet au réseau d'assainissement.</p>
<p>Article 33 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Ouvrages de prélèvement</p> <p>L'exploitant indique dans son dossier les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement.</p> <p>Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m³/an, elles doivent être conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p>	<p>Conforme.</p> <p>L'entreprise est alimentée en eau par le réseau d'adduction d'eau potable. Le poste de livraison comporte un compteur et un appareil de disconnexion. La consommation annuelle projetée est de 7 000 m³/an et un maximum journalier de 37 m³.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du Code de l'environnement.</p> <p>Article 34 de l'arrêté du 14 janvier 2011 Forages</p> <p>Toute réalisation de forage doit être conforme avec les dispositions de l'article 131 du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R.214-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Le site ne comporte pas de forage.</p> <p>L'entreprise ne projette pas la création de forage.</p>
<p>Section III : Collecte et rejet des effluents</p> <p>Article 35 de l'arrêté du 14 janvier 2011 Collecte des effluents</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Ainsi, les eaux de purge de déconcentration des systèmes de refroidissement ne sont pas rejetées directement au milieu naturel.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est conservé dans le dossier installation.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Le plan d'ensemble, joint en annexe, fait apparaître les différents réseaux et organes connexes.</p> <p>Les eaux de purge de déconcentration du système de refroidissement ne sont pas rejetées au milieu naturel, elles sont canalisées et dirigées vers le réseau d'assainissement public.</p> <p>Aucune connexion directe entre les effluents et le milieu n'est projetée.</p>
<p>Article 36 de l'arrêté du 14 janvier 2011 Points de rejet dans le milieu naturel</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>Le projet n'implique pas de rejet dans le milieu naturel.</p>
<p>Article 37 de l'arrêté du 14 janvier 2011 Mesures sur les rejets d'effluents</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour</p>	<p>Non concerné.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	
<p>Article 38 de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 24 août 2017, annexe XIV article 3)</p> <p>Eaux pluviales</p> <p>En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 42 avant rejet au milieu naturel.</p> <p><i>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</i></p> <p><i>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</i></p>	<p>Conforme.</p> <p>La gestion quantitative des eaux pluviales est assurée par le bassin d'infiltration existant situé au sud-est du site.</p> <p>Sur l'aspect qualitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les EP issues des toitures rejoignent directement le bassin d'infiltration; - les EP issues des voiries transitent par un séparateur hydrocarbures avant de rejoindre le bassin d'infiltration.
<p>Article 39 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.</p>	<p>Conforme.</p> <p>L'installation ne rejette aucun effluent directement ou indirectement vers les eaux souterraines.</p>
<p>Section IV : Valeurs limites d'émission</p>	
<p>Article 40 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les effluents de distillation seront collectés vers la cuve à vinasses de 6 m³.</p> <p>L'entreprise ne procède pas à une dilution de ses effluents.</p>
<p>Article 41 de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 24 août 2017, annexe XIV article 4)</p> <p>Débit, température, pH</p> <p>Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.</p> <p>Leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 ou 5,5 et 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>Pour les eaux réceptrices conchylicoles, la modification de pH est comprise entre 7 et 9 et les rejets n'entraînent pas un accroissement supérieur à 30% des matières en suspension et une variation supérieure à 10% de la salinité.</p> <p>Les dispositions des deux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outremer.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>Aucun rejet direct n'est réalisé par l'entreprise. Le projet n'induit pas de rejet direct au milieu naturel.</p>
<p>Articles 42, 43, 61, 63 et 64</p>	
<p>Article 42 de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 24 août 2017, annexe XIV article 5)</p> <p>I. Sans préjudice des dispositions de l'article 31, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Pour chacun des polluants rejetés par l'installation, le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2^{ème} alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>Aucun rejet n'est prévu à l'exception des eaux pluviales.</p>

Prescription		Justifications/situation de l'installation		
1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)				
<u>Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)</u>				
Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j		100 mg/l		
Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j		35 mg/l		
<u>DBO5 (sur effluent non décanté)</u>				
Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j		100 mg/l		
Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j		30 mg/l		
<u>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)</u>				
Flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j		300 mg/l		
Flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j		125 mg/l		
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 % pour la DCO, sans toutefois que la concentration dépasse 300 mg/l, et à 90 % pour la DBO5 et les MES, sans toutefois que la concentration dépasse 100 mg/l.				
2 – Substances spécifiques du secteur d'activité				
		N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Cuivre et ses composés (en Cu)	Flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j	7440-50-8	1392	0,250 mg/l
Zinc et ses composés (en Zn)	Flux journalier maximal supérieur ou égal à 20 g/j	7440-66-6	1383	0,8 mg/l
II. Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.				
III. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. »				
3- Autres paramètres globaux				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite	
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l	
Cyanures libres (en CN-)	57-12-5	1084	0,1 mg/l	
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1 mg/l	
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	7714	5 mg/l	
Etain et ses composés	7440-31-5	1380	2 mg/l	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l	

Prescription				Justifications/situation de l'installation
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	
Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	15 mg/l	
4- Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite	
<u>Substances de l'état chimique</u>				
Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	25 µg/l	
Dichlorométhane	75-09-2	1168	50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j	
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j	
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	100 µg/l si le flux dépasse 2 g/j	
Nonylphénols *	84-852-15-3	1958	25 µg/l	
<u>Autres substances de l'état chimique</u>				
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	117-81-7	6616	25 µg/l	
Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l	
Quinoxylène*	124495-18-7	2028	25 µg/l	
« Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD »	-	7707	25 µg/l	
Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j	
Cyperméthrine	52315-07-8	114025	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j	
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l	
<u>Polluants spécifiques de l'état écologique</u>				
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j	
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	100 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j	
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	- NQE si le rejet dépasse 1 g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25 µg/l - 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25 µg/l	

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.</p> <p>IV. Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau [mentionné] ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p> <p><i>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</i></p> <p><i>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</i></p>	
<p>Article 43 de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 24 août 2017, annexe XIV article 7)</p> <p>En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de raccordement ; - les valeurs limites avant raccordement. <p>Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte).</p> <p><i>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</i></p> <p><i>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</i></p>	<p>Conforme.</p> <p>Les effluents de nettoyage des équipements et installations sont dirigés vers le réseau public d'assainissement.</p> <p>Une convention de rejet entre la DISTILLERIE DE LA MINE D'OR et l'exploitant du réseau d'assainissement public (la SAUR) est actuellement en cours de mise à jour.</p> <p>Cette nouvelle convention sera transmise à l'administration dès sa réception.</p>
<p>Article 44 de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 24 août 2017, annexe XIV article 8)</p> <p>Abrogé</p>	<p>Abrogé.</p>
Section V - Traitement des effluents (du Chapitre III : Émissions dans l'eau)	
<p>Article 45 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Installations de traitement</p> <p>Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>L'installation ne comporte pas d'installation de traitement. Les effluents sont stockés sur le site puis valorisés par une société spécialisée de méthanisation.</p>
<p>Article 46 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Épandage et annexe I</p> <p>L'épandage des vinasses, mélangées le cas échéant avec des effluents vinicoles, est autorisé. L'exploitant respecte les dispositions de l'annexe I concernant les dispositions techniques à appliquer pour l'épandage.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>L'entreprise n'effectue pas d'épandage.</p>
CHAPITRE IV : ÉMISSIONS DANS L'AIR	
Section I : Généralités	
<p>Article 47 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p>	<p>Conforme.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p>	<p>Les voiries sont en enrobés, le projet ne modifie pas les voiries sur le site.</p> <p>Les seuls rejets atmosphériques canalisés de l'entreprise correspondront aux cheminées des brûleurs des alambics. Ces installations seront contrôlées annuellement.</p> <p>L'entreprise ne stockera pas de produits pulvérulents.</p>
Section II : Rejets à l'atmosphère	
<p>Article 48 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les points de rejets fixes correspondront aux cheminées des alambics.</p>
<p>Article 49 de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 17 décembre 2020, article 5)</p> <p>Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées par les méthodes de référence précisées dans « un avis publié au Journal officiel » et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les brûleurs des alambics seront analysés annuellement.</p>
<p>Article 50 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.</p>	<p>Vu.</p> <p>La hauteur des cheminées seront déterminées par l'entreprise en charge de la réalisation.</p>
Section III : Valeurs limites d'émission	
<p>Article 51 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et diffuses sont prises en compte.</p>	<p>Vu.</p>
<p>Article 52 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une même teneur en oxygène de référence égale à 3% pour les combustibles gazeux et liquides, 6% pour les combustibles liquides. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube, rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p>	<p>Vu.</p>
<p>Article 53 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Pour les substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent, selon le flux horaire, les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau figurant en annexe 3.</p>	<p>Conforme.</p>
<p>Article 54 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Odeurs</p> <p>L'exploitant met en œuvre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les odeurs. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage,</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les effluents sont stockés dans la cuve à vinasse de 6 m³, ils ne constituent pas de nuisance pour le voisinage.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation																		
<p>de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).</p> <p>L'exploitant met en œuvre toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p> <p>Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Hauteur d'émission (en m)</th> <th>Débit d'odeur (en UOE/h)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>1 000 x 10³</td> </tr> <tr> <td>5</td> <td>3 600 x 10³</td> </tr> <tr> <td>10</td> <td>21 000 x 10³</td> </tr> <tr> <td>20</td> <td>180 000 x 10³</td> </tr> <tr> <td>30</td> <td>720 000 x 10³</td> </tr> <tr> <td>50</td> <td>3 600 x 10⁶</td> </tr> <tr> <td>80</td> <td>18 000 x 10⁶</td> </tr> <tr> <td>100</td> <td>36 000 x 10⁶</td> </tr> </tbody> </table>	Hauteur d'émission (en m)	Débit d'odeur (en UOE/h)	0	1 000 x 10 ³	5	3 600 x 10 ³	10	21 000 x 10 ³	20	180 000 x 10 ³	30	720 000 x 10 ³	50	3 600 x 10 ⁶	80	18 000 x 10 ⁶	100	36 000 x 10 ⁶	<p>Le projet ne modifie pas la nature et le type de traitement des effluents du site.</p>
Hauteur d'émission (en m)	Débit d'odeur (en UOE/h)																		
0	1 000 x 10 ³																		
5	3 600 x 10 ³																		
10	21 000 x 10 ³																		
20	180 000 x 10 ³																		
30	720 000 x 10 ³																		
50	3 600 x 10 ⁶																		
80	18 000 x 10 ⁶																		
100	36 000 x 10 ⁶																		
CHAPITRE V - ÉMISSIONS DANS LES SOLS																			
<p>Article 55 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Les rejets directs dans les sols sont interdits.</p>	<p>Conforme.</p> <p>L'entreprise ne réalise pas de rejet direct dans les sols. Les effluents sont évacués et valorisés par une société de méthanisation.</p>																		
CHAPITRE VI - BRUIT ET VIBRATION																			
<p>Article 56 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p><i>I. Valeurs limites de bruit</i></p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf les dimanches et jours fériés</th> <th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td> <td>6 dB(A)</td> <td>4 dB(A)</td> </tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td> <td>5 dB(A)</td> <td>3 dB(A)</td> </tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau [mentionné] ci-dessus.</p> <p><i>II. Véhicules – engins de chantier</i></p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est</p>		NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf les dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf les dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés																	
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)																	
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)																	
<p>Conforme.</p> <p>I. L'entreprise respectera les valeurs limites et d'émergences autorisées.</p> <p>Les activités exercées ne sont pas bruyantes et existent depuis plusieurs années sans retour particulier de nuisances sonores.</p> <p>Le site pourra faire l'objet de mesures de l'ambiance sonore en période diurne et nocturne, sur demande de l'administration.</p> <p>II. Les engins de transport utilisés sur le site ainsi que les chaudières et le groupe de froid seront conformes à la réglementation et seront contrôlés régulièrement.</p> <p>III. Vu</p> <p>IV. Le site pourra faire l'objet de mesures de l'ambiance sonore en période diurne et nocturne, sur demande de l'administration.</p>																			

Prescription	Justifications/situation de l'installation																														
<p>exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p><i>III. Vibrations</i></p> <p>Sans objet</p> <p><i>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</i></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié au moins tous les cinq ans pour des installations produisant plus de 150 HI AP/j et à tout moment sur demande de l'inspection quel que soit la capacité de production de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>																															
CHAPITRE VII : DECHETS																															
<p>Article 57 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des déchets produits et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières conformément à la réglementation. L'exploitant élimine les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés aux articles L.511-1 et L.541-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont aptes à cet effet, et peut prouver qu'il élimine tous ses déchets en conformité avec la réglementation. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>	<p>Conforme.</p> <table border="1" data-bbox="906 705 1476 1249"> <thead> <tr> <th>Désignation</th> <th>Code</th> <th>Quantité annuelle produite Projet</th> <th>Type de stockage sur site</th> <th>Élimination</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Cartons</td> <td>20 01 01</td> <td>4t</td> <td>Benne</td> <td>Société Romi</td> </tr> <tr> <td>Matières plastiques</td> <td>20 01 39</td> <td>4t</td> <td>Benne</td> <td>Société Romi</td> </tr> <tr> <td>Déchets provenant du lavage, du nettoyage</td> <td>02 07 01</td> <td>600 m3</td> <td>Benne sur site</td> <td>Société Méthanisation</td> </tr> <tr> <td>Déchets de la distillation de l'alcool</td> <td>02 07 02</td> <td>1280 m3</td> <td>Benne sur site</td> <td>Société Méthanisation</td> </tr> <tr> <td>Boues du séparateur d'hydrocarbures</td> <td>13 05 02</td> <td>2 m³/an</td> <td>/</td> <td>Société spécialisée</td> </tr> </tbody> </table> <p>Les effluents de distillation et de rinçage sont stockés dans la cuve à vinasse de 6 m³, ils sont ensuite collectés et valorisés par une société de méthanisation.</p> <p>Le projet n'engendre pas de rejet d'effluent au milieu.</p> <p>Les déchets sont stockés de manière à éviter les pollutions.</p> <p>L'exploitant tient un registre de suivi de ses déchets.</p>	Désignation	Code	Quantité annuelle produite Projet	Type de stockage sur site	Élimination	Cartons	20 01 01	4t	Benne	Société Romi	Matières plastiques	20 01 39	4t	Benne	Société Romi	Déchets provenant du lavage, du nettoyage	02 07 01	600 m3	Benne sur site	Société Méthanisation	Déchets de la distillation de l'alcool	02 07 02	1280 m3	Benne sur site	Société Méthanisation	Boues du séparateur d'hydrocarbures	13 05 02	2 m ³ /an	/	Société spécialisée
Désignation	Code	Quantité annuelle produite Projet	Type de stockage sur site	Élimination																											
Cartons	20 01 01	4t	Benne	Société Romi																											
Matières plastiques	20 01 39	4t	Benne	Société Romi																											
Déchets provenant du lavage, du nettoyage	02 07 01	600 m3	Benne sur site	Société Méthanisation																											
Déchets de la distillation de l'alcool	02 07 02	1280 m3	Benne sur site	Société Méthanisation																											
Boues du séparateur d'hydrocarbures	13 05 02	2 m ³ /an	/	Société spécialisée																											
<p>Article 58 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>I. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.</p> <p>II. Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents destinés à l'épandage sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. En cas d'impossibilité d'épandage, si les réserves de stockage prévues sont pleines, la distillation est arrêtée.</p> <p>III. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p> <p>IV. La capacité minimale de stockage des vinasses lorsqu'elles sont épandues est de 50% de la quantité de vin distillé au cours de la campagne de distillation, diminuée de la quantité de vinasses traitée par un procédé autre que l'épandage. Dans le cas où des</p>	<p>I. Conforme.</p> <p>Les déchets sont gérés par type, leur stockage est assuré par des rétentions étanches et traités via des filières adaptées.</p> <p>II. Non concerné.</p> <p>L'entreprise n'effectue pas d'épandage.</p> <p>III. Conforme.</p> <p>Aucun rejet dans le milieu naturel n'est prévu. Aucune plainte n'a été rédigée envers les potentielles nuisances de l'entreprise.</p> <p>IV. Conforme.</p> <p>Les effluents seront stockés dans la cuve vinasses de 6 m³ avant d'être valorisés par une société de méthanisation.</p> <p>L'entreprise tiendra un registre de sa production de déchets et d'effluents.</p>																														

Prescription	Justifications/situation de l'installation		
<p>effluents vinicoles sont stockés avec les vinasses, la capacité minimale de stockage est augmentée de 0,2 m³ par m³ de vin produit par les installations vinicoles du site.</p> <p>Le stockage des vinasses est étanche et résistant aux agressions chimiques et thermiques des effluents. L'exploitant vérifie régulièrement et au moins une fois par an l'état de l'étanchéité du stockage.</p>			
<p>Article 59 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation pour les déchets dangereux.</p>	<p>Conforme.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de ses déchets, de déclaration d'élimination et des bordereaux de suivi.</p>		
<p>Article 60 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Les déchets non dangereux et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations régulièrement exploitées.</p> <p>Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie.</p>	<p>Vu.</p>		
<p>CHAPITRE VIII : SURVEILLANCE DES EMISSIONS</p>			
<p>Section I : Généralités (du Chapitre VIII : Surveillance des émissions)</p>			
<p>Article 61 de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 24 août 2017, annexe XIV article 9)</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 62 et 63. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ; - la réalisation de contrôles externes de recalage. 	<p>Vu.</p>		
<p>Section II : Émissions dans l'air (du Chapitre VIII : Surveillance des émissions)</p>			
<p>Article 62 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Sans objet.</p>	<p>Sans objet.</p>		
<p>Section III : Émissions dans l'eau (du Chapitre VIII : Surveillance des émissions)</p>			
<p>Article 63 de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 24 août 2017, annexe XIV article 10)</p> <p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau [mentionné] ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de 24 heures. Les eaux pluviales ne sont pas concernées par cette surveillance.</p> <p>»</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les effluents de nettoyage des équipements et installations sont dirigés vers le réseau public d'assainissement.</p> <p>Une convention de rejet entre la DISTILLERIE DE LA MINE D'OR et l'exploitant du réseau d'assainissement public (la SAUR) est actuellement en cours de mise à jour.</p> <p>Cette nouvelle convention sera transmise à l'administration dès sa réception.</p> <p>L'entreprise s'assurera que les analyses prennent en compte la température, de débit ainsi que le PH et permettant de garantir que les résultats obtenus répondent aux valeurs limites fixées par la convention. L'entreprise vérifiera que les autres substances présentes dans les produits utilisés pour l'entretien des équipements et installations) présentent des valeurs limites de concentration avant leur rejet.</p> <p>L'entreprise dispose de la liste des produits utilisés sur le site.</p> <p>Les résultats des mesures seront tenus à disposition de l'administration.</p>		
<table border="1"> <tr> <td>DCO (sur effluent non décanté)</td> <td>- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 300mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 300mg/l</td> </tr> </table>	DCO (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 300mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 300mg/l	
DCO (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 300mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 300mg/l		
<table border="1"> <tr> <td>Matières en suspension</td> <td>- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 100mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 100mg/l</td> </tr> </table>	Matières en suspension	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 100mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 100mg/l	
Matières en suspension	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 100mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 100mg/l		
<table border="1"> <tr> <td>DBO5 (*) (sur effluent non décanté)</td> <td>- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 100mg/l</td> </tr> </table>	DBO5 (*) (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 100mg/l	
DBO5 (*) (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 100mg/l		

Prescription		Justifications/situation de l'installation
	- mensuelle si la concentration est supérieure à 100mg/l	
Azote global	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 30mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 30mg/l	
Phosphore total	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 10mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 10mg/l	
Cuivre et composés (en Cu) (pour les installations disposant d'équipements en cuivre)	- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel	
Zinc et composés (en Zn)	- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel	
Autre substance dangereuse visée à l'article 42-4	- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel	
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 42-4	- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel	
<p>(*) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p> <p>Pour les effluents raccordés, les résultats des mesures réalisées à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration collective sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>II. Le débit, la température et le pH sont mesurés journalièrement ou en continu lorsque le rejet vers le milieu naturel est supérieur à 200 m³/j. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p>		
Article 64 de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 24 août 2017, annexe XIV article 11)		Vu.

Prescription	Justifications/situation de l'installation
Abrogé	
Section IV : Impacts sur les eaux de surface	
<p>Article 65 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau et qu'il dépasse l'une des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 t/j de DCO, - 10 kg/j de cuivre <p>L'exploitant réalise ou fait réaliser des mesures de ces polluants en aval de son rejet, en dehors de la zone de mélange, à une fréquence au moins mensuelle.</p> <p>Lorsque le rejet s'effectue en mer ou dans un lac et qu'il dépasse l'un des flux mentionnés ci-dessus, l'exploitant établit un plan de surveillance de l'environnement adapté aux conditions locales.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>L'entreprise ne réalise pas de rejet dans un cours d'eau.</p>
Section V : Déclaration annuelle des émissions polluantes	
<p>Article 66 de l'arrêté du 14 janvier 2011 (Arrêté du 24 août 2017, annexe XIV article 13)</p> <p>Abrogé</p>	<p>Vu.</p>
CHAPITRE IX : INSTALLATIONS DE COMBUSTION	
Section I : Règles générales	
<p>Article 67 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Les installations de combustion classées au titre de la rubrique 2910 sont soumises aux prescriptions générales applicables au titre de cette rubrique. Les installations de combustion qui ne sont pas classées au titre de la réglementation des installations pour la protection de l'environnement respectent les prescriptions édictées dans les articles 2.12, 2.13 et 2.15 de l'arrêté du 25 juillet 1997 modifié susvisé. (Voir tableau plus bas)</p>	<p>Conforme.</p> <p>Cf tableau ci-après.</p>
Section II : Dispositions constructives	
<p>Article 68 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Afin d'éviter toute possibilité de contact entre l'alcool et le foyer de combustion, en cas d'implantation d'une nouvelle installation de combustion, si celle-ci n'est pas implantée au sein d'un bâtiment existant abritant déjà une unité de distillation, le foyer de l'appareil de combustion n'est pas situé dans le local abritant l'unité de distillation (foyer dit inversé) ou le foyer de l'appareil de combustion est séparé du stockage d'alcool en cours de coulage par une paroi REI 120, dont la hauteur ne peut être inférieure à celle du point de coulage par gravité.</p> <p>Les éléments de construction entre le local de distillation et le foyer de l'appareil de combustion présenteront les caractéristiques de réaction au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - paroi REI 120 ; - couverture en matériaux de classe A2s1d0 ; - communication entre le local abritant l'unité de distillation et le foyer de l'appareil de combustion munie d'une porte EI 30 et équipée d'un ferme porte. <p>Dans le cas des foyers inversés, aucune canalisation de gaz n'est située du côté de l'unité de distillation.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Le nouvel alambic sera en foyer dit « inversé » (tout comme les deux alambics déjà présents dans la distillerie). Le foyer de l'appareil de combustion et les canalisations de gaz seront séparés du local de distillation.</p> <p>Le mur séparant la distillerie du couloir techniques est en pierre et d'une épaisseur d'environ 55 cm. Les deux locaux ne disposent pas de couverture commune.</p> <p>La porte entre la distillerie et le couloir technique (passage) est EI 30 et muni d'un ferme porte.</p>
<p>Article 69 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Le stockage de combustible dans la distillerie est interdit.</p> <p>Pour les installations munies d'un dispositif d'alimentation automatique du foyer en combustible solide (cas de certaines chaudières à granulés de bois), l'alimentation du foyer de combustion est équipée afin d'éviter toute propagation d'un incendie du foyer de combustion vers le stockage de combustible.</p> <p>Les stockages de combustibles sont isolés par rapport aux installations de combustion, au minimum par un mur REI 120 ou par une distance d'isolement qui ne peut être inférieure à 10 mètres.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Aucun stockage de combustible n'est présent au sein de la distillerie.</p> <p>La distillerie est alimentée par le réseau de gaz naturel.</p>
CHAPITRE X : EXECUTION	
<p>Article 70 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p>	<p>Vu.</p>

Prescription	Justifications/situation de l'installation
Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.	
ANNEXE I : DISPOSITIONS TECHNIQUES EN MATIERE D'EPANDAGE	
Modifié par Arrêté du 25 juin 2018, article 8	Vu.
ANNEXE II : VLE POUR REJETS AQUEUX DANS LE MILIEU NATUREL	
Abrogé	Abrogé.
ANNEXE III : VLE POUR REJETS GAZEUX DANS LE MILIEU NATUREL	
	Vu.
ANNEXE IV : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX OPERATIONS DE PRELEVEMENT ET D'ANALYSE	
Abrogé	Abrogé.

III. PRESCRIPTIONS des ARTICLES 2.12, 2.13 ET 2.15 DE L'ARRETE DU 25 JUILLET 1997 MODIFIE

Prescription	Justifications/situation de l'installation
2.12. Alimentation en combustible	
A. - Pour toutes les installations :	
« Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.	
Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :	Conforme.
- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;	Le réseau gaz est enterré à l'extérieur jusqu'au point de desserte de la distillerie. A l'intérieur il circule en hauteur, contre les parois, à l'abris des chocs.
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.	Un dispositif de coupure est d'ores et déjà présent à l'extérieur de la distillerie, en aval du poste de livraison.
Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.	Il est signalé et les positions ouverte et fermée sont mentionnées, ainsi que le sens de la manœuvre.
Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation	La coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, en série, asservies à la détection gaz et à un pressostat.
Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible. Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.	Dans le cadre du projet, l'exploitant prévoit d'associer une coupure du circuit électrique à la détection gaz et au pressostat.
La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.	L'installation sera testée périodiquement.
(1) Vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.	Les chaudières seront pourvues d'un organe de coupure rapide.
(2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.	
(3) Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation. «	
Objet du contrôle :	
. Repérage des réseaux d'alimentation en combustible avec des couleurs normalisées.	
. Présence d'un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit.	

Prescription	Justifications/situation de l'installation
<p>. Positionnement du dispositif de coupure à l'extérieur des bâtiments et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.</p> <p>. Accessibilité du dispositif de coupure.</p> <p>. Signalement du dispositif de coupure.</p> <p>. Présence d'un affichage indiquant le sens de la manœuvre ainsi que les positions ouverte et fermée du dispositif de coupure.</p> <p>Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, présence de 2 vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz.</p> <p>Présence d'un asservissement des 2 vannes automatiques à au moins 2 capteurs de détection de gaz et à un pressostat.</p> <p>Pour les appareils de réchauffage de combustible liquide, présence d'un dispositif limiteur de température, indépendant de la régulation de l'appareil de réchauffage.</p> <p>B. - Pour les installations déclarées après le 1er janvier 1998 :</p> <p>« Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci. »</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>Présence d'un organe de coupure rapide sur chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.</p>	
<p>2.13. Contrôle de la combustion</p> <p>« Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible. »</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>Présence de dispositifs sur les appareils de combustion permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>Pour les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux, présence d'un dispositif de contrôle de flamme entraînant la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas de défaut de fonctionnement.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Les chaudières seront pourvues de dispositifs de contrôle du bon fonctionnement et de dispositifs de mise en sécurité.</p> <p>Elles seront pourvues de dispositifs de contrôle de la flamme dont le défaut sera asservi à l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p>
<p>2.15. Détection de gaz, détection incendie</p> <p><u>A. - Pour les installations déclarées après le 1er janvier 1998 et pour les installations déclarées avant le 1er janvier 1998 comportant des générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée exploités sans présence humaine permanente :</u></p> <p>« Un dispositif de détection de gaz déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.</p> <p>L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 2.12. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 2.7. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation. »</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>Pour les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou implantées en sous-sol, présence d'un dispositif de détection de gaz possédant les critères décrits ci-dessus.</p> <p>Pour les installations implantées en sous-sol, présence d'un dispositif de détection d'incendie.</p> <p>Présence d'un plan repérant ce dispositif.</p> <p>Présence des résultats de contrôles des dispositifs de détection d'incendie.</p> <p><u>B. - Pour les autres installations déclarées avant le 1er janvier 1998 :</u></p> <p>Pas de contrôle.</p>	<p>Conforme.</p> <p>Une détection de gaz asservie à une alarme sera installée. En cas de détection, elle coupera l'alimentation gaz ainsi que l'alimentation électrique.</p> <p>Les détecteurs seront judicieusement positionnés. Ils seront contrôlés et étalonnés régulièrement.</p> <p>La détection gaz au-delà de 60 % de la LIE entraînera la mise en sécurité des installations.</p> <p>L'entreprise intègre cette mise en sécurité dans ses consignes d'exploitation.</p>

IV. DEMANDES D'AMENAGEMENT A L'ARRETE DU 14/01/2011

Prescription	Aménagement sollicité	Justifications / Mesures compensatoires
<p>Article 5 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>I. L'installation est implantée à une distance d'au moins 10 m des limites de propriété. Par ailleurs, l'installation est implantée à 20 m des établissements recevant du public (ERP) sauf dans le cas des ERP de 5ème catégorie sans hébergement.</p>	<p>L'installation est implantée à 5,9 m des limites de propriété (côté nord-est de la distillerie).</p>	<p><u>Justification</u> :</p> <p>La distillerie a fait l'objet d'un aménagement au sein du bâtiment existant en 2021.</p> <p>Par ailleurs, les modélisations de flux thermiques effectuées et présentées dans l'étude de dangers du présent dossier démontrent que les flux thermiques ne sortent pas des limites du site en cas d'incendie.</p> <p>En effet le nombre d'ouvertures en partie nord est très limité.</p> <p><u>Mesures compensatoires</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des moyens de détection et d'alerte : <p>L'exploitant a d'ores et déjà fait installer de la détection incendie dans la distillerie via des détecteurs de fumées, reliés à une alarme et avec report de l'alarme sur le téléphone de l'exploitant.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des moyens de première intervention : <p>L'exploitant installera en sus des extincteurs 144B requis, 2 extincteurs sur roues de 50kg.</p>
<p>Article 14 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Résistance au feu</p> <p>Murs : Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2s1d0 et REI 120. Les murs séparant la distillerie d'un autre bâtiment contigu à l'exception des stockages de vin, sont REI 240 et dépassent d'au moins un mètre la toiture de l'autre bâtiment.</p> <p>Ouvertures/issues : Les portes extérieures de la distillerie sont E30, s'ouvrent vers l'extérieur et sont manœuvrables de l'intérieur en toutes circonstances.</p> <p>[...]</p> <p>IV. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées</p>	<p>Plusieurs ouvertures extérieures sont présentes dans la distillerie, à savoir, deux baies-vitrées de 2,68 m / 3,10 m en façade ainsi qu'une ouverture vitrée côté ouest. Les baies vitrées sont constituées d'une partie ouvrante (ne présentant pas de caractère E30) ainsi que d'une partie non ouvrante (ne présentant pas de caractère EI120).</p> <p>L'exploitant ne dispose pas des justificatifs de tenu au feu des murs</p>	<p><u>Justification</u> :</p> <p>La distillerie a fait l'objet d'un aménagement au sein du bâtiment existant en 2021.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas des justificatifs de tenu au feu des murs. Les murs (hors partie non ouvrante des baies vitrées) sont en pierre (moellons) et présentent une épaisseur de 55 cm. L'exploitant s'engage à cette équivalence (REI120) et procèdera au contrôle de l'intégrité des parois.</p> <p>En outre la quantité d'alcools susceptible d'être présente dans la distillerie est relativement faible, de l'ordre d'1,6 t. Ce qui implique une durée au feu inférieure à 15 min.</p> <p>Concernant les baies vitrées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Leur dimension implique un coût avec degré EI120 non soutenable pour l'exploitant ; - les modélisations de flux thermiques effectuées et présentées dans l'étude de dangers du présent dossier montrent que les flux thermiques ne sortent pas des limites du site en cas d'incendie et n'entraînent pas d'effets dominos sur les installations proches. <p><u>Mesures compensatoires</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrôle des parois pierre : <p>L'exploitant procèdera annuellement au contrôle visuel de l'intégrité des murs (joints, fissures).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des moyens de détection et d'alerte : <p>L'exploitant a d'ores et déjà fait installer de la détection incendie dans la distillerie via des détecteurs de fumées, reliés à une alarme et avec report de l'alarme sur le téléphone de l'exploitant.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des moyens de première intervention : <p>L'exploitant installera en sus des extincteurs 144B requis, 2 extincteurs sur roues de 50kg.</p>
<p>Article 15 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p>	<p>La distillerie n'est pas équipée d'un dispositif d'évacuation des fumées. Seul le couloir technique situé à l'arrière de la distillerie (côté nord) comporte un exutoire de fumées d'une surface utile d'1 m².</p>	<p><u>Justification</u> :</p> <p>La distillerie a fait l'objet d'un aménagement au sein du bâtiment existant en 2021.</p> <p>L'exploitant indique l'absence d'isolant et la présence de grille au-dessus des baies vitrées garantissant la non-étanchéité du local.</p>

Prescription	Aménagement sollicité	Justifications / Mesures compensatoires
<p>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande).</p> <p>[...]</p> <p>Pour les bâtiments existants dont la surface au sol est inférieure ou égale à 1 600 m², la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 1% de la surface au sol, avec un minimum d'un mètre carré.</p>		<p><u>Mesures compensatoires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des moyens de détection et d'alerte : L'exploitant a d'ores et déjà fait installer de la détection incendie dans la distillerie via des détecteurs de fumées, reliés à une alarme et avec report de l'alarme sur le téléphone de l'exploitant. - Renforcement des moyens de première intervention : L'exploitant installera en sus des extincteurs 144B requis, 2 extincteurs sur roues de 50kg.
<p>Article 16 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>IV. Mise en station des échelles</p> <p>Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II.</p> <p>[...]</p>	<p>La distillerie présente une hauteur au faîtage supérieure à 8 mètres, sans espace suffisant pour une voie échelle.</p>	<p><u>Justification :</u></p> <p>La distillerie a fait l'objet d'un aménagement au sein du bâtiment existant en 2021.</p> <p>La hauteur de parois en pierre ne présente qu'une hauteur de 5,2 m, seul le faîtage de la toiture dépasse 8m (8,3m).</p>
<p>Article 32 de l'arrêté du 14 janvier 2011</p> <p>Prélèvement d'eau</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	<p>L'installation de refroidissement fonctionne en circuit ouvert (rejet au réseau d'assainissement).</p>	<p><u>Justification :</u></p> <p>La distillerie et le dispositif de refroidissement sont existants. L'installation d'un nouveau groupe de froid fonctionnant en circuit fermé nécessiterai des travaux techniquement compliqués et économiquement important.</p> <p>Les rejets sont effectués au réseau d'assainissement et non au milieu naturel.</p>

ANNEXE EDD - 2. ACCIDENTOLOGIE

Accidents impliquant les alcools de bouche (ancienne rubrique 2255, nouvelle rubrique 4755) 57 cas

Base de données ARIA - Etat au 25/11/2014

La base de données ARIA, exploitée par le ministère du développement durable, recense essentiellement les événements accidentels qui ont, ou qui auraient pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publique, l'agriculture, la nature et l'environnement. Pour l'essentiel, ces événements résultent de l'activité d'usines, ateliers, dépôts, chantiers, élevages,... classés au titre de la législation relative aux Installations Classées, ainsi que du transport de matières dangereuses. Le recensement et l'analyse de ces accidents et incidents, français ou étrangers sont organisés depuis 1992. Ce recensement qui dépend largement des sources d'informations publiques et privées, n'est pas exhaustif. La liste des événements accidentels présentés ci-après ne constitue qu'une sélection de cas illustratifs. Malgré tout le soin apporté à la réalisation de cette synthèse, il est possible que quelques inexactitudes persistent dans les éléments présentés. Merci au lecteur de bien vouloir signaler toute anomalie éventuelle avec mention des sources d'information à l'adresse suivante :

BARPI - 5 Place Jules Ferry, 69006 Lyon / Mel : barpi@developpement-durable.gouv.fr

Synthèse

Cette synthèse a pour objet de fournir un retour d'expérience sur l'accidentologie dans le cadre de la rédaction de l'arrêté déclaration relatif à la nouvelle rubrique 4755 (ex rubrique 2255) qui concerne les alcools de bouche équivalents aux liquides inflammables de catégorie CLP 2 et 3.

Dans la base ARIA, un échantillon d'accidents impliquant des boissons alcoolisées a été constitué en prenant en compte le taux d'alcoolémie. Ont été retenus les alcools forts et le vin, dont le titre de 12-13 ° conduit à un point éclair inférieur à 60 °. Le cidre, quant à lui, n'a pas été retenu, car son titre qui varie en moyenne de 3 à 5 ° conduit à un point éclair plus élevé. La bière, autre boisson alcoolisée, mais dont le degré d'alcool peut varier fortement, est également exclue de cette synthèse. L'échantillon retenu pour calculer les indicateurs présentés comporte 53 accidents / incidents français survenus dans les usines de fabrication et de stockage d'alcools de bouche ; 4 cas étrangers ont été considérés dans l'analyse.

Répartition des accidents répertoriés en France selon leur typologie

Typologie	1992 à 2012 → 22 582 cas (%)	Echantillon étudié → 53 cas (%)
Incendie	64	32
Explosion	7,4	17
BLEVE	0,2	0
Rejet de matière	43	74
Chutes / Projections équipements	4,0	0

La typologie de ces accidents est variée : incendies, explosions, pollution par rejets d'effluents aqueux résiduels riches en DBO/DCO, fuites de produits toxiques (NH₃, acides...).

Les rejets de matières prédominent et sont nettement plus fréquents que pour l'échantillon de référence (accidents français dans des installations classées de 1992 à 2012, toutes activités confondues). Il s'agit souvent de rejets d'alcool ou de résidus liés à leur production mais également d'autres produits annexes présents sur ces sites, tels que le fioul, les produits de nettoyage (acides, etc...). Liées au caractère hautement inflammable et explosible des alcools, les explosions sont nettement plus fréquentes que pour l'échantillon de référence.

Circonstances et causes de ces accidents

→ Incendies / explosions

Les incendies et explosions peuvent être provoqués par une source d'inflammation entant en contact avec un liquide alcoolisé ou une accumulation de vapeurs d'alcool. Ainsi à Saint-Benoît (Aria 39397), des travaux par points chauds ont lieu à proximité des cuves ; des bavures de soudure chaude tombent sur l'un des bacs contenant encore un fond d'alcool et rempli de vapeurs alcooliques. L'explosion qui suit déforme le bac. A Vibrac (Aria 26038), une fuite arrivant sur un brûleur ou encore à Sigogne (Aria 33449) de l'alcool tombant sur un fil électrique et provoquant un court-circuit sont des causes premières d'incendies.

Une autre origine des incendies de stockages d'alcool est la propagation par effets domino suite à un départ de feu au niveau de stockages annexes très inflammables (palettes, cartons...) (Aria 13440 : stockages d'alcools, bureaux...).

Les feux d'alcool ont un grand pouvoir calorifique. En cas d'incendie et lorsque les cuves de stockage sont proches, le rayonnement conduit à l'échauffement des cuves et à l'explosion provoquée par la montée en pression des vapeurs d'alcool qui s'enflamment à leur tour, conduisant dans certains cas à des effets domino (feu communiqué à d'autres cuves, à des bâtiments proches, explosion de vitres sous l'effet du rayonnement...). Dans l'échantillon présent, c'est le cas de l'accident de Chérac (Aria 4160), de celui de Saint Martial sur Né (Aria 37725).

Certains accidents font état de flammes de plusieurs mètres de hauteur (Aria 6157, 10118, 37725, 41244) ; ces feux sont difficiles à combattre et les secours utilisent de la mousse, voire de la terre ou du sable pour leur extinction.

→ Rejets divers : effluents, alcools, produits de nettoyage...

Les épisodes de pollution sont nombreux dans l'échantillon des 53 accidents français. On compte 14 cas de pollution liés à des rejets de vinasses, résidus de distillation, effluents chargés notamment en nitrites ; 9 accidents sont liés à des rejets d'alcools.

Certaines pollutions font suite à des défaillances matérielles entraînant une perte d'étanchéité du contenant. Pour 2 accidents (Aria

4160, 37725), l'explosion des cuves de stockage entraîne la rupture du récipient et libère l'alcool contenu entraînant une pollution des eaux et des sols. On relève également des pertes d'étanchéité liées à la rupture du système de fermeture d'une cuve (2 cas : Aria 17187, 43158) ou à une soudure de cuve défectueuse provoquant la rupture du bac (Aria 2201). Parmi les causes profondes de ces accidents, on recense notamment le défaut de fabrication et le vieillissement non contrôlé des équipements.

D'autres pollutions sont engendrées par des interventions humaines inadaptées telles qu'une mauvaise manipulation de vannes lors d'un transfert d'alcool (Aria 43510), un transfert non surveillé (Aria 8695) ou encore un nettoyage de cuve sans précaution (Aria 9419). La cause profonde de ces accidents relève la plupart du temps de défaillances organisationnelles : non suivi des procédures ou procédures non formalisées, contrôles insuffisants en exploitation ou lors d'une maintenance. La formation des opérateurs est souvent insuffisante (méconnaissance des risques entraînant notamment des rejets intempestifs de résidus sans souci des conséquences...).

Deux actes de malveillance ont aussi provoqué une pollution aquatique importante (ouverture volontaire des vannes des cuves : Aria 9449, 23249).

Enfin, il ne faut pas oublier les stockages annexes responsables eux aussi de pollution. On note des rejets d'ammoniac (canalisation corrodée : Aria 3561, solution ammoniacale déversée sans précaution dans le réseau d'eaux pluviales : Aria 5955, cause inconnue : Aria 11690), des rejets de fioul (vanne restée ouverte : Aria 2338, rupture d'un niveau : Aria 3250, fuite sur cuve : Aria 23865), rejets de nettoyants et désinfectants beaucoup utilisés dans ce type d'activité tel que l'acide peracétique associé au peroxyde d'hydrogène (canalisation déboîtée : Aria 39548) et l'acide nitrique (rupture d'un piquage sur un réservoir : Aria 42176).

Conséquences des accidents

Principales conséquences	Référence 1992 à 2012 → 22 124 cas (%)	Echantillon étudié → 53 cas (%)
Morts	1,3	3,7
Blessés	15	11
Dommages matériels internes	73	42
Dommages matériels externes	3,9	0
Pertes d'exploitation	28	21
Population évacuée	4,1	3,7
Population confinée	1,0	0
Pollution atmosphérique	13	15
Pollution des eaux de surface	13	53
Contamination des sols	4,4	5,7
Atteinte à la faune sauvage	3,3	21

Les 2 échantillons (référence / étudié) se différencient peu en termes de conséquences. Seuls 2 accidents ont conduit à des décès dans l'échantillon étudié (3 morts au total, dus à des asphyxies consécutives à des émanations de gaz ou alcools provenant de cuves, Aria 25524, 32974), les blessés sont au nombre de 24 dont un grave dans 6 accidents. Les dommages matériels sont moins fréquents alors que les pollutions des eaux de surface sont au contraire plus nombreuses confirmant la typologie des accidents où les rejets de matière prédominent. Ces rejets ont souvent des conséquences catastrophiques sur la faune par appauvrissement en oxygène et développement de bactéries filamenteuses.

Les enseignements tirés

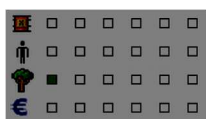
En matière d'incendies / explosions, la sélection d'accidents montre qu'au niveau des zones de stockage, les cuves d'alcool doivent être suffisamment espacées pour éviter les effets domino, ces feux ayant un fort pouvoir calorifique et étant difficiles à éteindre.

En cas d'incendie provoqué par des stockages annexes (palettes, cartons...), une protection des stockages d'alcool est primordiale pour éviter que le sinistre ne les atteigne (murs coupe-feu entre zone de production et cuves d'alcool, stockage d'emballages et cuves, distances suffisantes entre bâtiments...)

Il convient également d'être vigilant en cas de travaux par points chauds, surtout lorsque ces derniers ont lieu à proximité des cuves et de s'assurer que les procédures sont bien établies et respectées. La formation des intervenants est également importante.

Le respect des procédures et la formation des opérateurs sont aussi des éléments essentiels pour éviter ces accidents notamment pour limiter les rejets intempestifs, sources de pollution.

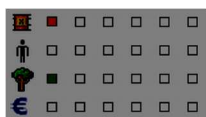
Accidents cités dans la synthèse



N° 2201 - 24/09/1990 - 77 - PROVINS

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

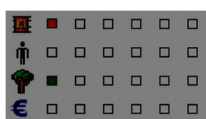
Dans une distillerie, la partie inférieure d'un bac de stockage (fabrication récente capacité 1000m³) contenant 300-400m³ de vinasse s'ouvre soudainement. La vague générée détruit les murs de rétention puis le mur d'enceinte de l'usine avant de s'écouler dans le cours d'eau voisin. Les pompiers mettent en place un barrage, pompent la vinasse en fond de lit et limitent ainsi la pollution. Malgré cela, d'importantes DCO sont constatées dans la rivière et ses affluents (jusqu'à 250mg/l dans le fleuve situé en aval). De nombreux poissons sont tués. Le bac est réparé et renforcé sur sa partie inférieure. Les murs de rétention sont renforcés par des merlons sur leur côté extérieur. La rupture d'une soudure (due à un défaut de fabrication) est à l'origine de l'ouverture de la cuve.



N° 2338 - 15/10/1990 - 49 - JALLAIS

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

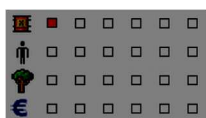
Dans une distillerie, une fuite a lieu en fin d'après-midi sur une cuve de fioul dont une vanne était restée ouverte ; 300 l d'hydrocarbures forment une fine pellicule qui dérive à la surface de l'EVRE. Les pompiers installent 2 barrages de paille sur la rivière et un intervenant extérieur pompe le surnageant. L'intervention se déroule sans difficulté, le niveau de l'eau étant très bas et le courant quasi inexistant. Selon la presse, l'exploitant en alertant très tôt les secours a permis à ces derniers d'enrayer rapidement la pollution.



N° 3250 - 24/04/1991 - 33 - BLAYE

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

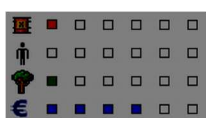
A la suite de la rupture du niveau de contrôle de remplissage d'une cuve de fioul domestique entreposée dans un chai, 500 l d'hydrocarbure s'infiltrent dans le sol, puis dans les fondations pour aller se déverser dans le lit du SAUGERON. 3 écluses sont fermées. 2 barrages fixes et un mobile sont mis en place. La pollution est absorbée par des "plaques buvards" qui seront détruites. Les berges sont légèrement polluées sur 250 m.



N° 3561 - 30/04/1992 - SUISSE - MEYRIN

Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

Une fuite de 480 kg d'ammoniac (NH₃) a lieu par un trou de 1 à 2 mm de diamètre sur une canalisation corrodée en sortie d'un évaporateur d'un système de réfrigération utilisé pour refroidir la production d'une usine d'embouteillage de vins cuits. L'installation à l'arrêt ne disposait d'aucun détecteur. La tuyauterie d'un diamètre de 20 à 30 mm se rompt lors de son dégagement. Les pompiers et le personnel de l'usine interviennent équipés de masques respiratoires et de tenues étanches. L'NH₃ est capté dans un brouillard d'eau puis refoulé avec les eaux usées. Les habitants sont invités à fermer leurs fenêtres.

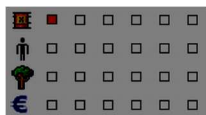


N° 4160 - 13/12/1992 - 17 - CHERAC

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Un feu se déclare dans un chai de stockage d'une distillerie et se propage à un deuxième chai. Les foudres d'alcool explosent sous l'effet de la chaleur. L'alcool enflammé communique le feu à des serres voisines. Le danger d'extension à une cuve à gaz est important. 2 500 m² de chai et 13 500 hl d'eau de vie pure sont détruits. Les vitres des serres d'un

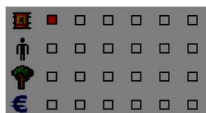
horticulteur voisin volent en éclat. Durant toute la nuit, les 70 pompiers mobilisés parviennent à préserver un 3ème chai et une citerne de gaz. 5 centres de secours sont engagés dans la lutte ; des moyens supplémentaires sont fournis par le département voisin. La nature des bâtiments, leur faible tenue au feu, leur contenu et leur emplacement sur un terrain en pente aggravent les difficultés rencontrées, propres au milieu rural, tels que l'éloignement des points d'eau (1 unique poteau d'incendie à 80 m) et le délai d'acheminement des secours (20 min). La CHARENTE est polluée par l'alcool. Le coût de l'accident s'élève à 145,2 MF.



N° 5955 - 11/08/1994 - 51 - REIMS

Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

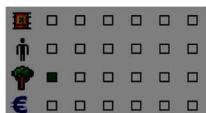
Une société produisant du champagne démantèle une installation de réfrigération de 45 kW, à l'arrêt depuis 1990 et contenant 280 kg d'ammoniac (NH3). Deux techniciens de 2 entreprises extérieures récupèrent d'abord 250 kg d'NH3 liquide dans 8 bouteilles spécialement affectées à l'opération. L'installation est ensuite dégazée en immergeant dans un seau rempli d'eau des tuyaux reliés aux piquages de l'unité. La solution ammoniacale saturée est déversée, sans doute à plusieurs reprises, dans un regard de rejets des eaux pluviales. Informés par un riverain du dégagement d'odeurs ammoniacales dans les égouts de la ville, les pompiers préviennent le Service des eaux pour alerter le personnel susceptible de travailler dans le secteur.



N° 6157 - 14/12/1994 - 17 - SIECQ

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

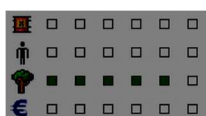
Un violent incendie se déclare dans une coopérative vinicole. Le feu détruit un chai d'alcool de 2 000 hl. Des flammes de plus de 20 m de haut embrasent le ciel, des tonneaux explosent. Quatre corps de bâtiments (2 000 m²) sont atteints. L'alerte est déclenchée à 16h30 par l'un des 3 employés. Plus de 50 pompiers sont mobilisés. Du cognac en feu se répand dans les fossés bordant une route et dans la cour d'une maison voisine en menaçant des cuves de fioul et un hangar abritant 250 t de paille. Les flammes sont éteintes avec de la terre et du sable. Des difficultés d'approvisionnement en eau gênent l'intervention. Le feu pourrait avoir pour origine l'explosion d'une ampoule électrique ou un court-circuit.



N° 9419 - 29/01/1996 - 2B - CALENZANA

Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

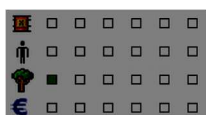
Un cours d'eau est pollué à la suite de la vidange et du nettoyage d'une cuve de vin dans une cave viticole. La quantité d'alcool déversée est évaluée à 1 000 l. La cave n'est pas équipée pour recevoir les fonds de cuve ou collecter les eaux de ruissellement polluées. Les fortes odeurs de vin provoquent une nuisance olfactive. La qualité de l'eau est altérée. L'administration constate les faits.



N° 8695 - 22/04/1996 - 32 - NOGARO

Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

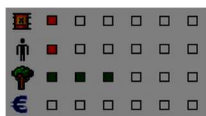
Dans une coopérative, du vin est transvasé entre 2 cuves. L'opération doit s'achever le lendemain. L'ouvrier part à 21 h et le transfert n'est plus surveillé. Le 23/04 à 6 h, un tuyau est retrouvé déboîté après la pompe de refoulement ; 5 680 hl de vin blanc (perte estimée à 2 MF) se sont déversés dans la JURANE (32), l'IZAUTE (32), le MIDOUR (32 et 40) et la MIDOUZE (40). La qualité de l'eau est dégradée (O2 dissous, pH, NH4+). Des poissons morts sont observés dans l'IZAUTE le 23/04 et, le 26/04, une forte quantité dans ce dernier et le MIDOUR. Un garde pêche estime que 7 à 9 t de poissons de toutes espèces ont été tuées sur 80 km de rivière. L'administration constate les faits. Une étude de l'impact de ce rejet accidentel dans le milieu naturel est demandée.



N° 9449 - 07/10/1996 - 30 - SAINT-PRIVAT-DE-CHAMPCLOS

Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

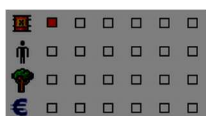
A la suite d'un acte de malveillance dans une coopérative viticole, 15 000 l de vin se déversent dans le BRUEGES. Durant une journée, les pompiers déversent de l'eau dans le ruisseau pour atténuer les effets de la pollution. Quelques dizaines de poissons et de canards sont tués.



N° 10118 - 07/11/1996 - ETATS-UNIS - BARDSTOWN

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

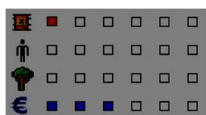
Un feu se déclare dans l'un des 30 entrepôts d'une distillerie de whisky. Attisé par le vent (50 km/h), l'incendie s'intensifie rapidement (flammes de dizaines de mètres de haut). De plus, des coulées d'alcool en feu propagent le sinistre dans tout le site et à l'extérieur (surface d'un ruisseau incendiée sur plus de 3 km). Des barils en chêne explosent et sont projetés dans les airs. Le flux de chaleur est perçu à 800 m. Les habitations proches sont évacuées. La centaine de pompiers laisse brûler dans un premier temps (feu incontrôlable jusqu'à l'arrivée de la pluie), puis parvient à l'extinction finale le 08/11 à 14 h ; 2 d'entre eux sont incommodés par les fumées. Sept bâtiments sont détruits ainsi que des véhicules qui ont littéralement fondu.



N° 11690 - 09/10/1997 - 89 - CHABLIS

Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

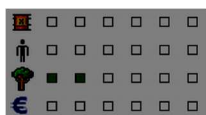
Lors de la purge d'une installation de réfrigération dans une cave coopérative, une fuite d'ammoniac (NH3) se produit à la suite de l'ouverture d'une soupape de sécurité. Une CMIC intervient. Aucune victime n'est à déplorer.



N° 13440 - 20/08/1998 - 37 - VOUVRAY

Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

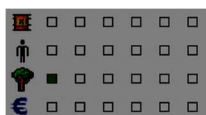
Dans une société de vinification et d'embouteillage, un feu se déclare dans un stock de cartons d'emballage et se propage à des palettes, puis à l'ensemble du bâtiment. Une cinquantaine de pompiers intervient équipés d'ARI. Du gaz entreposé dans différents ateliers entraîne plusieurs explosions et complique l'intervention (4 h). Le bâtiment, les installations de vinification, les bureaux, les stocks et les archives sont détruits (3 500 m²), ainsi que 1,5 millions de bouteilles de Vouvray. Aucune victime n'est à déplorer, mais 6 employés sont en chômage technique. Les dommages matériels s'élèvent à 37 MF et les pertes à 5 MF.



N° 17187 - 13/09/1999 - 34 - PUILACHER

Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

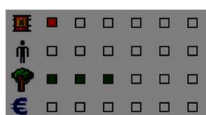
Dans une cave coopérative, la rupture du système de fermeture d'une des cuves de vinification provoque la fuite d'une partie de son contenu et colmate les canalisations de refoulement des eaux résiduaire jusqu'au bassin d'évaporation. Une partie de la vendange et des eaux résiduaire rejoignent le fossé pluvial communal puis polluent la ROUVIEGE sur 1,5 km (eaux noires et nauséabondes, lit colonisé par des bactéries filamenteuses et gluantes). Des prélèvements sont effectués. Un programme de travaux doit être réalisé pour fiabiliser l'ensemble des installations.



N° 23249 - 13/06/2002 - 49 - SAUMUR

Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

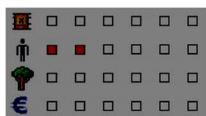
Les vannes des cuves d'une société vinicole sont ouvertes par malveillance ; 300 000 l de vin blanc s'écoulent vers une station d'épuration, saturant 7 fois sa capacité. Un mélange de boues et de vins se déverse dans le THOUET, rivière se jetant 14 km plus loin dans la LOIRE. La pollution reste confinée après la fermeture d'un barrage. Des analyses révèlent un pH de 5,5 au niveau du confluent, ainsi que des concentrations élevées en nitrites et ions ammonium.



N° 23865 - 29/10/2002 - 16 - JARNAC

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Une fuite de 200 l de gazole sur une cuve intégrée au dispositif de lutte contre l'incendie d'une usine de production d'eau de vie naturelle pollue la CHARENTE sur 2 km. Un riverain alerte les pompiers. Selon ces derniers et compte tenu des conditions climatiques, la pollution devrait se résorber naturellement.



N° 25524 - 05/09/2003 - 13 - ROUSSET

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Une émanation de gaz de nature indéterminée se produit lors de l'ouverture d'un trou d'homme dans une coopérative viticole. Une personne meurt par asphyxie et 7 autres sont intoxiqués dont 3 pompiers.

N° 26038 - 05/12/2003 - 16 - VIBRAC

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

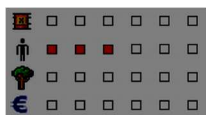
Un violent incendie se déclare dans la salle de chauffe d'une distillerie de cognac à la suite d'une fuite d'alcool pur sur un brûleur. Les pompiers maîtrisent le feu à l'aide de 3 lances à mousse et évitent la propagation à d'autres bâtiments. Le bâtiment était équipé de portes coupe-feu entre la salle de chauffe, la chambre et le chais où sont entreposés 150 hl d'alcool pur.

N° 33449 - 19/02/2007 - 16 - SIGOGNE

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Un feu de 200 l d'alcool se déclare vers 16 h dans une distillerie, nécessitant l'intervention d'une trentaine de pompiers, l'utilisation de 2 camions citernes et d'une réserve de 7 000 l de mousse ; 200 l d'alcool sont perdus et aucune victime n'est à déplorer.

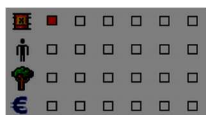
Quelques gouttes d'alcool, issues d'une fuite sur une cuve d'eau de vie, sont tombées sur un fil électrique provoquant un court-circuit sur une vanne surchauffée à l'origine de l'incendie. Le système anti-incendie et les portes coupe-feu ont joué leur rôle. Un système de récupération des coulages aurait pu permettre d'éviter cet accident.



N° 32974 - 08/05/2007 - 49 - SAINT-CRESPIN-SUR-MOINE

Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

Dans une exploitation viticole, un homme et son fils décèdent par anoxie en nettoyant une cuve à vin de 2,5 m de profondeur à la suite d'émanations de vapeurs d'alcool.



N° 37725 - 09/01/2010 - 17 - SAINT-MARTIAL-SUR-NE

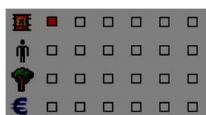
Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Dans une distillerie, un feu d'alcool se déclare dans un chai mitoyen sur 2 côtés de 500 m² construit en 1956. Une voisine observant des flammes spectaculaires de plus de 6 m dépassant la toiture, alerte l'exploitant vers 1 h. Une cinquantaine de pompiers provenant de plusieurs casernes est mobilisée. Sous l'effet du rayonnement intense des flammes, des centaines de fûts de cognac s'embrasent et explosent ; l'alcool enflammé s'écoule sur 200 m² de terrain.

Les secours rencontrent des problèmes de ressource en eau, le point d'eau naturel le plus proche étant à 800 m. Après 4 h d'intervention, ils maîtrisent le sinistre avec 5 lances dont 2 à mousse puis maintiennent les lieux sous surveillance toute la nuit. Le bâtiment avec l'alambic contenant du cognac et un chai de 300 hl d'eau-de-vie, dont une partie de plus de 40 ans d'âge, sont détruits. Le bâtiment mitoyen où était entreposé du vin, un 2ème chai de l'autre côté de la cour et 3 habitations proches ont été protégés. La pollution des sols par l'alcool ne devrait pas être traitée.

Une enquête est effectuée pour déterminer l'origine du sinistre. L'exploitant précise qu'au moment des faits, la distillation du cognac n'était pas terminée et que l'alambic ne fonctionnait plus depuis vendredi 13 h à la suite d'une rupture

d'approvisionnement en granulés de bois, combustible utilisé en remplacement du charbon.

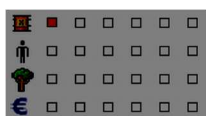


N° 39397 - 11/03/2010 - 974 - SAINT-BENOIT

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Un bac de 20 000 l d'alcool explose à 14h20 dans une distillerie. Une entreprise sous-traitante effectue des travaux pour la pose de caillebotis deux niveaux au dessus des bacs journaliers. Lors de cette intervention, des bavures de soudure chaude tombent sur l'un des six bacs journaliers. Ce dernier, non dégazé, contient encore un fond d'alcool et est rempli de vapeurs alcooliques. Sous l'effet de la chaleur provoquée par les bavures de soudure chaude, ces dernières explosent, entraînant la déformation du bac. Les travaux sont arrêtés et la zone est mise en sécurité.

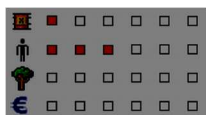
La mise en sécurité préalable du site était insuffisante. L'exploitant doit revoir ses procédures de délivrance d'un permis de feu, ainsi que les procédures de démarrage d'un chantier lors de l'intervention de sous-traitants. Une sensibilisation du personnel sur les procédures de mise en sécurité du site est prévue.



N° 39548 - 06/01/2011 - 47 - BOE

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

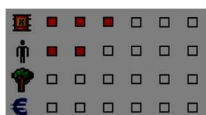
A 14h30, une odeur inhabituelle permet aux employés d'une usine de boissons de découvrir une fuite de produit désinfectant à base d'acide peracétique ($\text{CH}_3\text{CO}_3\text{H}$, 9%) et de peroxyde d'hydrogène (H_2O_2 , 12,6%) après qu'une canalisation se soit déboîtée d'un grand récipient vrac (GRV) de 1 m³ ; 200 l de produit s'écoulent dans la rétention et 200 l sur le sol. Le produit se répand ensuite dans le réseau d'eaux usées interne et externe. Les 39 salariés évacuent le site. Une équipe de pompiers intervient sous scaphandre, colmate la fuite, répand de la terre de diatomée pour récupérer le produit au sol et le dilue dans la rétention avant son pompage. Redoutant une réaction des parois sandwichs des murs de l'atelier avec le produit déversé, les secours contrôlent l'absence de points chauds dans ces derniers. A l'extérieur, les mesures de pH réalisées avec l'exploitant de la STEP sur le réseau d'eaux usées sont comprises entre 7 et 8. Les secours neutralisent les effluents avec du carbonate de calcium et bouchent le réseau d'eaux usées du site. A 17h50, le dépotage du produit resté dans le GRV est terminé, la terre de diatomée polluée est mise en fût, le local est rincé et le dispositif d'obturation du circuit d'eaux usées de l'établissement est retiré. L'intervention des secours s'achève vers 19 h. Un élu s'est rendu sur place.



N° 41244 - 13/07/2011 - ROYAUME-UNI - BOSTON

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Une explosion suivie de feu se produit vers 19 h dans une distillerie illégale de vodka dans un bâtiment accueillant plusieurs entreprises ; 5 trafiquants décèdent, un 6ème est gravement brûlé sur 75 % du corps. La fumée de l'incendie est visible à 8 km, le feu se propage à 1 voiture. Un périmètre de sécurité est établi. Les pompiers, équipés d'ARI, éteignent les flammes ; ils décrivent l'incendie comme "violent et rapide". La police retrouve à l'intérieur du local de 9 m par 4,5 m des produits chimiques de nature indéterminée dont certains pourraient avoir accéléré le sinistre. La cause de l'explosion est inconnue. Les pommes de terres utilisées étaient achetées dans des fermes locales et les bouteilles produites vendues dans la région. La police du Lincolnshire est confrontée depuis plusieurs mois à des trafics d'alcool frelatés.



N° 42176 - 19/05/2012 - 30 - VAUVERT

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Vers 17 h, un piquage se rompt sur un réservoir aérien de 40 m³ dans une distillerie entraînant la fuite de 3,4 t d'acide nitrique (HNO_3) à 69 %. Celle-ci se déclare au niveau d'un tampon plein en téflon PTFE obturant une canalisation de 25 mm de diamètre en aval de la vanne de pied de bac du réservoir. L'acide se répand dans la cuvette de rétention, attaque le revêtement de protection constitué d'une résine polyester sur fibre de verre, puis traverse le muret en maçonnerie, s'écoule dans un puisard avant de déborder dans le réseau d'eau pluvial.

Le gardien de la distillerie prévient les pompiers et le cadre logé sur place. Ce dernier ferme aussitôt la vanne de pied de bac du réservoir, puis tous 2 arrosent la cuvette de rétention ainsi que l'écoulement dans le réseau pluvial, diluant

fortement l'effluent. Les pompes de relevage fonctionnent correctement pendant quelques temps, mais les vapeurs nitriques endommagent le filin des flotteurs de niveaux télémechaniques provoquant le désamorçage des pompes. L'acide n'est plus évacué vers l'unité de neutralisation et des vapeurs orange sont émises. Les secours établissent un périmètre de sécurité de 500 m, évacuent les riverains (10 maisons) et déploient un rideau d'eau pour abattre les vapeurs au sol. Un barrage de terre est mis en place dans le fossé en partie alimenté par le rideau d'eau. L'exploitant neutralise l'effluent à la chaux, 1 200 l sont versés à l'entrée du fossé, 800 l en aval de la station de pompage et 1 000 l au départ de la cuvette de rétention ; 80 m³ d'effluents sont remontés et neutralisés dans la station de traitement de l'établissement. Les pompiers en scaphandre remettent les pompes en service à 21h30 et le pompage s'achève à 22 h et la neutralisation de l'acide nitrique à 0h30. Une société d'eau en bouteille est prévenue du risque de pollution de ses captages. La gendarmerie, un élu et un représentant de la préfecture se sont rendus sur place.

Les conséquences environnementales sont limitées, les effluents provenant de l'abattage de l'acide par le rideau d'eau ayant été contenus en amont du barrage de terre, puis neutralisés, le fossé nettoyé par une société spécialisée et les eaux restantes renvoyées vers la station.

La fixation des pompes de transfert et des canalisations sur la dalle de la cuvette de rétention à l'aide de chevilles a entraîné la perforation du revêtement anti-acide et sa perte d'étanchéité. Par ailleurs, ce revêtement n'était pas adapté à la concentration de l'acide nitrique stocké. En effet, les caractéristiques de tenue chimique du revêtement garanti par le fabricant de la résine limitent la concentration de l'acide à 68 %.

L'exploitant prend plusieurs mesures : fermeture par les opérateurs de la vanne de pied du bac après chaque utilisation jusqu'à l'arrêt de l'atelier tartrique prévu fin juin, cuvette de rétention revêtue d'inox (18 k) par une société spécialisée dès le mois de juillet, filins des flotteurs en nylon remplacés par des filins en inox.

N° 43158 - 29/11/2012 - 30 - SAINT-MAURICE-DE-CAZEVILLE

Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

Dans une cave coopérative, la porte d'une cuve de vin remplie dans l'après-midi se rompt vers 22h45 et 2 500 hl s'écoulent en 15 min. La majorité du vin est récupérée dans le réseau d'eaux usées du site mais 800 hl ne peuvent être contenus à cause de l'importance du débit et débordent par les tampons de regard puis ruissellent jusqu'au réseau pluvial communal. L'exploitant découvre l'écoulement le lendemain matin à 8h30 et alerte les douanes, la municipalité et la sous-préfecture. Il nettoie le site, ses abords et la chaussée communale et vide une cuve de 600 hl d'eau propre pour rincer le réseau pluvial.

La cuve en inox date de 1976 et son système de porte est obsolète. Elle ne dispose d'aucun guidage une fois fermée et peut bouger de plusieurs centimètres dans le plan de la porte. De plus, elle est fermée avec de la pâte à joint rendant glissante la portée du joint caoutchouc sur l'inox de la cuve. La porte, probablement mal positionnée lors de la fermeture (mais suffisamment pour ne pas fuir), a ensuite glissé sous l'effet de la pression du vin dans la cuve jusqu'à ce qu'un des 4 angles ne porte plus sur le cadre. La pression a alors tordu la porte, libérant le vin à l'extérieur.

L'exploitant interdit l'utilisation de la pâte à joint pour étanchéifier les portes de cuves inox et prévoit de remplacer sous 2 semaines les portes du même type par des portes autoclaves avec 2 bras de serrage positionnant la porte ; 3 cuves sont concernées.

N° 43510 - 25/02/2013 - 17 - SAINT-MARTIAL-SUR-NE

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Une mauvaise manipulation de vannes dans une distillerie lors du transfert d'alcool de production journalière vers une cuve de stockage entraîne le débordement d'un cuvon de 38 hl vers 10 h. Un petit volume d'eau-de-vie s'écoule dans le bac à vinasse, le reste se répand sous un foyer et s'enflamme au contact du brûleur sur une surface de 8 m² puis 50 m². Les employés alertent les secours, coupent le gaz et interviennent avec des extincteurs. Le feu est éteint avant l'arrivée des pompiers.

L'exploitant prévoit la mise en place d'une alarme incendie et la création d'une rétention par foyer, le circuit de pompage doit être revu afin d'éviter toute erreur de manipulation.

Autres accidents impliquant les alcools de bouche (ancienne rubrique 2255, nouvelle rubrique 4755)

Accidents français

N° 885 - 20/06/1983 - 07 - VALLON-PONT-D'ARC

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

L'ARDECHE est polluée par 200 m³ de vinasses provenant d'une unité de distillation de vin. Des captages d'eau potable sont interrompus. Les vinasses qui, en situation normale, sont évaporées sous vide, ont été envoyées directement dans la lagune d'aération à la suite de l'arrêt de l'évaporateur durant les travaux destinés à en augmenter la capacité de traitement (12 à 16 t/h). La fuite est due au débranchement intempestif d'un tuyau souple en sortie d'une pompe de relevage. Le siphonage de la lagune via la partie libre du tuyau, noyée dans la nappe de liquide contrairement aux règles de l'art, aggrave encore les conséquences de l'événement.

N° 3335 - 28/05/1991 - 17 - SAINTES

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Un incendie se déclare dans un établissement produisant de l'alcool industriel. Le sinistre est circonscrit en 2 h mais les dommages matériels sont importants : 80 m² de toiture, la charpente, le plancher, le système électrique et la chaudière à vapeur dont la porte a fondu sous l'effet de la chaleur, sont détruits.

N° 2735 - 12/07/1991 - 52 - ECLARON-BRAUCOURT-SAINTE-LIVIERE

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Une explosion suivie d'un incendie dans les colonnes de distillation d'une distillerie d'alcool provoque l'effondrement du bâtiment ; 1 000 m² sont détruits. Des éclats de toutes natures sont retrouvés dans un rayon de 100 m. Les locaux sont fortement endommagés ou détruits (bureaux administratifs partiellement anéantis, atelier d'entretien soufflé) , des vitres sont brisées et des toitures endommagées dans un rayon de 300 m.

N° 16456 - 07/12/1991 - 33 - LARUSCADE

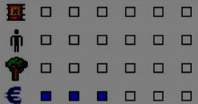
Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Une explosion, causée vraisemblablement par une accumulation de vapeurs de distillation, souffle la toiture d'un hangar de 330 m² qui renfermait 16 cuves de vin viné, avant d'enflammer l'alcool contenu dans l'une d'elles. Les pompiers maîtrisent rapidement le sinistre.

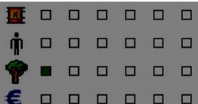
N° 16451 - 21/12/1991 - 24 - BERGERAC

Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

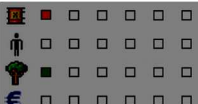
Dans un chai viticole, un incendie, parti de la zone de stockage des cartons et des étiquettes, se propage aux marchandises à expédier contenues dans des caisses en carton et en bois et détruit 2 000 m² de bâtiments. Selon, les premières constatations, un acte criminel serait à l'origine du sinistre, plusieurs foyers et des traces d'hydrocarbures ayant été retrouvés. Les dommages sont estimés à 3,5 MF.


N° 5152 - 13/04/1994 - 84 - CHATEAUNEUF-DU-PAPE
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)


Un incendie se déclare dans une cuve de vieillissement de vin. C'est un plombier travaillant dans la cave, qui a, avec son chalumeau, enflammé des matériaux d'isolation stockés à proximité. Les pompiers contiennent l'incendie dans la partie centrale du bâtiment de 300 m². Une trentaine de foudres de vins est endommagée. Des analyses sont effectuées afin de déterminer l'impact de la chaleur sur les 200 000 l de vin. Une première estimation fait état de 50 MF de dégâts.


N° 7588 - 09/10/1995 - 47 - COCUMONT
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

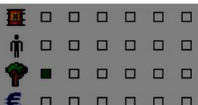
Une coopérative vinicole rejette dans le GAOUTON et le LISOS (2ème catégorie) des résidus de distillation des moûts fermentés. La faune piscicole des ruisseaux est détruite. L'administration constate les faits et des prélèvements sont effectués.


N° 9206 - 14/11/1995 - 12 - AUBIN

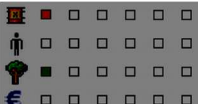
Un rejet permanent d'un alambic est à l'origine de la pollution des ruisseaux de la VAYSSADE et du RIOU VIOU. Les matières oxydables et les polyphénols déversés provoquent la destruction et le colmatage des zones de frayères, destruction de la faune et de la flore. Il s'agit d'une récidive.


N° 8745 - 13/12/1995 - 30 - ROQUEMAURE
Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

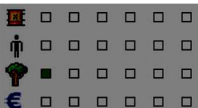
Une distillerie déverse dans le RHONE des boues organiques et des effluents chargés en nitrites, en phosphates, en sels ammoniacaux et de potassium, ainsi qu'en sucres. La faune aquatique est mortellement atteinte. Les dédommagements divers font l'objet d'une transaction à l'amiable.


N° 10700 - 19/09/1996 - 34 - SAINT-THIBERY
Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

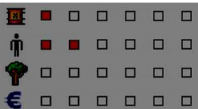
Une distillerie rejette des eaux résiduaires dans un ancien réseau d'eaux pluviales. L'effluent organique pollue l'HERAULT, provoquant un colmatage du substrat, une diminution du taux d'oxygène dissous et la formation de boues. Les services administratifs concernés constatent les faits qui font l'objet d'une transaction administrative.


N° 10711 - 07/10/1996 - 34 - MONTAGNAC
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

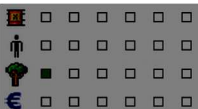
Une pollution organique est découverte sur la rivière l'ENSIGAUD. Celle-ci a trois origines : les rejets de boues de la station d'épuration communale, l'écoulement de jus de marc et rejet de chlore d'une distillerie, ainsi que les rejets d'une cave coopérative. Ces rejets conduisent à un colmatage du substrat, à une diminution du taux d'oxygène dissous, et à la présence de nitrites. Les services administratifs concernés constatent les faits.

 **N° 10692 - 10/10/1996 - 34 - SAINT-MARTIN-DE-LONDRES**
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

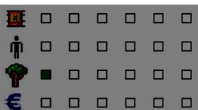
Les eaux résiduelles d'une cave coopérative provoquent une pollution de deux cours d'eau. Le fond des ruisseaux est colmaté par des boues. Des bactéries filamenteuses et des champignons se développent. La faune benthique disparaît. Les services administratifs concernés constatent les faits qui font l'objet d'une transaction administrative.

 **N° 10069 - 14/10/1996 - 51 - CHALONS-EN-CHAMPAGNE**
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

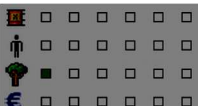
Des émanations gazeuses provenant des sous-sols d'un immeuble incommode plusieurs personnes. La municipalité prend un arrêté d'interdiction temporaire d'habiter. Les familles concernées sont relogées durant le déroulement de l'enquête effectuée pour déterminer l'origine de l'incident. Aucune activité industrielle n'est exercée dans l'immeuble. Une variation du niveau de la nappe phréatique ou un éventuel mauvais fonctionnement des installations de chauffage est écarté. Un établissement de champagnisation pourrait être à l'origine du manque d'oxygène constaté (migration de gaz de fermentation ou d'échappement d'un engin de manutention, etc.), des conditions météorologiques défavorables n'ayant pas permis une bonne dispersion des gaz.

 **N° 14340 - 12/09/1997 - 33 - MARCILLAC**
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

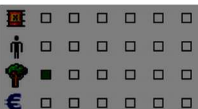
Des matières organiques provenant d'une cave vinicole polluent la LIVEENNE à la suite d'une insuffisance au niveau du système d'assainissement. La faune aquatique est mortellement atteinte. Des prélèvements sont effectués.

 **N° 13825 - 07/10/1997 - 33 - ARSAC**
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

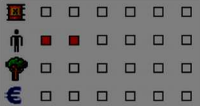
Des matières organiques provenant d'effluents vinicoles polluent Le MOULINAT à la suite du mauvais fonctionnement du système d'assainissement. La faune aquatique est mortellement atteinte. Des prélèvements sont effectués.

 **N° 14570 - 19/09/1998 - 34 - SAINT-CHINIAN**
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

Des effluents pollués sont rejetés dans la COMBEGUINE à la suite d'une panne des pompes de refoulement d'une cave coopérative et d'une fuite sur des cuves d'extraction de colorants implantées dans une distillerie. Il n'y a aucune mortalité piscicole. Aucune suite n'est donnée en ce qui concerne la cave coopérative, mais les faits reprochés à la distillerie sont replacés dans le contexte d'infractions déjà observées antérieurement.

 **N° 15361 - 19/10/1998 - 34 - MURVIEL-LES-BEZIERS**
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

Dans une cave coopérative, la panne d'une pompe de refoulement entraîne pendant plusieurs jours un rejet direct d'eaux noires à forte odeur de vinasse dans le ruisseau des PRADES. La pompe est réparée et un équipement de secours est mis en place. Des agents assermentés constatent les faits. une transaction est envisagée pour le dédommagement de la pollution.

 **N° 17320 - 27/12/1999 - 33 - AMBES**

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Une usine de production d'alcool est inondée à la suite d'une violente tempête. Les chais et les stockages extérieurs ne sont pas endommagés, mais des cuves d'acides sulfurique / chlorhydrique et de soude se renversent et se vident dans leurs cuvettes dans un dépôt de produits chimiques en sous-sol. Une entreprise spécialisée pompe les produits chimiques 3 jours plus tard. Les bureaux de l'établissement ont également été atteints entraînant la perte du système informatique et de documents papiers. Le site reste sans électricité 3 jours. L'exploitant installera rapidement son dépôt de produits chimiques sur cuvette de rétention et à l'extérieur des bâtiments.

En plusieurs endroits la digue, côté GARONNE, a été ouverte avant d'être complètement submergée compte-tenu de la hauteur de la surcote de la crue (2,6 m). Une vague de 80 cm a envahi le presqu'île d'Ambès. La difficulté majeure a été la lenteur avec laquelle l'eau s'est écoulée de la terre vers la DORDOGNE et la GARONNE, le système d'évacuation existant (jalles, portes et vannes) n'ayant pas correctement joué son rôle faute d'un entretien suffisant. Parallèlement, les voies ferrées endommagées sur toute la zone n'étaient toujours pas utilisables 15 jours après la tempête, les équipes chargées du nettoyage et de leur remise en état mettant beaucoup de temps pour accéder aux voies en raison des terrains inondés.

Ces inondations qui ont concerné une dizaine d'entreprises (ARIA 17316 à 17324), ont notamment mis en évidence la vulnérabilité de certains sites SEVESO. Une mise à jour des études de danger et des Plans d'Opération Internes (POI) sera demandée aux différents exploitants sur le risque inondation. La mise en place d'un Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (S3PI) sur les 4 communes concernées pourrait permettre d'aborder ces différents problèmes avec tous les acteurs concernés.

 **N° 17673 - 18/04/2000 - 30 - CRUVIERS-LASCOURS**

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Une fuite de 15 m³ d'acide nitrique utilisé pour acidifier les vinasses et bloquer les fermentations anaérobies, sources d'odeurs gênantes pour le voisinage, se produit dans une distillerie. L'acide fuit vers un trou d'homme situé à 50 cm au-dessus du fond d'une cuve de 48 m³ et se déverse dans la cuvette de rétention. L'acide est pompé dans la cuvette lorsque 30 min plus tard la cuve s'incline (pieds attaqués par l'acide). L'exploitant alerte les pompiers et une grue soutient le réservoir durant sa vidange. Aucune pollution toxique n'est mesurée hors du site. La cuve est expertisée 10 h plus tard : la fuite provenait d'une micro-fissure sur la bride de fermeture du trou d'homme en acier revêtu d'inox. Les dommages sont évalués à 100 KF. Une plaque en inox est soudée à la place du trou d'homme et les pieds de fixation du réservoir sont remplacés. L'acide récupéré lors des opérations de vidange est recyclé pour acidifier les effluents liquides de la distillerie.

N° 21011 - 12/08/2001 - 2B - BASTIA

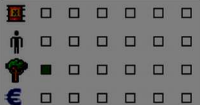
Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

Un incendie embrase le dimanche un établissement industriel produisant des apéritifs. Les bâtiments sont détruits, mais les stocks (50 000 l d'alcool pur et 250 000 l de vin) seront sauvés. Le feu s'est initié dans un bosquet de pins proche de l'usine, un arbre en feu est tombé sur des palettes et le sinistre s'est ensuite propagé à un hangar attenant au bâtiment. La gendarmerie effectue une enquête.

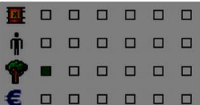
N° 23426 - 15/10/2002 - 17 - LA ROCHELLE

Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

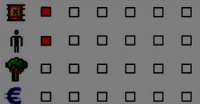
Un feu d'origine criminelle se déclare dans les locaux administratifs d'une usine de fabrication de cognac. Les pompiers qui localisent au moins 3 départs de feux distincts, maîtrisent rapidement l'incendie pour éviter qu'il ne se propage aux chais tout proche abritant plus de 5 000 hectolitres d'alcool. L'inspection avait proposé quelques mois auparavant la fermeture du site par décret du Conseil d'Etat en raison de l'impossibilité de l'aménager contre l'incendie du fait de sa situation en pleine ville. Un arrêté préfectoral imposant la surveillance physique des installations 24 h sur 24 est pris à la suite de ce sinistre.


N° 28261 - 02/09/2003 - 34 - SAINT-THIBERY
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

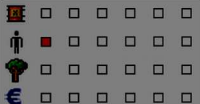
Des effluents vinicoles provenant des caves d'une coopérative rejoignent le réseau pluvial et polluent la TONGUE entraînant une mortalité piscicole. Le fond de la rivière est colmaté par des boues organiques et les eaux, troubles et brunâtres, dégagent une odeur putride.


N° 29981 - 20/09/2003 - 34 - CURNONTERRAL
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

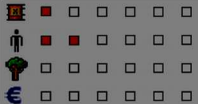
Des effluents vinicoles provenant d'une cave coopérative polluent le réseau pluvial communal puis le COULAZOU, entraînant une importante mortalité de poissons. Troubles et de couleur brunâtre, les eaux dégagent une forte odeur de vinasse. Une procédure transactionnelle est engagée avec l'exploitant qui reconnaît également avoir causé plusieurs pollutions identiques.


N° 31337 - 29/12/2005 - 51 - MAREUIL-SUR-AY
Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

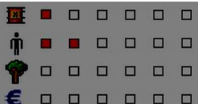
Une explosion se produit dans la chaufferie d'une distillerie. Dans le cadre d'une maintenance préventive, une société spécialisée doit remplacer des tuyaux d'arrivée de gaz naturel (GN) aux chaudières et des vannes, modifier des événements, installer des piquages de purge et d'inertage. Les travaux débutés le 21/12/2005 doivent s'achever le 2/1/2006, la distillerie étant fermée du 23/12 au 03/01. Comme prévu, la tuyauterie de gaz est remplacée après coupure et purge du gaz. Le 29/12, l'agent de maintenance estime avoir terminé les travaux mais n'effectue pas les essais d'étanchéité à l'air comprimé ou à l'azote. Il ouvre le gaz sans avoir refermé une bride (diam. 80) sur la chaudière n° 3, provoquant ainsi une importante fuite de gaz dans le bâtiment. Deux sources de chaleur peuvent avoir apporté l'énergie suffisante pour l'explosion : l'éclairage halogène du faux plafond est allumé alors que l'opérateur soude de l'autre côté du mur d'où fuit le gaz. L'électricité et le gaz sont coupés, les pompiers et la gendarmerie interviennent. Un périmètre de sécurité est mis en place. Les 2 techniciens de la société agréée hospitalisés pour des examens ressortent 2 h plus tard. L'explosion soulève le toit de la chaufferie, endommage un mur de pignon et les câbles électriques du local. Compte tenu des dégâts constatés, l'exploitation du site est arrêtée. La chaudière doit être révisée, des travaux de remise en état du bâtiment effectués, les câbles électriques, la toiture et le faux plafond changés. Les rapports de gendarmerie et d'assurance précisent que le non-respect des règles de l'art et de sécurité par le sous-traitant est à l'origine de cet accident. Ce type de causes n'est pas identifié dans le document unique de prévention des risques qui n'intègre pas les défaillances humaines. A ce titre, le plan de prévention rappelle les risques et les protections à utiliser sans détailler les opérations qui font partie des règles de l'art. A l'avenir, les plans de prévention lors de l'intervention d'entreprises extérieures seront contrôlés par le directeur industriel et le responsable QSE. Le respect et l'application des règles définies seront suivis par le responsable QSE qui aura autorité pour faire arrêter le chantier le cas échéant. Les phases délicates (réouvertures de gaz...) seront faites en présence d'un organisme indépendant ou du responsable technique de l'entreprise intervenante.


N° 31783 - 17/05/2006 - 33 - CISSAC-MEDOC
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

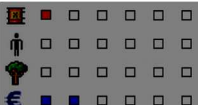
Un feu se palettes se déclare dans un bâtiment agricole de 1 000 m² à usage de chai contenant 4 à 5 000 hl de vin en bouteille ainsi que divers matériels de stockage et d'emballage. Le bâtiment est isolé des tiers, un périmètre de sécurité est mis en place et les 44 pompiers maîtrisent le sinistre après 2 h d'intervention à l'aide de 7 lances. Deux pompiers sont légèrement blessés, l'un par chute et le second par coup de chaleur. L'un d'eux est conduit à l'hôpital tandis que le second est examiné sur place par un infirmier. Le sinistre entraîne un impact important pour le château, et 6 cuves vides se trouvant à l'extérieur sont endommagées. Aucun chômage technique n'est envisagé.


N° 32971 - 21/05/2007 - 51 - CHIGNY-LES-ROSES
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

Dans une exploitation viticole, 6 personnes, 3 d'une entreprise privée et 3 employés du viticulteur, sont intoxiqués au monoxyde de carbone à la suite de l'utilisation d'un moteur thermique dans une cave. Les 4 personnes les plus touchées sont conduites à l'hôpital. Une autre travaillant dans les bureaux voisins souffrant de nausées et de maux de tête est prise en charge sur place. Les pompiers mesurent la concentration en CO dans la cave puis ventilent les locaux.

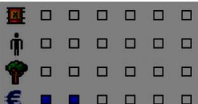

N° 33688 - 02/10/2007 - 30 - GALLARGUES-LE-MONTUEUX
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

Un employé est intoxiqué par du monoxyde de carbone (CO) à la suite du dysfonctionnement d'un engin de manutention au gaz dans une cave d'une coopérative viticole. Les secours mesurent une concentration en CO de 226 ppm. La victime, inconsciente, en hypothermie et présentant un taux d'HbCO de 20 % est transportée sur caisson hyperbar à l'hôpital pour surveillance. Les secours ventilent la cave puis mesurent une concentration de 70 ppm de CO ; 2 employés et 3 pompiers sont légèrement incommodés. L'intervention se termine vers 17 h. L'inspection du travail s'est rendue sur les lieux.


N° 38680 - 25/07/2010 - 02 - PASSY-SUR-MARNE
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

Plusieurs explosions réveillent vers 4 h les propriétaires d'une exploitation viticole. Un incendie ravage 1 hangar de 1 200 m² abritant des bouteilles de champagne, du matériel et 3 bouteilles d'acétylène. Les exploitants parviennent à protéger 1 camion et 1 machine. L'intervention mobilise 40 sapeurs-pompiers durant plusieurs heures. Les secours qui déploient 5 lances à eau et s'équipent d'ARI pour se protéger des fumées noires toxiques émises, ne peuvent entrer dans le bâtiment en raison du risque d'explosion des bouteilles d'acétylène. La gendarmerie, les services de l'électricité et un élu se rendent sur place. L'intervention s'achève à 13 h. Les secours refroidissent les bouteilles d'acétylène. Les services de l'équipement organisent une circulation alternée sur la route longeant l'établissement. A 17h30, des pompiers sont toujours sur les lieux en raison de la présence persistante de braises.

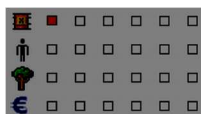
Le sinistre a détruit 55 000 bouteilles de champagne, 7 000 bouteilles de vin et 40 000 l de vin en cours de champagnisation, soit une valeur de 1,5 million €. En outre, un pressoir, une grue, 2 mini-pelles, un tout-terrain, 1 camion de livraison et d'autres machines et outils sont détruits. Le sinistre a également endommagé 800 m² de hangar. Un technicien d'identification criminelle se rend sur place. Le sinistre serait d'origine électrique.


N° 41314 - 16/11/2011 - 73 - APREMONT
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

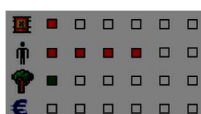
Un feu se déclare à 0h30 dans l'un des bâtiment de stockage R+1 de 1 000 m² d'une cave viticole. La gendarmerie établit un périmètre de sécurité, les pompiers préservent en priorité la zone "cuves et outils de fabrication" mais sont confrontés à des difficultés d'approvisionnement en eau pour leurs 6 lances. Le feu est éteint à 7 h, les secours dégarnissent le bâtiment ; la RD 201 est coupée pendant cette opération. De nombreux points chauds subsistent, le dernier sera éteint à 12h40. L'intervention s'achève à 15h20. Le service de l'électricité s'est rendu sur place.

Le sinistre a détruit l'équivalent de 400 000 bouteilles de vin soit 1/3 de la récolte 2011. Cependant, aucun des 30 employés n'est placé en chômage technique. Les caméras de surveillance permet d'établir que l'embrasement d'un câble électrique serait à l'origine du sinistre qui se serait ensuite propagé aux cuves remplies de jus de raisin.

Accidents étrangers

 **N° 3561 - 30/04/1992 - SUISSE - MEYRIN**
Naf 11.02 : Production de vin (de raisin)

Une fuite de 480 kg d'ammoniac (NH₃) a lieu par un trou de 1 à 2 mm de diamètre sur une canalisation corrodée en sortie d'un évaporateur d'un système de réfrigération utilisé pour refroidir la production d'une usine d'embouteillage de vins cuits. L'installation à l'arrêt ne disposait d'aucun détecteur. La tuyauterie d'un diamètre de 20 à 30 mm se rompt lors de son dégagement. Les pompiers et le personnel de l'usine interviennent équipés de masques respiratoires et de tenues étanches. L'NH₃ est capté dans un brouillard d'eau puis refoulé avec les eaux usées. Les habitants sont invités à fermer leurs fenêtres.

 **N° 67 - 24/08/1988 - ESPAGNE - CADIX**
Naf 11.01 : Production de boissons alcooliques distillées

A la suite de l'explosion d'une chaudière, un incendie se déclare dans une unité de production et de stockage d'alcool éthylique. On déplore 8 morts et 4 blessés. L'incendie se propage à une pinède voisine où 25 ha sont détruits. Des rejets dans la GUADALETE provoquent une importante mortalité aquatique : 22 t de poissons morts seront récupérées. Les bâtiments administratifs et la résidence du gardien sont endommagés.

Accidents production d'alcool "agricole" par distillation.

n° de requête : ed_11557

Base de données ARIA - Etat au 10/03/2010

La base de données ARIA, exploitée par le ministère du développement durable, recense essentiellement les événements accidentels qui ont, ou qui auraient pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publique, l'agriculture, la nature et l'environnement. Pour l'essentiel, ces événements résultent de l'activité d'usines, ateliers, dépôts, chantiers, élevages,... classés au titre de la législation relative aux Installations Classées, ainsi que du transport de matières dangereuses. Le recensement et l'analyse de ces accidents et incidents, français ou étrangers sont organisés depuis 1992. Ce recensement qui dépend largement des sources d'informations publiques et privées, n'est pas exhaustif. La liste des événements accidentels présentés ci-après ne constitue qu'une sélection de cas illustratifs. Malgré tout le soin apporté à la réalisation de cette synthèse, il est possible que quelques inexactitudes persistent dans les éléments présentés. Merci au lecteur de bien vouloir signaler toute anomalie éventuelle avec mention des sources d'information à l'adresse suivante :

BARPI - DREAL RHONE ALPES 69509 CEDEX 03 / Mel : srt.barpi@developpement-durable.gouv.fr

Accidentologie enregistrée dans ARIA

1 – Caractéristiques générales des accidents français

74 accidents français impliquant des installations de production d'alcool agricole par distillation ou de stockage de ces alcools (dont le retour d'expérience peut être transposable) sont enregistrés dans la base ARIA.

	Nb	%
Incendie	38	51
Explosion	19	26
Rejet de matières dangereuses ou polluantes	37	50
Chutes / Projections d'équipements	5	6,8
Effet domino	8	11

L'incendie est la typologie d'événement la plus observée (1 cas sur 2), mais la fréquence des cas d'explosion (1 cas sur 4) est plus élevée pour ce type d'activité que pour l'ensemble des installations classées enregistrés dans ARIA (environ 8%).

Les caractéristiques physico-chimiques des alcools produits ou stockés (forte inflammabilité et volatilité) favorisent la propagation et l'extension des incendies (ARIA n°4160, 4609, 21082, 37725,...). Des unités ou équipements connexes aux installations de production sont également à l'origine de ces types d'accidents (chaufferies, locaux électriques - ARIA n°21533, 31337).

Nombre de cas de rejets de matières dangereuses ou polluantes sont enregistrés (1 cas sur 2). Ils peuvent résulter directement d'incendies ou d'explosions, mais concernent le plus souvent des effluents ou des résidus de l'activité de distillation (vinasses, lies de vins fonds de cuves, boues, marcs,... - ARIA n°625, 885, 1064, 8745, 13971,...). Ils peuvent aussi impliquer des produits utilisés pour le fonctionnement des installations (fuel, acide nitrique, acide chlorhydrique, ... - ARIA n°2338, 3250, 17673, 32898,...) et n'impactant plus ou moins fortement les milieux eaux et sols.

Des émanations de gaz de fermentation sont enregistrées avec des victimes parmi le personnel, des sauveteurs intoxiqués ou des personnes incommodées à l'extérieur de l'établissement (ARIA n°25524, 29889).

1.2 – Conséquences des accidents

La répartition des principales conséquences mentionnées dans le tableau ci-dessous concerne les 74 événements français enregistrés dans ARIA.

	Nb	%
Morts	2	3
Blessés	14	19
Dommages matériels internes	55	74
Dommages matériels externes	3	4
Pertes d'exploitation internes	25	34
Pollution atmosphérique	3	4
Pollution des eaux superficielles	19	26
Contamination des sols	5	7
Pollution des eaux souterraines	1	1,4
Atteinte à la faune/flore sauvage	14	19

Les explosions et les émanations gazeuses sont à l'origine de la plupart des conséquences humaines enregistrées: employés décédés (ARIA n°1960, 25524) ou blessés (ARIA n°14289, 196 60, 25524, 31096,...), pompiers (ARIA n°25524) ou tierces personnes incommodés (ARIA n°29889).

Au-delà des conséquences corporelles, les incendies, explosions et projections diverses causent d'importants dommages aux installations (ARIA n°2735, 4160, 15213, 21533, 37525,...) avec pertes d'exploitation et chômage technique, mais aussi aux habitations et installations voisines (ARIA n°2735, 4160). Les conséquences économiques des incendies peuvent être très importantes (ARIA 21082, 3853) et atteindre parfois plusieurs dizaines de millions d'€ (ARIA 4160).

Des mesures d'urgence telles que périmètre de sécurité, interruption de circulation ou confinement de population, peuvent s'avérer nécessaires (ARIA n°4609, 29889, 32898, 33171,...).

Nombre d'événements recensés : 74

Le milieu "eau superficielle" est le plus impacté avec de nombreux cas d'atteinte à la faune aquatique (ARIA n°625, 1064, 2201,3226, 9206, 13971, 14043,...). Les milieux "sol" (ARIA n°3250, 20 092, 37725) et "eaux souterraines" (ARIA n°12064) s'ont parfois touchés avec un cas d'interruption de captage d'eau potable (ARIA n°885).

1.3 – Causes

La répartition des causes mentionnées dans le tableau ci-dessous concerne 42 des 74 événements français enregistrés dans ARIA pour lesquels des informations sont disponibles.

	Nb	%
Défaillance matérielle	22	52
Evènement initiateur externe à l'établissement	11	26
Facteur humain / défaillance d'organisation (hors malveillance pure)	18	43
Défaut de maîtrise du procédé	7	17
Malveillance	2	5

Les défaillances matérielles identifiées sont diverses mais se traduisent majoritairement par des fuites ou des rejets de produits à la suite d'anomalies de conception (rupture de soudure sur une cuve, fissure sur bride - ARIA n°2201, 17673), de maintenance d'équipements ou d'accessoires (vieillesse de géomembranes de bassin, défaillance de régulation de chauffage, de filtre, obstruction de circuits,... - ARIA n°3250, 3992, 12064, 14289, 20092, 26038, 33449,...).

Le facteur organisationnel ou humain est souvent associé aux défaillances matérielles observées: défaut de surveillance (absence de l'opérateur, débordement par trop plein dans une rétention non fermée... cf. ARIA n°14289, 18908), mesures de prévention insuffisantes, voire négligence (chute de conteneur, défaut de vérification d'étanchéité de circuit gaz,... - ARIA n°885, 31337, 32898,...).

La maîtrise des procédés requiert une vigilance vis à vis de la conduite des réactions ou opérations mises en œuvre (ARIA n°21082, 29889, 35890). Des autoclaves ou récipients sous pression sont impliqués dans plusieurs cas (ARIA n°31096, 37809...).

Les caractéristiques des alcools nécessitent des précautions particulières pour la réalisation des phases de travaux par point chaud propices à la survenue d'accidents (ARIA n°1960, 35052, 31337) et des vérifications avant la remise en service des installations (ARIA n°31791).

Des installations ou accessoires électriques sont en cause dans plusieurs accidents (ARIA n°6157, 21533, 31409).

Nombre de cas d'agressions externes liées à des phénomènes naturels sont recensés affectant directement (ARIA n°16283, 17320, 18325, 25617,33934, 32075...) ou indirectement (ARIA n°20844, 21011,) les équipements: fortes précipitations (ARIA n°17320, 36538), séismes (ARIA n°33934), foudre (ARIA n°16283, 18325, 20844, 25617,32075,...), incendie de végétation (ARIA n°21011).

Deux cas d'acte de malveillance avérés ou suspectés sont enregistrés (ARIA n°10130, 23426).

2 – A l'étranger

3 accidents significatifs survenus à l'étranger sur ce type d'installations sont recensés dans ARIA.

En Espagne, l'explosion d'une chaudière dans une unité de production d'alcool éthylique tue 8 employés et provoque une importante pollution de cours d'eau (ARIA n°67).

Aux Etats-Unis, un violent incendie dans une distillerie de whisky génère d'importants flux thermiques perçus jusqu'à 800 m des installations. Les difficultés d'intervention des secours ont favorisé l'extension du sinistre qui a occasionné d'importants dégâts internes et externes (ARIA n°10118).

En Russie, des travaux de soudage sont à l'origine d'une explosion dans une usine de fabrication de vodka. Une quarantaine de personnes légèrement blessées est hospitalisée (ARIA n°27214).

3 – Eléments de retour d'expérience

Des dispositifs efficaces de rétention des écoulements doivent être mis en place au niveau des unités de production et des zones de stockage de liquides (éthanol, vinasses, fuel..., - ARIA n°2201, 2338, 18325, 18908, 24004,...)

Un soin particulier doit être apporté à la protection des milieux sol et eau au niveau des installations de traitement des effluents aqueux (géomembranes - ARIA n°12064, 20092,...)

Nombre d'événements recensés : 74



Au-delà de leur détermination, la subdivision et la délimitation (murs et portes coupe-feu) des zones présentant des risques d'incendie et d'explosion permet de limiter la propagation du feu (ARIA n°10512, 26038, 33449,..). Des moyens d'intervention efficaces de lutte contre l'incendie (moyens fixes, émulseur adapté aux liquides polaires, débit suffisant,... - ARIA n°6157, 35890, 37725,...) préalablement testés lors d'exercices participent à l'efficacité de l'intervention (ARIA n°18325).





Les travaux, et notamment ceux par point chaud, nécessitent une analyse de risques préalable proportionnée aux enjeux, une consignation efficace des installations concernées (ARIA n°35052) et des contrôles avant remise en service (ARIA n°31337).

Les phénomènes naturels : précipitation ou inondation (ARIA n°17320, 36538), températures extrêmes (ARIA n°2404), incendie de végétation (ARIA n°21011), séisme (ARIA n°33934), intrusion d'animaux dans des installations électriques (ARIA n°34723) doivent être pris en compte dans l'étude de dangers de l'installation. Il en est de même du risque "foudre" (ARIA n°16283, 18325, 20844, 25617, 32075,..) qui mérite une étude spécifique.





Enfin, une attention particulière doit être apportée à l'entretien des installations électriques et au contrôle des installations de production de vapeur (ARIA n°14289, 21533, 31096, 31337...).





En France





 □ □ □ □ □ □ **ARIA 885 - 20/06/1983 - 07 - VALLON-PONT-D'ARC**
11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 □ □ □ □ □ □ L'ARDECHE est polluée par 200 m³ de vinasses provenant d'une unité de distillation de vin. Des captages d'eau potable sont interrompus. Les vinasses qui, en situation normale, sont évaporées sous vide, ont été envoyées directement dans la lagune d'aération à la suite de l'arrêt de l'évaporateur durant les travaux destinés à en augmenter la capacité de traitement (12 à 16 t/h). La fuite est due au débranchement intempestif d'un tuyau souple en sortie d'une pompe de relevage. Le siphonnage de la lagune via la partie libre du tuyau, noyée dans la nappe de liquide contrairement aux règles de l'art, aggrave encore les conséquences de l'événement.





 ■ □ □ □ □ □ **ARIA 15213 - 27/06/1983 - 21 - MIREBEAU**
20.14 - Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
 □ □ □ □ □ □ Une cuve de distillation explose dans une distillerie. L'incendie qui suit, détruit le dépôt d'alcool. Aucune victime n'est à déplorer. Les dommages matériels s'élèvent à plus de 2 MF.
 □ □ □ □ □ □
 ■ □ □ □ □ □





ARIA 12056 - 14/10/1984 - 974 -
11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
Dans une distillerie de rhum, un incendie détruit 600 t de bagasses (cannes à sucre).

 ■ □ □ □ □ □ **ARIA 15172 - 18/11/1984 - 30 - NIMES**
20.14 - Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
 □ □ □ □ □ □ Une explosion et un incendie se déclarent dans une distillerie.
 □ □ □ □ □ □
 □ □ □ □ □ □



 ■ □ □ □ □ □ **ARIA 16283 - 06/08/1985 - 59 - BOURBOURG**
20.14 - Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
 □ □ □ □ □ □ Une explosion due à la foudre se produit sur 3 cuves de plusieurs centaines d'hectolitres d'alcool de betterave et embrase le dépôt.
 □ □ □ □ □ □
 □ □ □ □ □ □





 □ □ □ □ □ □ **ARIA 625 - 20/10/1988 - 11 - SAINTE-EULALIE**
11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 □ □ □ □ □ □ Un déversement, par des coopératives et distilleries, de fonds de cuves riches en nitrates, pollue le FRASQUEL sur 20 km, tuant 5 t de poissons.
 ■ ■ ■ ■ □ □ □ □
 □ □ □ □ □ □





 □ □ □ □ □ □ **ARIA 1064 - 14/01/1989 - 16 - SAINT-SULPICE-DE-COGNAC**
11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 □ □ □ □ □ □ Un déversement de vinasses et de lies de vin dans une distillerie provoque une pollution du LANDAIS et une mortalité de poissons
 ■ □ □ □ □ □ □
 □ □ □ □ □ □





 ■ □ □ □ □ □ **ARIA 1960 - 21/05/1990 - 06 - GRASSE**
20.42 - Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
 ■ ■ □ □ □ □ Dans une parfumerie produisant des arômes alimentaires, une explosion se produit sur une cuve de 25 000 l d'alcool éthylique causant 1 mort et 2 blessés. L'usine est évacuée. Des travaux de soudure sont à l'origine de l'accident.
 □ □ □ □ □ □
 □ □ □ □ □ □

ARIA 2180 - 23/08/1990 - 67 - EPGIF
11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
Un incendie se déclare dans une distillerie. Les dommages matériels sont très importants.

 □ □ □ □ □ □ **ARIA 2201 - 24/09/1990 - 77 - PROVINS**
11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 □ □ □ □ □ □ Dans une distillerie, la partie inférieure d'un bac de stockage (fabrication récente capacité 1000m³) contenant 300-400m³ de vinasse s'ouvre soudainement. La vague générée détruit les murs de rétention puis le mur d'enceinte de l'usine avant de s'écouler dans le cours d'eau voisin. Les pompiers mettent en place un barrage, pompent la vinasse en fond de lit et limitent ainsi la pollution. Malgré cela, d'importantes DCO sont constatées dans la rivière et ses affluents (jusqu'à 250mg/l dans le fleuve situé en aval). De nombreux poissons sont tués. Le bac est réparé et renforcé sur sa partie inférieure. Les murs de rétention sont renforcés par des merlons sur leur côté extérieur. La rupture d'une soudure (due à un défaut de fabrication) est à l'origine de l'ouverture de la cuve.

 **ARIA 2338 - 15/10/1990 - 49 - JALLAIS**
 11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 Dans une distillerie, une fuite a lieu en fin d'après-midi sur une cuve de fuel dont une vanne était restée ouverte ; 300
 l d'hydrocarbures forment une fine pellicule qui dérive à la surface de l'EVRE. Les pompiers installent 2 barrages de
 paille sur la rivière et un intervenant extérieur pompe le surnageant. L'intervention se déroule sans difficulté, le niveau
 de l'eau étant très bas et le courant quasi inexistant. Selon la presse, l'exploitant en alertant très tôt les secours a
 permis à ces derniers d'enrayer rapidement la pollution.





 **ARIA 3226 - 14/04/1991 - 17 - CHEVANCEAUX**
 11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 A la suite du déversement dans des champs, proches d'un cours d'eau, de résidus de distillation de moûts fermentés
 et très compacts, une épaisse crème noirâtre s'écoule dans le LARY. La quasi-totalité des poissons est asphyxiée.


 **ARIA 3250 - 24/04/1991 - 33 - BLAYE**
 11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 A la suite de la rupture du niveau de contrôle de remplissage d'une cuve de fuel domestique entreposée dans un
 chai, 500 l d'hydrocarbure s'infiltrant dans le sol, puis dans les fondations pour aller se déverser dans le lit du
 SAUGERON. 3 écluses sont fermées. 2 barrages fixes et un mobile sont mis en place. La pollution est absorbée par
 des "plaques buvards" qui seront détruites. Les berges sont légèrement polluées sur 250 m.

ARIA 3335 - 28/05/1991 - 17 - SAINTES

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées





Un incendie se déclare dans un établissement produisant de l'alcool industriel. Le sinistre est circonscrit en 2 h mais les dommages matériels sont importants : 80 m² de toiture, la charpente, le plancher, le système électrique et la chaudière à vapeur dont la porte a fondu sous l'effet de la chaleur, sont détruits.





 **ARIA 2735 - 12/07/1991 - 52 - ECLARON-BRAUCOURT-SAINTE-LIVIERE**
 11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 Une explosion suivie d'un incendie dans les colonnes de distillation d'une distillerie d'alcool provoque l'effondrement
 du bâtiment. 1 000 m² sont détruits. Des éclats de toutes natures sont retrouvés dans un rayon de 100 m. Les locaux
 sont fortement endommagés ou détruits (bureaux administratifs partiellement anéantis, atelier d'entretien soufflé) ,
 des vitres sont brisées et des toitures endommagées dans un rayon de 300 m.





ARIA 2607 - 15/11/1991 - 16 - TOUZAC





11.01 - Production de boissons alcooliques distillées



Un feu se déclare dans un chai d'eau de vie d'une capacité de 80 m³. L'incendie détruit 1 m³ d'alcool.



 **ARIA 16456 - 07/12/1991 - 33 - LARUSCADE**
 11.02 - Production de vin (de raisin)
 Une explosion, causée vraisemblablement par une accumulation de vapeurs de distillation, souffle la toiture d'un
 hangar de 330 m² qui renfermait 16 cuves de vin viné, avant d'enflammer l'alcool contenu dans l'une d'elles. Les
 pompiers maîtrisent rapidement le sinistre.



 **ARIA 4046 - 21/01/1992 - 16 - GENSAC-LA-PALLUE**
 82.92 - Activités de conditionnement
 Un feu se déclare dans un bâtiment de 1 200 m² d'une société spécialisée dans la manutention et la sous-traitance
 pour le compte des négociants de cognac. Des palettes de bois, des matières plastiques et du fioul stockés à
 proximité alimentent l'incendie. Une explosion se produit. Le bâtiment est dévasté, 3 lignes de conditionnement de
 bouteilles sont détruites et 2 autres sont endommagées.

 **ARIA 3992 - 05/02/1992 - 17 - SAINTES**
 11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 A la suite d'une fuite au niveau d'un filtre dans les installations d'une distillerie, de la vinasse se répand dans LA
 CHARENTE. Le produit se dilue dans la rivière. Les captages d'eau ne sont pas menacés.




 **ARIA 3853 - 01/09/1992 - 69 - SAINT-LAURENT-DE-MURE**
 46.34 - Commerce de gros de boissons
 Un incendie se déclare dans un local situé au rez-de-chaussée d'un bâtiment de 3 étages où sont entreposées, sur
 des palettes, 60 000 bouteilles d'alcool. Le feu se propage aux bureaux du 1er étage. Des éléments de toiture
 fondent sous l'effet de la chaleur. Les bureaux et le matériel informatique sont détruits, réduisant le potentiel de
 l'usine de 70 %. L'intervention de 50 pompiers permet de préserver le matériel d'élaboration et les réserves d'alcool
 pur. Les dommages matériels s'élèvent à 25 MF.



 **ARIA 4160 - 13/12/1992 - 17 - CHERAC**
 11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 Un feu se déclare dans un chai de stockage d'une distillerie et se propage à un deuxième chai. Les foudres d'alcool explosent sous l'effet de la chaleur. L'alcool enflammé communique le feu à des serres voisines. Le danger d'extension à une cuve à gaz est important. 2 500 m² de chai et 13 500 hl d'eau de vie pure sont détruits. Les vitres des serres d'un horticulteur voisin volent en éclat. Durant toute la nuit, les 70 pompiers mobilisés parviennent à préserver un 3ème chai et une citerne de gaz. La CHARENTE est polluée par l'alcool. Le coût de l'accident s'élève à 145,2 MF.

 **ARIA 4609 - 27/07/1993 - 66 - PERPIGNAN**
 11.0 - Fabrication de boissons
 Un incendie se déclare dans les locaux d'une société spécialisée dans l'embouteillage d'alcools alimentaires. Des bouteilles d'alcool explosent et alimentent l'incendie. Le feu produit des flammes de 20 m de hauteur accompagnées de fumées toxiques. Les pompiers interviennent avec des masques respiratoires. La circulation est interrompue sur la route voisine pendant les 2 h de l'intervention. Le bâtiment est détruit. Le sinistre a fait deux blessés.



 **ARIA 6157 - 14/12/1994 - 17 - SIECQ**
 11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 Un violent incendie se déclare dans une coopérative vinicole. Le feu détruit un chai d'alcool de 2 000 hl. Des flammes de plus de 20 m de haut embrasent le ciel, des tonneaux explosent. Quatre corps de bâtiments (2 000 m²) sont atteints. L'alerte est déclenchée à 16h30 par l'un des 3 employés. Plus de 50 pompiers sont mobilisés. Du cognac en feu se répand dans les fossés bordant une route et dans la cour d'une maison voisine en menaçant des cuves de fuel et un hangar abritant 250 t de paille. Les flammes sont éteintes avec de la terre et du sable. Des difficultés d'approvisionnement en eau gênent l'intervention. Le feu pourrait avoir pour origine l'explosion d'une ampoule électrique ou un court-circuit.



ARIA 7250 - 31/07/1995 - 17 - SAINT-EUGENE
 46.34 - Commerce de gros de boissons
 Un incendie endommage une distillerie. Les secours mettent en oeuvre d'importants moyens.

 **ARIA 9206 - 14/11/1995 - 12 - AUBIN**
 11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 Un rejet permanent d'un alambic est à l'origine de la pollution des ruisseaux de la VAYSSADE et du RIOU VIOU. Les matières oxydables et les polyphénols déversés provoquent la destruction et le colmatage des zones de frayères, destruction de la faune et de la flore. Il s'agit d'une récidive.

 **ARIA 8745 - 13/12/1995 - 30 - ROQUEMAURE**
 11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 Une distillerie déverse dans le RHONE des boues organiques et des effluents chargés en nitrites, en phosphates, en sels ammoniacaux et de potassium, ainsi qu'en sucres. La faune aquatique est mortellement atteinte. Les dédommagements divers font l'objet d'une transaction à l'amiable.

ARIA 9042 - 10/06/1996 - 33 - SAINT-GENES-DE-LOMBAUD
 11.0 - Fabrication de boissons
 Un feu se déclare dans un four de séchage d'une distillerie.

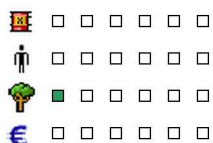
 **ARIA 10700 - 19/09/1996 - 34 - SAINT-THIBERY**
 11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 Une distillerie rejette des eaux résiduaires dans un ancien réseau d'eaux pluviales. L'effluent organique pollue l'HERAULT, provoquant un colmatage du substrat, une diminution du taux d'oxygène dissous et la formation de boues. Les services administratifs concernés constatent les faits qui font l'objet d'une transaction administrative.

 **ARIA 10118 - 07/11/1996 - ETATS-UNIS - BARDSTOWN**
 11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 Un feu se déclare dans un des 30 entrepôts d'une distillerie de whisky. Attisé par le vent (50 km/h), l'incendie s'intensifie rapidement (flammes de dizaines de m de haut). De plus, des coulées d'alcool en feu propagent le sinistre dans tout le site ainsi qu'à l'extérieur (surface d'un ruisseau incendiée sur plus de 3 km). Des barils en chêne explosent et sont projetés dans les airs. Le flux de chaleur est perçu à 800 m. Les proches habitations sont évacuées. Environ 100 pompiers interviennent. Ils laissent brûler dans un premier temps (feu incontrôlable jusqu'à l'arrivée de la pluie) puis parviennent à l'extinction finale (soit plus de 24h après le début du sinistre). 7 bâtiments sont détruits ainsi que des véhicules qui ont littéralement fondu.

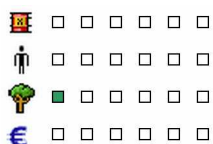
ARIA 10130 - 23/11/1996 - 16 - ROUILLAC
 11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
 Dans une distillerie, un incendie se déclare dans un chai d'alcool. L'installation électrique, coupée et hors service depuis 3 ans, ne serait pas à l'origine du sinistre. Un acte de malveillance est soupçonné.

ARIA 10512 - 05/02/1997 - 16 - COGNAC*11.01 - Production de boissons alcooliques distillées*

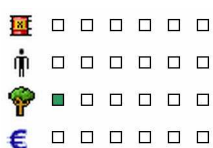
Dans une distillerie industrielle, un violent incendie se déclare dans un local de 500 m² situé en étage adjacent à des ateliers abritant des réservoirs d'alcool à embouteiller et des tonneaux. La présence de portes coupe-feu empêche le feu de se propager. Trente pompiers maîtrisent le feu en 1h.

**ARIA 11356 - 14/03/1997 - 41 - DANZE***11.01 - Production de boissons alcooliques distillées*

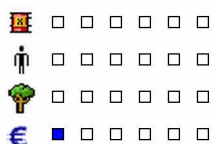
Le BOULON est pollué par un effluent provenant d'un alambic. Le lit du cours d'eau est colmaté.

**ARIA 13971 - 05/05/1997 - 60 - LACHAPPELLE-AUX-POTS***11.01 - Production de boissons alcooliques distillées*

Des résidus de fruits après distillation provenant d'un bouilleur se déversent directement dans le ru d'HODENC en BRAY. La faune aquatique est mortellement atteinte.

**ARIA 14043 - 12/06/1997 - 70 - FOUGEROLLES***11.01 - Production de boissons alcooliques distillées*

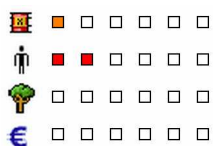
Des produits agroalimentaires provenant d'une fabrique de liqueurs polluent La COMBEAUTE. La faune aquatique est mortellement atteinte.

**ARIA 10637 - 05/07/1997 - 62 - HESDIN***20.14 - Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base*

Dans une distillerie, un incendie se déclare sur un chai contenant 30 m³ d'alcool. Les dommages s'élèvent à 2,7 MF.

ARIA 12064 - 25/09/1997 - 51 - MORAINS*11.01 - Production de boissons alcooliques distillées*

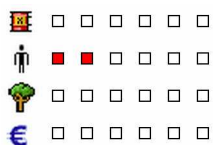
Lors d'une visite de contrôle dans une distillerie, la géomembrane du bassin de stockage des eaux condensées, vide à cette époque, est découverte perforée à 2 endroits. Ces perforations sont dues à l'usure de la membrane et aux chocs liés aux déplacements des conduites d'amenée et de reprise des eaux. Un prélèvement d'eau réalisé sur le piézomètre situé en aval semble révéler une pollution de la nappe phréatique. Une reconnaissance hydrologique complémentaire est effectuée (mise en place de 2 nouveaux piézomètres) pour confirmer cette pollution.

**ARIA 14289 - 07/11/1998 - 63 - LES MARTRES-DE-VEYRE***11.01 - Production de boissons alcooliques distillées*

Au cours d'une distillation de marc, l'un des 3 vases de distillation d'un alambic ambulant explose en l'absence de son utilisateur. Quatre personnes sont blessées dont 2 gravement brûlées par les projections du produit. Les vases fonctionnent à une pression inférieure à 0,4 bar bien qu'alimentés par une chaudière régulée à 5 bar. La surveillance et le réglage de la pression sont habituellement réalisés manuellement par l'opérateur. En son absence, le conduit de sortie du vase étant fermé ou obstrué par un dépôt, la soupape sur l'arrivée de vapeur n'a pas fonctionné. Par ailleurs la chaudière n'avait pas fait l'objet de la visite et de l'épreuve réglementaire à l'occasion du changement de propriétaire. L'infraction est relevée.

ARIA 18908 - 25/02/1999 - 67 - STRASBOURG*10.89 - Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a.*

Une cuve d'alcool déborde par le trop-plein dans la cuvette de rétention dont la vanne était ouverte. L'alcool rejoint un égout avec un by-pass ouvert.

**ARIA 17320 - 27/12/1999 - 33 - AMBES***11.01 - Production de boissons alcooliques distillées*


Une usine de production d'alcool est inondée à la suite d'une violente tempête. Les chais et les stockages extérieurs ne sont pas endommagés, mais des cuves d'acides sulfurique / chlorhydrique et de soude se renversent et se vident dans leurs cuvettes dans un dépôt de produits chimiques en sous-sol. Une entreprise spécialisée pompe les produits chimiques 3 jours plus tard. Les bureaux de l'établissement ont également été atteints entraînant la perte du système informatique et de documents papiers. Le site reste sans électricité 3 jours. L'exploitant installera rapidement son dépôt de produits chimiques sur cuvette de rétention et à l'extérieur des bâtiments.

ARIA 17441 - 22/03/2000 - 972 -*47.25 - Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé*


Un incendie détruit un dépôt de rhum et 8 600 hectolitres de rhum ; 20 personnes sont au chômage technique.

 **ARIA 17673 - 18/04/2000 - 30 - CRUVIERS-LASCOURS**

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
Un fuit de 15 m³ d'acide nitrique utilisé pour acidifier les vinasses et bloquer les fermentations anaérobies, sources d'odeurs gênantes pour le voisinage, se produit dans une distillerie. L'acide fuit vers un trou d'homme situé à 50 cm au-dessus du fond d'une cuve de 48 m³ et se déverse dans la cuvette de rétention. L'acide est pompé dans la cuvette lorsque 30 min plus tard la cuve s'incline (pieds attaqués par l'acide). L'exploitant alerte les pompiers et une grue soutient le réservoir durant sa vidange. Aucune pollution toxique n'est mesurée hors du site. La cuve est expertisée 10 h plus tard : la fuite provenait d'une micro-fissure sur la bride de fermeture du trou d'homme en acier revêtu d'inox. Les dommages sont évalués à 100 KF. Une plaque en inox est soudée à la place du trou d'homme et les pieds de fixation du réservoir sont remplacés. L'acide récupéré lors des opérations de vidange est recyclé pour acidifier les effluents liquides de la distillerie.

 **ARIA 18606 - 30/06/2000 - 16 - CHAMPMILLON**

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
Une distillerie rejette par négligence 30 hl de matières organiques dans le ruisseau des CORDES, affluent de la CHARENTE. Une mortalité de poissons est constatée.

 **ARIA 18325 - 24/07/2000 - 10 - ARCIS-SUR-AUBE**

10.81 - Fabrication de sucre
Dans une distillerie, un bac de 5 000 m³ contenant 1 000 m³ d'éthanol à 96 % explose sur un impact de foudre puis s'enflamme. Le toit soulevé retombe dans le réservoir qui ne s'éventre pas, mais la vanne de pied de bac se fissure sous le choc. Un émulseur livré 2 h plus tard évite la propagation du feu à la cuvette de rétention de 1 000 m². L'incendie est éteint en 3 h et durant plus de 5 h les pompiers refroidiront 3 bacs voisins de 2 500 m³ soumis à la chaleur. Leur état sera contrôlé avant reprise de l'activité. Lors de l'intervention, 23 000 l d'émulseurs stockés sur le site et 7 000 m³ d'eau (refroidissement compris) ont été utilisés. Un exercice POI réalisé 2 mois plus tôt sur un scénario comparable impliquant l'un de ces bacs a facilité l'intervention.


Le préjudice est évalué à 30 MF (dont 2,5 MF d'alcool détruit et 3 MF d'émulseur). Les eaux d'extinction (1 500 m³) collectées dans des rétentions seront diluées dans une lagune. Un organisme tiers vérifiera les installations électriques du stockage. Les pare-flammes sur les événements et valves de respiration des bacs préconisés 18 mois plus tôt lors d'une étude des risques liés à la foudre n'étaient pas installés. L'exploitant est mis en demeure d'installer ces dispositifs sous 1 mois. Un suivi journalier de la qualité de la nappe sera réalisé durant 7 jours, puis hebdomadairement pendant 3 semaines ; aucun impact sur la nappe ne sera détecté.

ARIA 18700 - 17/09/2000 - 17 - BRIE-SOUS-ARCHIAC

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
Un incendie détruit 250 m² d'une distillerie.

 **ARIA 20092 - 17/11/2000 - 49 - THOUARCE**

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
Des vinasses issues d'une coopérative de distillation s'écoulent dans le milieu naturel par des drains à la suite de la détérioration de la géomembrane assurant l'étanchéité de la lagune.

 **ARIA 19660 - 17/01/2001 - 70 - FOUGEROLLES**

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
Dans une distillerie, une explosion et un incendie se produisent au niveau d'un alambic en cours d'utilisation. Un employé est légèrement brûlé au poignet et à la jambe.

ARIA 20844 - 29/07/2001 - 17 - ARTHENAC

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
Un incendie détruit en 1 h un bâtiment de 2 niveaux de 800 m² abritant une distillerie contenant 50 hl d'alcool pur. L'intervention d'une quarantaine de pompiers avec d'importants moyens en émulseur ne permet pas de sauver la chaîne de production, le stockage de bouteilles prêtes à l'expédition et les bureaux. Un orage survenu 1 h 30 plus tôt aurait provoqué une surtension électrique avec coupure de courant, rétabli par réenclenchement du disjoncteur par l'exploitant, mais initiant un feu couvant à l'origine de l'incendie.

ARIA 21533 - 03/08/2001 - 49 - SAINT-BARTHELEMY-D'ANJOU

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
Un feu se déclare sur une batterie de condensateurs dans le local électrique d'une distillerie fabriquant des liqueurs. Les dommages matériels sont limités et aucune conséquence notable n'est observée sur l'environnement. L'activité de l'établissement cesse durant 2 h, durée nécessaire pour vérifier l'état du transformateur et rétablir l'alimentation électrique du site.

ARIA 21011 - 12/08/2001 - 2B - BASTIA

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
Un incendie embrase le dimanche un établissement industriel produisant des apéritifs. Les bâtiments sont détruits, mais les stocks (50 000 l d'alcool pur et 250 000 l de vin) seront sauvés. Le feu s'est initié dans un bosquet de pins proche de l'usine, un arbre en feu est tombé sur des palettes et le sinistre s'est ensuite propagé à un hangar attenant au bâtiment. La gendarmerie effectue une enquête.




ARIA 23426 - 15/10/2002 - 17 - LA ROCHELLE

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées

Un feu d'origine criminelle se déclare dans les locaux administratifs d'une usine de fabrication de cognac. Les pompiers qui localisent au moins 3 départs de feux distincts, maîtrisent rapidement l'incendie pour éviter qu'il ne se propage aux chais tout proche abritant plus de 5 000 hectolitres d'alcool. L'inspection avait proposé quelques mois auparavant la fermeture du site par décret du Conseil d'Etat en raison de l'impossibilité de l'aménager contre l'incendie du fait de sa situation en pleine ville. Un arrêté préfectoral imposant la surveillance physique des installations 24 h sur 24 est pris à la suite de ce sinistre.




ARIA 23865 - 29/10/2002 - 16 - JARNAC

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées

 Une fuite de 200 l de gasoil sur une cuve intégrée au dispositif de lutte contre l'incendie d'une usine de production
 d'eau de vie naturelle pollue la CHARENTE sur 2 km. Un riverain alerte les pompiers. Selon ces derniers et compte
tenu des conditions climatiques, la pollution devrait rapidement se résorber naturellement.


ARIA 24004 - 05/01/2003 - 51 - BAZANCOURT

10.81 - Fabrication de sucre

 Une fuite se produit au niveau d'une vanne de vidange et de nettoyage située sur le circuit de dépotage de tanks à
 substrats d'alcool dans une usine de fabrication de sucre. De l'eau est restée dans cette vanne lors du dernier
 nettoyage du tank et celle-ci a gelé provoquant une fuite de 20 m³ de substrat. Celui-ci s'écoule sur le sol gelé puis
avec la pente du terrain, sur la route nationale. Le substrat d'alcool est pompé et stocké dans une fosse étanche sur
le site d'une distillerie à proximité. Une étude technique est effectuée pour la réalisation d'une rétention autour des tanks.




ARIA 25024 - 10/07/2003 - 40 - BETBEZER-D'ARMAGNAC

YY.YY - Activité indéterminée

Un incendie se déclare dans un bâtiment de 1 100 m² abritant des cuves de stockage d'alcool.




ARIA 25258 - 05/08/2003 - 32 - AUCH

01.50 - Culture et élevage associés

 Un incendie se déclare sur un stock de 12 000 l d'armagnac abrité dans un bâtiment agricole de 1 000 m². Une
 trentaine de pièces de 400 l chacune d'armagnac ainsi que du matériel agricole et des produits phytosanitaires sont
 détruits. Le propriétaire est légèrement brûlé au bras.

ARIA 25524 - 05/09/2003 - 13 - ROUSSET

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées

 Une émanation de gaz de nature indéterminée se produit lors de l'ouverture d'un trou d'homme dans une coopérative
 vinicole. Une personne meurt par asphyxie et 7 autres sont intoxiqués dont 3 pompiers.


ARIA 25617 - 22/09/2003 - 30 - SAINT-GILLES

20.14 - Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base

Dans une unité de production d'alcool éthylique de fermentation, la foudre s'abat sur un bac de stockage d'alcool de 1 000 m³ pratiquement vide qui s'éventre et s'enflamme. Les pompiers et le personnel maîtrisent le sinistre. L'alcool et la mousse d'extinction sont confinés dans la cuvette de rétention. Un dispositif de surveillance reste en place pour éviter une nouvelle inflammation de l'alcool. Le centre opérationnel des secours lève ensuite le PPI.




ARIA 26038 - 05/12/2003 - 16 - VIBRAC

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées

Un violent incendie se déclare dans la salle de chauffe d'une distillerie de cognac à la suite d'une fuite d'alcool pur sur un brûleur. Les pompiers maîtrisent le feu à l'aide de 3 lances à mousse et évitent la propagation à d'autres bâtiments. Le bâtiment était équipé de portes coupe-feu entre la salle de chauffe, la chambre et le chais où sont entreposés environ 150 hl d'alcool pur.




ARIA 29889 - 25/05/2005 - 71 - MACON






11.01 - Production de boissons alcooliques distillées

 Un établissement traitant des lies et jus de raisins rejette ses effluents dans un collecteur principal véhiculant des
 eaux usées et des eaux vannes à l'origine d'émanations gazeuses qui incommode 2 ouvriers travaillant dans une
 maison voisine. Les secours sont alertés à 8h37. Un périmètre de sécurité est mis en place et les pompiers
effectuent des prélèvements pour détecter la présence éventuelle d'ammoniac (NH₃) et de sulfure d'hydrogène ; 70
ppm d'NH₃ sont mesurées dans le réseau et des dérivés acétiques sont détectés, mais aucun risque d'explosion n'est redouté. Les
canalisations sont rincées. L'intervention se termine à 11h08. La réaction chimique mise en oeuvre pour traiter les matières vinicoles serait à l'origine de l'incident. Des élus locaux, la police et l'inspection des installations classées se sont également rendus sur place.

ARIA 31096 - 01/12/2005 - 91 - ATHIS-MONS

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées

 Dans une distillerie de spiritueux, une explosion projette le couvercle d'un autoclave dont la température est de 90 °C
 et la pression de 10 bar. Deux employés sont conduits à l'hôpital : un homme de 30 ans est légèrement brûlé au
 visage, un autre de 46 ans gravement brûlé sur l'ensemble du corps.

     **ARIA 31337 - 29/12/2005 - 51 - MAREUIL-SUR-AY**

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées

Une explosion se produit dans la chaufferie d'une distillerie. Dans le cadre d'une maintenance préventive, une société spécialisée remplace des tuyaux d'arrivée de gaz naturel (GN) aux chaudières et des vannes, modifier des événements, installer des piquages de purge et d'inertage. Les travaux débutés le 21/12/2005 doivent s'achever le 2/1/2006, la distillerie étant fermée du 23/12 au 03/01. Comme prévu, la tuyauterie de gaz est remplacée après coupure et purge du gaz. Le 29/12, l'agent de maintenance estime avoir terminé les travaux mais n'effectue pas les essais d'étanchéité à l'air comprimé ou à l'azote. Il ouvre le gaz sans avoir refermé une bride (diam. 80) sur la chaudière n°3, provoquant ainsi une importante fuite de gaz dans le bâtiment. Deux sources de chaleur peuvent avoir apporté l'énergie suffisante pour l'explosion : l'éclairage halogène du faux plafond est allumé alors que l'opérateur soude de l'autre côté du mur d'où fuit le gaz. L'électricité et le gaz sont coupés, les pompiers et la gendarmerie interviennent. Un périmètre de sécurité est mis en place. Les 2 techniciens de la société agréée hospitalisés pour des examens ressortent 2 h plus tard. L'explosion soulève le toit de la chaufferie, endommage un mur de pignon et les câbles électriques du local. Compte tenu des dégâts constatés, l'exploitation du site est arrêtée. La chaudière doit être révisée, des travaux de remise en état du bâtiment effectués, les câbles électriques, la toiture et le faux plafond changés. Les rapports de gendarmerie et d'assurance précisent que le non-respect des règles de l'art et de sécurité par le sous-traitant est à l'origine de cet accident. Ce type de causes n'est pas identifié dans le document unique de prévention des risques qui n'intègre pas les défaillances humaines. A ce titre, le plan de prévention rappelle les risques et les protections à utiliser sans détailler les opérations qui font partie des règles de l'art. A l'avenir, les plans de prévention lors de l'intervention d'entreprises extérieures seront contrôlés par le directeur industriel et le responsable QSE. Le respect et l'application des règles définies seront suivis par le responsable QSE qui aura autorité pour faire arrêter le chantier le cas échéant. Les phases délicates (réouvertures de gaz...) seront faites en présence d'un organisme indépendant ou du responsable technique de l'entreprise intervenante.

ARIA 31409 - 15/02/2006 - 62 - LILLERS

10.81 - Fabrication de sucre

Un feu se déclare à l'extérieur du parc à alcool d'une sucrerie-distillerie, sur une cuve de 20 m³ de phtalate de diéthyle (adjuvant de dénaturation de l'alcool). L'incendie qui concerne la cuve en PEHD contenant 1 m³ de cette substance, reste confiné dans la cuvette de rétention. Les pompiers maîtrisent le sinistre après 2 h d'intervention, puis vérifient l'absence d'éventuels points chauds avec une caméra thermique. Aucun dommage aux installations voisines n'est à déplorer. Un dysfonctionnement électrique du système de réchauffage du produit chimique est à l'origine du sinistre.

ARIA 31791 - 03/05/2006 - 51 - BAZANCOURT

10.81 - Fabrication de sucre

Arrêté depuis la veille pour le changement d'un joint du bouilleur, l'atelier de fabrication d'alcool surfin d'une distillerie redémarre à 10h30. Dans le procédé, les incondensables et vapeurs alcooliques de l'installation sont aspirés par la pompe à vide et rejoignent une colonne de lavage. Le circuit est muni d'une vanne de régulation d'entrée d'air 1 m en amont de la pompe. La pompe disjoncte à 12h50, 5 minutes avant que l'opérateur constate sur place des départs de feu sur la mousse du calorifuge au-dessus de la pompe et dans le tuyau d'aspiration des incondensables et vapeurs d'alcool. L'électricité est coupée et les vannes manuelles au refoulement des pompes sont fermées. L'opérateur, 5 pompiers du site et 3 autres membres du personnel interviennent à l'aide de 3 extincteurs à poudre et refroidissent la pompe à vide avec 1 lance. La pompe à vide, les vannes manuelles, la vanne automatique et l'installation électrique sont démontées pour déterminer l'origine du sinistre. La portion de circuit située entre la pompe et la vanne d'entrée d'air est fortement bleuie et du métal a été arraché sur la volute 'arrivée des incondensables'. Le jour de l'accident, la pompe qui tournait depuis 2 h s'est échauffée à la suite d'une défaillance de son système de refroidissement. En parallèle, une fuite sur la vanne de régulation d'entrée d'air aurait, selon l'exploitant, permis l'émission de vapeurs d'alcool qui se seraient ensuite enflammées au contact de la pompe chaude. A la suite de l'incendie, l'exploitant rajoute 1 débitmètre sur l'appoint d'eau de refroidissement de la pompe à vide et 2 sondes de température sur le retour d'eau de la pompe et sur l'aspiration des incondensables et vapeurs d'alcool ; ces 3 appareils de mesure sont reliés à une alarme en salle de contrôle.

     **ARIA 32075 - 19/07/2006 - 16 - COGNAC**

46.34 - Commerce de gros de boissons

Un feu, dû à la foudre se déclare vers 20h sur la toiture d'un chai abritant 5 000 hl d'eau de vie. Les flammes se propagent sur 15 m² et menacent d'autres chais. Les secours maîtrisent le sinistre à l'aide de 3 lances, dont une montée sur échelle. Ils mettent en place des dispositifs d'éclairage, dégarnissent la toiture sur 40 m², utilisent une caméra thermique pour parfaire l'extinction et surveillent le site durant le reste de la nuit. Un pompier se blesse lors de son intervention.


ARIA 33449 - 19/02/2007 - 16 - SIGOGNE

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées

Un feu de 200 l d'alcool se déclare vers 16 h dans une distillerie, nécessitant l'intervention d'une trentaine de pompiers, l'utilisation de 2 camions citernes et d'une réserve de 7 000 l de mousse ; 200 l d'alcool sont perdus et aucune victime n'est à déplorer. Quelques gouttes d'alcool, issues d'une fuite sur une cuve d'eau de vie, sont tombées sur un fil électrique provoquant un court-circuit sur une vanne surchauffée à l'origine de l'incendie. Le système anti-incendie et les portes coupe-feu ont joué leur rôle. Un système de récupération des coulages aurait pu permettre d'éviter cet accident.

 □ □ □ □ □ □ **ARIA 32898 - 05/04/2007 - 62 - HESDIN**


20.14 - Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base

 ■ □ □ □ □ □ Sur un site servant de dépôt d'alcool d'une distillerie, vers 15 h, un opérateur soulève avec un chariot élévateur un cubitainer plastique de 800 l contenant 600 l d'acide chlorhydrique dilué à 30 % avec le bac de rétention sur lequel il est posé pour le déposer sur un véhicule de l'entreprise. Lors de la manoeuvre, le conteneur, non amarré, bascule de la rétention, chute au sol et 400 l d'acide se déversent. Le personnel présent dilue l'acide en l'arrosant avec une lance à incendie. Inquiets, les voisins alertent les secours. 43 habitations sont confinées et les gendarmes ferment la circulation sur la route D298 pendant que les pompiers neutralisent l'acide. Les secours transvasent le produit restant dans le cubitainer dans un autre récipient contenant de l'eau et placé sur rétention et réalisent des tests à la fluorésine confirmant l'écoulement dans le réseau de la ville vers la station d'épuration. Les eaux y sont by-passées vers le bassin tampon. 4 personnes, dont 3 de l'entreprise, présentes pendant l'intervention, sont légèrement incommodées et sont placées en observation pendant 2 h. L'opération se termine à 22h15.

A l'origine ce site était occupé par une distillerie ; les activités de production ont été transférées sur une autre implantation et il ne reste actuellement que les stockages d'alcool. Le démantèlement des installations se poursuit progressivement. L'opération de chargement n'avait visiblement pas fait l'objet d'analyse des risques suffisante et l'opérateur n'avait pas reçu de consigne de sécurité particulière. L'inspection des installations classées constate les faits.

 ■ □ □ □ □ □ **ARIA 33171 - 13/06/2007 - 62 - LILLERS**

10.81 - Fabrication de sucre


 ■ □ □ □ □ □ Dans une sucrerie distillerie, à 12h40, un employé sent une odeur de "plastique brûlé" puis, à 13 h, un départ de feu est détecté sur une cuve du parc de stockage des produits chimiques. L'incendie se propage ensuite aux réservoirs voisins. Des employés interviennent avec des lances à eau pendant 25 min en attendant l'arrivée des secours externes. Du fait des risques importants de propagation à la distillerie et de la présence d'acide chlorhydrique en grande quantité, le Centre Opérationnel Départemental en préfecture est activé à 13h30 et le Plan d'Opération Interne est déclenché à 13h53. Un important dispositif de secours est engagé, 70 pompiers interviennent. Les routes proches du site sont déviées. Les secours protègent les cuves voisines par arrosage et maîtrisent l'incendie vers 14h50. Le dispositif est levé vers 15h10. Les secours quittent les lieux à 21 h.

Les eaux d'extinction et les produits chimiques écoulés sont dirigés vers les bassins de décantation en amont de la station de traitement des eaux usées, une cuve endommagée d'acide phosphorique est transvasée. Le risque de toxicité des fumées est écarté. Aucune pollution n'est spécifiée. Trois cuves de 38 t de soude, 21 t de formol à 25% et 21 t de bisulfite de sodium sont détruites, 3 autres - 1 réservoir de 50 t d'acide chlorhydrique et 2 d'acide phosphorique - endommagées par le rayonnement thermique ne présentent pas de fuite. Les dommages matériels s'élèvent à 200 000 euros. Deux ouvriers, légèrement blessés par des projections de soude caustique, sont transportés à l'hôpital. L'inspection des Installations Classées, les services sanitaires, le sous-préfet et les médias se sont rendus sur place. L'activité de la sucrerie étant réduite à cette période, le matin de l'accident des employés d'une société de maintenance avaient changé les fourreaux des résistances chauffantes d'une cuve de soude, préalablement vidangée, car ils présentaient une fuite. A la suite de cette opération, ils ont testé les résistances puis remis l'installation en service. L'accident est dû à une défaillance de la régulation du système de chauffage, normalement asservi au niveau de soude dans la cuve et à la température extérieure : les résistances sont restées allumées augmentant excessivement la température et le polyéthylène de la cuve s'est enflammé, d'où l'odeur de plastique brûlé. Par ailleurs, une vanne restée fermée aurait limité la pression du réseau incendie de l'usine nuisant à l'efficacité des moyens de secours internes. L'exploitant prévoit d'installer des cuves plus résistantes à la chaleur.


ARIA 33934 - 29/11/2007 - 972 - LE FRANCOIS

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées

Un séisme d'intensité V à VI sur l'échelle MSK (7,3 sur l'échelle de Richter) endommage une distillerie : des attaches de cuves de stockage se sont tordues sans constat de fuite, des murs se sont fissurés de même qu'un réservoir d'eau d'incendie entraînant une perte d'eau et un faux plafond s'est effondré.

 ■ □ □ □ □ □ **ARIA 34319 - 24/12/2007 - 76 - LILLEBONNE**

20.14 - Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base

 ■ □ □ □ □ □ Dans une usine fabriquant du biocarburant (bioéthanol) à partir de la fermentation du blé, une explosion de poussières se produit à 12 h au niveau du sécheur de drèches, fraction fibreuse générée lors de la production d'alcool de blé et valorisée en alimentation animale. Cette explosion fait éclater le joint d'entrée des buées surchauffées dans le tube sécheur et provoque l'ouverture de plusieurs trappes de décharge. Les systèmes de sécurité du sécheur (injection d'eau et de vapeur dans le tambour) se déclenchent automatiquement permettant de circonscrire rapidement le sinistre. Les secours se rendent sur place mais n'ont pas à intervenir. L'exploitant informe l'inspection des installations classées qui se rend sur place à 15 h.

Les dégâts matériels sont minimes. Deux employés sont légèrement blessés. Les eaux de refroidissement des installations, chargées en poussières, sont collectées et traitées.

Le sécheur était en phase de redémarrage suite à un arrêt pour bourrage de produit en sortie de ligne. La non-alimentation en drèches humides de la trémie du sécheur provoque alors une entrée d'air et un excès d'oxygène dans le tambour, habituellement déficitaire en O2. Le peseur de la trémie, défaillant, ne déclenche pas les dispositifs de sécurité et le brûleur est allumé malgré le manque de produit provoquant l'auto inflammation des farines de drèches qui s'y trouvent puis l'explosion. Le dysfonctionnement du système de pesage est dû selon l'exploitant à une dérive dans le tarage des 3 pesons de la trémie : elle était vide alors que le pupitre de la salle de contrôle indiquait la présence de 200 kg de drèches ; l'alarme de niveau bas dont le seuil est fixé à 100 kg ne s'est pas déclenchée. De plus, l'explosion s'est produite à une température inférieure au seuil d'asservissement des 2 sondes thermiques.

L'automate de conduite de l'unité de séchage est modifié : diminution du seuil d'asservissement des sondes thermiques, balayage automatique à la vapeur avant toute phase d'allumage du brûleur pour chasser l'excès d'air, démarrage du brûleur autorisé à partir d'1 t de drèches dans la trémie avec un seuil d'arrêt à 500 kg, contrôle de l'intensité de la double vis en sortie de la trémie avec arrêt du brûleur si elle est trop faible, débit minimum en entrée des décanteuses horizontales permettant d'obtenir les drèches humides, augmentation de la fréquence de maintenance et de remplacement des joints entre les échangeurs gaz/gaz et les sécheurs rotatifs et nouvelle fréquence de tarage des pesons. Il étudie la possibilité technique de mettre en place une mesure du taux d'O2 et d'humidité dans le sécheur afin de contrôler l'atmosphère des tambours et prévenir les dérives. L'IIC demande de réviser le zonage de l'unité de séchage au regard de la réglementation ATEX et l'Inspection du travail de réaliser une étude "HAZOP" sur la même unité afin de définir la nécessité de sécurités complémentaires. Cet accident est relaté dans la presse locale.





ARIA 34723 - 09/04/2008 - 10 - VILLETTE-SUR-AUBE

10.81 - Fabrication de sucre

Dans une distillerie, vers 1h10, un feu se déclare sur un transformateur électrique à la suite de l'intrusion d'un animal. L'incendie est éteint au moyen d'un extincteur à poudre situé à proximité. Cet incident entraîne la perte d'alimentation électrique sur le tout le parc alcool : pertes des sécurités, installations de distillation D4 et D5 et postes de chargement alcool inopérants. L'exploitant réalise des travaux sur les cellules des transformateurs pour améliorer leur étanchéité.

ARIA 35052 - 02/06/2008 - 51 - BAZANCOURT

10.81 - Fabrication de sucre

    Dans d'une sucrerie-distillerie, une déflagration se produit lors d'une opération de soudure sur une canalisation d'un atelier de rectification d'alcool à l'arrêt. La canalisation étant reliée à des colonnes à distiller, la montée en température du point de soudure, en présence de vapeur d'alcool, a suffi à générer la déflagration. Le sous-traitant en charge de la maintenance avait mal préparé l'opération : il n'avait pas envisagé la présence d'alcool dans la tuyauterie et ne l'a donc pas correctement vidangée ni consignée. Aucune victime n'est à déplorer et aucun équipement voisin n'est impacté. Les plateaux de 2 colonnes à distiller sont endommagés. Les dommages matériels internes s'élèvent à 1 M euros et les pertes d'exploitation à 1,8 M euros. L'inspection des installations classées est avertie le jour même et se rend sur place le lendemain.

La procédure de délivrance des permis de feu prévoit une validation par le service sécurité-environnement. L'opérateur en salle de commande a validé le permis de feu alors qu'il n'y était pas habilité. Il a mal évalué le risque, trompé par la faible utilisation des équipements de distillation en cause (à l'arrêt depuis une semaine). Selon l'exploitant, il n'aurait pas résisté à la pression du sous-traitant qui connaissait bien le site et voulait démarrer les travaux au plus vite et n'a pas procédé à une analyse des risques suffisante (nécessité de consigner la tuyauterie par purge des circuits, démontage et vérification de l'absence de vapeur d'éthanol). De plus, la procédure indiquant que les personnes aptes à signer les permis de feu (agent du service sécurité-environnement) doivent être différentes de celles qui les rédigent et procèdent à l'analyse des risques n'a pas été respectée. Suite à cet incident, l'exploitant établit une liste nominative des agents habilités à valider un permis de feu, ajoute la mention d'un contrôle d'atmosphère obligatoire avant chaque intervention en zone ATEX dans le formulaire du permis de feu, prévoit de mener une campagne de sensibilisation et de formation des agents aux respects des consignes et renforce les audits internes lors des interventions.

ARIA 35890 - 26/08/2008 - 30 - VAUVERT

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées

Vers 13 h, dans un atelier de déshydratation de pulpes et pépins de raisin d'une distillerie vinicole, un opérateur observe une élévation de température dans le tambour sécheur au niveau de la sonde de contrôle. Il coupe l'alimentation en combustible du foyer stoppant ainsi l'arrivée d'air chaud, puis alimente en produits frais le tambour. Ces actions ne permettant d'interrompre l'autocombustion des produits, il actionne la rampe intérieure de pulvérisation d'eau et déclenche la procédure POI. A 13h25, les secours extérieurs interviennent avec 4 lances incendie et une nacelle. L'installation est refroidie à 17h30 et le site est surveillé jusqu'à 23 h. L'exploitant informe l'Inspection des Installations classées le lendemain.

Seules des tôles d'habillage du tambour sécheur sont endommagées pour un coût estimé à 1 000 euros. Les eaux d'extinction et de refroidissement (environ 15 m³) ont été confinées sur le site et ont rejoint le circuit de traitement des eaux résiduaires de la distillerie.

Suite à l'analyse du sinistre, l'exploitant revoit le mode de régulation de l'alimentation du tambour de façon à prévenir l'autoéchauffement de la matière organique en cas de manque de produit à sécher. Désormais l'alimentation du tambour sécheur n'est plus asservie à la température de l'air de séchage et la sécurité de l'installation reste assurée par l'asservissement de l'alimentation du foyer de chauffe à la température des fumées à la sortie du cyclone.





ARIA 36538 - 04/05/2009 - 972 - LA TRINITE

10.81 - Fabrication de sucre

Dans la nuit du 4 au 5 mai, de fortes pluies (de 200 à 300 l/m²) provoquent d'importantes inondations sur l'île. Une sucrerie - distillerie est sous 1,60 m d'eau. Plusieurs machines électriques sont noyées. La récolte de canne à sucre, qui venait de débiter, est arrêtée et la centaine d'employés remet l'usine en état. L'exploitation ne reprend que 3 semaines plus tard. Au final, la récolte est limitée à 90 000 t de canne et la production de sucre à 5 500 t contre les 6 500 t escomptées.

ARIA 37725 - 09/01/2010 - 17 - SAINT-MARTIAL-SUR-NE

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées





    Dans une distillerie, un feu d'alcool se déclare dans un chai mitoyen sur 2 côtés de 500 m² construit en 1956. Une voisine observant des flammes spectaculaires, de plus de 6 m et dépassant la toiture, alerte l'exploitant vers 1 h. Une cinquantaine de pompiers provenant de plusieurs casernes est mobilisée. Sous l'effet du rayonnement intense des flammes, des centaines de fûts de cognac s'embrasent et explosent ; l'alcool enflammé s'écoule, suivant les pentes sur 200 m² de terrain.

Rencontrant des problèmes de ressource en eau, le point d'eau naturel le plus proche étant à 800 m, les secours maîtriseront le sinistre avec 5 lances dont 2 à mousse après 4 h d'intervention, puis maintiendront les lieux sous surveillance toute la nuit. Le bâtiment avec l'alambic contenant du cognac qu'il abritait et le chai de 300 hl d'eaux-de-vie, âgées de plus de 40 ans pour les plus anciennes, sont détruits. Le bâtiment mitoyen où était entreposé du vin et le 2ème chai de l'autre côté de la cour abritant du pineau, ainsi que 3 habitations proches en aval ont été protégés. La pollution des sols par l'alcool constatée ne pourra être traitée.













Le sinistre est d'origine indéterminée, une enquête est effectuée. L'exploitant précise cependant que la distillation du Cognac n'était pas terminée, mais que l'alambic avait été éteint depuis vendredi 13 h à la suite d'une rupture de son approvisionnement en granulés de bois, combustible utilisé en remplacement du charbon.

ARIA 37809 - 03/02/2010 - 34 - BESSAN

11.01 - Production de boissons alcooliques distillées

    Dans une usine de production de boissons alcooliques distillées, des projections d'éthanol à 75 °C ont été envoyés dans un récipient sous pression brûlant un employé à 15 % au dos et au 2ème degré au bras ; 300 l d'éthanol se répandent également au sol. La victime est transportée par hélicoptère et hospitalisée.

A l'étranger

-  **ARIA 67 - 24/08/1988 - ESPAGNE - PUERTO DE SANTA MARIA / CADIZ**
11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
-  A la suite de l'explosion d'une chaudière, un incendie se déclare dans une unité de production et de stockage d'alcool
-  éthylrique. On déplore 8 morts et 4 blessés. L'incendie se propage à une pinède voisine où 25 ha sont détruits. Des
-  rejets dans la GUADALETE provoquent une importante mortalité piscicole : 22 t de poissons morts seront récupérées. Les bâtiments administratifs et la résidence du gardien sont endommagés.
-
-  **ARIA 10118 - 07/11/1996 - ETATS-UNIS - BARDSTOWN**
11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
-  Un feu se déclare dans un des 30 entrepôts d'une distillerie de whisky. Atisé par le vent (50 km/h), l'incendie
-  s'intensifie rapidement (flammes de dizaines de m de haut). De plus, des coulées d'alcool en feu propagent le sinistre
-  dans tout le site ainsi qu'à l'extérieur (surface d'un ruisseau incendiée sur plus de 3 km). Des barils en chêne explosent et sont projetés dans les airs. Le flux de chaleur est perçu à 800 m. Les proches habitations sont évacuées. Environ 100 pompiers interviennent. Ils laissent brûler dans un premier temps (feu incontrôlable jusqu'à l'arrivée de la pluie) puis parviennent à l'extinction finale (soit plus de 24h après le début du sinistre). 7 bâtiments sont détruits ainsi que des véhicules qui ont littéralement fondu.
-
-  **ARIA 27214 - 03/06/2004 - RUSSIE - MOSCOU**
11.01 - Production de boissons alcooliques distillées
-  Une explosion se produit dans une usine de fabrication de vodka. Une quarantaine de personnes légèrement
-  blessées est hospitalisée. Lors de travaux, un soudeur touche la soupape d'une citerne d'oxyde de carbone
-  provoquant une violente fuite de gaz puis l'explosion.

ANNEXE EDD - 3. METHODOLOGIE D'ANALYSE DES RISQUES

Appréciation de la démarche de réduction du risque à la source

Règles générales

Critères d'appréciation de la justification par l'exploitant de la maîtrise du risque accidentel correspondant à des dommages potentiels aux personnes à l'extérieur de l'établissement

Critères d'appréciation de la justification par l'exploitant de la maîtrise du risque accidentel correspondant à des dommages potentiels aux personnes à l'extérieur de l'établissement

A. Le sous-paragraphe suivant «Grille d'analyse de la justification...» p129 constitue une grille d'appréciation, par le préfet, de la démarche de maîtrise des risques d'accidents majeurs par l'exploitant de l'établissement. Elle se subdivise en 25 cases, correspondant à des couples «probabilité» / «gravité des conséquences» identiques à ceux du modèle figurant à l'annexe V de l'arrêté du 10 mai 2000 modifié que l'exploitant de l'établissement doit utiliser comme modèle pour positionner chacun des accidents potentiels dans son étude de dangers. Elle s'utilise donc par superposition avec le tableau figurant dans l'étude de dangers.

Cette grille délimite **trois zones** de risque accidentel :

- ❑ une zone de *risque élevé*, figurée par le mot « NON »,
- ❑ une zone de *risque intermédiaire*, figurée par le sigle « MMR » (mesures de maîtrise des risques), dans laquelle une démarche d'amélioration continue est particulièrement pertinente, en vue d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation,
- ❑ une zone de *risque moindre*, qui ne comporte ni « NON » ni « MMR ».

La gradation des cases « NON » ou « MMR » en « rangs », correspond à un risque croissant, depuis le rang 1 jusqu'au rang 4 pour les cases « NON » et depuis le rang 1 jusqu'au rang 2 pour les cases « MMR ». Cette gradation correspond à la priorité que l'on peut accorder à la réduction des risques, en s'attachant d'abord à réduire les risques les plus importants (rangs les plus élevés).

B. En fonction de la combinaison de probabilité d'occurrence et de gravité des conséquences potentielles des accidents correspondant aux phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers, des actions différentes doivent être envisagées, graduées selon le risque. Trois situations se présentent :

Situation n° 1 : un ou plusieurs accidents ont un couple (probabilité - gravité) correspondant à une case comportant le mot « NON » dans le tableau du sous-paragraphe «Grille d'analyse de la justification...» p129.

Il en découle les conclusions suivantes :

- ❑ pour une *nouvelle autorisation*, le risque est présumé trop important pour pouvoir autoriser l'installation en l'état, il convient de demander à l'exploitant de modifier son projet de façon à réduire le risque à un niveau plus faible, l'objectif restant de sortir des cases comportant ce mot « NON »,
- ❑ pour une *installation existante, dûment autorisée*, il convient de demander à l'exploitant des propositions de mise en place, dans un délai défini par arrêté préfectoral, de mesures de réduction complémentaires du risque à la source qui permettent de sortir de la zone comportant le mot « NON » du sous-paragraphe

Appréciation de la démarche de réduction du risque à la source

Règles générales

Critères d'appréciation de la justification par l'exploitant de la maîtrise du risque accidentel correspondant à des dommages potentiels aux personnes à l'extérieur de l'établissement

NB

En outre, si le nombre total cumulé d'accidents situés dans l'ensemble des cases «MMR rang 2» pour l'ensemble de l'établissement est supérieur à 5, il faut considérer le risque global comme équivalent à un accident situé dans une case «NON rang 1» (situation n° 1) sauf si pour les accidents excédant ce nombre de 5, le niveau de probabilité de chaque accident est conservé dans sa même classe de probabilité lorsque, pour chacun des scénarios menant à cet accident, la probabilité de défaillance de la mesure de maîtrise des risques de plus haut niveau de confiance s'opposant à ce scénario est portée à 1. Ce critère est équivalent à considérer le niveau de confiance ramené à zéro pour la dite mesure de maîtrise des risques (parfois aussi appelée « barrière »).

« Grille d'analyse de la justification... » p129, assorties de mesures conservatoires prises à titre transitoire. Si malgré les mesures complémentaires précitées, il reste au moins un accident dans une case comportant le mot « NON », le risque peut justifier, à l'appréciation du préfet, une fermeture de l'installation par décret en Conseil d'Etat, sauf si des mesures supplémentaires, prises dans un cadre réglementaire spécifique tel qu'un plan de prévention des risques technologiques, permettent de ramener, dans un délai défini, l'ensemble des accidents hors de la zone comportant le mot « NON » du sous-paragraphe « Grille d'analyse de la justification... » p129.

Situation n° 2 : un ou plusieurs accidents ont un couple (probabilité - gravité) correspondant à une case « MMR » dans le tableau du sous-paragraphe « Grille d'analyse de la justification... » p129, et aucun accident n'est situé dans une case « NON »

Il convient de vérifier que l'exploitant a analysé toutes les mesures de maîtrise du risque envisageables et mis en oeuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement [en référence à l'article R. 512-9 du code de l'environnement].

En pratique, ce critère n'est possible que pour les accidents de classe de probabilité E.

Pour les ateliers et installations existant déjà le 29 septembre 2005 dans les établissements, on ne comptabilisera à ce titre que les accidents classés « MMR rang 2 » du fait du nombre de personnes exposées à des effets létaux, à l'exclusion des accidents classés « MMR rang 2 » en raison d'effets irréversibles.

Situation n° 3 : aucun accident n'est situé dans une case comportant le mot « NON » ou le sigle « MMR ».

Le risque résiduel, compte tenu des mesures de maîtrise du risque, est modéré et n'implique pas d'obligation de réduction complémentaire du risque d'accident au titre des installations classées.

C. En outre, pour les établissements AS faisant l'objet d'une demande d'autorisation pour une extension ou une modification qui conduirait à augmenter globalement les risques en dehors des limites de l'établissement, cet accroissement des risques doit, dans la mesure du possible ne pas exposer à des effets potentiellement létaux des personnes, situées à l'extérieur de l'établissement, qui ne l'étaient pas auparavant. A défaut, l'exploitant doit disposer des mesures techniques de maîtrise des risques permettant de conserver le niveau de probabilité de chaque accident dans sa même classe de probabilité lorsque, pour chacun des scénarios menant à cet accident, la probabilité de défaillance de la mesure de maîtrise des risques de plus haut niveau de confiance s'opposant à ce scénario est portée à 1 (ce qui est équivalent à ramener le niveau de confiance à zéro).

D. Les règles énoncées ci-dessus ne sont pas valables pour les installations relevant du régime de la pyrotechnie (le volume des activités relevant des rubriques 1310 à 1313 de la nomenclature des installations classées justifie à lui seul le classement sous le régime d'autorisation avec servitudes) qui font l'objet de règles spécifiques que vous pourrez trouver au sous-paragraphe « Secteur de la pyrotechnie » p 135 ci-dessous. Pour mémoire, elles ne sont pas non plus valables pour les installations de stockage de gaz souterrain.

Appréciation de la démarche de réduction du risque à la source

Règles générales

Grille d'analyse de la justification par l'exploitant des mesures de maîtrise du risque en termes de couple probabilité – gravité des conséquences sur les personnes physiques correspondant à des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement

Grille d'analyse de la justification par l'exploitant des mesures de maîtrise du risque en termes de couple probabilité – gravité des conséquences sur les personnes physiques correspondant à des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement

GRAVITÉ des conséquences	PROBABILITÉ (sens croissant de E vers A)				
	E	D	C	B	A
Désastreux	NON partiel (établissements nouveaux : note 2) / MMR rang 2 (établissements existants : note 3)	NON Rang 1	NON Rang 2	NON Rang 3	NON Rang 4
Catastrophique	MMR Rang 1	MMR Rang 2 (note 3)	NON Rang 1	NON Rang 2	NON Rang 3
Important	MMR Rang 1	MMR Rang 1	MMR Rang 2 (note 3)	NON Rang 1	NON Rang 2
Sérieux			MMR Rang 1	MMR Rang 2	NON Rang 1
Modéré					MMR Rang 1

Note 1 : probabilité et gravité des conséquences sont évaluées conformément à l'arrêté ministériel relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Note 2 : l'exploitant doit disposer des mesures techniques de maîtrise des risques de façon à ce que le niveau de probabilité de l'accident soit maintenu dans cette même classe de probabilité lorsque, pour chacun des scénarios y menant, la probabilité de défaillance de la mesure de maîtrise des risques de plus haut niveau de confiance s'opposant à ce scénario est portée à 1.

Note 3 : s'il s'agit d'une demande d'autorisation « AS » pour extension ou modification d'un établissement existant, il faut également vérifier le critère cité au C du sous-paragraphe « critères d'appréciation de la justification par l'exploitant de la maîtrise du risque accidentel... » p127 ci-dessus.

TYPE DE CAUSES	Fréquence d'occurrence par an		
	LOPA ⁽¹⁾	HSE ⁽²⁾⁽³⁾	INERIS DRA41 ⁽⁴⁾
CAUSES NATURELLES			
foudre	10^{-3} à 10^{-4} 1.10^{-3}	1.10^{-7}	Dépend contexte local
Tremblement de terre pouvant entraîner rupture de canalisations		10^{-6} à 10^{-7}	Séisme : Dépend contexte local
Inondation			Dépend contexte local
CAUSES EXTERNES			
Sabotage, terrorisme	Pas possible de donner des valeurs		
Chute d'avions			F4 $10^{-5} \leq P < 10^{-4}$
CAUSES INTERNES			
Causes internes « génériques »			
Défaillance résiduelle d'un réservoir sous pression	10^{-5} à 10^{-7} 1.10^{-6}	1.10^{-5}	
Rupture catastrophique de réservoirs		3.10^{-6}	
Défaillance réservoir atmosphérique	10^{-3} à 10^{-5} 1.10^{-3}		
Défaillance de canalisation – 100 m – rupture guillotine	10^{-5} à 10^{-6} 1.10^{-5}		
Fuite sur canalisation (10% de section équivalente) – 100 m	10^{-3} à 10^{-4} 1.10^{-3}		
Enlèvement joint ou garniture	10^{-2} à 10^{-6} 1.10^{-2}		F2 $10^{-3} \leq P < 10^{-2}$
Défaillance flexible (dé)chargement			F1 $10^{-2} \leq P < 10^{-1}$
Feu de garniture		2.10^{-4} / équip.an	
Fente périphérique sans inflammation		3.10^{-4} / équip.an	
Fente périphérique avec explosion		$< 3.10^{-5}$ / équip.an	

Intervention externe			
Intervention d'un tiers (impact par véhicule, etc)	10^{-2} à 10^{-4} 1.10^{-2}		F3 $10^{-4} \leq P < 10^{-3}$
Chute de grue	10^{-3} à 10^{-4} /op. levage 1.10^{-4} /op. levage		F2 $10^{-3} \leq P < 10^{-2}$
Feu externe de faible ampleur	10^{-1} à 10^{-2} 1.10^{-1}		F1 $10^{-2} \leq P < 10^{-1}$
Feu externe de grande ampleur	10^{-2} à 10^{-3} 1.10^{-2}		F2 $10^{-3} \leq P < 10^{-2}$
Causes internes procédé			
Survitesse sur moteur ou turbine entraînant brèche dans le casing	10^{-3} à 10^{-4} 1.10^{-4}		
Ouverture intempestive d'une soupape	10^{-2} à 10^{-4} 1.10^{-2}		
Défaillance du circuit de refroidissement eau	10^{-1} à 10^{-2} 1.10^{-1}		
Perte générale d'utilité			F1 $10^{-2} \leq P < 10^{-1}$
Défaillance boucle du BPCS (Basic Process Control System)	1 à 10^{-2} 1.10^{-1}		F1 $10^{-2} \leq P < 10^{-1}$
Défaillance régulateur	1 à 10^{-1} 1.10^{-1}		F1 $10^{-2} \leq P < 10^{-1}$
Défaillance d'un capteur de niveau		$50.10^{-6}/h$	
Défaillance d'un capteur de débit		$40.10^{-6}/h$	
Défaillance dans procédure LOTO	10^{-3} à 10^{-4} /opération 1.10^{-3} /opération		
ERREUR HUMAINE			
Erreur opérateur (procédure de routine, bien entraîné, sans stress ni fatigue)	10^{-1} à 10^{-3} /opération 1.10^{-2} /opération		
Erreur opératoire			F2 $10^{-3} \leq P < 10^{-2}$

(1) : la première ligne est un intervalle issu de la littérature ; le deuxième est un exemple de chiffre retenu par une entreprise pour application du LOPA.

(2) : extrait du HSE : Safety Report Assessment Guide (chlore et GPL).

(3) : extrait du HSE : Planning Case Assessment Guide.

(4) : rapport INERIS – DRA41 – Appui technique pour la mise en œuvre des PPRT – note de réflexion sur l'estimation de la probabilité des scénarios d'accidents dans le cadre des PPRT expérimentaux du 18 juin 2004.

**ANNEXE EDD - 4. FORMULES D'ÉVALUATION
DES CONSÉQUENCES DES INCENDIES**

MODELISATION DES EFFETS THERMIQUES

EXTRAIT GTDLI

- **Facteur de vue plan vertical :**

Dans la littérature, il n'existe qu'une seule corrélation permettant de calculer le facteur de vue plan. Cette corrélation est fonction des dimensions du « mur » de flamme, ainsi que de la distance entre la cible et la flamme. Elle est présentée dans les rapports [1], [2] et [6].

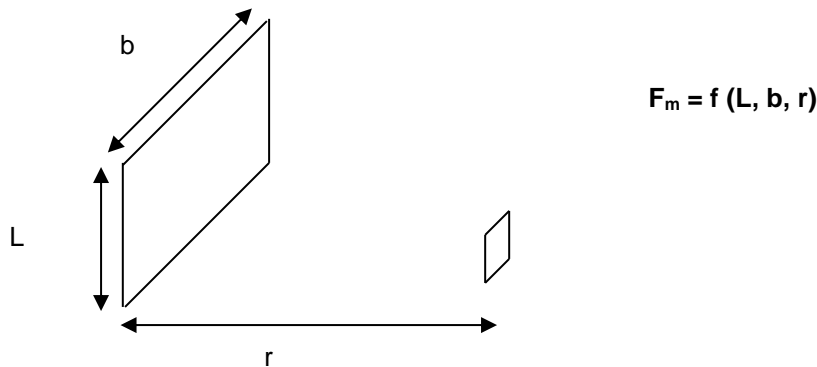


Figure 1

Cette corrélation correspond à la configuration d'un vent nul.

$$X=L/r \quad Y=b/r$$

$$F_v = \frac{1}{2\pi} \left[\frac{X}{\sqrt{1+X^2}} \operatorname{Arctg} \left(\frac{Y}{\sqrt{1+X^2}} \right) + \frac{Y}{\sqrt{1+Y^2}} \operatorname{Arctg} \left(\frac{X}{\sqrt{1+Y^2}} \right) \right]$$

$$X=L/b \quad Y=r/b$$

$$A = \frac{1}{\sqrt{X^2 + Y^2}}$$

$$F_h = \frac{1}{2\pi} \left(\operatorname{Arctg} \frac{1}{Y} - A \cdot Y \cdot \operatorname{Arctg} A \right)$$

- **Données météo :**

- Humidité relative de l'air : 70 %
- Température 15° C
- Vitesse de vent : 5 m/s
- Masse volumique de l'air : 1,161 kg/m³

- **Données Produits :**

De manière conservatrice, les distances d'effets pour tous les hydrocarbures liquides (gazole, FOD,...) sont calculées en considérant la combustion d'essence dont le débit de combustion est pris égal à 0,055 kg/m².s. Le débit de combustion est pris égal à 0,025 kg/m².s pour l'éthanol, et 0,03 kg/m².s pour l'éthanol sous bois.

- **Corrélations du modèle :**

• Diamètre équivalent :

Pour un feu de nappe circulaire :

$$Deq = \text{Diamètre de la nappe en feu}$$

Pour un feu de forme rectangulaire :

$$Deq = 4 S / P \text{ si la Longueur} < 2,5 \times \text{largeur}$$

$$Deq = \text{largeur si la Longueur} > 2,5 \times \text{largeur}$$

Pour un feu de nappe de forme quelconque :

$$Deq = 4 S / P$$

avec :

S et P correspondant respectivement à la surface brute (surface avec bacs) et au périmètre de la cuvette en feu,

Longueur et largeur correspondant respectivement à la Longueur et largeur de la surface en feu

• Hauteur de flamme :

Formule de Thomas avec un vent de 5 m/s :

$$L = 19,18 \times m^{0,74} Deq^{0,735}$$

avec $m = 0,055 \text{ kg/m}^2 \cdot \text{s}$ (valeur retenue pour les hydrocarbures liquides)

• Angle d'inclinaison de la flamme

Corrélation de Welker and Sliepceвич :

$$\frac{\tan \xi}{\cos \xi} = 3,3 \times (Fr)^{0,8} \times (Re)^{0,07} \times \left(\frac{\rho_v}{\rho_{air}} \right)^{-0,6}$$

avec :

Fr: Nombre de Froude

$$Fr = \frac{u_w^2}{Deq \times g}$$

Re: Nombre de Reynolds

$$Re = \frac{Deq \times u_w \times \rho_{air}}{\mu_{air}}$$

ρ_v : Masse spécifique du produit en phase vapeur, à sa température d'ébullition (2.56 kg/m³ pour essence)

ρ_{air} : Masse volumique de l'air : 1,161 kg/m³

μ_{air} : viscosité dynamique de l'air ambiant (1.9 x 10⁻⁵ (kg.m⁻¹.s⁻¹))

• Pouvoir émissif :

Corrélation de Mudan and Croce :

$$Emoy = 120e^{-0.12D} + 20 \text{ pour les hydrocarbures}$$

$$Emoy = 37,5e^{-0.15D} + 31 \text{ pour les alcools.}$$

• Coefficient d'atténuation atmosphérique :

Corrélation de Bagster :

$$\Gamma(r) = 2,02 \times (HR \times TVAP(H_2O) \times r)^{-0,09}$$

TVAP(H₂O)=1665 Pa à 15°C

HR= 70 %

EXTRAIT FAQ – FLUMILOG

Pour répondre à une problématique récurrente de présence de liquides inflammables au sein de cellules de stockage, un nouveau module a été ajouté à la méthode Flumilog.

Elle permet désormais de calculer des incendies de cellules contenant ce type de produits, assimilés soit à des hydrocarbures, soit à des alcools.

Toutefois, pour ces combustibles la procédure de calcul diffère de celle utilisée pour les combustibles solides, les hypothèses considérées pour les combustibles solides résultant d'interprétations d'essais feux réels. En effet, la mise en place de cette fonctionnalité de calcul répond à un besoin spécifique : celui de réaliser des sommes de flux thermiques provenant de cellules de combustibles solides et de flux thermiques provenant de cellules de combustibles liquides. Ces derniers flux sont obtenus selon les hypothèses de la feuille de calcul du GTDLi annexée à la Circulaire DPPR/SEI2/AL- 06- 357 du 31/01/07 relative aux études de dangers des dépôts de liquides inflammables.

Dans la présente méthode et dans le cadre d'hypothèses pénalisantes, les liquides inflammables sont supposés brûler à pleine puissance sur une surface donnée pendant une durée forfaitaire dépendant du cas de propagation étudié, et selon certaines hypothèses de vitesse de combustion, de hauteur de flamme et d'émission de flamme explicitées dans cette note. L'intérêt de cette nouvelle fonctionnalité est de réaliser les sommes de flux au cours de calculs "hybrides" mêlant combustibles liquides et solides de façon automatique et homogène suivant les utilisateurs.

1.1 CALCUL DES CARACTERISTIQUES DU COMBUSTIBLE

1.1.1 SURFACE DE COMBUSTIBLE

Pour les liquides inflammables, de manière similaire aux combustibles solides, la méthode Flumilog demande d'entrer la configuration de stockage (longueur de stockage, déports, dimension de racks ou d'ilots etc.). Cependant, il est important de noter que, contrairement aux feux de solides, les combustibles liquides sont supposés occuper toute la surface de la cellule au cours du calcul de sorte à obtenir un feu de nappe généralisé à l'ensemble de la surface la cellule. Ainsi, quelle que soit la configuration géométrique de stockage entrée par l'utilisateur, la nappe est supposée occuper toute la surface au sol de la cellule. Les dimensions d'ilot, de racks ou de palettes n'ont aucune influence sur les résultats. Il est à remarquer que, lorsque la longueur de la cellule est supérieure à 2,5 fois la largeur de celle-ci, alors le diamètre équivalent est pris égal à la largeur de la cellule. Toutes les grandeurs physiques présentées sont constantes dans le temps.

1.1.2 VITESSE DE COMBUSTION DES COMBUSTIBLES

De manière homogène à la feuille de calcul du GTDLi, la vitesse de combustion des combustibles liquides est forfaitairement égale à 55 g/m²/s pour les hydrocarbures et 25 g/m²/s pour les alcools.

Conformément aux hypothèses de la feuille de calcul du GTDLi, aucune limitation de hauteur n'est appliquée pour les liquides inflammables.

1.2.2 EMISSION DE FLAMME

L'émission de flamme est calculée à l'aide de la corrélation de Mudan et Croce et s'exprime en kW/m² :

$$E_{mcy} = 120e^{-0.12D} + 20 \text{ pour les hydrocarbures,}$$

$$E_{mcy} = 37,5e^{-0.15D} + 31 \text{ pour les alcools.}$$

Elle est limitée en valeur inférieure à 30 kW/m².

L'émission est ensuite considérée comme homogène sur toute la hauteur de la flamme.

1.3 CALCUL DE LA PUISSANCE DE L'INCENDIE

La puissance de l'incendie est obtenue par la formule :

$$P = \dot{m} \Delta H_c S_{flamme}$$

où ΔH_c est la chaleur de combustion prise égale à 40 MJ/kg pour les hydrocarbures et 27,8 MJ/kg pour l'éthanol, et S_{flamme} la surface de flammes égale à la surface au sol de la zone considérée en feu.

1.4 DUREE D'INCENDIE

Lorsque la cellule de combustibles liquides est la cellule de départ de feu dans un scénario de propagation d'incendie, alors la durée de feu est forfaitairement égale à une valeur légèrement inférieure à 240 minutes. Ainsi un mur de degré REI240 restera en place durant l'incendie d'une telle cellule.

En revanche, la durée d'incendie est forfaitairement égale à une valeur légèrement inférieure à 120 minutes dans le cas d'une cellule seule, d'un stockage extérieur ou d'une cellule n'étant pas celle du départ de feu dans le cas d'un calcul de propagation d'incendie. Ainsi, un mur de degré REI120 restera en place durant l'incendie d'une telle cellule. Il est important de noter que, dans ce cas, la durée d'incendie peut s'avérer minimisée dans la méthode Flumilog par rapport à la réalité.

1.2 CALCUL DES CARACTERISTIQUES DE FLAMME

1.2.1 HAUTEUR DE FLAMME

La longueur de flamme est obtenue à l'aide de la corrélation de Thomas avec prise en compte du vent selon la formule suivante :

$$L_{jlo} = 55 D \left(\frac{\dot{m}''}{\rho_{air} \sqrt{gD}} \right)^{0.87} \approx U^{-0.21}$$

avec

$$U^* = \frac{u_w}{U_c},$$

u_w étant la vitesse du vent,

et

$$U_c = \left(\frac{g \dot{m}'' D}{\rho_{air}} \right)^{1/5}$$

Conformément au GTDLi, la valeur de la vitesse du vent est fixée à 5 m/s. L'angle d'inclinaison de la flamme est également donné par la relation empirique de Thomas :

La corrélation permettant de déterminer l'angle d'inclinaison Θ de la flamme est la corrélation de Welker and Sliepcevich, présentée ci-dessous :

$$\frac{\tan \Theta}{\cos \Theta} = 3,3 \times (Fr)^{0,8} \times (Re)^{0,17} \times \left(\frac{\rho_v}{\rho_{air}} \right)^{-1,5},$$

avec ρ_v la masse volumique du produit en phase vapeur à sa température d'ébullition, Fr le nombre de Froude :

$$Fr = \frac{u_w^2}{D \times g},$$

Re le nombre de Reynolds :

$$Re = \frac{D \times u_w \times \rho_{air}}{\mu_{air}},$$

μ_{air} la viscosité dynamique de l'air.

Finalement, la hauteur H_{fla} de flamme est obtenue d'après la relation :

$$H_{fla} = L_{jlo} \cos \Theta$$

ANNEXE EDD - 5. RESULTATS DES MODELISATIONS

Sc. n°1 :

Distillerie: Avec murs / hauteur d'homme

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	DIST_AMHH_1748609503
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	30/05/2025 à 14:44:41 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	30/5/25

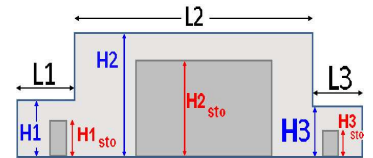
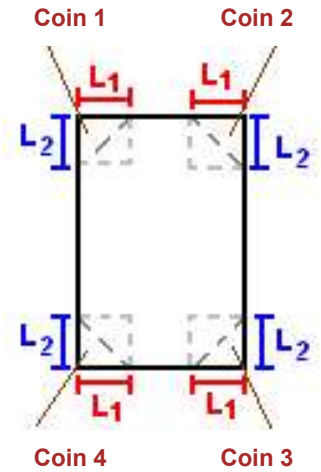
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

Hauteur de la cible : **1,8 m**

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)		6,1		
Largeur maximum de la cellule (m)		23,5		
Hauteur maximum de la cellule (m)		5,2		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Hauteur complexe				
	1	2	3	
L (m)	0,0	0,0	0,0	
H (m)	0,0	0,0	0,0	
H sto (m)	0,0	0,0	0,0	



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	0
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **1,6 t**



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

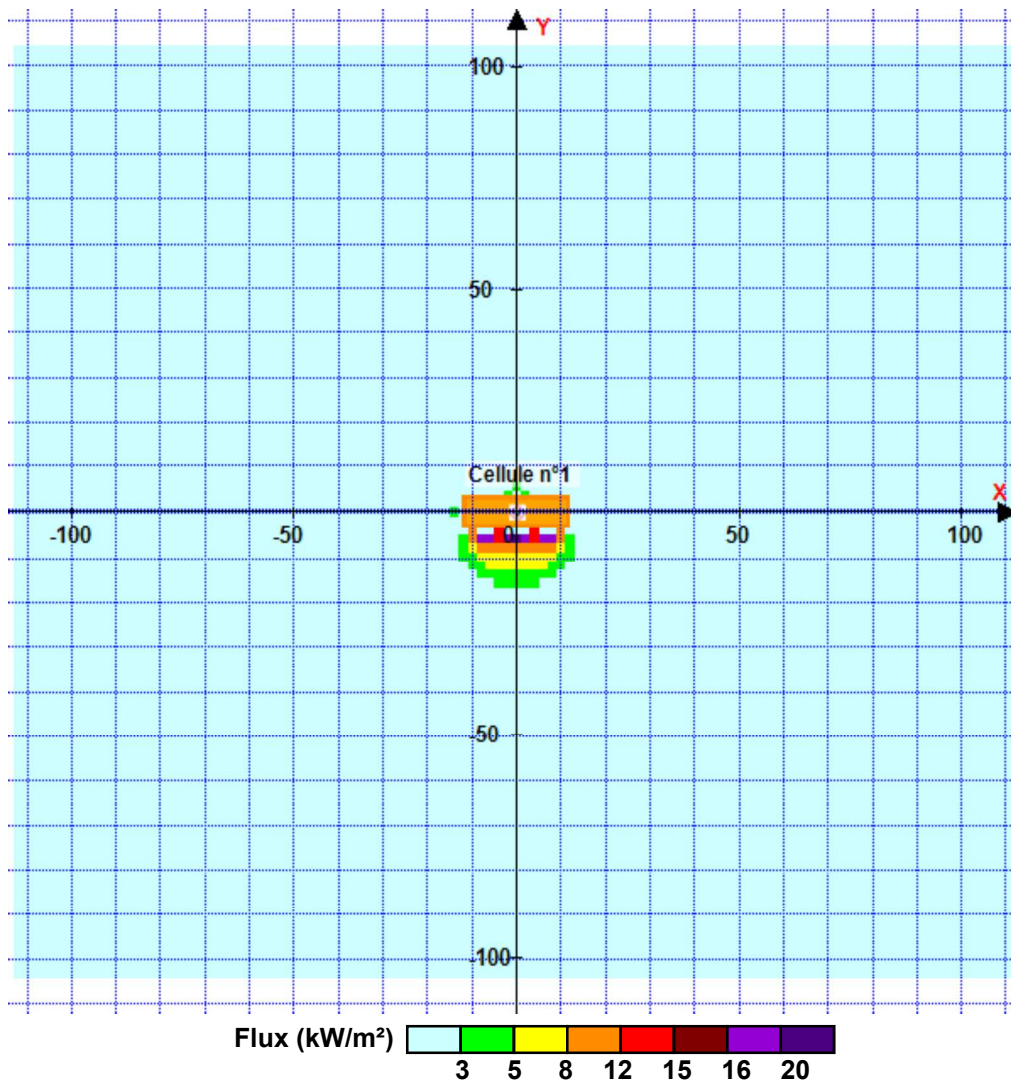
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **7,4** min (durée de combustion calculée)

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

Sc. n°2 :

Distillerie: Avec murs / effets dominos

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	DIST_AMED_1748609496
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	30/05/2025 à 14:45:02 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	30/5/25

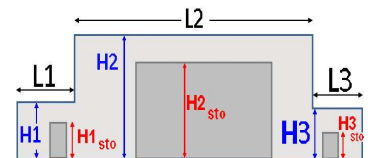
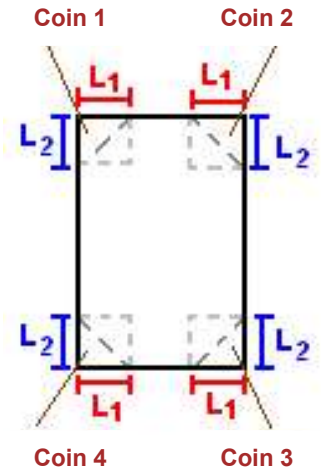
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

Hauteur de la cible : **5,8** m

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)		6,1		
Largeur maximum de la cellule (m)		23,5		
Hauteur maximum de la cellule (m)		5,2		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Hauteur complexe				
	1	2	3	
L (m)	0,0	0,0	0,0	
H (m)	0,0	0,0	0,0	
H sto (m)	0,0	0,0	0,0	



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	0
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **1,6 t**



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

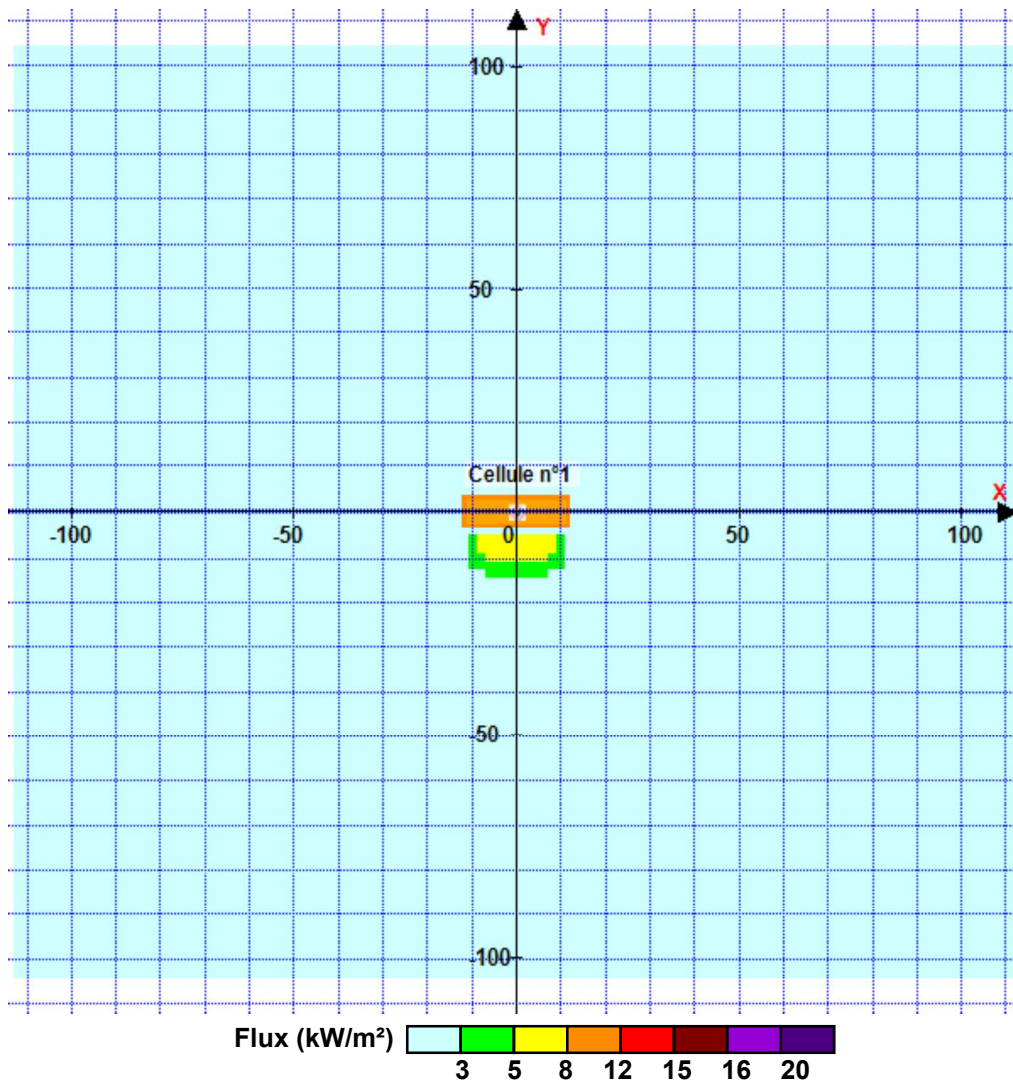
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **7,4** min (durée de combustion calculée)

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

Sc. n°3 :
Chai B7: Avec murs / Hauteur d'homme

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	CHAI_B7_AMHH
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	30/05/2025 à 12:34:01 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	30/5/25

I. DONNEES D'ENTREE :

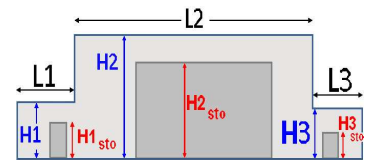
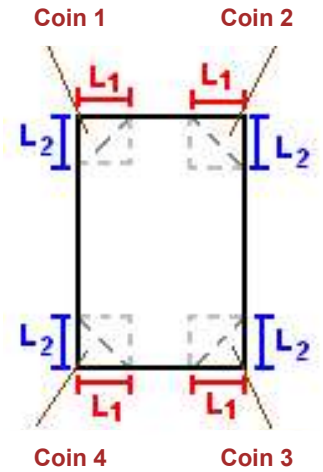
Donnée Cible

Hauteur de la cible : **4,4** m

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)		19,9		
Largeur maximum de la cellule (m)		14,9		
Hauteur maximum de la cellule (m)		7,8		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	

Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	1
Longueur des exutoires (m)	1,0
Largeur des exutoires (m)	1,0

Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **77 t**



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

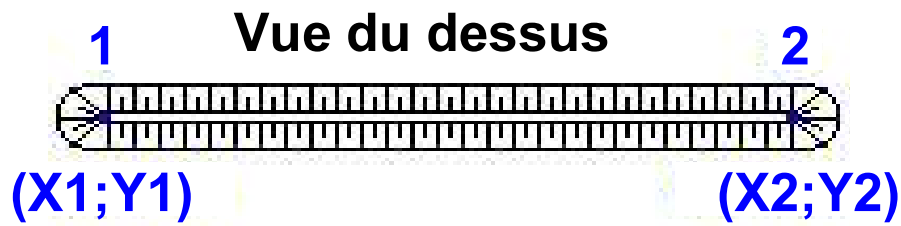
NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

Merlons



Merlon n°	Hauteur (m)	Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
		X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

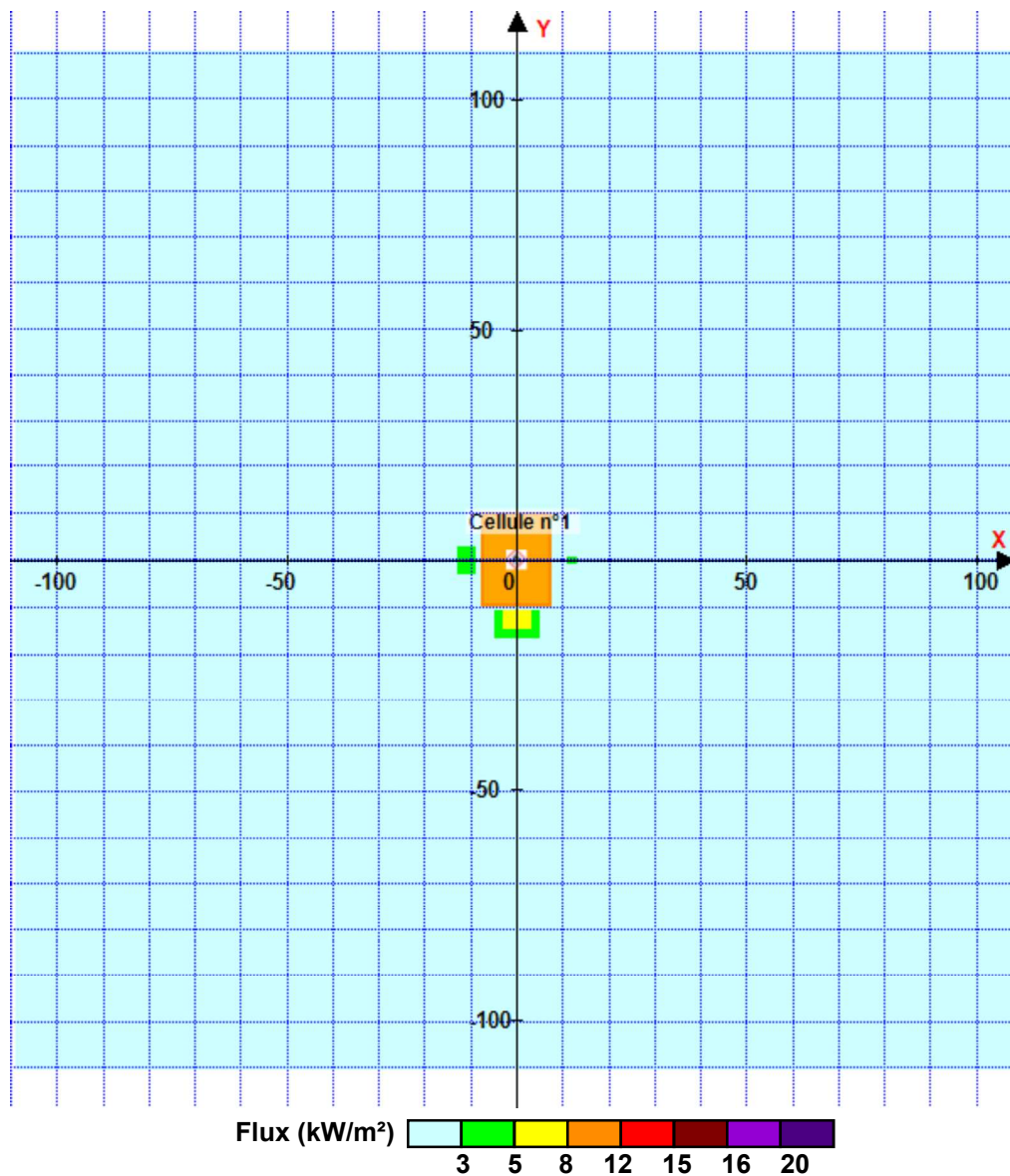
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **173,1** min (durée de combustion calculée)

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

Sc. n°4 :
Chai B7: Avec murs / effets dominos

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	CHAI_B7_AMED
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	30/05/2025 à 12:44:39 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	30/5/25

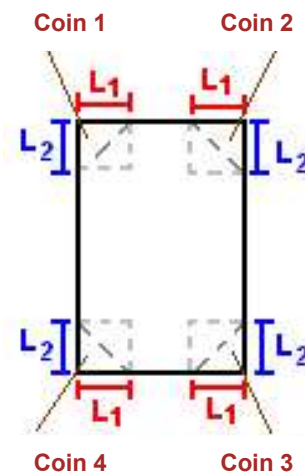
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

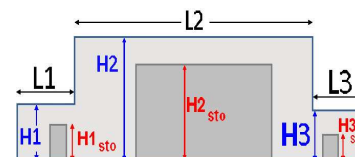
Hauteur de la cible : **6,8** m

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)		19,9		
Largeur maximum de la cellule (m)		14,9		
Hauteur maximum de la cellule (m)		7,8		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	



Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	1
Longueur des exutoires (m)	1,0
Largeur des exutoires (m)	1,0

Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **77** t



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

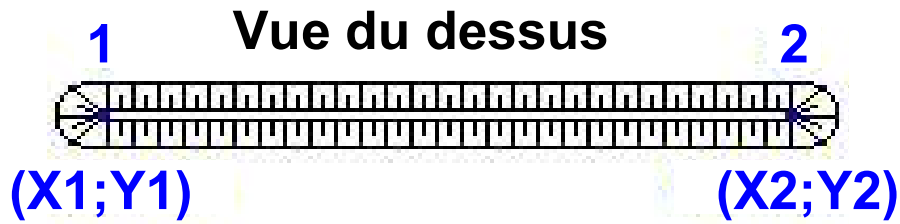
NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

Merlons



Merlon n°	Hauteur (m)	Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
		X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

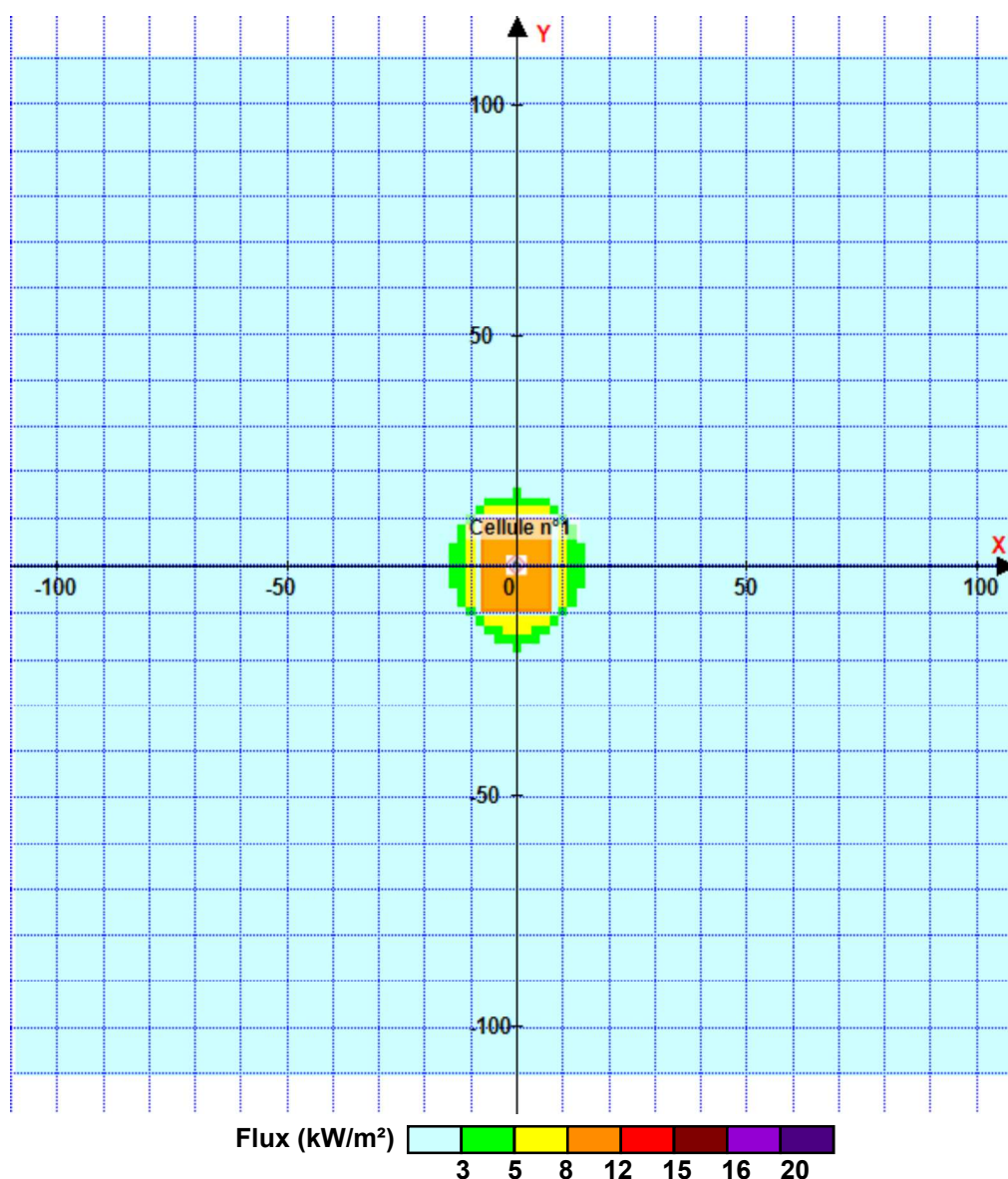
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **173,1** min (durée de combustion calculée)

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

Sc. n°7:
Chai B8: avec murs / hauteur d'homme

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	CHAI_B8_AMHH
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	30/05/2025 à 13:27:43 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	30/5/25

I. DONNEES D'ENTREE :

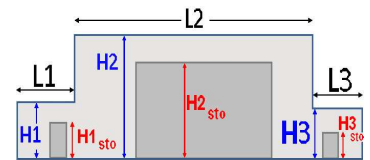
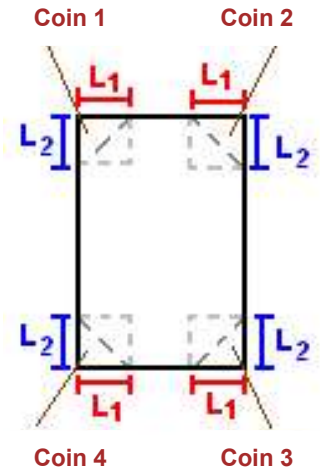
Donnée Cible

Hauteur de la cible : **1,8 m**

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)		14,9		
Largeur maximum de la cellule (m)		19,9		
Hauteur maximum de la cellule (m)		8,6		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	

Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	1
Longueur des exutoires (m)	1,0
Largeur des exutoires (m)	1,0

Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **77 t**



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

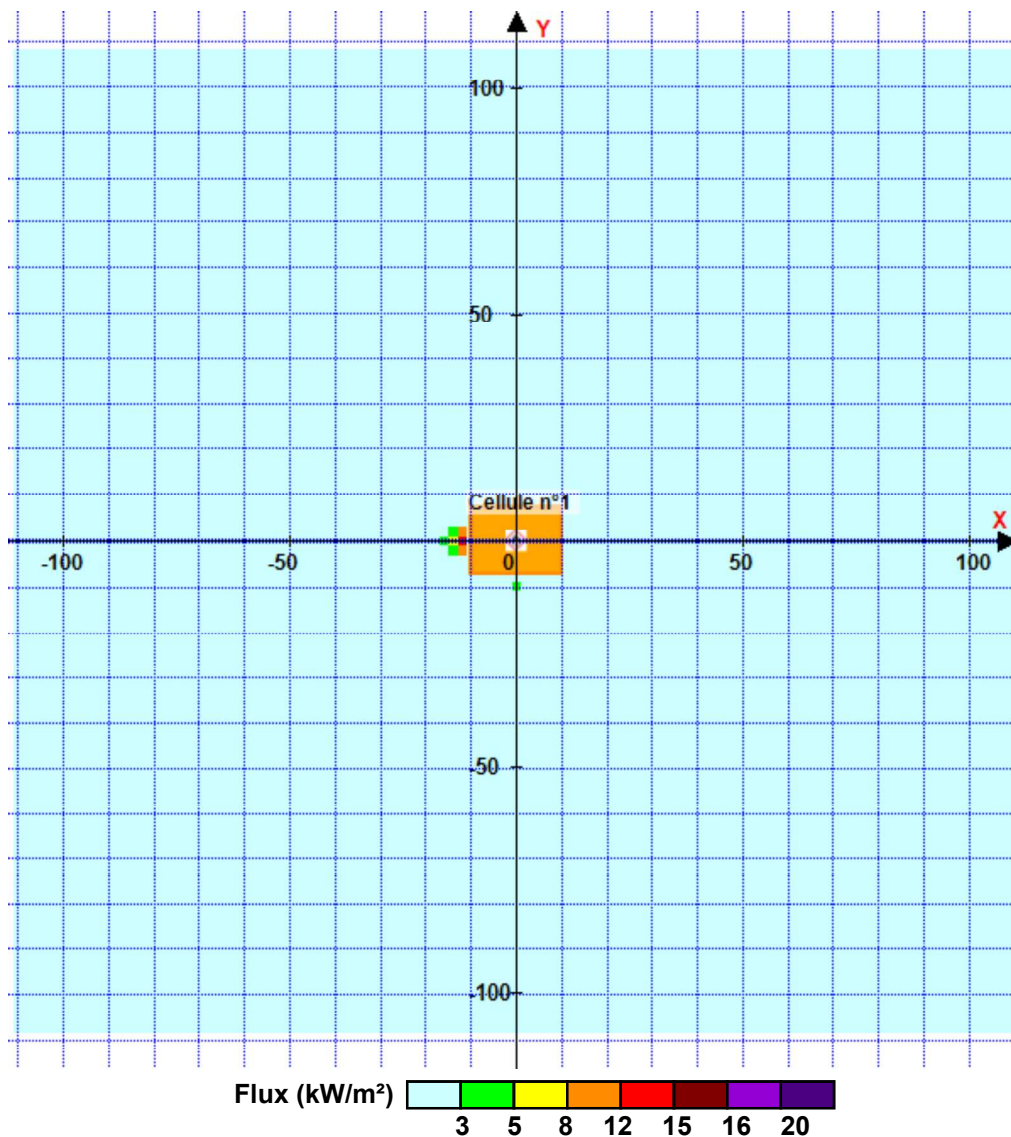
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **173,1** min (durée de combustion calculée)

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

Sc. n°8 :
Chai B8: Avec murs / effets dominos

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	CHAI_B8_AMED
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	30/05/2025 à 13:28:08 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	30/5/25

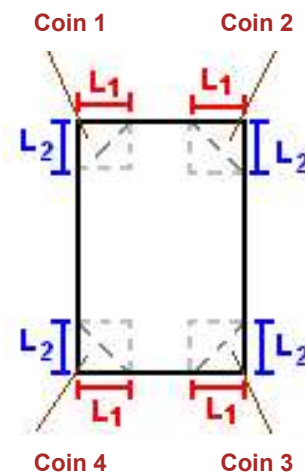
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

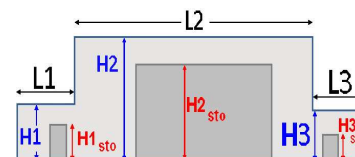
Hauteur de la cible : **7,6** m

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)		14,9		
Largeur maximum de la cellule (m)		19,9		
Hauteur maximum de la cellule (m)		8,6		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	



Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	1
Longueur des exutoires (m)	1,0
Largeur des exutoires (m)	1,0

Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **77 t**



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

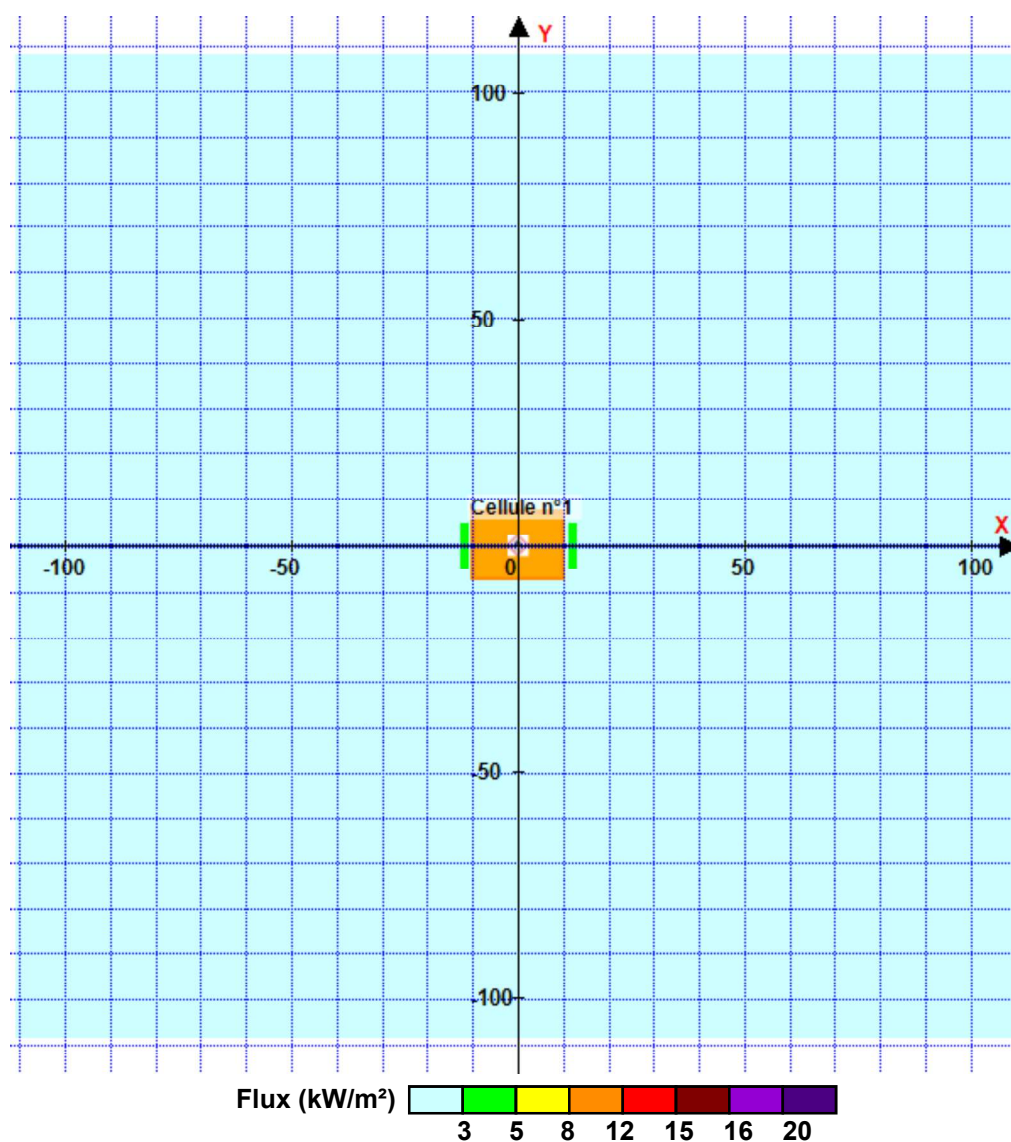
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **173,1** min (durée de combustion calculée)

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	CHAI5-NVX_Cell9-10_AMHH_1734089340
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	13/12/2024 à12:09:24avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	13/12/24

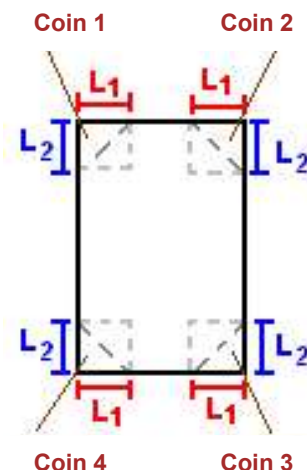
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

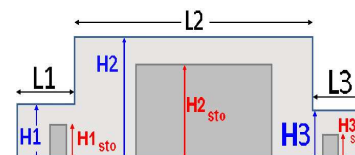
Hauteur de la cible : **2,0** m

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)		14,9		
Largeur maximum de la cellule (m)		19,9		
Hauteur maximum de la cellule (m)		9,8		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	



Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	30
Résistance au feu des pannes (min)	30
Matériaux constituant la couverture	Panneaux sandwich - laine de roche
Nombre d'exutoires	1
Longueur des exutoires (m)	1,0
Largeur des exutoires (m)	1,0

Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **77 t**



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

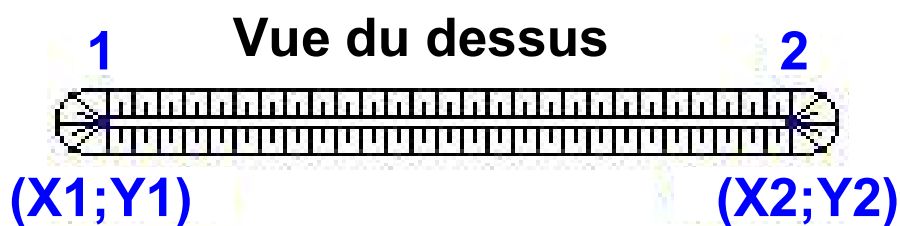
NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

Merlons



Merlon n°	Hauteur (m)	Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
		X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

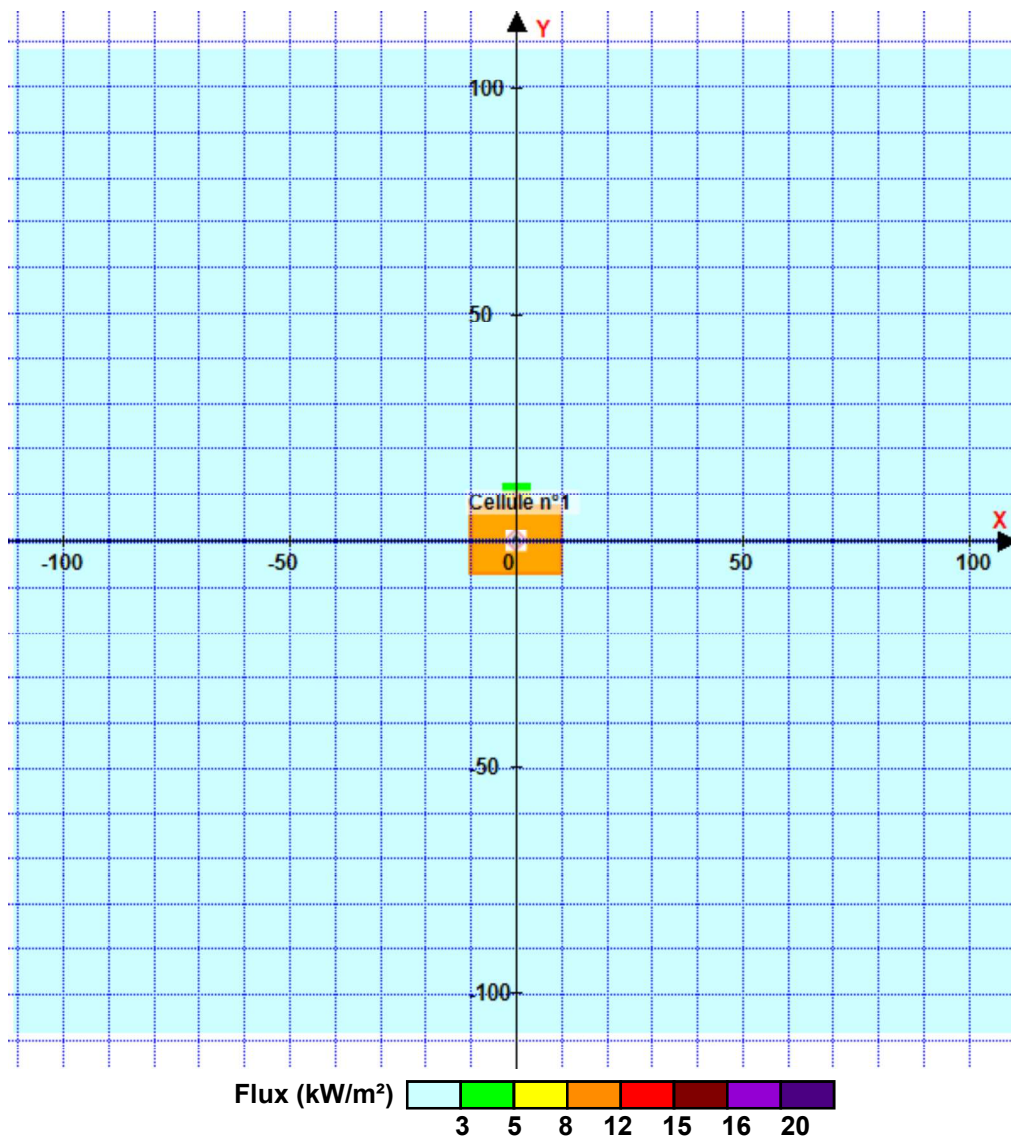
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **173,1** min (durée de combustion calculée)

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	CHAI5-NVX_Cell9-14_AMED_1734089405
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	13/12/2024 à 12:11:28 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	13/12/24

I. DONNEES D'ENTREE :

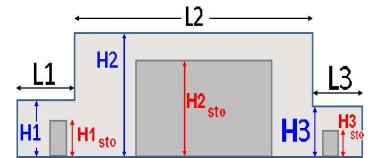
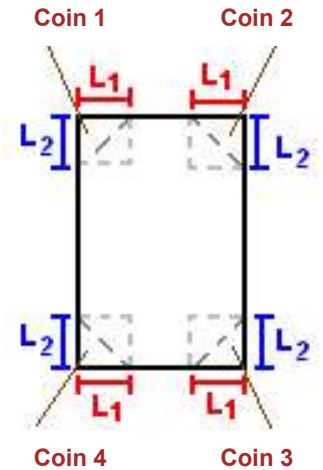
Donnée Cible

Hauteur de la cible : **8,8 m**

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)		14,9		
Largeur maximum de la cellule (m)		19,9		
Hauteur maximum de la cellule (m)		9,8		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	

Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	30
Résistance au feu des pannes (min)	30
Matériaux constituant la couverture	Panneaux sandwich - laine de roche
Nombre d'exutoires	1
Longueur des exutoires (m)	1,0
Largeur des exutoires (m)	1,0

Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **77** t



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

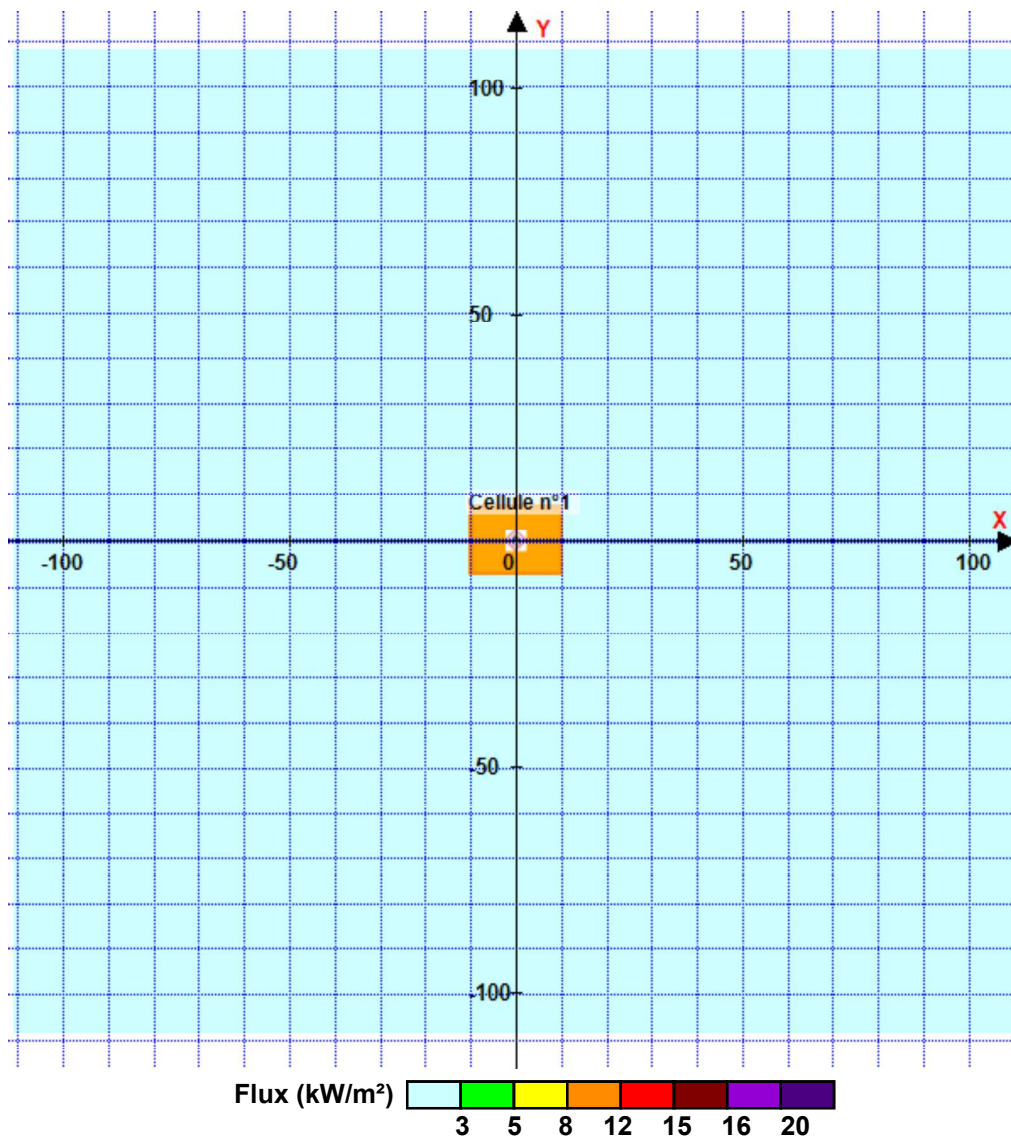
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **173,1** min (durée de combustion calculée)

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	CHAI5-NVX_Cell11-14_AMHH_1748609482
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	30/05/2025 à14:48:50avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	30/5/25

I. DONNEES D'ENTREE :

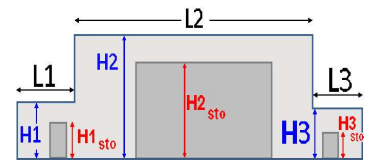
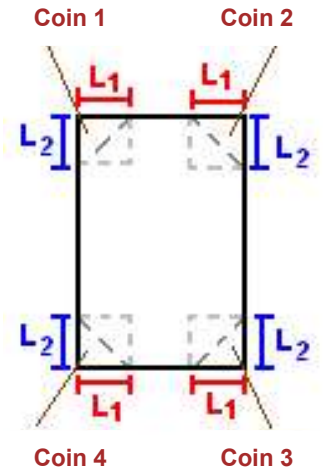
Donnée Cible

Hauteur de la cible : **5,8 m**

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)		14,9		
Largeur maximum de la cellule (m)		19,9		
Hauteur maximum de la cellule (m)		9,8		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	

Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	30
Résistance au feu des pannes (min)	30
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	1
Longueur des exutoires (m)	1,0
Largeur des exutoires (m)	1,0

Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **77 t**



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

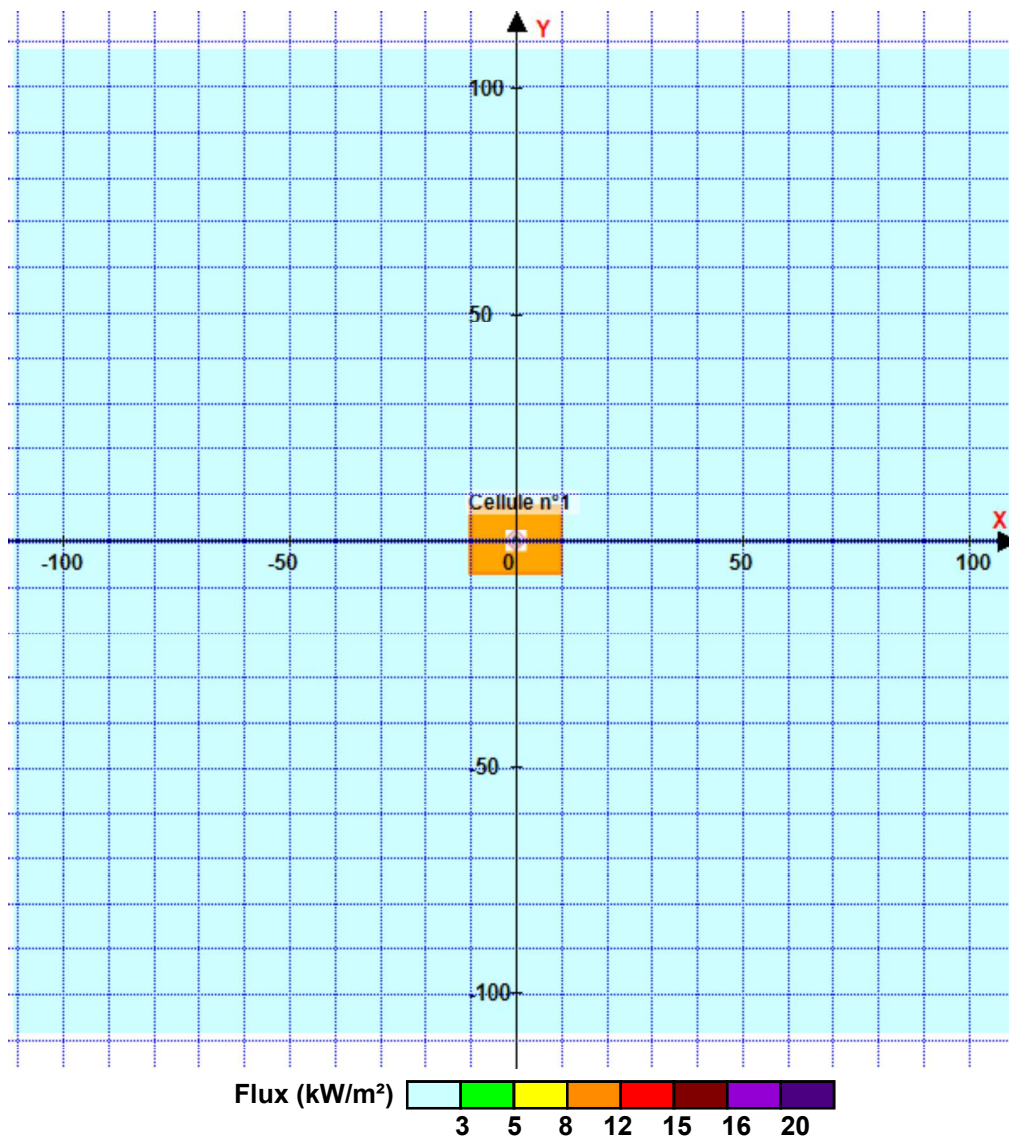
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **173,1** min (durée de combustion calculée)

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	ECH
Société :	EXO
Nom du Projet :	Aire_chargement_HH
Cellule :	Auvent
Commentaire :	MINE D'OR
Création du fichier de données d'entrée :	11/04/2025 à09:52:03avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	11/4/25

I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

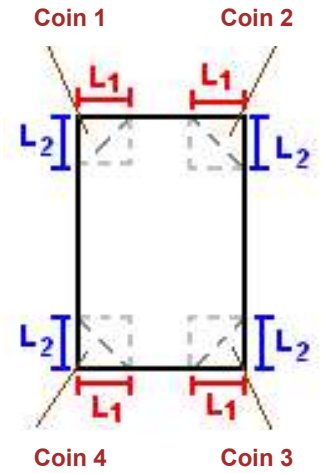
Hauteur de la cible : **1,8** m

Stockage à l'air libre

Oui

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la zone de stockage(m)		2,5		
Largeur maximum de la zone de stockage (m)		10,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	



Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **28,4 t**



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

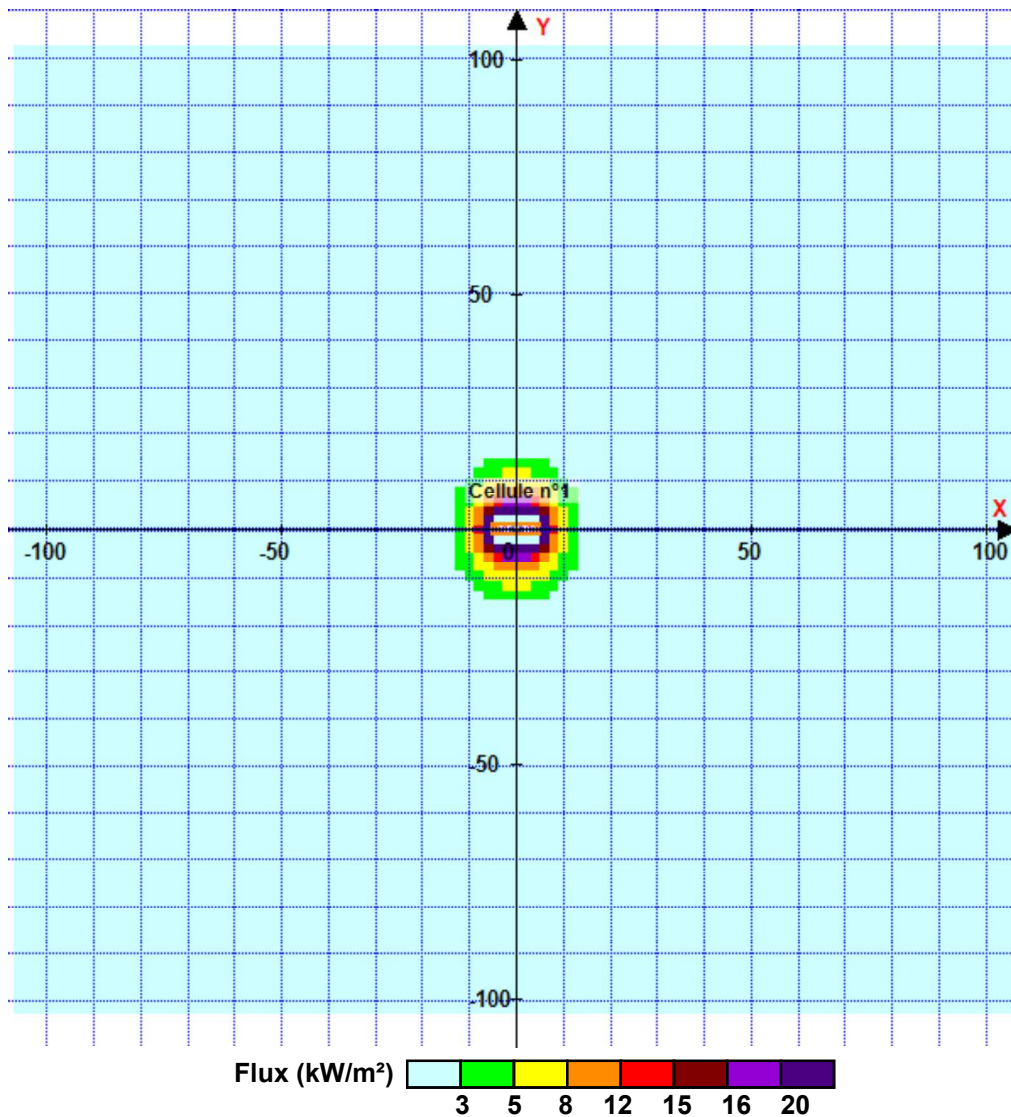
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **480,0** min (durée de combustion calculée)

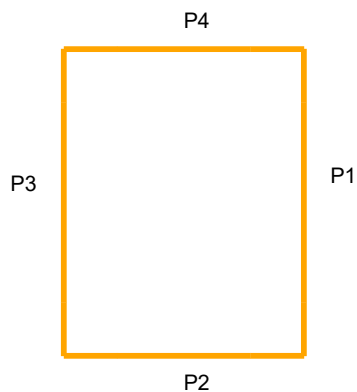
Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

Distances des effets thermiques demandées

(par l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 pour les ICPE relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 4331 ou 4734)



Distance des flux par rapport au centre de la nappe(m)	Paroi P1	Paroi P2	Paroi P3	Paroi P4
3 kW/m ²	12	14	16	10
5 kW/m ²	10	12	14	8
8 kW/m ²	6	10	10	6
12 kW/m ²	4	8	8	4
15 kW/m ²	4	8	8	4
16 kW/m ²	4	8	8	4
20 kW/m ²	2	8	6	4

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

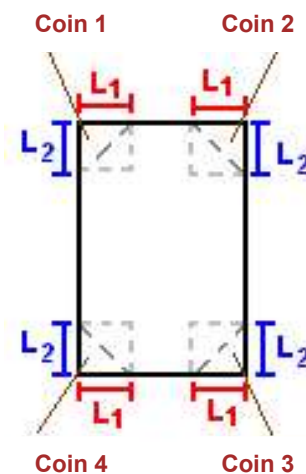
Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	Aire_chargement_ED_1748609488
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	30/05/2025 à 14:46:24 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	30/5/25

I. DONNEES D'ENTREE :**Donnée Cible**Hauteur de la cible : **8,7** m**Stockage à l'air libre****Oui****Géométrie Cellule1**

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la zone de stockage(m)		2,5		
Largeur maximum de la zone de stockage (m)		10,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	



Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **28,4 t**



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

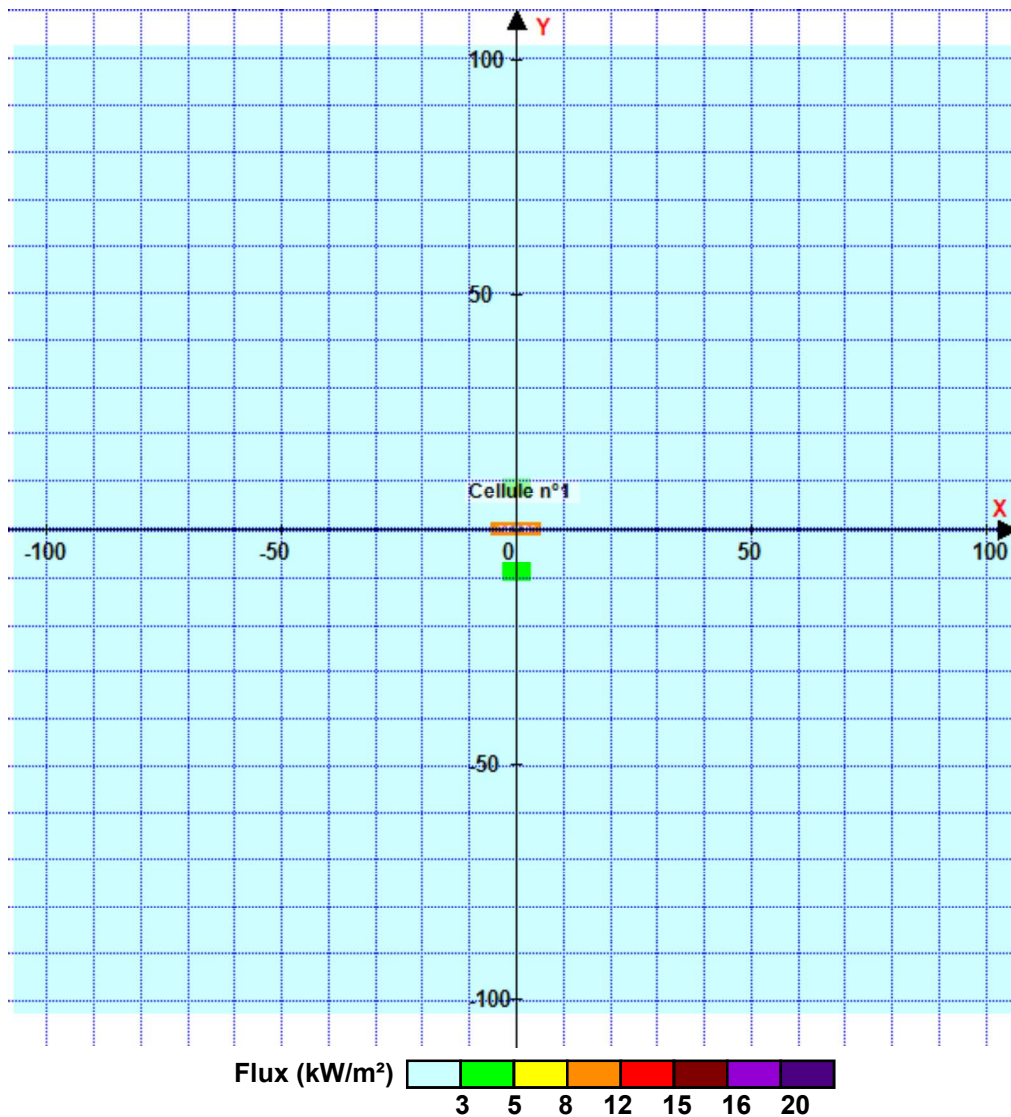
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **480,0** min (durée de combustion calculée)

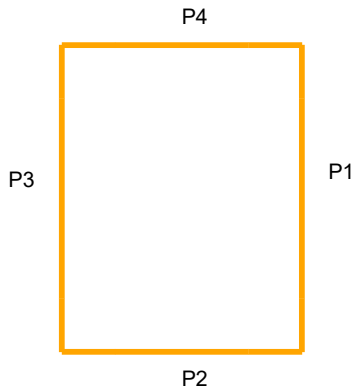
Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

Distances des effets thermiques demandées

(par l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 pour les ICPE relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 4331 ou 4734)



Distance des flux par rapport au centre de la nappe(m)	Paroi P1	Paroi P2	Paroi P3	Paroi P4
3 kW/m ²	8	0	12	0
5 kW/m ²	0	0	0	0
8 kW/m ²	0	0	0	0
12 kW/m ²	0	0	0	0
15 kW/m ²	0	0	0	0
16 kW/m ²	0	0	0	0
20 kW/m ²	0	0	0	0

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	CHAIS-NVX_Cell_MS_AMHH
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	30/05/2025 à 15:37:49 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	30/5/25

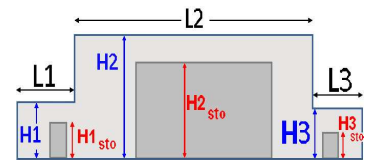
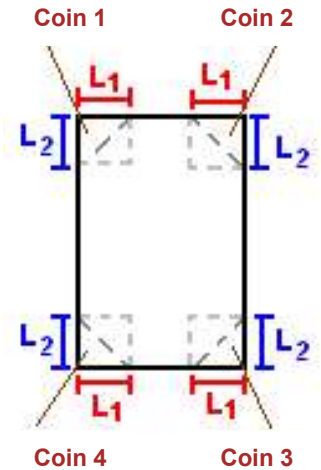
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

Hauteur de la cible : **5,8** m

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)		14,9		
Largeur maximum de la cellule (m)		19,9		
Hauteur maximum de la cellule (m)		9,8		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Hauteur complexe				
	1	2	3	
L (m)	0,0	0,0	0,0	
H (m)	0,0	0,0	0,0	
H sto (m)	0,0	0,0	0,0	



Toiture

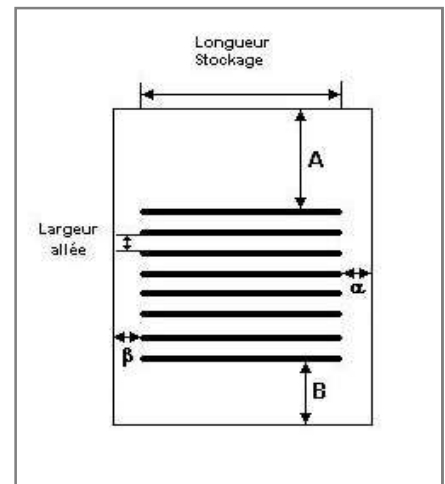
Résistance au feu des poutres (min)	30
Résistance au feu des pannes (min)	30
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	1
Longueur des exutoires (m)	1,0
Largeur des exutoires (m)	1,0

Stockage de la cellule : Cellule n°1

Nombre de niveaux	2
Mode de stockage	Rack

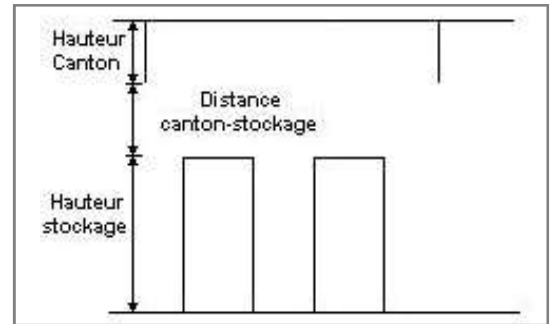
Dimensions

Longueur de stockage	17,0 m
Déport latéral A	0,0 m
Déport latéral B	0,0 m
Longueur de préparation α	0,0 m
Longueur de préparation β	2,9 m
Hauteur maximum de stockage	7,0 m
Hauteur du canton	0,0 m
Ecart entre le haut du stockage et le canton	2,8 m



Stockage en rack

Sens du stockage	dans le sens de la paroi 2
Nombre de double racks	5
Largeur d'un double rack	2,0 m
Nombre de racks simples	0
Largeur d'un rack simple	1,0 m
Largeur des allées entre les racks	1,2 m



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	1,0 m
Largeur de la palette :	0,8 m
Hauteur de la palette :	3,2 m
Volume de la palette :	2,5 m ³
Nom de la palette :	

Poids total de la palette : **407,0** kg

Composition de la Palette (Masse en kg)

Carton	Palette Bois	Verre	Aluminium	NC	NC	NC
270,0	20,0	73,0	44,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

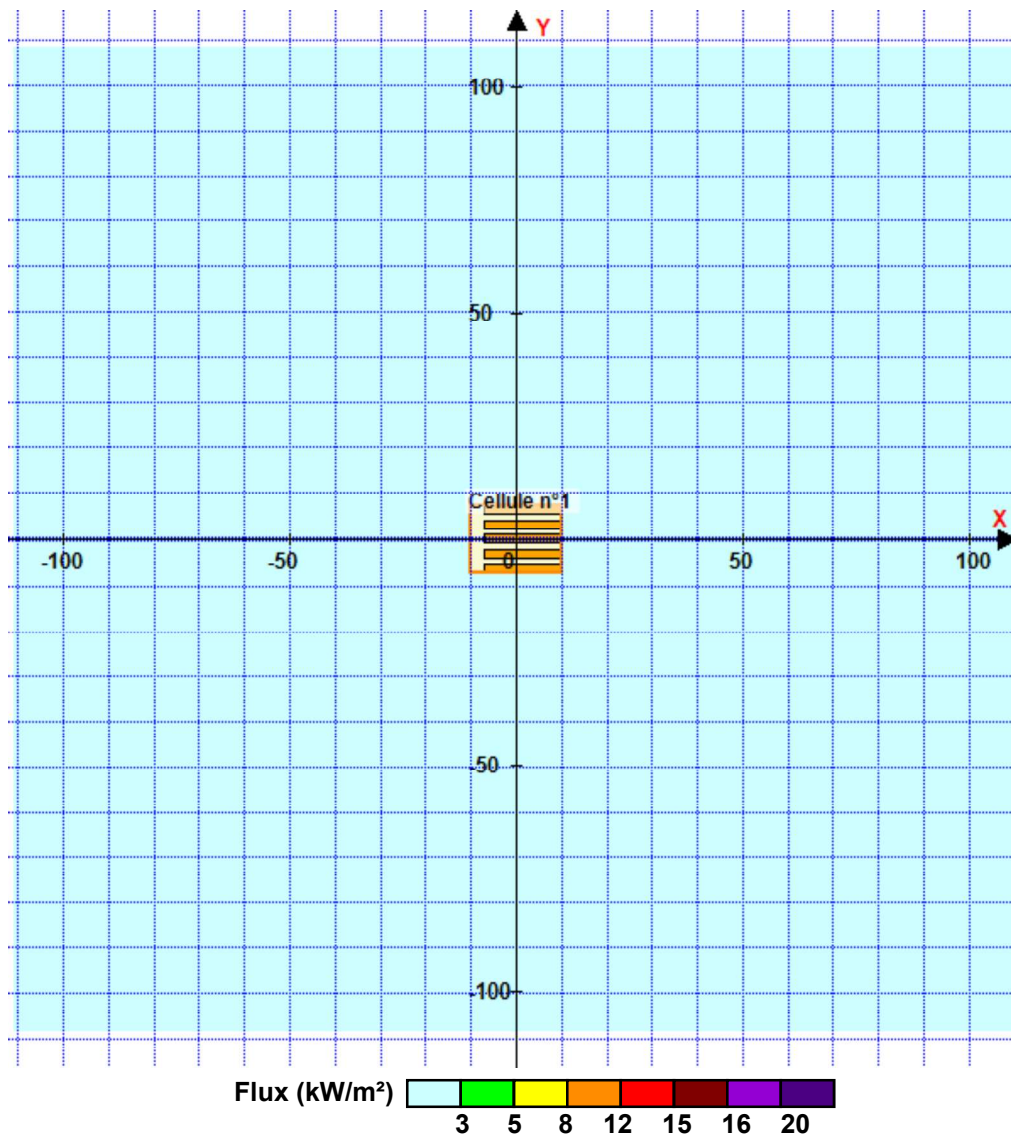
Durée de combustion de la palette :	110,8 min
Puissance dégagée par la palette :	1080,8 kW

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°1 **172,0** min

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV6.0.3

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	
Société :	
Nom du Projet :	CH AIS-NVX_Cell_MS_AMED
Cellule :	
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	30/05/2025 à 15:44:14 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	30/5/25

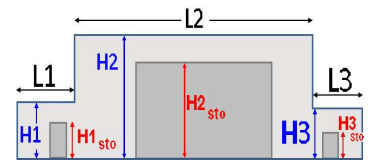
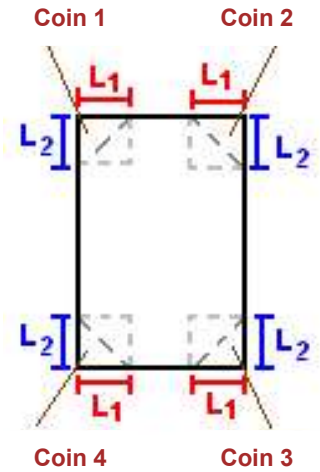
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

Hauteur de la cible : **8,8 m**

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)		14,9		
Largeur maximum de la cellule (m)		19,9		
Hauteur maximum de la cellule (m)		9,8		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Hauteur complexe				
	1	2	3	
L (m)	0,0	0,0	0,0	
H (m)	0,0	0,0	0,0	
H sto (m)	0,0	0,0	0,0	

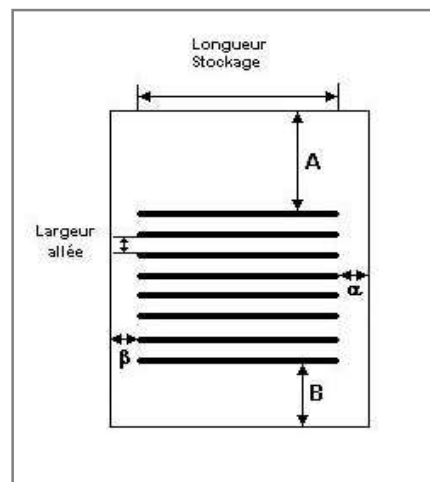


Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	30
Résistance au feu des pannes (min)	30
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	1
Longueur des exutoires (m)	1,0
Largeur des exutoires (m)	1,0

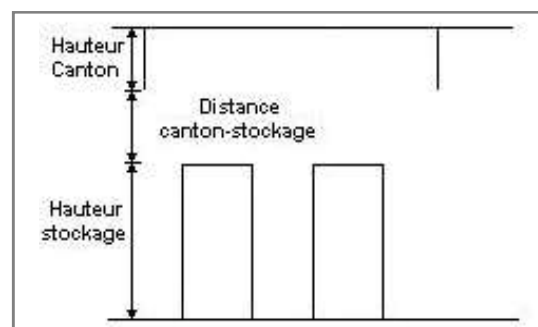
Stockage de la cellule : Cellule n°1

Nombre de niveaux	2
Mode de stockage	Rack
Dimensions	
Longueur de stockage	17,0 m
Déport latéral A	0,0 m
Déport latéral B	0,0 m
Longueur de préparation α	0,0 m
Longueur de préparation β	2,9 m
Hauteur maximum de stockage	7,0 m
Hauteur du canton	0,0 m
Ecart entre le haut du stockage et le canton	2,8 m



Stockage en rack

Sens du stockage	dans le sens de la paroi 2
Nombre de double racks	5
Largeur d'un double rack	2,0 m
Nombre de racks simples	0
Largeur d'un rack simple	1,0 m
Largeur des allées entre les racks	1,2 m



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	1,0 m
Largeur de la palette :	0,8 m
Hauteur de la palette :	3,2 m
Volume de la palette :	2,5 m³
Nom de la palette :	

Poids total de la palette : **407,0 kg**

Composition de la Palette (Masse en kg)

Carton	Palette Bois	Verre	Aluminium	NC	NC	NC
270,0	20,0	73,0	44,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

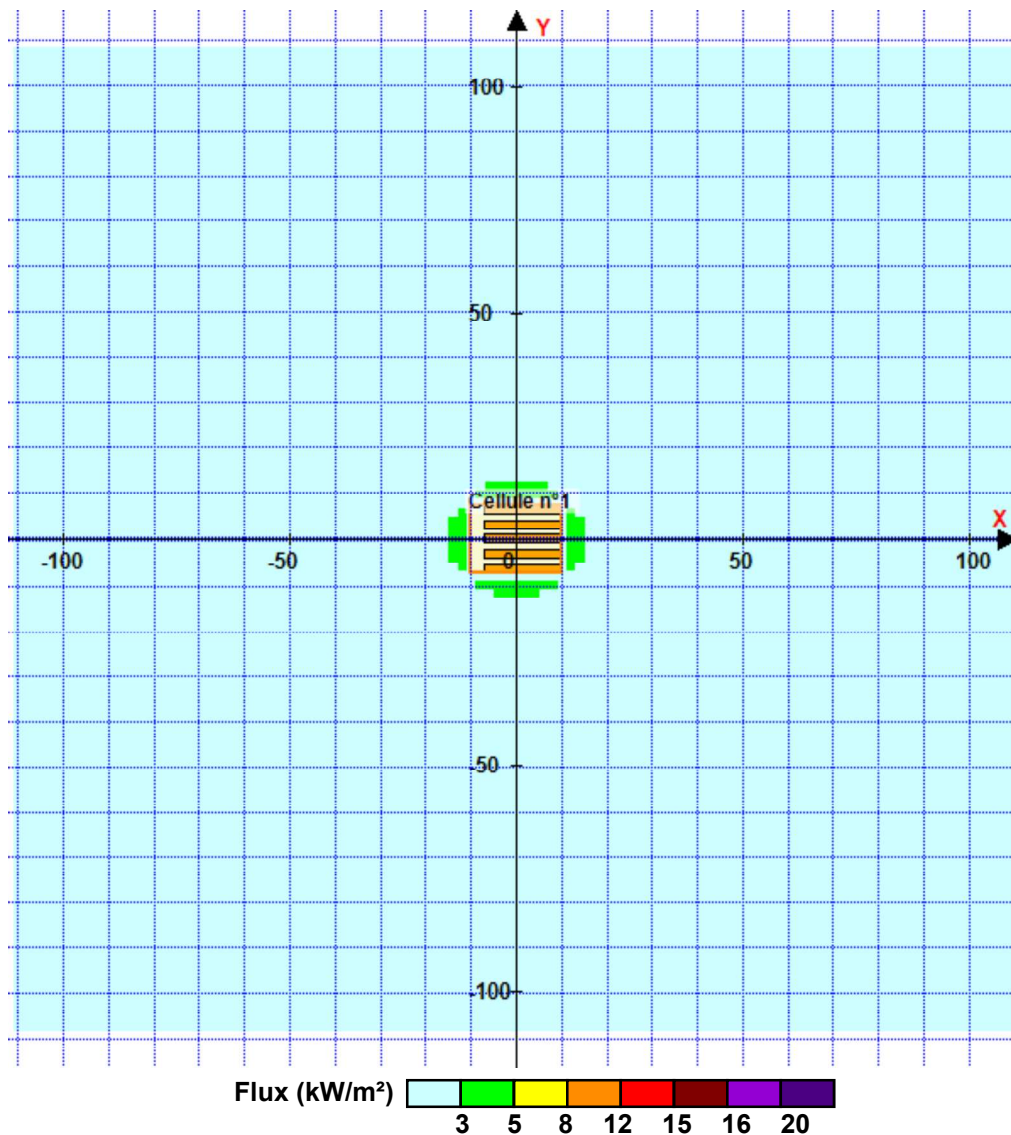
Durée de combustion de la palette :	110,8 min
Puissance dégagée par la palette :	1080,8 kW

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°1 **172,0** min

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

FLUMilog

Interface graphique v.6.2.4.1

Outil de calcul6.1.0

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	ECH
Société :	EXO
Nom du Projet :	Cuverie_Inox_HH
Cellule :	Auvent
Commentaire :	MINE D'OR
Création du fichier de données d'entrée :	04/02/2026 à14:17:45avec l'interface graphique v. 6.2.4.1
Date de création du fichier de résultats :	09/07/25

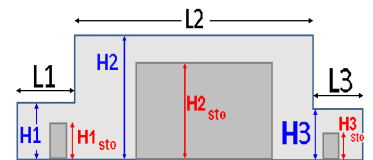
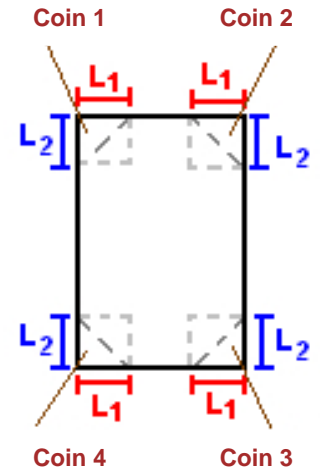
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

Hauteur de la cible : **1,8 m**

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)		18,4		
Largeur maximum de la cellule (m)		20,2		
Hauteur maximum de la cellule (m)		7,1		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Hauteur complexe				
	1	2	3	
L (m)	0,0	0,0	0,0	
H (m)	0,0	0,0	0,0	
H sto (m)	0,0	0,0	0,0	



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metalique simple peau
Nombre d'exutoires	0
Longueur des exutoires (m)	0,0
Largeur des exutoires (m)	0,0

Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **26,5 t**



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

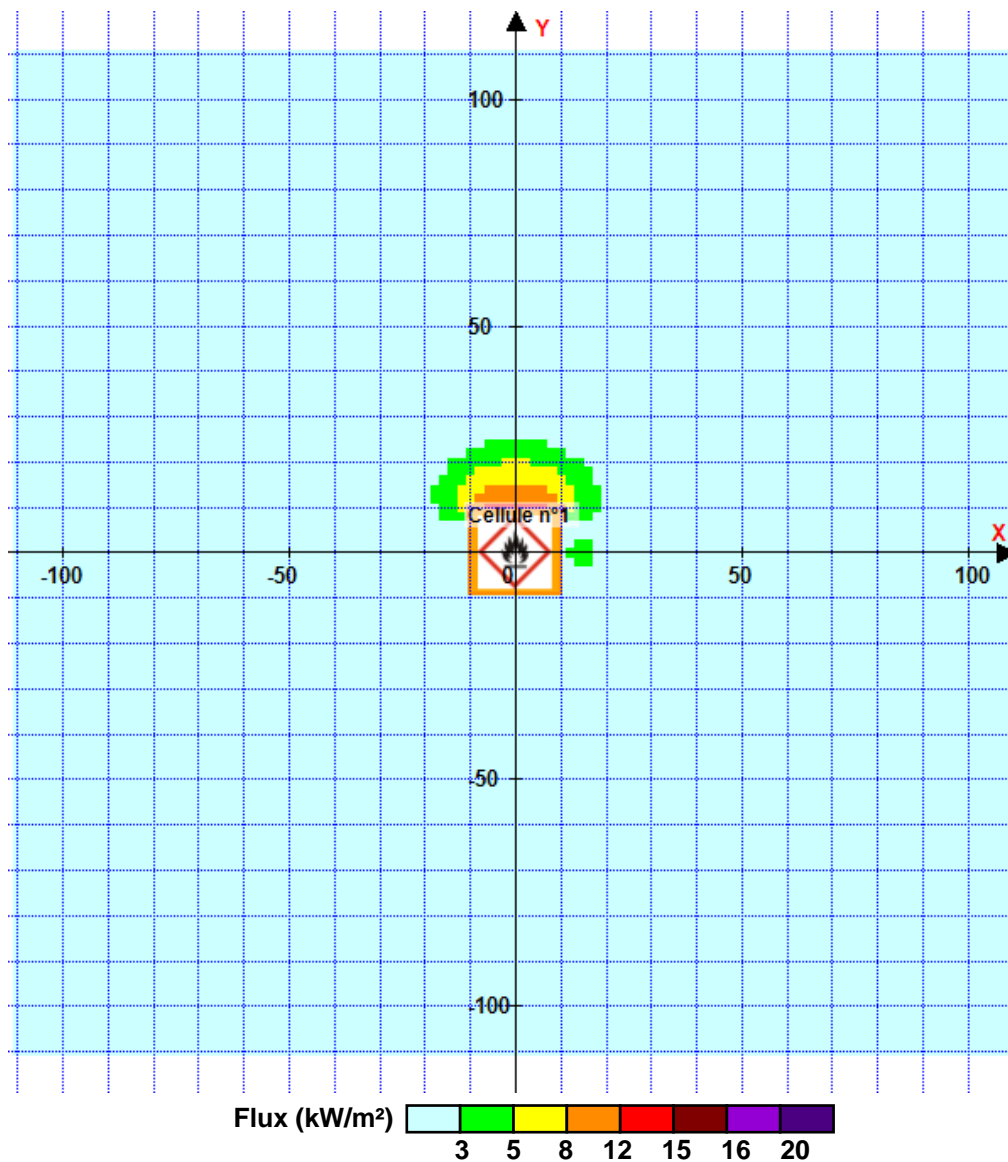
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **47,5** min (durée de combustion calculée)

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

FLUMilog

Interface graphique v.6.2.4.1

Outil de calcul6.1.0

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	ECH
Société :	EXO
Nom du Projet :	Cuverie_Inox_ED
Cellule :	Auvent
Commentaire :	MINE D'OR
Création du fichier de données d'entrée :	09/02/2026 à 11:21:48 avec l'interface graphique v. 6.2.4.1
Date de création du fichier de résultats :	09/07/25

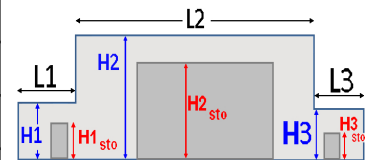
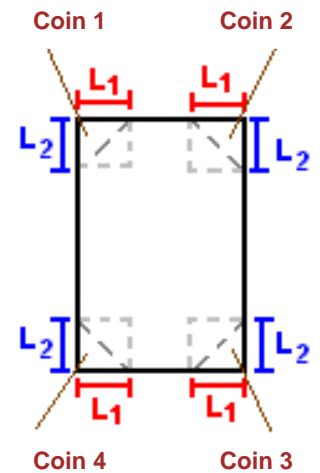
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

Hauteur de la cible : **5,8 m**

Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°1				
Longueur maximum de la cellule (m)	18,4			
Largeur maximum de la cellule (m)	20,2			
Hauteur maximum de la cellule (m)	7,1			
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Hauteur complexe				
	1	2	3	
L (m)	0,0	0,0	0,0	
H (m)	0,0	0,0	0,0	
H sto (m)	0,0	0,0	0,0	



Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metalique simple peau
Nombre d'exutoires	0
Longueur des exutoires (m)	0,0
Largeur des exutoires (m)	0,0

Stockage de la cellule : Cellule n°1

Mode de stockage **LI**
 Masse totale de liquides inflammables **26,5 t**



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : **Sans Objet**
 Largeur de la palette : **Sans Objet**
 Hauteur de la palette : **Sans Objet**
 Volume de la palette : **Sans Objet**
 Nom de la palette : **Ethanol** Poids total de la palette : **Par défaut**

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : **Sans Objet**
 Puissance dégagée par la palette : **Sans Objet**

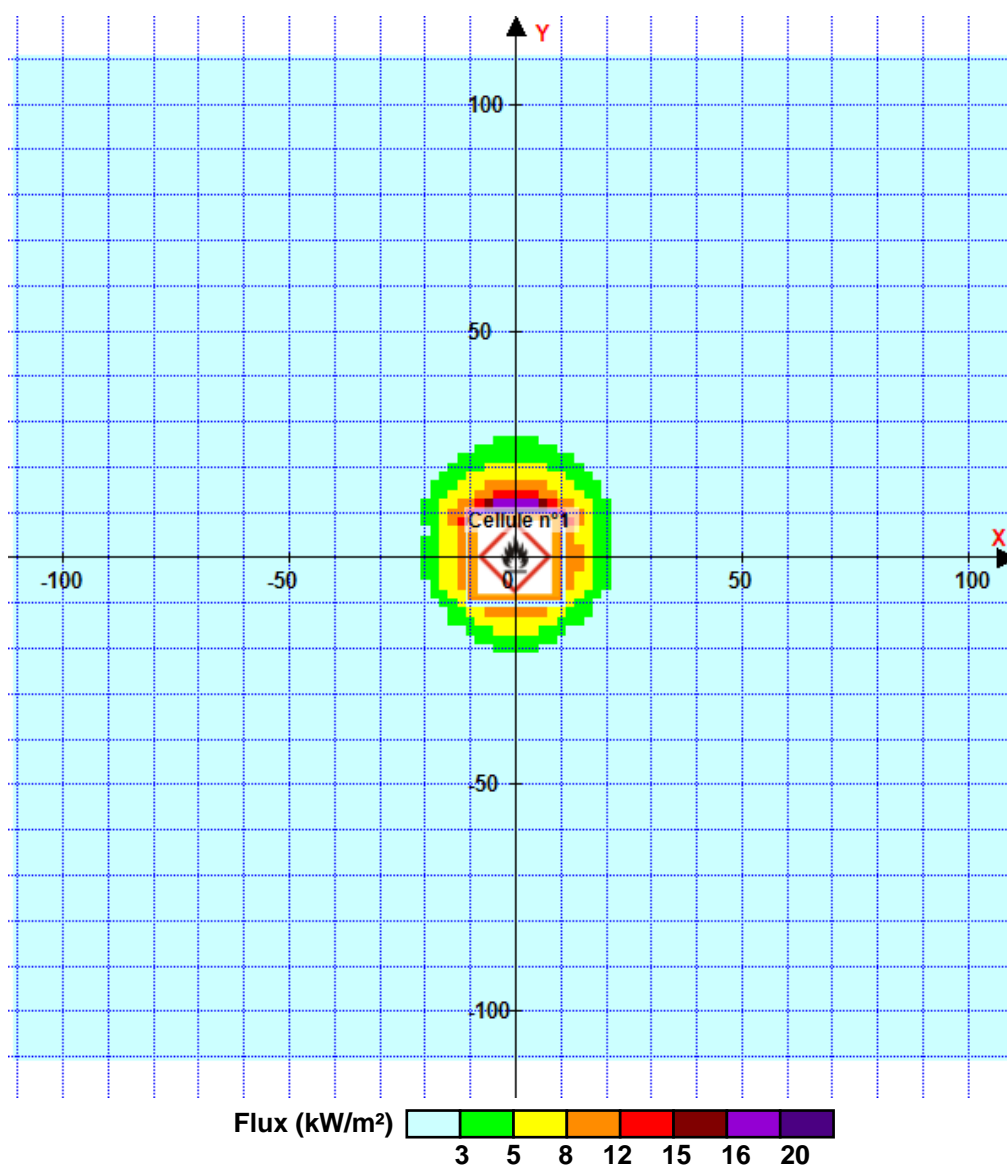
II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

La cinétique de l'incendie n'est pas calculée pour les liquides inflammables.

Durée indicative de l'incendie dans la cellule LI : Cellule n°1 **47,5** min (durée de combustion calculée)

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

ANNEXE EDD - 6. PLAN DES POTENTIELS DE DANGERS



Plan des potentiels de dangers

- Incendie - Explosion - Pollution
- Incendie - Pollution
- Incendie
- Explosion
- Pollution
- Explosion - Pollution

ANNEXE EDD - 7. ÉVALUATION DES MMR

Édité le 16/06/2025

**DEVELOPPEMENT DES
ACTIVITES DE DISTILLATION
ET DE STOCKAGE D'ALCOOL
DE BOUCHE**

PLOËRMEL (56)

**DISTILLERIE DE LA MINE
D'OR**



LA MINE D'OR
— DISTILLERIE —

**DOSSIER DE DEMANDE
D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE**

***Annexe : Evaluation des barrières
de sécurité***



Table des matières

I. OBJET DU DOCUMENT.....	4
II. ÉVALUATION DES BARRIERES	5
1. Barrières n° 1 et n° 6 : Procédure de dépotage et consignes de manipulation	5
2. Barrières n° 2 et n° 3 : Matériel conforme à la réglementation, entretien des équipements (flexibles, racks...)	7
3. Barrière n° 4 : Équipotentialité des masses métalliques.....	9
4. Barrière n° 5 : Protection foudre.....	11
5. Barrière n° 7 : Permis de travail et permis feu (Gestion des entreprises extérieures)	13
6. Barrière n° 8 : Affichage des interdictions et consignes.....	15
7. Barrière n° 9 : Murs Coupe-Feu.....	17
8. Barrière n° 10 : Distance d'isolement	19
9. Barrière n° 11 : Détecteurs incendie + transmetteur.....	21
10. Barrière n° 13 : Rétention et collecte des débordements.....	23
11. Barrière n° 14 : Entretien des abords.....	24
12. Barrière n° 15 : Zones de circulation distinctes.....	26
13. Barrière n° 16 : Extinction par les pompiers	27
14. Barrière n° 17 : Inertage des cuves	27

I. OBJET DU DOCUMENT

Ce document évalue les barrières de sécurités prévues considérées dans l'étude de dangers.

Cette évaluation a été réalisée dans le cadre du projet de la DISTILLERIE DE LA MINE D'OR à PLOERMEL (56).

II. ÉVALUATION DES BARRIERES

1. BARRIERES N° 1 ET N° 6 : PROCEDURE DE DEPOTAGE ET CONSIGNES DE MANIPULATION

Tableau 1 : Présentation de la procédure de dépotage

Installation	Procédures de dépotage et de transfert
Fonction assurée	Prévenir les pertes de confinement par débordement ou par éclatement de contenant
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	Procédure de contrôle à la réception sur l'état des produits (emballage/conditionnement) Procédure de dépotage/travail en binôme Procédures de transferts des produits
Contexte d'utilisation	Barrières humaines de sécurité, non-côté en tant que MMR

Tableau 2 : Évaluation des barrières « Procédures de dépotage et de transfert » — Partie 1

Principe	Questions	Réponse	
Indépendance	Du procédé	Oui	
	Du scénario	Oui	
Liste des exclusions	Standards et spécification de conception et de réalisation	Non	
	POI		
	Plan de prévention		
	Habilitations		
	Formations, entraînements		
	Procédure opératoire		
	Maintenance		
Efficacité	Procédure de gestion des modifications	Sans objet	
	<u>Résistance aux contraintes spécifiques</u>		
	<u>Dimensionnement adapté</u>		
	Action valide par rapport à la fonction de sécurité prévue ?		Oui
	Aptitudes de l'opérateur conformes aux aptitudes requises ?		Oui
	Les outils, l'interface de travail sont-ils adaptés pour l'opérateur		Oui
	• Informations disponibles ?		Oui
	• Informations correctement présentées		Oui
	• Accessibilité des documentations ?		Oui
	• Les outils sont-ils accessibles et manœuvrables ?		Oui (prise de terre)
• L'organisation est-elle adéquate (missions clairement définies, qui fait quoi) ?	Oui		
• L'opérateur est-il exposé physiquement aux effets dangereux ?	Sans objet		
• Les protections de l'opérateur et les moyens d'action sont-ils correctement positionnés ?	Oui		
Adaptation des éléments techniques à l'homme ?			
Temps de réponse	Obtenu à partir d'exercices ?	Mesure de préférence	
	Port d'EPI ?	Sans objet	
	Temps de communication ?	Adéquate	
	Coordination des acteurs ?	Oui	
	Ronde ?	Sans objet	
	Somme des temps est-il cohérent par rapport à la cinétique du scénario ?	Sans objet	
Marge de manœuvre temporelle suffisante pour analyser les infos, prendre la décision de l'action de sécurité à mener ?	Oui		
Niveau de confiance	Obtention de l'information :	Non	
	Détection passive ?		
Niveau de confiance	• Information clairement identifiable et perceptible et totale disponibilité de l'opérateur : 0	Non	
	• Information identifiable et perceptible avec une difficulté modérée et/ou disponibilité de l'opérateur : -1		
Niveau de confiance	• Information difficilement identifiable ou perceptible et/ou l'opérateur est rarement ou n'est pas disponible : -2	0	
	Détection active ?		
Niveau de confiance	• Facilité d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) et totale disponibilité de l'opérateur : 0	0	
	• Conditions d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) moyennement aisées et/ou disponibilité de l'opérateur : -1		
Niveau de confiance	• Impossibilité ou difficulté d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) ou peu ou pas de disponibilité de l'opérateur : -2	0	

Principe	Questions	Réponse
	Traitement de l'information	
	<input type="checkbox"/> Diagnostic nécessitant peu ou pas de traitement et choix d'action facile : 0 <input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic nécessitant un traitement et/ou choix d'action limité : -1 <input type="checkbox"/> Diagnostic complexe ou impossible ou choix d'action difficile : -2	-1
	Action de sécurité à réaliser	
	<input checked="" type="checkbox"/> Peu de pression temporelle et tâche simple : 0 <input type="checkbox"/> Pression temporelle moyenne et/ou tâche moyennement complexe ou difficile : -1 <input type="checkbox"/> Forte pression temporelle ou impossibilité temporelle de réaliser l'intervention ou tâche complexe, difficile ou impossible : -2	0
	TOTAL DÉCOTÉ	-1
Formation, entraînement recyclage, procédure	Quelles sont les formations, habilitations, sensibilisations nécessaires ?	Formations risques produits et ICPE, ADR chez les prestataires agréés
	Le personnel est-il formé ? Habilité ?	Oui — fiche de poste
	Les tâches sont-elles clairement identifiées ?	Oui — fiche de poste
	Recyclage adapté à la tâche ? Fréquence ?	Oui — 2 ans ou 5 ans
	Conditions réelles (exercices de mise en pratique ?)	Oui
	Contrôle et audit des conditions matérielles et organisationnelles ?	Oui — annuel
	L'opérateur est-il chargé de beaucoup de mesures de maîtrise ?	Non
	Emploi de personnel intérimaire ?	Non
Activité impliquant plusieurs acteurs	Stabilité du personnel ?	Opérateur sous-traitant
	Rôles clairement définis ?	Oui
	Les tâches sont-elles planifiées ?	Oui
	Les protocoles de communication sont-ils clairs ?	Oui
	Utilisations de standards de vérification des équipements	Sans objet
	Les outils de communication ont-ils une qualité suffisante ?	Oui

Conclusion sur le niveau de confiance « procédure de dépotage et procédures de manipulation des produits »

NC 1

Il s'agit de barrières organisationnelles dont les effets ont été intégrés aux probabilités des événements initiateurs.

2. BARRIERES N° 2 ET N° 3 : MATERIEL CONFORME A LA REGLEMENTATION, ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS (FLEXIBLES, RACKS...)

Tableau 3 : Présentation de la barrière « Entretien des équipements »

Installation	Matériel électrique conforme à la réglementation Conformité des équipements (cuves, tuyauteries, pompes, agitateur, racks...), compatibilité avec les produits, entretien des installations — maintenance
Fonction assurée	Prévenir les risques d'incendie d'origine électrique Protéger contre la foudre Prévenir l'occurrence de perte de confinement par rupture de flexibles, effondrement de racks... Prévenir l'inflammation engendrée par le process, activités connexes, manutention
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	Vérification des caractéristiques des matériaux avant mise au contact avec les produits Gestion des tuyauteries, des cuves, des racks de stockage : vérification du bon état des équipements
Contexte d'utilisation	Barrière humaine de sécurité

Tableau 4 : Évaluation de la barrière « Entretien des équipements »

Principe	Questions	Réponse		
Indépendance	Du procédé	Oui		
	Du scénario	Oui		
Liste des exclusions	Standards et spécification de conception et de réalisation	Non		
	POI			
	Plan de prévention			
	Habilitations			
	Formations, entraînements			
	Procédure opératoire			
	Maintenance			
	Procédure de gestion des modifications			
Efficacité	Résistance aux contraintes spécifiques	Sans objet		
	Dimensionnement adapté			
	Action valide par rapport à la fonction de sécurité prévue ?			
	Aptitudes de l'opérateur conformes aux aptitudes requises ?			
	Les outils, l'interface de travail sont-ils adaptés pour l'opérateur			
	<ul style="list-style-type: none"> Informations disponibles ? Informations correctement présentées Accessibilité des documentations ? Les outils sont-ils accessibles et manœuvrables ? L'organisation est-elle adéquate (missions clairement définies, qui fait quoi) ? L'opérateur est-il exposé physiquement aux effets dangereux ? Les protections de l'opérateur et les moyens d'action sont-ils correctement positionnés ? 			
	Adaptation des éléments techniques à l'homme ?			
	Check-list de contrôle de l'état des équipements			
	Temps de réponse		Mesure de pré-dérive	
	Niveau de confiance		Obtention de l'information :	Non
			Détection passive ?	
<ul style="list-style-type: none"> Information clairement identifiable et perceptible et totale disponibilité de l'opérateur : 0 Information identifiable et perceptible avec une difficulté modérée et/ou disponibilité de l'opérateur : -1 Information difficilement identifiable ou perceptible et/ou l'opérateur est rarement ou n'est pas disponible : -2 				
Détection active ?				
<ul style="list-style-type: none"> Facilité d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) et totale disponibilité de l'opérateur : 0 Conditions d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) moyennement aisées et/ou disponibilité de l'opérateur : -1 Impossibilité ou difficulté d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) ou peu ou pas de disponibilité de l'opérateur : -2 				
Traitement de l'information				
<input type="checkbox"/> Diagnostic nécessitant peu ou pas de traitement et choix d'action facile : 0 <input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic nécessitant un traitement et/ou choix d'action limité : -1 <input type="checkbox"/> Diagnostic complexe ou impossible ou choix d'action difficile : -2	-1			
Action de sécurité à réaliser				
<input checked="" type="checkbox"/> Peu de pression temporelle et tâche simple : 0 <input type="checkbox"/> Pression temporelle moyenne et/ou Tâche moyennement complexe ou difficile : -1 <input type="checkbox"/> Forte pression temporelle ou impossibilité temporelle de réaliser l'intervention ou tâche complexe, difficile ou impossible : -2	0			
TOTAL DÉCOTÉ		-1		
Formation, entraînement, recyclage,	Quelles sont les formations, habilitations, sensibilisations nécessaires ?	Sensibilisation du personnel		
	Le personnel est-il formé ? Habilité ?			
	Les tâches sont-elles clairement identifiées ?			

Principe	Questions	Réponse
procédure	Recyclage adapté à la tâche ? Fréquence ?	Audit annuel
	Conditions réelles (exercices de mise en pratique ?)	
	Contrôle et audit des conditions matérielles et organisationnelles ?	
	L'opérateur est-il chargé de beaucoup de mesures de maîtrise ?	
	Emploi de personnel intérimaire ?	Non
	Stabilité du personnel ?	Oui
Activité impliquant plusieurs acteurs		Sans objet

Conclusion sur le niveau de confiance « entretien des équipements »

NC 1

Il s'agit d'une barrière organisationnelle dont les effets ont été intégrés à la probabilité des événements initiateurs.

3. BARRIERE N° 4 : ÉQUIPOTENTIALITE DES MASSES METALLIQUES

Tableau 5 : Présentation de la barrière « Équipotentialité des masses métalliques »

Installation	Liaisons équipotentielles entre les masses métalliques
Fonction assurée	Prévenir les risques d'incendie liés à des différences de potentiels entre des masses métalliques (cuves, canalisations...)
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	Liaisons équipotentielles
Contexte d'utilisation	Barrière passive

Tableau 6 : Évaluation de la barrière « Équipotentialité des masses métalliques »

Principe	Questions	Réponse
Indépendance	Du procédé	Oui
	Du scénario	Oui
Liste des exclusions	Standards et spécification de conception et de réalisation	Non
	POI	
	Plan de prévention	
	Habilitations	
	Formations, entraînements	
	Procédure opératoire	
	Maintenance	
	Procédure de gestion des modifications	
Efficacité	Résistance aux contraintes spécifiques	Sans objet
	Dimensionnement adapté	Gestion des installations électriques et des liaisons équipotentiels par du personnel sensibilisé formé et habilité
	Action valide par rapport à la fonction de sécurité prévue ?	
	Aptitudes de l'opérateur conformes aux aptitudes requises ?	
	Les outils, l'interface de travail sont-ils adaptés pour l'opérateur	
	<ul style="list-style-type: none"> Informations disponibles ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> Informations correctement présentées 	
	<ul style="list-style-type: none"> Accessibilité des documentations ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> Les outils sont-ils accessibles et manœuvrables ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> L'organisation est-elle adéquate (missions clairement définies, qui fait quoi) ? 	
<ul style="list-style-type: none"> L'opérateur est-il exposé physiquement aux effets dangereux ? 		
<ul style="list-style-type: none"> Les protections de l'opérateur et les moyens d'action sont-ils correctement positionnés ? 		
Adaptation des éléments techniques à l'homme ?		
Temps de réponse		Barrière passive
Niveau de confiance	Obtention de l'information :	
	Détection passive ?	
	<ul style="list-style-type: none"> Information clairement identifiable et perceptible et totale disponibilité de l'opérateur : 0 Information identifiable et perceptible avec une difficulté modérée et/ou disponibilité de l'opérateur : -1 Information difficilement identifiable ou perceptible et/ou l'opérateur est rarement ou n'est pas disponible : -2 	
	Détection active ?	
	<ul style="list-style-type: none"> Facilité d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) et totale disponibilité de l'opérateur : 0 Conditions d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) moyennement aisées et/ou disponibilité de l'opérateur : -1 Impossibilité ou difficulté d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) ou peu ou pas de disponibilité de l'opérateur : -2 	0
	Traitement de l'information	
	<ul style="list-style-type: none"> Diagnostic nécessitant peu ou pas de traitement et choix d'action facile : 0 Diagnostic nécessitant un traitement et/ou choix d'action limité : -1 Diagnostic complexe ou impossible ou choix d'action difficile : -2 	Oui, car actions correctives sous-traitées à des entreprises spécialisées
	Action de sécurité à réaliser	
	<ul style="list-style-type: none"> Peu de pression temporelle et tâche simple : 0 Pression temporelle moyenne et/ou tâche moyennement complexe ou difficile : -1 Forte pression temporelle ou impossibilité temporelle de réaliser l'intervention ou tâche complexe, difficile ou impossible : -2 	0
	TOTAL	
Formation, entraînement,	Quelles sont les formations, habilitations, sensibilisations nécessaires ?	Habilitation électrique Fiche de poste Sensibilisation
	Le personnel est-il formé ? Habilité ?	

Principe	Questions	Réponse
recyclage, procédure	Les tâches sont-elles clairement identifiées ?	interne sur le planning de maintenance
	Recyclage adapté à la tâche ? Fréquence ?	
	Conditions réelles (exercices de mise en pratique ?)	
	Contrôle et audit des conditions matérielles et organisationnelles ?	Audit annuel
	L'opérateur est-il chargé de beaucoup de mesures de maîtrise ?	Sans objet
	Emploi de personnel intérimaire ?	Non
	Stabilité du personnel ?	Oui
Activité impliquant plusieurs acteurs		Sans objet, car actions menées par entreprises extérieures

Note : les liaisons équipotentielle font l'objet de contrôle annuel et de rapport de contrôle ainsi que d'actions correctives et de suivi des actions correctives sur les non-conformités constatées.

CONCLUSION SUR LE NIVEAU DE CONFIANCE « Équipotentialité des masses métalliques »

NC 2

4. BARRIERE N° 5 : PROTECTION Foudre

Tableau 7 : Présentation de la barrière « Protection foudre »

Installation	Protection foudre
Fonction assurée	Protéger contre la foudre
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	Installation de protection foudre
Contexte d'utilisation	Barrière passive

4.1. Efficacité vis-à-vis de la fonction sécurité à assurer : 100 %

Tableau 8 : Évaluation de la barrière « Protection foudre » : fonction de sécurité

Principe	Questions	Réponse
Concept éprouvé	La barrière est-elle prévue pour la sécurité (cahier des charges) ?	Oui
	La barrière est-elle reconnue comme « barrière » sur d'autres installations similaires ?	Oui
	Si nouvelle technique, a-t-on augmenté le nombre de tests, la maintenance ?	Sans objet
Indépendance du procédé	La barrière est-elle indépendante du procédé ?	Oui
	La barrière est-elle indépendante de la cause de la défaillance ?	Oui
Principe de dimensionnement adapté	Est-ce que la barrière de sécurité mise en place est bien dimensionnée pour faire face aux risques qu'elle doit maîtriser ?	Oui — Analyse risque foudre et étude technique foudre
	Existe-t-il des notes de calcul, des études spécifiques sur le dimensionnement de la BTS ?	
	Est-ce un scénario d'accident qui a servi de base pour le dimensionnement de ce dispositif ? Si oui lequel ?	
	Des essais ont-ils été réalisés ?	
	A-t-on un retour d'expérience sur l'utilisation de ce dispositif ?	
Principe de résistance aux contraintes spécifiques	Existe-t-il des normes, des standards professionnels concernant cette barrière ?	Oui
	Le dispositif est-il conçu pour résister aux contraintes liées à son utilisation ?	Oui
	La barrière est-elle adaptée pour la maîtrise des risques liés aux produits mis en jeu ?	Oui
Principe de sécurité positive	L'équipement a-t-il subi des essais de validation ?	Standards de construction
	Une défaillance peut-elle conduire à la perte de la fonction de sécurité ?	Non
	L'équipement se met-il en état sécuritaire stable lors d'un dysfonctionnement ?	Sans objet
	La barrière peut-elle se bloquer dans un état non sécuritaire ?	Sans objet
	Cet état est-il détectable ?	
	La barrière remplit-elle la fonction de sécurité lorsqu'elle est dégradée ?	Sans objet
	L'équipement nécessite-t-il une configuration spécifique pour assurer sa fonction de sécurité ?	Non
Cette configuration repose-t-elle sur un mode opératoire écrit et validé ?	Non	
Positionnement/accessibilité	Est-ce que la position de la barrière permet d'optimiser son aptitude à remplir la fonction qui lui est dévolue ?	Sans objet
	La barrière est-elle facilement accessible ?	Oui

4.2. Temps de réponse : adapté

Tableau 9 : Évaluation de la barrière « Protection foudre » : temps de réponse

Principe	Questions	Réponse
Temps de réponse	Les équipements constituant la barrière permettent-ils de contrôler suffisamment vite les événements accidentels ?	Oui
	Peut-on évaluer le temps de réponse à l'aide de la documentation constructeur, procès-verbal d'essais, retour d'expérience formalisé ?	Immédiat
	Faut-il envisager un essai dans le contexte d'utilisation	Non

4.3. Niveau de confiance : NC1

Système simple : 60 % < SFF < 90 %

NC=1

4.4. Maintien de la performance dans le temps

Tableau 10 : Évaluation de la barrière « Protection foudre » — maintient dans le temps

Principe	Questions	Réponse
Maintenance	Peut-on prouver la maintenance préventive effectuée par l'équipement ?	Oui
	Peut-on justifier de sa périodicité (données constructeur, REX...) ?	Oui
Testabilité	La barrière fait-elle l'objet d'inspections régulières ?	Oui

4.5. Conclusion sur le niveau de confiance « Protection foudre »

Non coté, car l'événement initiateur n'est pas coté dans l'analyse de risque

5. BARRIERE N° 7 : PERMIS DE TRAVAIL ET PERMIS FEU (GESTION DES ENTREPRISES EXTERIEURES)

Tableau 11 : Présentation de la barrière « Permis de travail et permis feu »

Installation	Gestion des entreprises extérieures
Fonction assurée	Prévenir l'occurrence de sources d'ignition lors de travaux par point chaud
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	Permis de travail et permis feu
Contexte d'utilisation	Barrière humaine de sécurité

Tableau 12 : Évaluation de la barrière « Permis de travail et permis feu »

Principe	Questions	Réponse
Indépendance	Du procédé	Oui
	Du scénario	Oui
Liste des exclusions	Standards et spécification de conception et de réalisation	Oui
	POI	
	Plan de prévention	
	Habilitations	
	Formations, entraînements	
	Procédure opératoire	
	Maintenance	
Efficacité	Procédure de gestion des modifications	Oui
	Résistance aux contraintes spécifiques	
	Dimensionnement adapté	
	Action valide par rapport à la fonction de sécurité prévue ?	
	Aptitudes de l'opérateur conformes aux aptitudes requises ?	
	Les outils, l'interface de travail sont-ils adaptés pour l'opérateur	
	<ul style="list-style-type: none"> • Informations disponibles ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> • Informations correctement présentées 	
	<ul style="list-style-type: none"> • Accessibilité des documentations ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> • Les outils sont-ils accessibles et manœuvrables ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> • L'organisation est-elle adéquate (missions clairement définies, qui fait quoi) ? 	
<ul style="list-style-type: none"> • L'opérateur est-il exposé physiquement aux effets dangereux ? 		
<ul style="list-style-type: none"> • Les protections de l'opérateur et les moyens d'action sont-ils correctement positionnés ? 		
Adaptation des éléments techniques à l'homme ?		
Temps de réponse		Oui, car mesure de pré-dérive
Niveau de confiance	Obtention de l'information :	Non
	Détection passive ?	
	<input type="checkbox"/> Information clairement identifiable et perceptible et totale disponibilité de l'opérateur : 0 <input type="checkbox"/> Information identifiable et perceptible avec une difficulté modérée et/ou disponibilité de l'opérateur : -1 <input type="checkbox"/> Information difficilement identifiable ou perceptible et/ou l'opérateur est rarement ou n'est pas disponible : -2	
	Détection active ?	Oui 0
	<input checked="" type="checkbox"/> Facilité d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) et totale disponibilité de l'opérateur : 0 <input type="checkbox"/> Conditions d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) moyennement aisées et/ou disponibilité de l'opérateur : -1 <input type="checkbox"/> Impossibilité ou difficulté d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) ou peu ou pas de disponibilité de l'opérateur : -2	
	Traitement de l'information	
<input type="checkbox"/> Diagnostic nécessitant peu ou pas de traitement et choix d'action facile : 0 <input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic nécessitant un traitement et/ou choix d'action limité : -1 <input type="checkbox"/> Diagnostic complexe ou impossible ou choix d'action difficile : -2	-1	
Action de sécurité à réaliser	0	
<input checked="" type="checkbox"/> Peu de pression temporelle et Tâche simple : 0 <input type="checkbox"/> Pression temporelle moyenne et/ou Tâche moyennement complexe ou difficile : -1 <input type="checkbox"/> Forte pression temporelle ou impossibilité temporelle de réaliser l'intervention ou Tâche complexe, difficile ou impossible : -2		
TOTAL DÉCOTÉ		-1
Formation, entraînement, recyclage, procédure	Quelles sont les formations, habilitations, sensibilisations nécessaires ?	Formations et sensibilisations internes Fiche de fonction spécifique
	Le personnel est-il formé ? Habilité ?	
	Les tâches sont-elles clairement identifiées ?	
	Recyclage adapté à la tâche ? Fréquence ?	
	Conditions réelles (exercices de mise en pratique ?)	

	Contrôle et audit des conditions matérielles et organisationnelles ?	Audit annuel
	L'opérateur est-il chargé de beaucoup de mesures de maîtrise ?	Sans objet
	Emploi de personnel intérimaire ?	Non
	Stabilité du personnel ?	Oui
Activité impliquant plusieurs acteurs		Sans objet

Conclusion sur le niveau de confiance « gestion des entreprises extérieures »

NC1

Il s'agit d'une barrière organisationnelle dont les effets ont été intégrés à la probabilité des événements initiateurs.

6. BARRIERE N° 8 : AFFICHAGE DES INTERDICTIONS ET CONSIGNES

Tableau 13 : Présentation de la barrière « Affichage des interdictions et consignes »

Installation	Interdiction de fumer
Fonction assurée	Prévenir les sources d'inflammation (cigarette...)
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	Affichage des interdictions, sensibilisation du personnel
Contexte d'utilisation	Barrière humaine de sécurité

Principe	Questions	Réponse
Indépendance	Du procédé	Oui
	Du scénario	Oui
Liste des exclusions	Standards et spécification de conception et de réalisation	Non
	POI	
	Plan de prévention	
	Habilitations	
	Formations, entraînements	
	Procédure opératoire	
	Maintenance	
	Procédure de gestion des modifications	
Efficacité	Résistance aux contraintes spécifiques	Sans objet
	Dimensionnement adapté	Affichage + rappels réguliers
	Action valide par rapport à la fonction de sécurité prévue ?	
	Aptitudes de l'opérateur conformes aux aptitudes requises ?	
	Les outils, l'interface de travail sont-ils adaptés pour l'opérateur	
	<ul style="list-style-type: none"> Informations disponibles ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> Informations correctement présentées 	
	<ul style="list-style-type: none"> Accessibilité des documentations ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> Les outils sont-ils accessibles et manœuvrables ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> L'organisation est-elle adéquate (missions clairement définies, qui fait quoi) ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> L'opérateur est-il exposé physiquement aux effets dangereux ? 	
<ul style="list-style-type: none"> Les protections de l'opérateur et les moyens d'action sont-ils correctement positionnés ? 		
Adaptation des éléments techniques à l'homme ?		
Temps de réponse		Sans objet
Niveau de confiance	Obtention de l'information :	
	Détection passive ?	Oui 0
	<ul style="list-style-type: none"> Information clairement identifiable et perceptible et totale disponibilité de l'opérateur : 0 Information identifiable et perceptible avec une difficulté modérée et/ou disponibilité de l'opérateur : -1 Information difficilement identifiable ou perceptible et/ou l'opérateur rarement ou n'est pas disponible : -2 	
	Détection active ?	
	<ul style="list-style-type: none"> Facilité d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) et totale disponibilité de l'opérateur : 0 Conditions d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) moyennement aisées et/ou disponibilité de l'opérateur : -1 Impossibilité ou difficulté d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) ou peu ou pas de disponibilité de l'opérateur : -2 	
	Traitement de l'information	0
	<ul style="list-style-type: none"> Diagnostic nécessitant peu ou pas de traitement et choix d'action facile : 0 Diagnostic nécessitant un traitement et/ou choix d'action limité : -1 Diagnostic complexe ou impossible ou choix d'action difficile : -2 	
	Action de sécurité à réaliser	0
	<ul style="list-style-type: none"> Peu de pression temporelle et Tâche simple : 0 Pression temporelle moyenne et/ou Tâche moyennement complexe ou difficile : -1 Forte pression temporelle ou impossibilité temporelle de réaliser l'intervention ou tâche complexe, difficile ou impossible : -2 	
	TOTAL DÉCOTÉ	
Formation, entraînement, recyclage, procédure	Quelles sont les formations, habilitations, sensibilisations nécessaires ?	Sensibilisations en interne 0 infraction constatée dans la
	Le personnel est-il formé ? Habilité ?	
	Les tâches sont-elles clairement identifiées ?	
	Recyclage adapté à la tâche ? Fréquence ?	

6. BARRIERE N° 8 : AFFICHAGE DES INTERDICTIONS ET CONSIGNES

Tableau 13 : Présentation de la barrière « Affichage des interdictions et consignes »

Installation	Interdiction de fumer
Fonction assurée	Prévenir les sources d'inflammation (cigarette...)
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	Affichage des interdictions, sensibilisation du personnel
Contexte d'utilisation	Barrière humaine de sécurité

Principe	Questions	Réponse	
Indépendance	Du procédé	Oui	
	Du scénario	Oui	
Liste des exclusions	Standards et spécification de conception et de réalisation	Non	
	POI		
	Plan de prévention		
	Habilitations		
	Formations, entraînements		
	Procédure opératoire		
	Maintenance		
	Procédure de gestion des modifications		
Efficacité	Résistance aux contraintes spécifiques	Sans objet	
	Dimensionnement adapté	Affichage + rappels réguliers	
	Action valide par rapport à la fonction de sécurité prévue ?		
	Aptitudes de l'opérateur conformes aux aptitudes requises ?		
	Les outils, l'interface de travail sont-ils adaptés pour l'opérateur		
	<ul style="list-style-type: none"> Informations disponibles ? 		
	<ul style="list-style-type: none"> Informations correctement présentées 		
	<ul style="list-style-type: none"> Accessibilité des documentations ? 		
	<ul style="list-style-type: none"> Les outils sont-ils accessibles et manœuvrables ? 		
	<ul style="list-style-type: none"> L'organisation est-elle adéquate (missions clairement définies, qui fait quoi) ? 		
	<ul style="list-style-type: none"> L'opérateur est-il exposé physiquement aux effets dangereux ? 		
<ul style="list-style-type: none"> Les protections de l'opérateur et les moyens d'action sont-ils correctement positionnés ? 			
Adaptation des éléments techniques à l'homme ?			
Temps de réponse		Sans objet	
Niveau de confiance	Obtention de l'information :		
	Détection passive ?	Oui 0	
	<ul style="list-style-type: none"> Information clairement identifiable et perceptible et totale disponibilité de l'opérateur : 0 Information identifiable et perceptible avec une difficulté modérée et/ou disponibilité de l'opérateur : -1 Information difficilement identifiable ou perceptible et/ou l'opérateur rarement ou n'est pas disponible : -2 		
	Détection active ?		Non
	<ul style="list-style-type: none"> Facilité d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) et totale disponibilité de l'opérateur : 0 Conditions d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) moyennement aisées et/ou disponibilité de l'opérateur : -1 Impossibilité ou difficulté d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) ou peu ou pas de disponibilité de l'opérateur : -2 		
	Traitement de l'information	0	
	<ul style="list-style-type: none"> Diagnostic nécessitant peu ou pas de traitement et choix d'action facile : 0 Diagnostic nécessitant un traitement et/ou choix d'action limité : -1 Diagnostic complexe ou impossible ou choix d'action difficile : -2 		
	Action de sécurité à réaliser	0	
	<ul style="list-style-type: none"> Peu de pression temporelle et Tâche simple : 0 Pression temporelle moyenne et/ou Tâche moyennement complexe ou difficile : -1 Forte pression temporelle ou impossibilité temporelle de réaliser l'intervention ou tâche complexe, difficile ou impossible : -2 		
	TOTAL DÉCOTÉ		0
Formation, entraînement, recyclage, procédure	Quelles sont les formations, habilitations, sensibilisations nécessaires ?	Sensibilisations en interne 0 infraction constatée dans la	
	Le personnel est-il formé ? Habilité ?		
	Les tâches sont-elles clairement identifiées ?		
	Recyclage adapté à la tâche ? Fréquence ?		

Principe	Questions	Réponse
	Conditions réelles (exercices de mise en pratique ?)	zone logistique Audit opérationnelle annuelle à minima
	Contrôle et audit des conditions matérielles et organisationnelles ?	
	L'opérateur est-il chargé de beaucoup de mesures de maîtrise ?	
	Emploi de personnel intérimaire ?	Oui — très limité
	Stabilité du personnel ?	Oui
Activité impliquant plusieurs acteurs		Sans objet

CONCLUSION SUR LE NIVEAU DE CONFIANCE « INTERDICTION DE FUMER »

NC2 (voir ci-après)

Il s'agit d'une barrière organisationnelle dont les effets ont été intégrés à la probabilité des événements initiateurs.

Extrait de la circulaire du 10 mai 2010

Un nombre restreint de mesures d'interdiction stricte (interdiction de fumer, interdiction de franchissement d'une ligne pour des véhicules par exemple) peuvent être mises en œuvre au sein des installations classées.

« Il paraît difficile, a priori, de définir de façon appropriée la fréquence de l'événement initiateur auquel la mesure de maîtrise des risques cherche à s'opposer (exemple : fumer, entrer dans la zone délimitée par la ligne au sol, etc.). On pourra donc forfaitairement considérer que cet événement initiateur a une classe de fréquence A. La mesure de maîtrise des risques d'interdiction absolue étant une mesure intervenant avant la dérive, elle pourra être cotée conformément aux règles décrites précédemment pour les mesures de prédérive (diminution d'une ou deux classe(s) de probabilité).

Rappel : pour les approches quantitatives, le passage de fréquence A en fréquence B se produit aux alentours de 10⁻², soit un événement tous les 100 ans. Le passage de fréquence B en fréquence C se produit aux alentours de 10⁻³, soit un événement tous les 1000 ans.

Une exception pourra toutefois être retenue pour les permis d'intervention ou les permis de feu concernant des interventions directes sur des installations à grand potentiel de danger de type sphère d'ammoniac ou sphère de chlore. Ces interventions sont rares et le potentiel de danger de ces installations est généralement connu de tous.

Lorsque ces mesures seront mises en œuvre, et sous respect de la démonstration explicite par l'exploitant dans l'étude de dangers que :

- l'existence et les modalités de respect de ces mesures sont connues des opérateurs,*
- des dispositifs de contrôle du respect de ces mesures sont mis en place,*
- toutes les mesures techniques ou organisationnelles complémentaires qui peuvent être judicieusement mises en place pour prévenir, complémentirement à l'obligation de permis d'intervention ou de permis de feu, les enchaînements redoutés auxquels l'interdiction cherche à s'opposer ont, soit été mises en place, soit fait l'objet d'une démonstration technico-économique de l'impossibilité de les mettre en place.*

Il pourra être admis que l'événement initiateur correspondant à la mesure d'interdiction devra figurer dans les études de dangers, mais sans cotation de la probabilité et sans qu'il en soit tenu compte dans la probabilité de l'événement redouté central. »

7. BARRIERE N° 9 : MURS COUPE-FEU

Tableau 14 : Présentation de la barrière « Mur CF »

Installation	Murs Coupe-feu
Fonction assurée	Contenir l'incendie dans la zone étudiée
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	Murs coupe-feu ayant les caractères REI préconisés
Contexte d'utilisation	Barrière passive

7.1. Efficacité vis-à-vis de la fonction sécurité à assurer : 100 %

Tableau 15 : Évaluation de la barrière « Mur CF » — Efficacité

Principe	Questions	Réponse
Concept éprouvé	La barrière est-elle prévue pour la sécurité (cahier des charges) ?	Oui
	La barrière est-elle reconnue comme « barrière » sur d'autres installations similaires ?	Oui
	Si nouvelle technique, a-t-on augmenté le nombre de tests, la maintenance ?	Sans objet
Indépendance du procédé	La barrière est-elle indépendante du procédé ?	Oui
	La barrière est-elle indépendante de la cause de la défaillance ?	Oui
Principe de dimensionnement adapté	Est-ce que la barrière de sécurité mise en place est bien dimensionnée pour faire face aux risques qu'elle doit maîtriser ?	Barrière passive supposée efficace avant l'arrivée des secours
	Existe-t-il des notes de calcul, des études spécifiques sur le dimensionnement de la BTS ?	
	Est-ce un scénario d'accident qui a servi de base pour le dimensionnement de ce dispositif ? Si oui lequel ?	Non
	Des essais ont-ils été réalisés ?	Non
	A-t-on un retour d'expérience sur l'utilisation de ce dispositif ?	Oui
Principe de résistance aux contraintes spécifiques	Existe-t-il des normes, des standards professionnels concernant cette barrière ?	Oui
	Le dispositif est-il conçu pour résister aux contraintes liées à son utilisation ?	Oui
	La barrière est-elle adaptée pour la maîtrise des risques liés aux produits mis en jeu ?	Oui
Principe de sécurité positive	L'équipement a-t-il subi des essais de validation ?	Standards de construction
	Une défaillance peut-elle conduire à la perte de la fonction de sécurité ?	Barrière passive — tenue au feu supposée supérieure au temps d'arrivée des secours
	L'équipement se met-il en état sécuritaire stable lors d'un dysfonctionnement ?	Oui
	La barrière peut-elle se bloquer dans un état non sécuritaire ?	Non
	Cet état est-il détectable ?	
	La barrière remplit-elle la fonction de sécurité lorsqu'elle est dégradée ?	Sans objet Durant 4 h ou 2 h suivant la structure
	L'équipement nécessite-t-il une configuration spécifique pour assurer sa fonction de sécurité ?	Non
Cette configuration repose-t-elle sur un mode opératoire écrit et validé ?	Non	
Positionnement/accessibilité	Est-ce que la position de la barrière permet d'optimiser son aptitude à remplir la fonction qui lui est dévolue ?	Sans objet
	La barrière est-elle facilement accessible ?	Oui

7.2. Temps de réponse : adapté

Tableau 16 : Évaluation de la barrière « Mur CF » — Temps de réponse

Principe	Questions	Réponse
Temps de réponse	Les équipements constituant la barrière permettent-ils de contrôler suffisamment vite les événements accidentels ?	Durée coupe-feu cohérente avec secours + tenue conforme au cahier des charges
	Peut-on évaluer le temps de réponse à l'aide de la documentation constructeur, procès-verbal d'essais, retour d'expérience formalisé ?	Immédiat
	Faut-il envisager un essai dans le contexte d'utilisation	Non

7.3. Niveau de confiance : NC 2

Système simple SFF >90 %

NC =2

7.4. Maintien de la performance dans le temps

Tableau 17 : Évaluation de la barrière « Mur CF » — maintient dans le temps

Principe	Question	Réponse
Maintenance	Peut-on prouver la maintenance préventive effectuée par l'équipement ?	Oui
	Peut-on justifier de sa périodicité (données constructeur, REX...) ?	Oui
Testabilité	La barrière fait-elle l'objet d'inspections régulières ?	Oui, contrôle visuel

Note : Le principal mode de défaillance de cette barrière est l'effondrement du mur.

7.5. Conclusion sur le niveau de confiance « murs CF »

NC 2

8. BARRIERE N° 10 : DISTANCE D'ISOLEMENT

Tableau 18 : Présentation de la barrière « Distance d'isolement »

Installation	Distance d'isolement entre les structures
Fonction assurée	Contenir l'incendie dans la zone étudiée
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	Distances d'éloignement issues du cahier des charges des chais soumis à autorisations
Contexte d'utilisation	Barrière passive

8.1. Efficacité vis-à-vis de la fonction sécurité à assurer : 100 %

Tableau 19 : Évaluation de la barrière « Distance d'isolement » — efficacité

Principe	Questions	Réponse
Concept éprouvé	La barrière est-elle prévue pour la sécurité (cahier des charges) ?	Oui
	La barrière est-elle reconnue comme « barrière » sur d'autres installations similaires ?	Oui
	Si nouvelle technique, a-t-on augmenté le nombre de tests, la maintenance ?	Sans objet
Indépendance du procédé	La barrière est-elle indépendante du procédé ?	Oui
	La barrière est-elle indépendante de la cause de la défaillance ?	Oui
Principe de dimensionnement adapté	Est-ce que la barrière de sécurité mise en place est bien dimensionnée pour faire face aux risques qu'elle doit maîtriser ?	Barrière passive supposée efficace avant l'arrivée des secours
	Existe-t-il des notes de calcul, des études spécifiques sur le dimensionnement de la BTS ?	
	Est-ce un scénario d'accident qui a servi de base pour le dimensionnement de ce dispositif ? Si oui lequel ?	Non
	Des essais ont-ils été réalisés ?	Non
	A-t-on un retour d'expérience sur l'utilisation de ce dispositif ?	Oui
	Existe-t-il des normes, des standards professionnels concernant cette barrière ?	Oui
Principe de résistance aux contraintes spécifiques	Le dispositif est-il conçu pour résister aux contraintes liées à son utilisation ?	Oui
	La barrière est-elle adaptée pour la maîtrise des risques liés aux produits mis en jeu ?	Oui
	L'équipement a-t-il subi des essais de validation ?	Les distances d'éloignement sont données par les textes réglementaires
Principe de sécurité positive	Une défaillance peut-elle conduire à la perte de la fonction de sécurité ?	Barrière passive — Efficacité supposée supérieure au temps d'arrivée des secours
	L'équipement se met-il en état sécuritaire stable lors d'un dysfonctionnement ?	Oui
	La barrière peut-elle se bloquer dans un état non sécuritaire ?	Non
	Cet état est-il détectable ?	
	La barrière remplit-elle la fonction de sécurité lorsqu'elle est dégradée ?	Sans objet durant la tenue au feu des murs
	L'équipement nécessite-t-il une configuration spécifique pour assurer sa fonction de sécurité ?	Non
	Cette configuration repose-t-elle sur un mode opératoire écrit et validé ?	Non
Positionnement/accessibilité	Est-ce que la position de la barrière permet d'optimiser son aptitude à remplir la fonction qui lui est dévolue ?	Sans objet
	La barrière est-elle facilement accessible ?	Oui

8.2. Temps de réponse : adapté

Tableau 20 : Évaluation de la barrière « Distance d'isolement » — temps de réponse

Principe	Questions	Réponse
Temps de réponse	Les équipements constituant la barrière permettent-ils de contrôler suffisamment vite les événements accidentels ?	Cohérent avec le temps d'arrivée des secours supposé inférieur à la tenue au feu des murs Conforme au cahier des charges et au textes réglementaires.
	Peut-on évaluer le temps de réponse à l'aide de la documentation constructeur, procès-verbal d'essais, retour d'expérience formalisé ?	Immédiat
	Faut-il envisager un essai dans le contexte d'utilisation	Non

8.3. Niveau de confiance : NC 2

Système simple 60 % < SFF < 90 %

NC =1

8.4. Maintien de la performance dans le temps

Tableau 21 : Évaluation de la barrière « Distance d'isolement » — maintien dans le temps

Principe	Questions	Réponses
Maintenance	Peut-on prouver la maintenance préventive effectuée par l'équipement ?	Non
	Peut-on justifier de sa périodicité (données constructeur, REX...) ?	Non
Testabilité	La barrière fait-elle l'objet d'inspections régulières ?	Oui

Note : Le principal mode de défaillance de cette barrière est le stockage de matières combustibles entre les structures.

8.5. Conclusion sur le niveau de confiance « distance d'isolement »

NC 1

9. BARRIERE N° 11 : DETECTEURS INCENDIE + TRANSMETTEUR

Tableau 22 : Présentation de la barrière « Capteur de fumée +transmetteurs »

Installation	Détection incendie et télétransmission des alarmes
Fonction assurée	Limiter la propagation d'un incendie
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	La détection à elle seule n'a pas d'incidence directe sur la maîtrise du phénomène. Elle ne suffit pas à elle seule à remplir la fonction de sécurité qui est de limiter les effets.
Contexte d'utilisation	Barrière active

9.1. Efficacité vis-à-vis de la fonction sécurité à assurer : 100 %

Tableau 23 : Évaluation de la barrière « Capteur de fumée +transmetteurs » — efficacité

Principe	Questions	Réponse
Principe de dimensionnement adapté	La barrière est-elle reconnue comme « barrière » sur d'autres installations similaires ?	Oui
	Est-ce que la barrière de sécurité mise en place est bien dimensionnée pour faire face aux risques qu'elle doit maîtriser ?	Oui — APSAD
	Existe-t-il des notes de calcul, des études spécifiques sur le dimensionnement de la BTS ?	Oui
	Est-ce un scénario d'accident qui a servi de base pour le dimensionnement de ce dispositif ? Si oui lequel ?	Oui — Incendie de chaque chai
	Des essais ont-ils été réalisés ?	-
	A-t-on un retour d'expérience sur l'utilisation de ce dispositif ?	Oui
	Existe-t-il des normes, des standards professionnels concernant cette barrière ?	Oui
Principe de résistance aux contraintes spécifiques	Le dispositif est-il conçu pour résister aux contraintes liées à son utilisation ?	Oui — pas de contrainte spécifique
	Est-ce que la barrière est adaptée pour la maîtrise des risques liés aux produits mis en jeu ?	Oui
	L'équipement a-t-il subi des essais de validation ?	Oui
Principe de sécurité positive	Une défaillance peut-elle conduire à la perte de la fonction de sécurité ?	Non (redondance de capteurs)
	L'équipement se met-il en état sécuritaire stable lors d'un dysfonctionnement ?	La défaillance d'un détecteur n'affecte pas la détection.
	La barrière peut-elle se bloquer dans un état non sécuritaire ?	La panne d'un détecteur est immédiatement reportée à la centrale
	Cet état est-il détectable ?	Report alarme
	La barrière remplit-elle la fonction de sécurité lorsqu'elle est dégradée ?	La fonction détection est assurée par les autres détecteurs.
	L'équipement nécessite-t-il une configuration spécifique pour assurer sa fonction de sécurité ?	Non
Positionnement /accessibilité	Cette configuration repose-t-elle sur un mode opératoire écrit et validé ?	Non
	Est-ce que la position de la barrière permet d'optimiser son aptitude à remplir la fonction qui lui est dévolue ?	Oui — règle APSAD
	La barrière est-elle facilement accessible ?	Oui

9.2. Temps de réponse : Adapté

Les équipements constituant la barrière permettent-ils de contrôler suffisamment vite les événements accidentels ? **Oui**

Peut-on évaluer le temps de réponse à l'aide de la documentation constructeur, procès-verbal d'essais, retour d'expérience formalisé ? **Oui (quelques secondes)**

9.3. Niveau de confiance : NC 1

Système complexe avec watchdog 60 % < SFF < 90 %

NC=1

Le niveau de confiance de la détection est évalué à NC1. Toutefois, la détection à elle seule n'a pas d'incidence directe sur la maîtrise du phénomène. Elle ne suffit pas à elle seule à remplir la fonction de sécurité qui est de limiter les effets. Par conséquent le niveau de confiance retenu est NC0.

NC 0

9.4. Maintien de la performance dans le temps du système de détection incendie (sur la base d'un NC1)

Tableau 24 : Évaluation de la barrière « Capteur de fumée +transmetteurs » — maintien dans le temps

Critères	Coefficient	Capteur(s)
TOR à émission	- 5	
TOR à émission avec surveillance en ligne	- 4	x
TOR à manque	- 3	
Mesure continue retransmise (analogique)	0	
Analogique avec comparaison	4	
Configuration verrouillée (accès restreint)	5	
Redondance en mode sécurité positive	4	
Redondance en mode à émission	1	x
Traçage indispensable ou flushing	- 2	
Bouchage/produit colmatant	- 3	
Service facile	1	x
Autres cas difficiles	- 1	
Exigence NC1	- 1	x
Exigence NC2	- 3	
Exigence NC3	- 6	
Inspection visuelle 1 à 2 fois par an ou nettoyage des lignes	2	
Inspection des tendances dans le cas des comparaisons	1	
Total		- 3
Période test		0,5/an

La période de test est estimée à 2 fois par an.

10. BARRIERE N° 13 : RETENTION ET COLLECTE DES DEBORDEMENTS

Tableau 25 : Présentation de la barrière « Réseau de rétentions »

Installation	Rétentions internes et déportées
Fonction assurée	Limiter/empêcher/stopper une pollution éventuelle des eaux et sols Limiter la durée des incendies dans le cas des alcools
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	Dispositifs de rétention associés à chaque stockage de liquides Débit d'évacuation assurant la vidange du contenu des locaux en moins de 4 h et des eaux d'extinctions en 2 h
Contexte d'utilisation	Barrières passives

Système indépendant du procédé : la barrière est retenue.

10.1. Efficacité vis-à-vis de la fonction sécurité à assurer : 100 %

Tableau 26 : Évaluation de la barrière « Réseau de rétentions » : efficacité

Principe	Questions	Réponse
Principe de dimensionnement adapté	La barrière est-elle reconnue comme « barrière » sur d'autres installations similaires ?	Oui
	Est-ce que la barrière de sécurité mise en place est bien dimensionnée pour faire face aux risques qu'elle doit maîtriser ?	Oui
	Existe-t-il des notes de calcul, des études spécifiques sur le dimensionnement de la BTS ?	Oui — détaille dans l'étude de dangers
	Est-ce un scénario d'accident qui a servi de base pour le dimensionnement de ce dispositif ? Si oui lequel ?	Oui
	Des essais ont-ils été réalisés ?	Sans objet
	A-t-on un retour d'expérience sur l'utilisation de ce dispositif ?	Oui
	Existe-t-il des normes, des standards professionnels concernant cette barrière ?	Oui
Principe de résistance aux contraintes spécifiques	Le dispositif est-il conçu pour résister aux contraintes liées à son utilisation ?	Oui
	Est-ce que la barrière est adaptée pour la maîtrise des risques liés aux produits mis en jeu ?	Oui
	L'équipement a-t-il subi des essais de validation ?	Oui
Principe de sécurité positive	Une défaillance peut-elle conduire à la perte de la fonction de sécurité ?	Sans objet
	L'équipement se met-il en état sécuritaire stable lors d'un dysfonctionnement ?	Sans objet
	La barrière peut-elle se bloquer dans un état non sécuritaire ?	Sans objet
	Cet état est-il détectable ?	
	La barrière remplit-elle la fonction de sécurité lorsqu'elle est dégradée ?	Sans objet
	L'équipement nécessite-t-il une configuration spécifique pour assurer sa fonction de sécurité ?	Sans objet
Positionnement /accessibilité	Cette configuration repose-t-elle sur un mode opératoire écrit et validé ?	Sans objet
	Est-ce que la position de la barrière permet d'optimiser son aptitude à remplir la fonction qui lui est dévolue ?	Oui
	La barrière est-elle facilement accessible ?	Oui

10.2. Temps de réponse : adapté

Sans objet, il s'agit d'une solution passive.

10.3. Niveau de confiance : NC2

NC 2

Le niveau de confiance est élevé.

11. BARRIERE N° 14 : ENTRETIEN DES ABORDS

Tableau 27 : Présentation de la mesure « entretien des abords »

Installation	Entretien des abords
Fonction assurée	Éviter les effets dominos provenant des installations situées à l'extérieur de la zone étudiée
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	Nettoyage régulier des abords des bâtiments
Contexte d'utilisation	Barrière humaine de sécurité

Tableau 28 : Évaluation de la barrière « entretien des abords »

Principe	Questions	Réponse
Indépendance	Du procédé	Oui
	Du scénario	Oui
Liste des exclusions	Standards et spécification de conception et de réalisation	Non
	POI	
	Plan de prévention	
	Habilitations	
	Formations, entraînements	
	Procédure opératoire	
	Maintenance	
Efficacité	Procédure de gestion des modifications	Sans objet
	Résistance aux contraintes spécifiques	
	Dimensionnement adapté	
	Action valide par rapport à la fonction de sécurité prévue ?	
	Aptitudes de l'opérateur conformes aux aptitudes requises ?	
	Les outils, l'interface de travail sont-ils adaptés pour l'opérateur	
	<ul style="list-style-type: none"> Informations disponibles ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> Informations correctement présentées 	
	<ul style="list-style-type: none"> Accessibilité des documentations ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> Les outils sont-ils accessibles et manœuvrables ? 	
	<ul style="list-style-type: none"> L'organisation est-elle adéquate (missions clairement définies, qui fait quoi) ? L'opérateur est-il exposé physiquement aux effets dangereux ? Les protections de l'opérateur et les moyens d'action sont-ils correctement positionnés ? 	
Adaptation des éléments techniques à l'homme ?		
Temps de réponse	Obtenu à partir d'exercices ?	Mesure de pré dérive
Niveau de confiance	Obtention de l'information :	Non
	Détection passive ?	
	<ul style="list-style-type: none"> Information clairement identifiable et perceptible et totale disponibilité de l'opérateur : 0 Information identifiable et perceptible avec une difficulté modérée et/ou disponibilité de l'opérateur : -1 Information difficilement identifiable ou perceptible et/ou l'opérateur est rarement ou n'est pas disponible : -2 	
	Détection active ?	Oui 0
	<ul style="list-style-type: none"> Facilité d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) et totale disponibilité de l'opérateur : 0 Conditions d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) moyennement aisées et/ou disponibilité de l'opérateur : -1 Impossibilité ou difficulté d'obtention de la/des information(s) recherchée(s) ou peu ou pas de disponibilité de l'opérateur : -2 	
	Traitement de l'information	-1
	<input type="checkbox"/> Diagnostic nécessitant peu ou pas de traitement et choix d'action facile : 0 <input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic nécessitant un traitement et/ou choix d'action limité : -1 <input type="checkbox"/> Diagnostic complexe ou impossible ou choix d'action difficile : -2	
Action de sécurité à réaliser	0	
<input checked="" type="checkbox"/> Peu de pression temporelle et tâche simple : 0 <input type="checkbox"/> Pression temporelle moyenne et/ou tâche moyennement complexe ou difficile : -1 <input type="checkbox"/> Forte pression temporelle ou impossibilité temporelle de réaliser l'intervention ou tâche complexe, difficile ou impossible : -2		
TOTAL DÉCOTÉ		
Formation, entraînement, recyclage, procédure	Quelles sont les formations, habilitations, sensibilisations nécessaires ?	Sans objet
	Le personnel est-il formé ? Habilité ?	
	Les tâches sont-elles clairement identifiées ?	
	Recyclage adapté à la tâche ? Fréquence ?	
	Conditions réelles (exercices de mise en pratique ?)	

Principe	Questions	Réponse
	Contrôle et audit des conditions matérielles et organisationnelles ?	
	L'opérateur est-il chargé de beaucoup de mesures de maîtrise ?	
	Emploi de personnel intérimaire ?	
	Stabilité du personnel ?	
Activité impliquant plusieurs acteurs		Sans objet

Conclusion sur le niveau de confiance « entretien des abords »

NC 1

12. BARRIERE N° 15 : ZONES DE CIRCULATION DISTINCTES

Tableau 29 : Présentation de la barrière « Plan de circulation »

Installation	Zones de circulation
Fonction assurée	Prévenir les pertes de confinement dues à un choc sur les installations
Descriptif des éléments assurant la fonction de sécurité	<p>En ce qui concerne les plans de circulation, les conditions à respecter sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la vérification des capacités des conducteurs (permis de conduire, habilitation TMD, etc.) ; • l'existence d'un parcours balisé (interdiction de stationnement, limitation des accès) ; • l'existence de moyens techniques permettant de limiter la vitesse au sein de l'établissement ; • rechercher autant que possible la séparation des flux de circulation ; • règles de priorité aux carrefours.
Contexte d'utilisation	Barrière humaine de sécurité

Tableau 30 : Évaluation de la barrière « Plan de circulation »

Principe	Questions	Réponse	
Indépendance	Du procédé	Oui	
	Du scénario	Oui	
Liste des exclusions	Standards et spécification de conception et de réalisation	Non	
	POI		
	Plan de prévention		
	Habilitations		
	Formations, entraînements		
	Procédure opératoire		
	Maintenance		
Efficacité	Procédure de gestion des modifications	Sans objet	
	<u>Résistance aux contraintes spécifiques</u>		
	<u>Dimensionnement adapté</u>		
	Action valide par rapport à la fonction de sécurité prévue ?		Oui
	Aptitudes de l'opérateur conformes aux aptitudes requises ?		Oui
	Les outils, l'interface de travail sont-ils adaptés pour l'opérateur		Oui
	• Informations disponibles ?		Oui
	• Informations correctement présentées		Oui
	• Accessibilité des documentations ?		Oui
	• Les outils sont-ils accessibles et manœuvrables ?		Sans objet
	• L'organisation est-elle adéquate (missions clairement définies, qui fait quoi) ?		Oui
• L'opérateur est-il exposé physiquement aux effets dangereux ?	Sans objet		
• Les protections de l'opérateur et les moyens d'action sont-ils correctement positionnés ?	Oui		
Temps de réponse	Adaptation des éléments techniques à l'homme ?	Sans objet	
	Obtenu à partir d'exercices ?		
	Port d'EPI ?		Mesure de
	Temps de communication ?		Sans objet
	Coordination des acteurs ?		Adéquate
	Ronde ?		Oui
	Somme des temps est-il cohérent par rapport à la cinétique du scénario ?		Sans objet
Niveau de confiance	Marge de manœuvre temporelle suffisante pour analyser les infos, prendre la décision de l'action de sécurité à mener ?	Oui	
	Obtention de l'information :	Non	
	Détection passive ?		
	Détection active ?		Oui
	Traitement de l'information	0	
	<input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic nécessitant peu ou pas de traitement et choix d'action facile : 0 <input type="checkbox"/> Diagnostic nécessitant un traitement et/ou choix d'action limité : -1 <input type="checkbox"/> Diagnostic complexe ou impossible ou choix d'action difficile : -2		
	Action de sécurité à réaliser		
	<input checked="" type="checkbox"/> Peu de pression temporelle et Tâche simple : 0 <input type="checkbox"/> Pression temporelle moyenne et/ou Tâche moyennement complexe ou difficile : -1 <input type="checkbox"/> Forte pression temporelle ou impossibilité temporelle de réaliser l'intervention ou Tâche complexe, difficile ou impossible : 2	0	
	TOTAL DÉCOTÉ		1

Principe	Questions	Réponse
Formation, entraînement, recyclage, procédure	Quelles sont les formations, habilitations, sensibilisations nécessaires ?	Formations risques produits et ICPE, ADR chez les prestataires agréés
	Le personnel est-il formé ? Habilité ?	Oui — fiche de
	Les tâches sont-elles clairement identifiées ?	Oui — fiche de
	Recyclage adapté à la tâche ? Fréquence ?	Oui — 2 ans ou
	Conditions réelles (exercices de mise en pratique ?)	Oui
	Contrôle et audit des conditions matérielles et organisationnelles ?	Oui — annuel
	L'opérateur est-il chargé de beaucoup de mesures de maîtrise ?	Non
	Emploi de personnel intérimaire ?	Non
Activité impliquant plusieurs acteurs	Stabilité du personnel ?	Opérateur sous-
	Rôles clairement définis ?	Oui
	Les tâches sont-elles planifiées ?	Oui
	Les protocoles de communication sont-ils clairs ?	Oui
	Utilisations de standards de vérification des équipements	<i>Sans objet</i>
	Les outils de communication ont-ils une qualité suffisante ?	Oui

CONCLUSION SUR LE NIVEAU DE CONFIANCE « RESPECT DU PLAN DE CIRCULATION »

NC 1

Il s'agit d'une barrière organisationnelle dont les effets ont été intégrés à la probabilité des événements initiateurs.

13. BARRIERE N° 16 : EXTINCTION PAR LES POMPIERS

Cette barrière est liée à l'intervention physique des pompiers sur le site, son niveau de confiance n'est pas évalué.

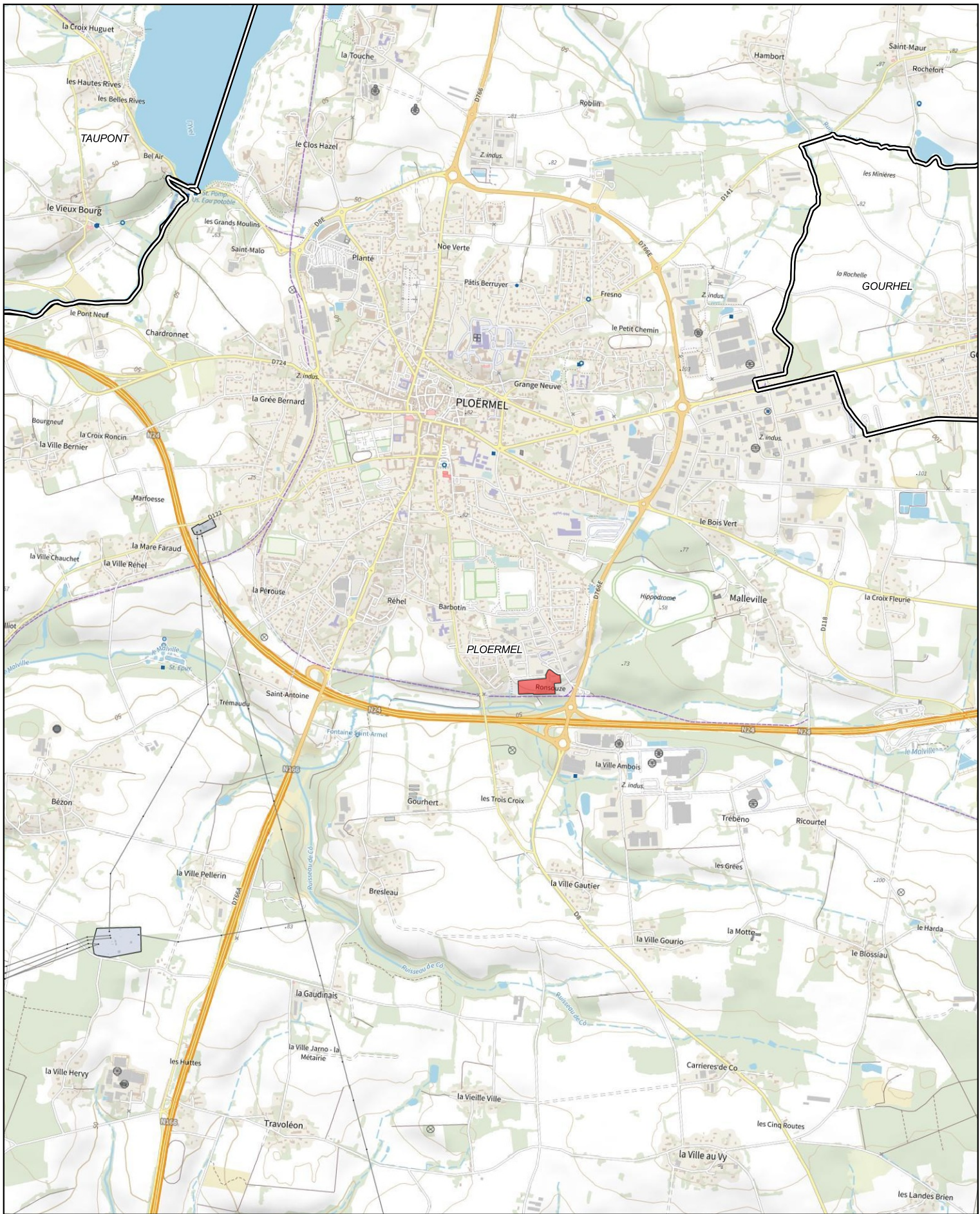
14. BARRIERE N° 17 : INERTAGE DES CUVES

Cette barrière est directement en lien avec les permis de travail et permis de feu qui empêchent les interventions par point chaud sur des récipients non inertés.

PLANS PROJET

- ANNEXE PLAN- 1. PLAN DE SITUATION**
- ANNEXE PLAN- 2. RAYON D’AFFICHAGE**
- ANNEXE PLAN- 3. INSTALLATIONS EXISTANTES – PLANS ET COUPES**
- ANNEXE PLAN- 4. PLANS ICPE**

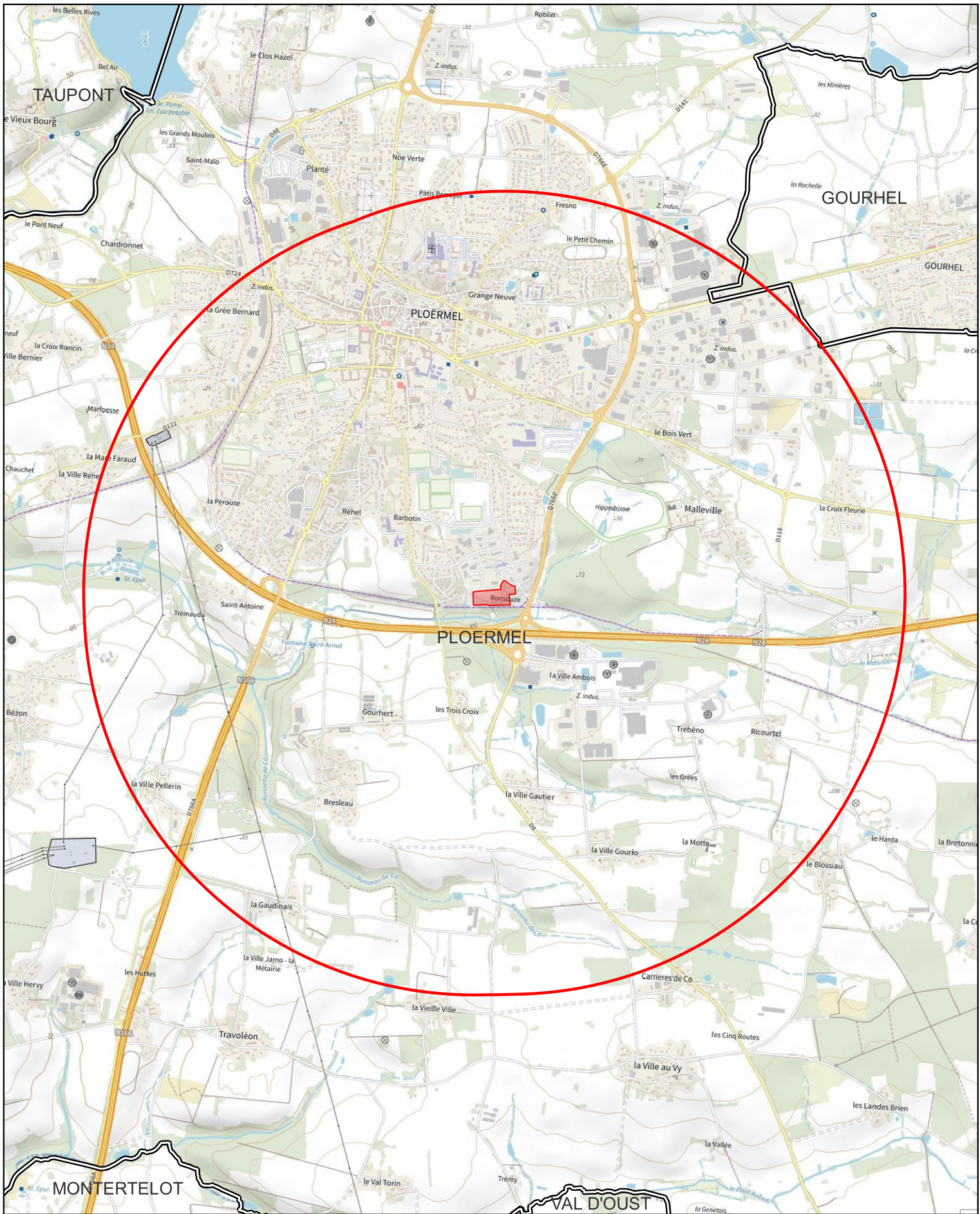
ANNEXE PLAN- 1.PLAN DE SITUATION



LEGENDE

- Le site
- Limites administratives
- Fond de carte
- Communes
- Plan IGN v2

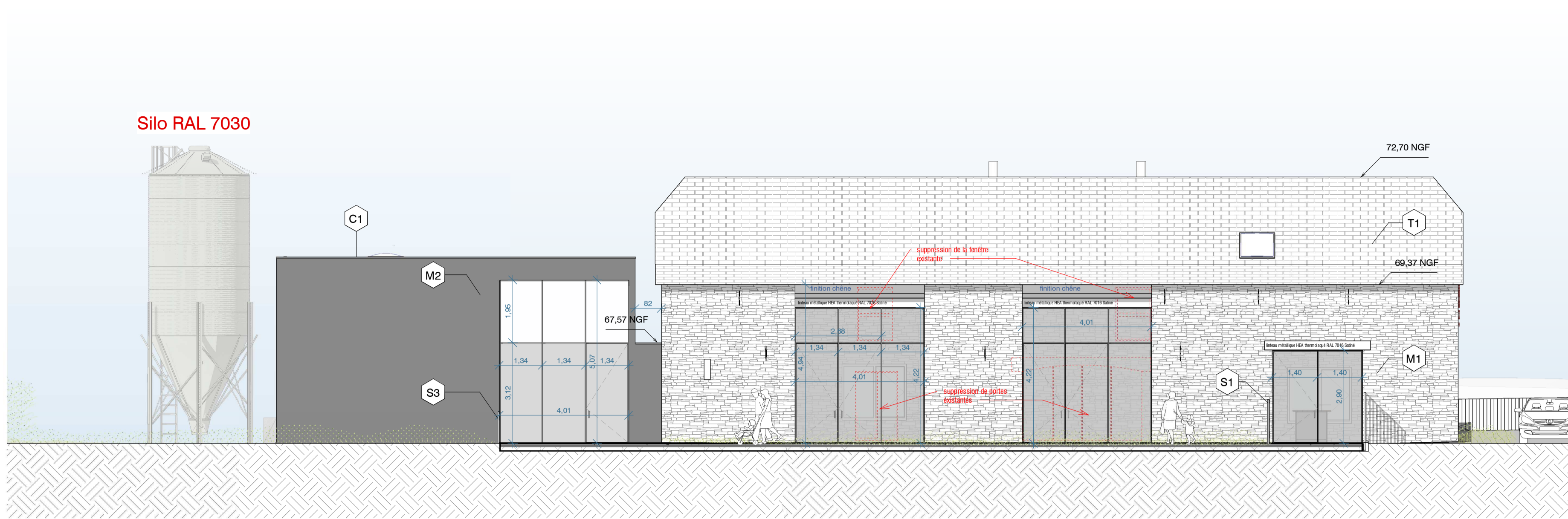
ANNEXE PLAN- 2. RAYON D’AFFICHAGE



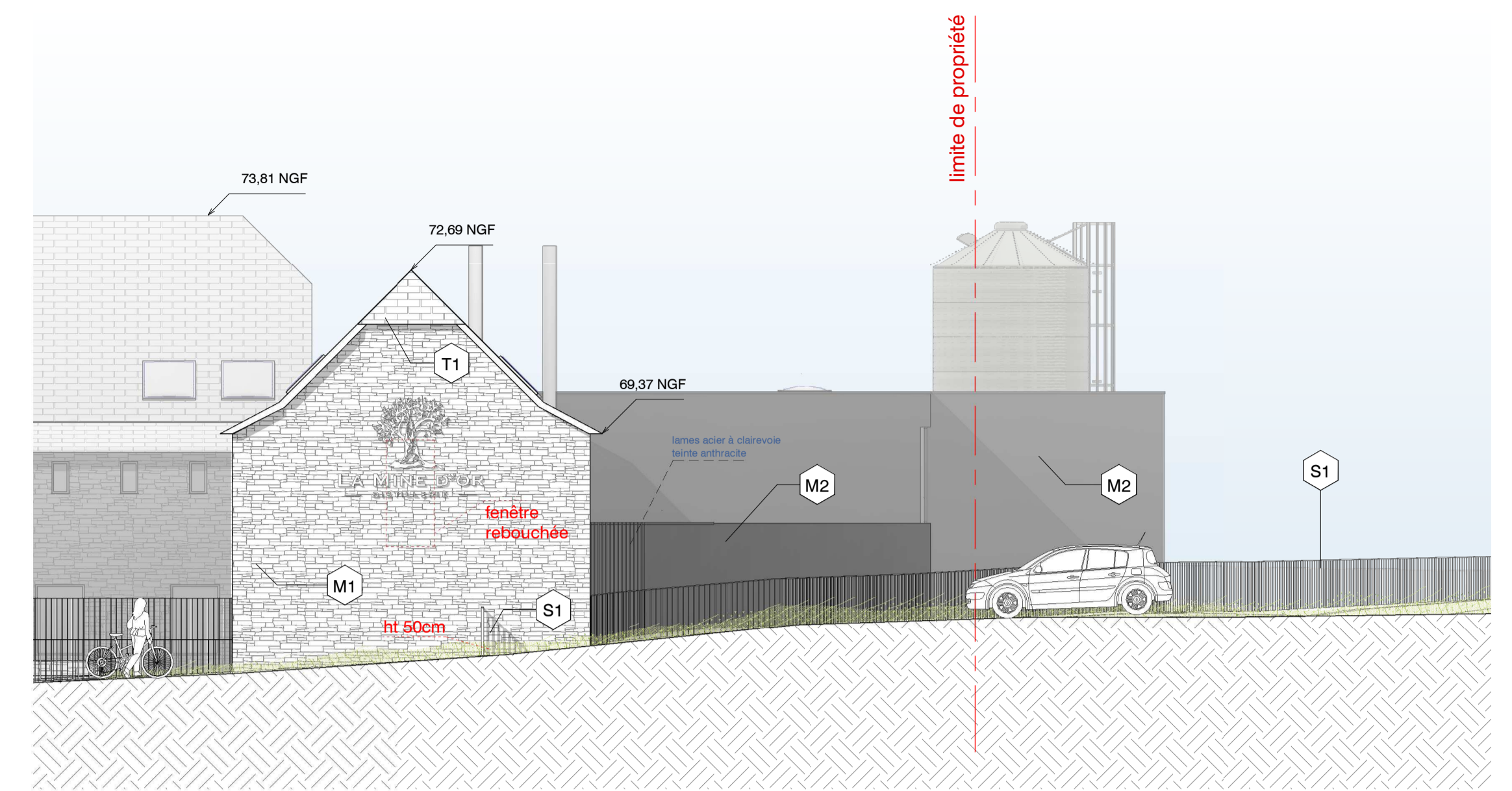
LEGENDE

- Le site
- Limites administratives
- Fond de carte
- Communes
- Plan IGN v2
- Rayon 2km

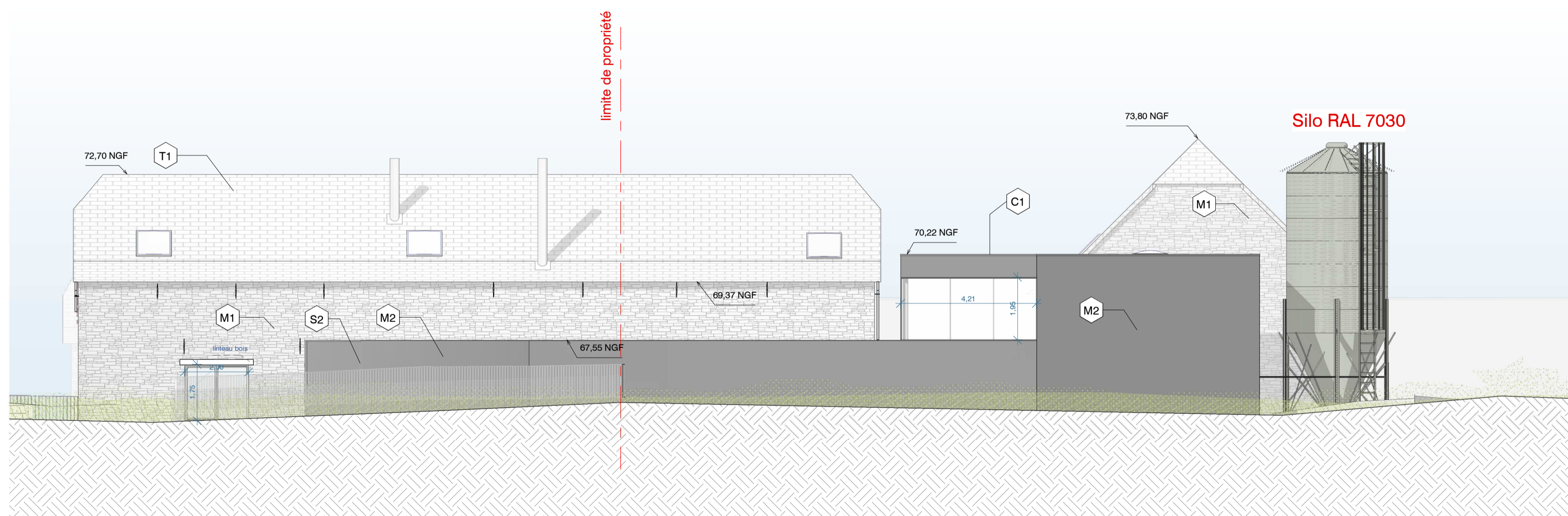
**ANNEXE PLAN- 3. INSTALLATIONS EXISTANTES –
PLANS ET COUPES**



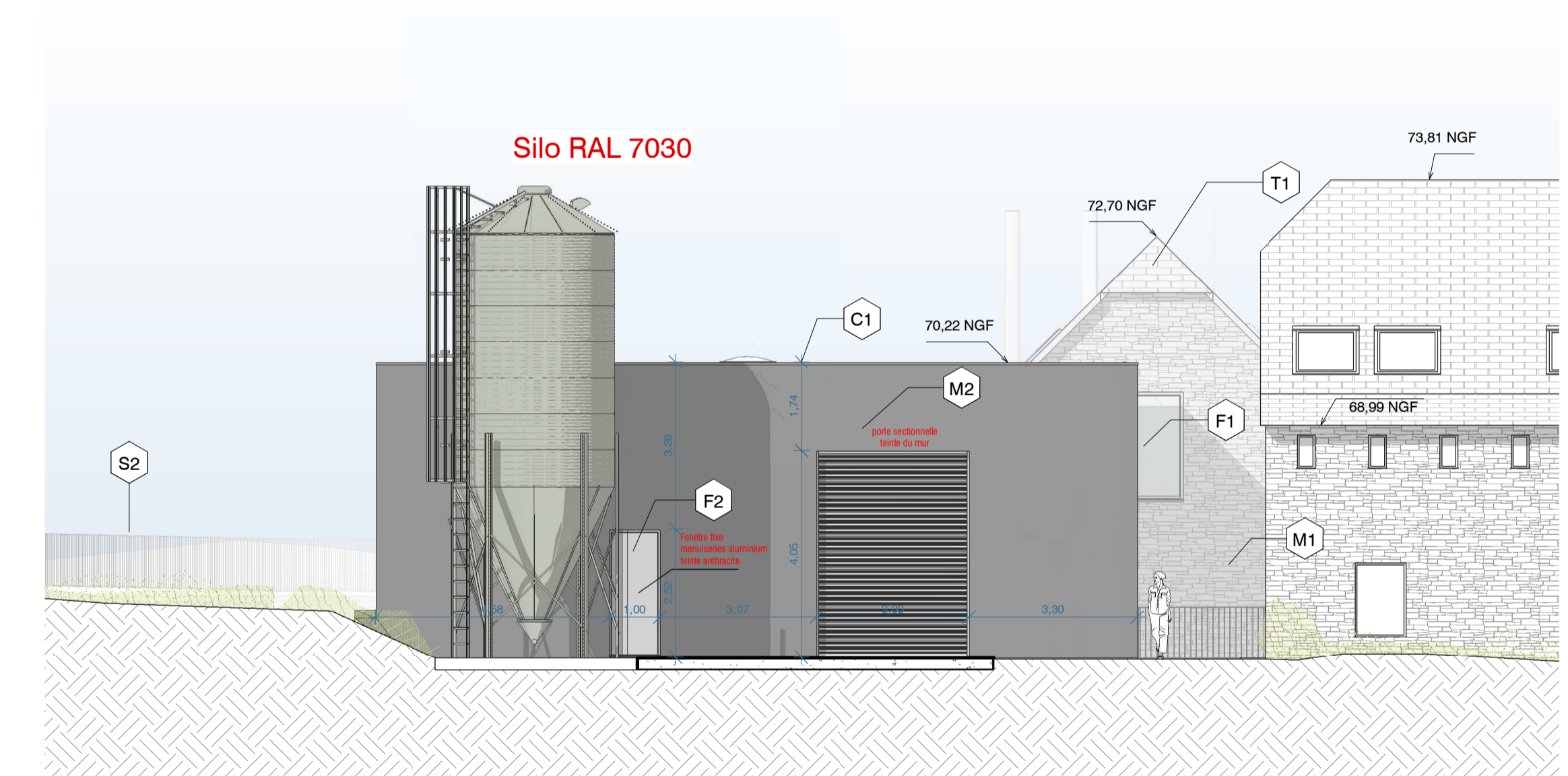
Bâtiment A - Elévation Sud - EL-1
ECHELLE 1:100e



Bâtiment A - Elévation Est - EL-2
ECHELLE 1:100e



Bâtiment A - Elévation Nord - EL-3
ECHELLE 1:100e

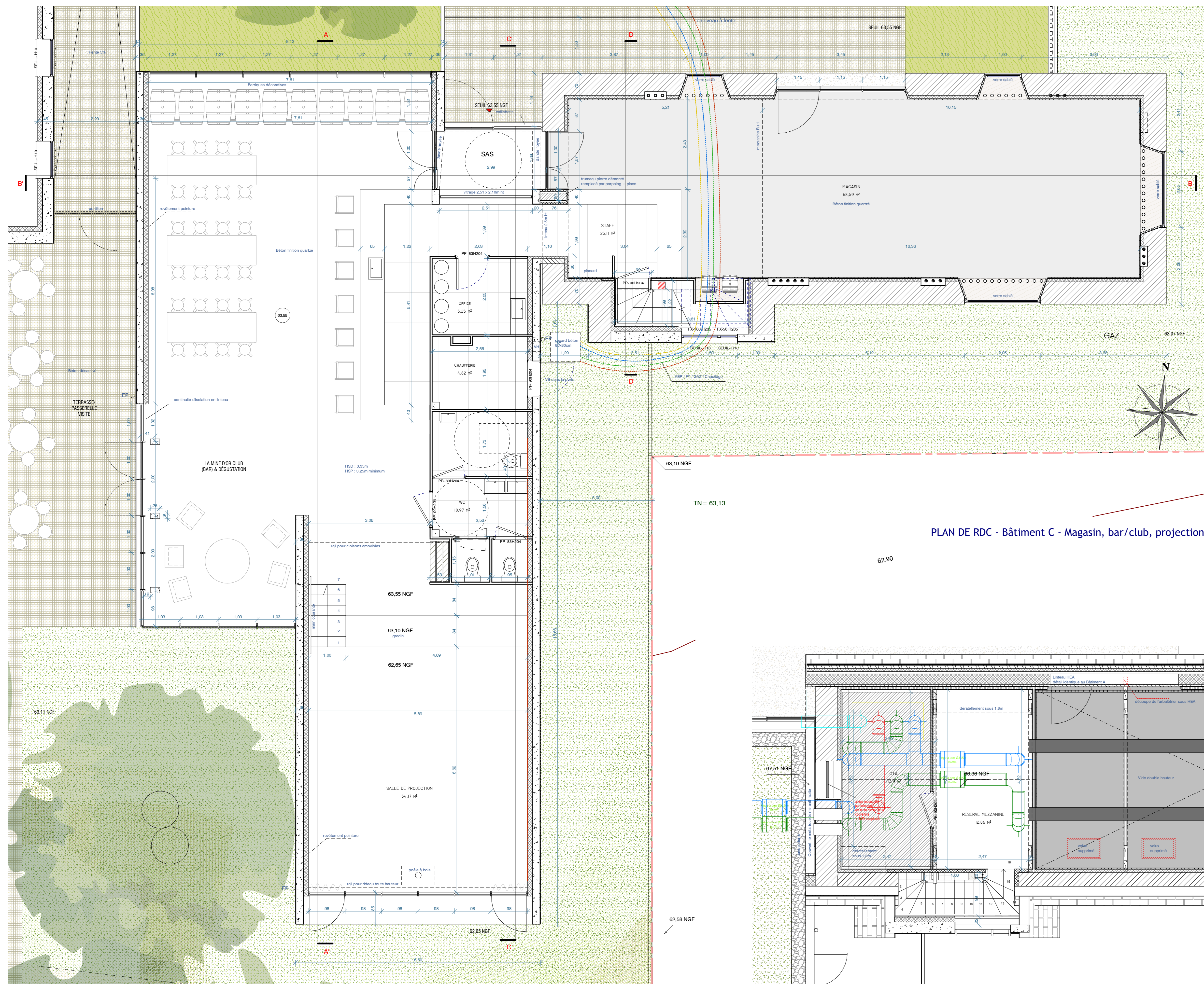


Bâtiment A - Elévation Ouest - EL-4
ECHELLE 1:100e

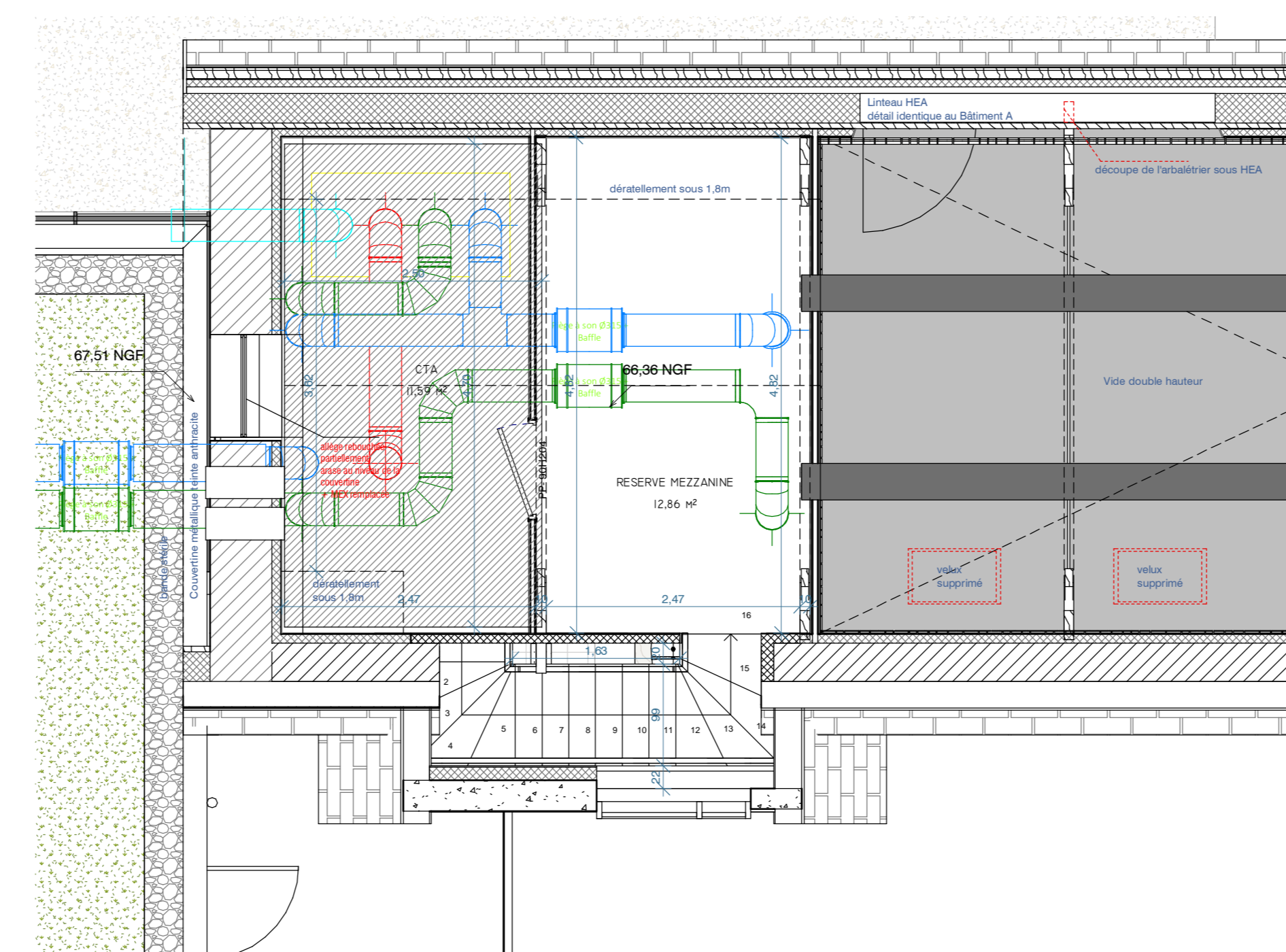
LEGENDE

M1	MUR EXISTANT EN PIERRE	F1	MENUISERIES PVC REMPLACEES PAR ALUMINIUM ANTHRACITE	P1	PORTE VITRÉE, CADRE ALUMINIUM, TEINTE ANTHRACITE	S1	PORTAIL METALLIQUE, BARREAUDAGE VERTICAL, TEINTE ANTHRACITE RAL 7016
M2	BÉTON LASURÉ, TEINTE ANTHRACITE	F2	MENUISERIES ALUMINIUM, TEINTE ANTHRACITE	P2	PORTE PLEINE, TEINTE DU MUR	S2	CLÔTURE GRILLAGÉE, TEINTE ANTHRACITE RAL 7016
M3	BARDAGE BOIS, FINITION BRILLANTE_BRULE	C1	ACIER THERMOLAQUÉ, TEINTE ANTHRACITE	T1	TOITURE EXISTANTE EN ARDOISES	S3	GARDE-CORPS A BARREAUDAGE VERTICAL, ACIER THERMOLAQUE, TEINTE ANTHRACITE

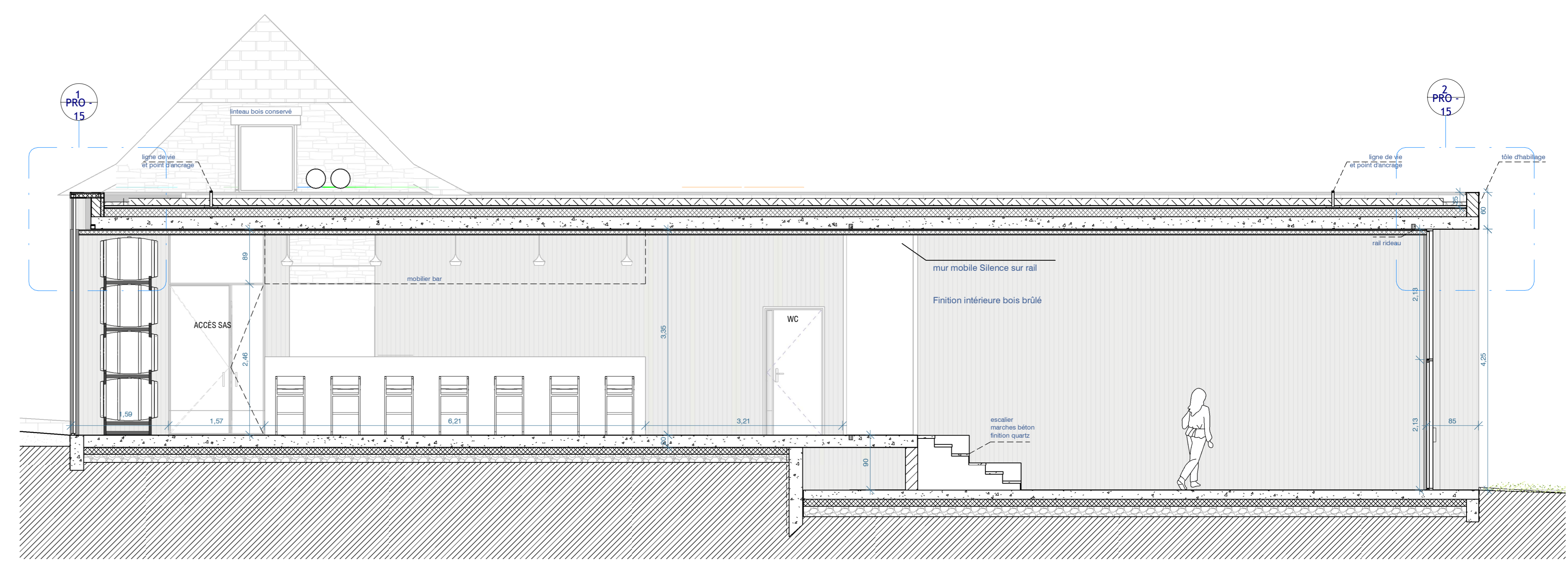




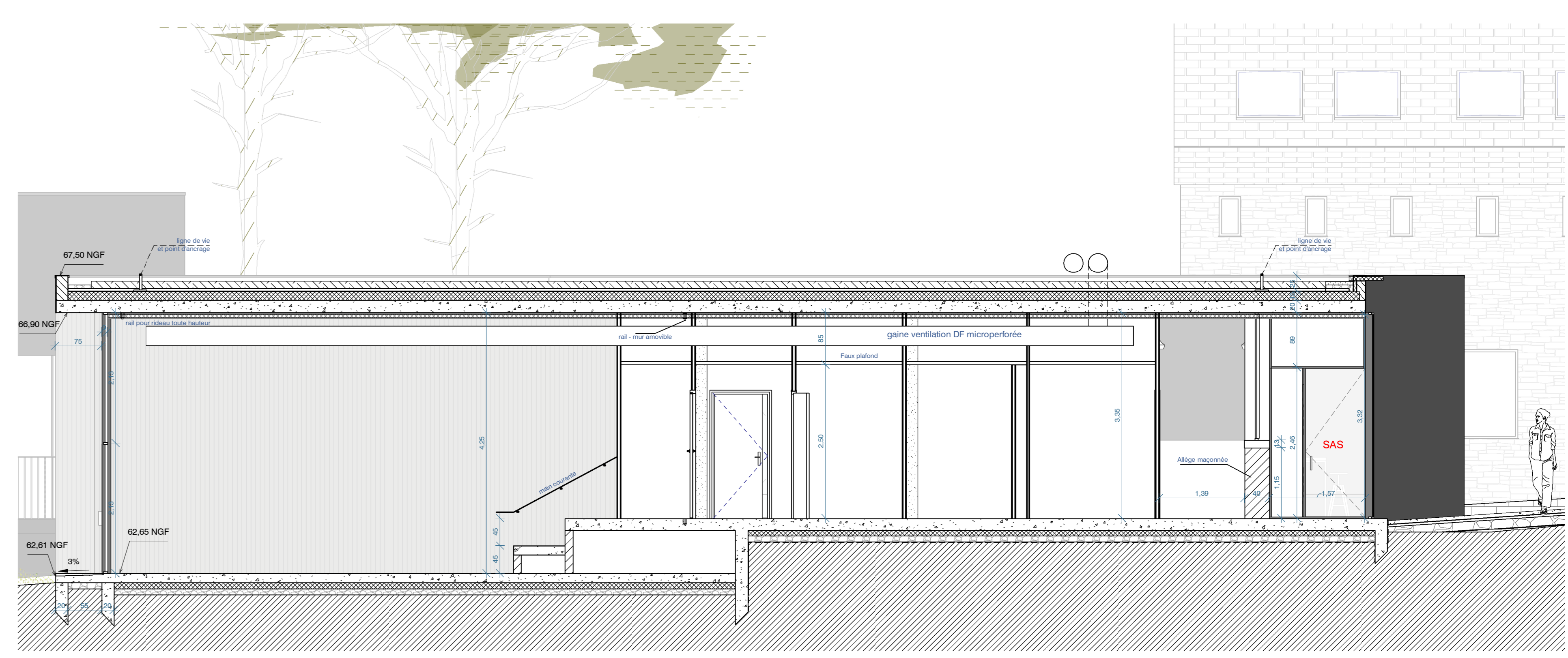
PLAN DE RDC - Bâtiment C - Magasin, bar/club, projection



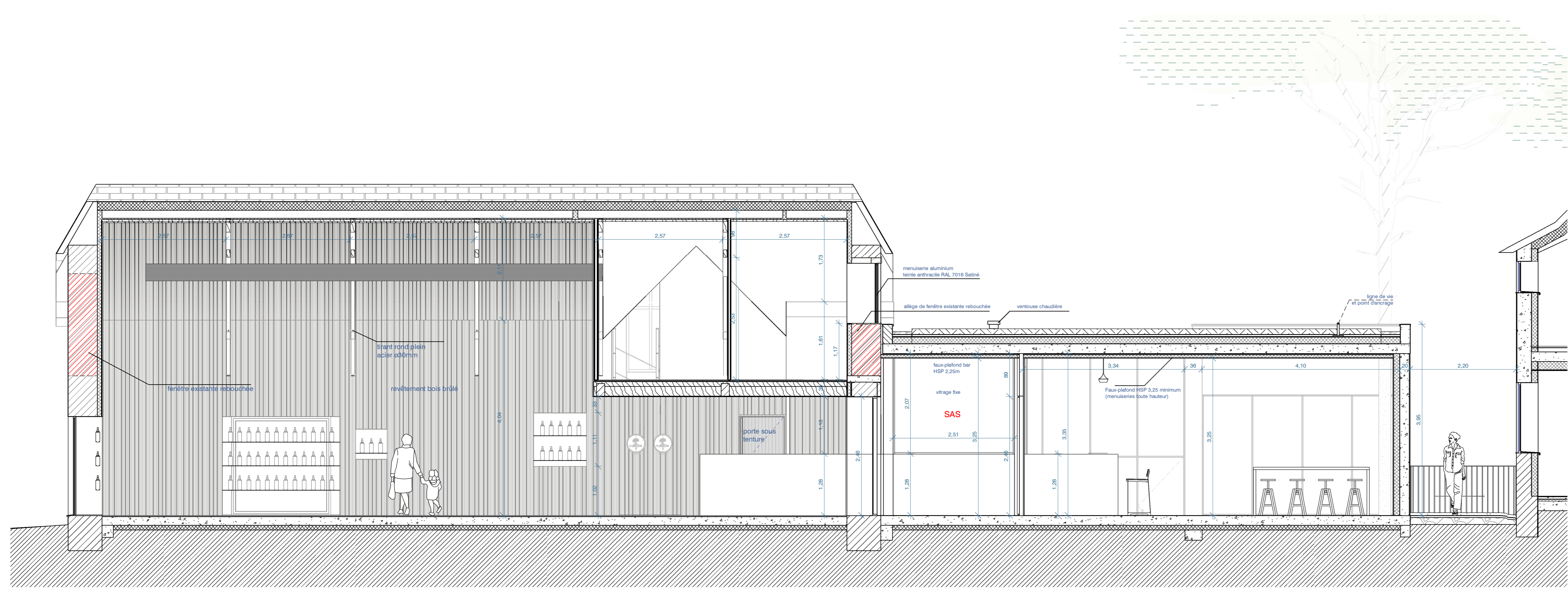
Plan de la mezzanine du magasin



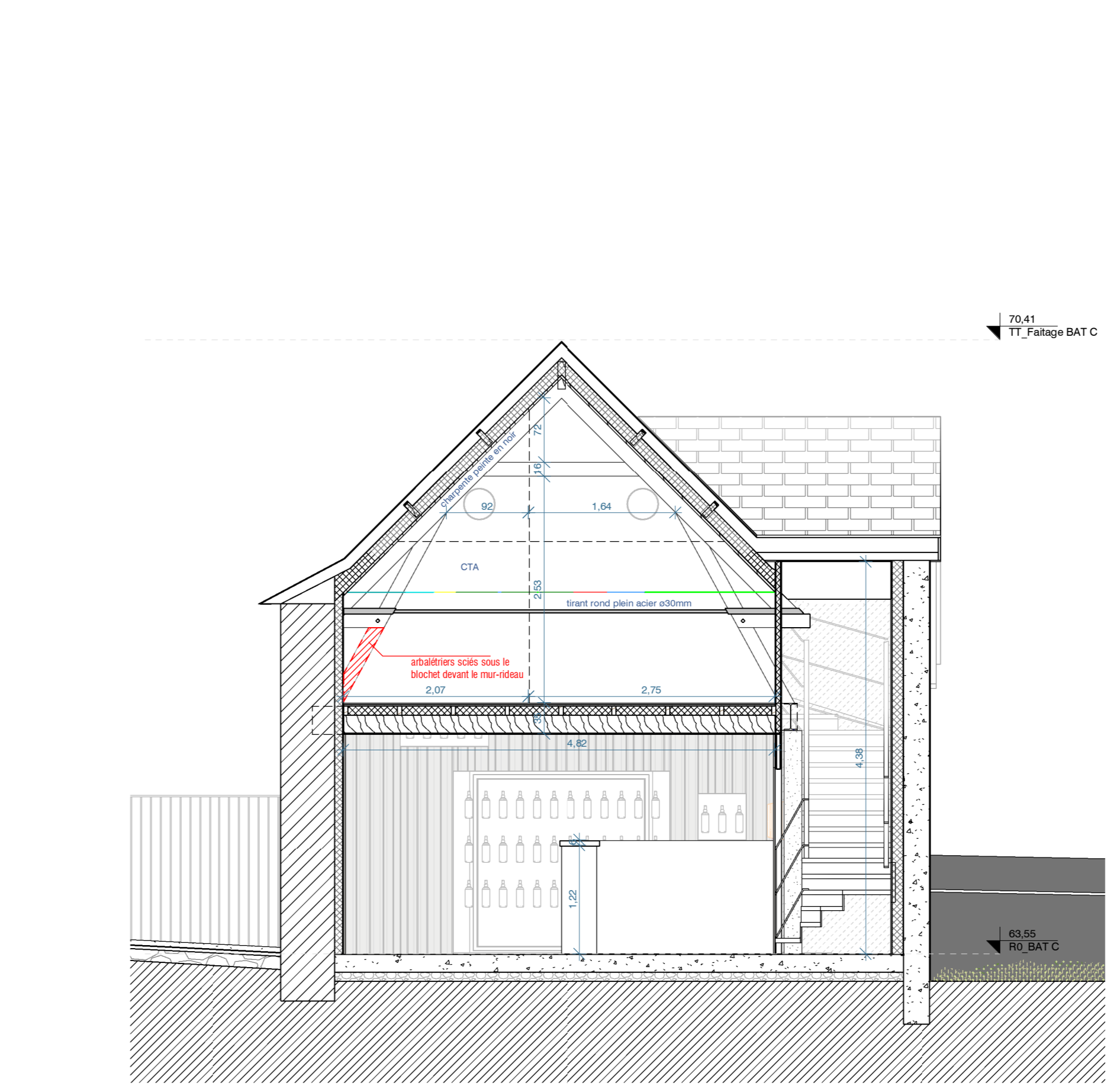
COUPE C AA' - Club / Projection



COUPE C CC' - Accès cave / SAS

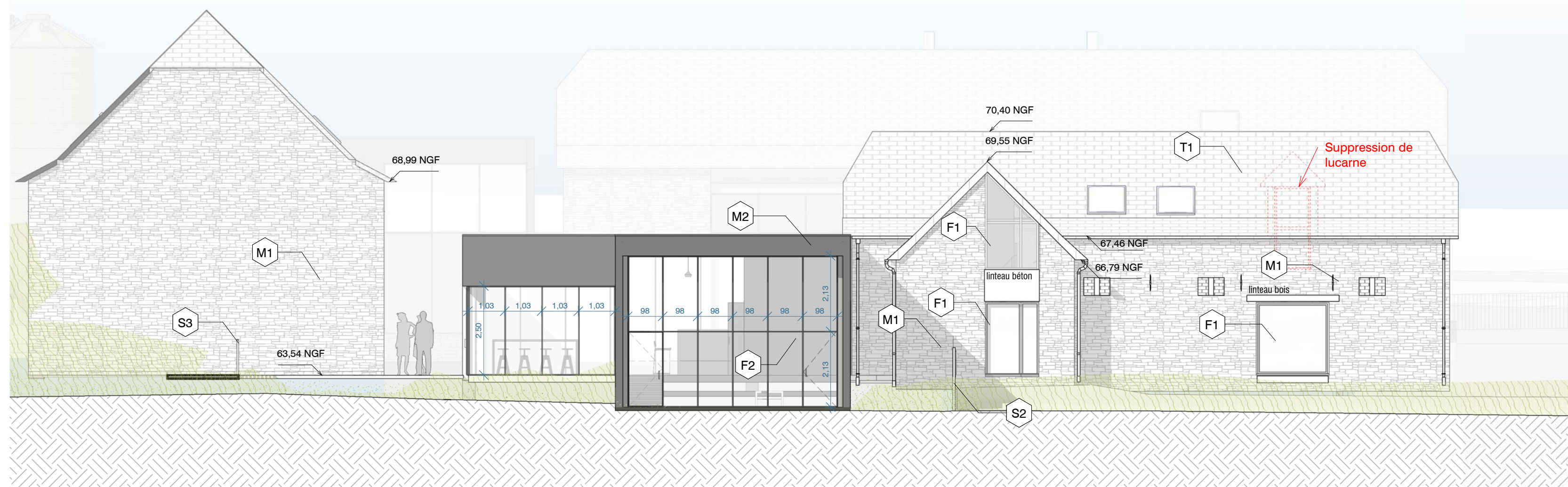


COUPE C BB' - Magasin / SAS / Club

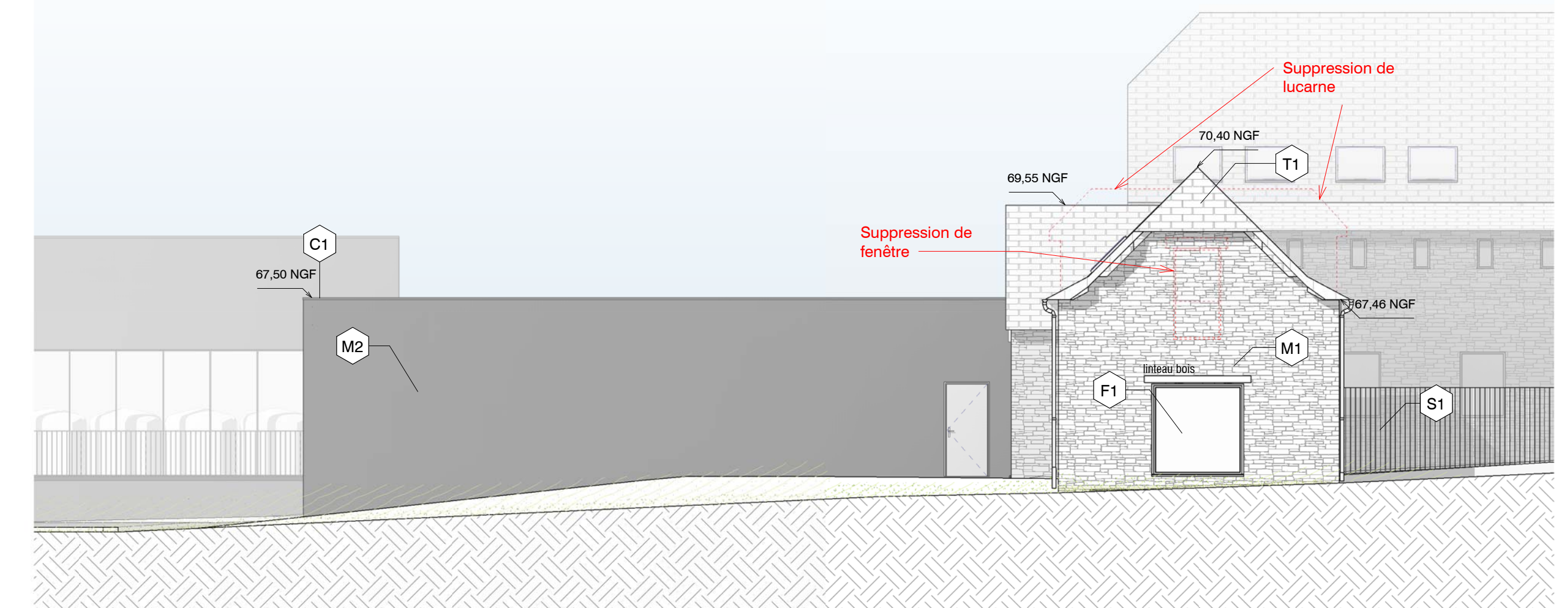


COUPE C DD' - Magasin / SAS / Club

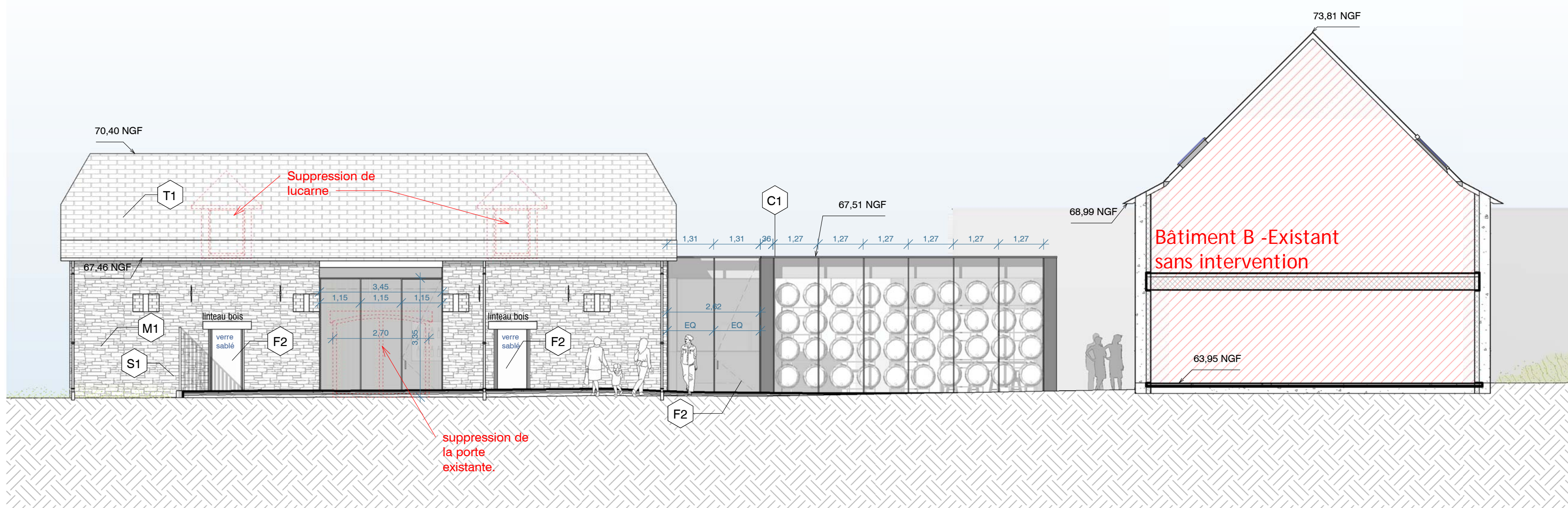
<p>LA MINE D'OR DISTILLERIE</p> <p>10 Rue Maréchal Foch 56000 VANNES & 4 rue de la Chapelle 56000 VANNES Tel : 06 26 36 55 87</p>		<p>PLOERMEL - DISTILLERIE - LA MINE D'OR</p>													
<p>MAITRE D'OEUVRE</p> <p>BUREAU ARCAU</p> <p>68 Rue Anita Conti 56000 VANNES Tel : 02 97 40 33 33</p>		<p>IND DATE MODIFICATIONS</p> <table border="1"> <tr> <td>D</td> <td>05/10/2021</td> <td>PRO - Châssis D' Et F</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>02/07/2021</td> <td>PRO - DISTILLERIE PROJET COMPLET - #3</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>08/06/2021</td> <td>PRO - Alambics - #2</td> </tr> <tr> <td>A</td> <td>23/03/2021</td> <td>PRO - Alambics - #1</td> </tr> </table>		D	05/10/2021	PRO - Châssis D' Et F	C	02/07/2021	PRO - DISTILLERIE PROJET COMPLET - #3	B	08/06/2021	PRO - Alambics - #2	A	23/03/2021	PRO - Alambics - #1
D	05/10/2021	PRO - Châssis D' Et F													
C	02/07/2021	PRO - DISTILLERIE PROJET COMPLET - #3													
B	08/06/2021	PRO - Alambics - #2													
A	23/03/2021	PRO - Alambics - #1													
<p>BUREAU DE ETUDES</p> <p>DMV 4 rue Charles Lindbergh 56100 LANDES Tel : 02 97 47 85 83</p> <p>AD STRUCTURE 27 Rue du Général Kérouart 56000 VANNES Tel : 02 97 88 85 83</p> <p>FACILE CARTES 27 Rue du Général Kérouart 56000 VANNES Tel : 02 97 47 45 70</p> <p>COE CIEL ENVIRONNEMENT 27 Rue du Général Kérouart 56000 VANNES Tel : 02 97 47 45 70</p> <p>M&V 5 Avenue des Amalantes 56000 VANNES Tel : 02 97 47 45 70</p> <p>OMERSON 47 FORTS, 41000 LACHAISE 07 56 41 99 72</p>		<p>BUREAU DE CONTROLE</p> <p>SOCOTEC VANNES Avenue Perceval 56000 VANNES 02 97 47 45 70</p> <p>COORDINATION OPC</p> <p>SOCOTEC</p>													
<p>COORDINATION SPS</p> <p>SOCOTEC VANNES Avenue Perceval 56000 VANNES 02 97 47 45 70</p>		<p>MAGASIN - CLUB</p> <p>PRO - 03 - BAT C</p>													
<p>COORDINATION SPS</p> <p>SOCOTEC VANNES Avenue Perceval 56000 VANNES 02 97 47 45 70</p>		<p>ECHELLE :</p> <p>1 : 50</p>	<p>DATE :</p> <p>13/01/2022</p>												
		<p>CODE :</p> <p>20-12</p>	<p>PRO</p>												



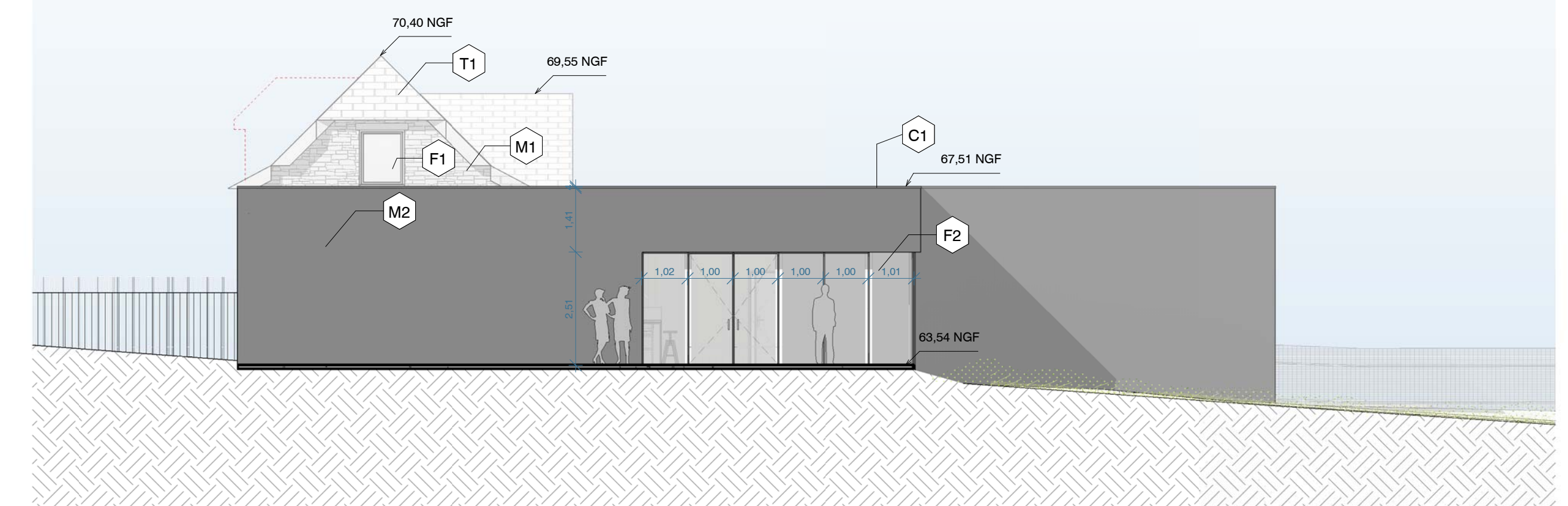
Bâtiment C - Elévation Nord - EL-1
Echelle 1:100e



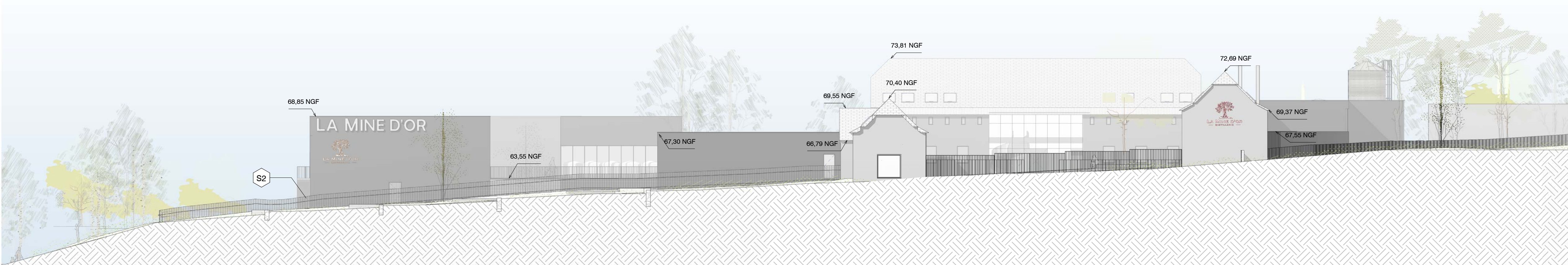
Bâtiment C - Elévation Est - EL-2
Echelle 1:100e



Bâtiment C - Elévation Nord - EL-3
Echelle 1:100e



Bâtiment C - Elévation Ouest - EL-4
Echelle 1:100e



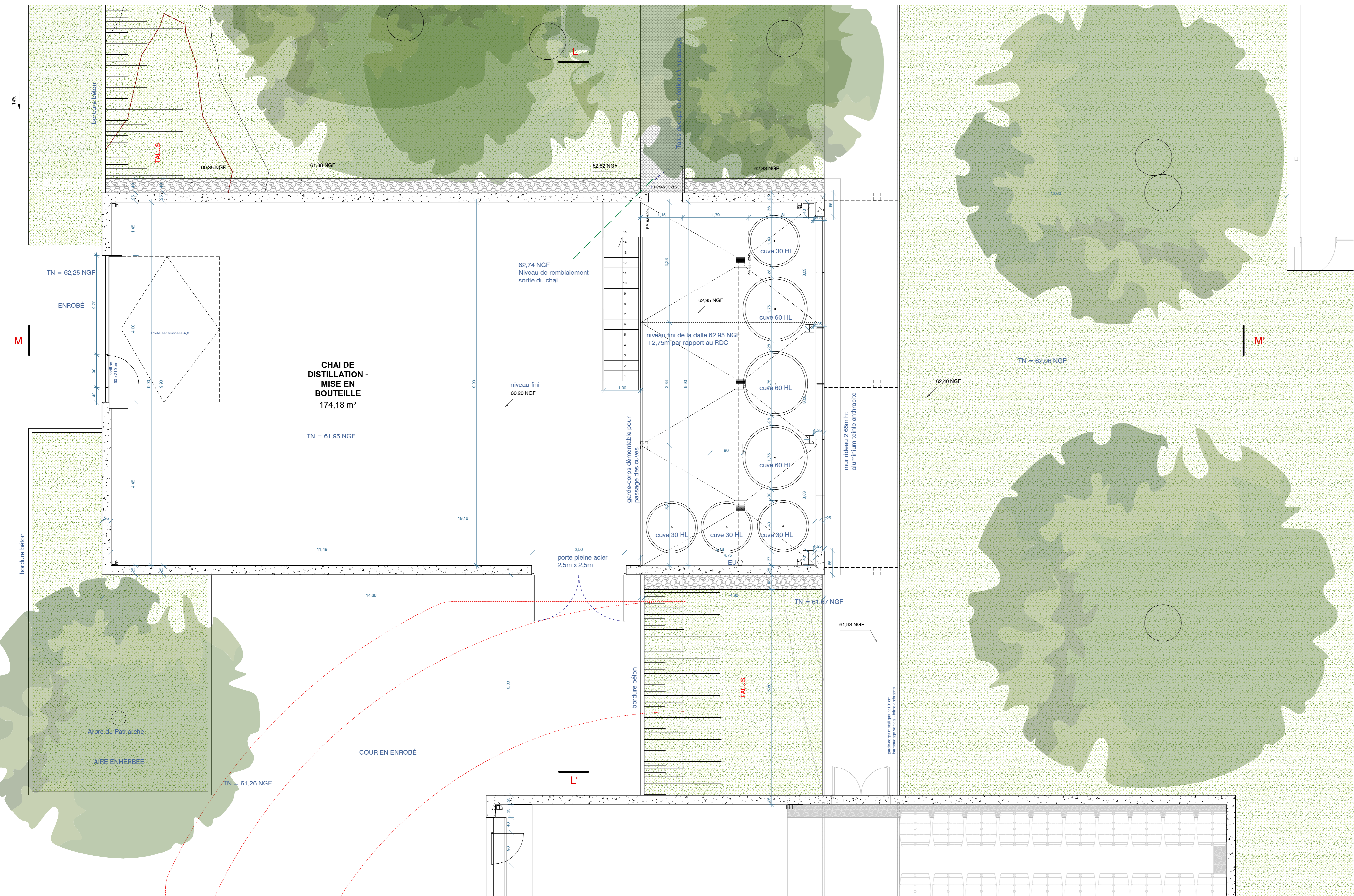
Elévation générale Est - EL-E
Echelle 1:200e



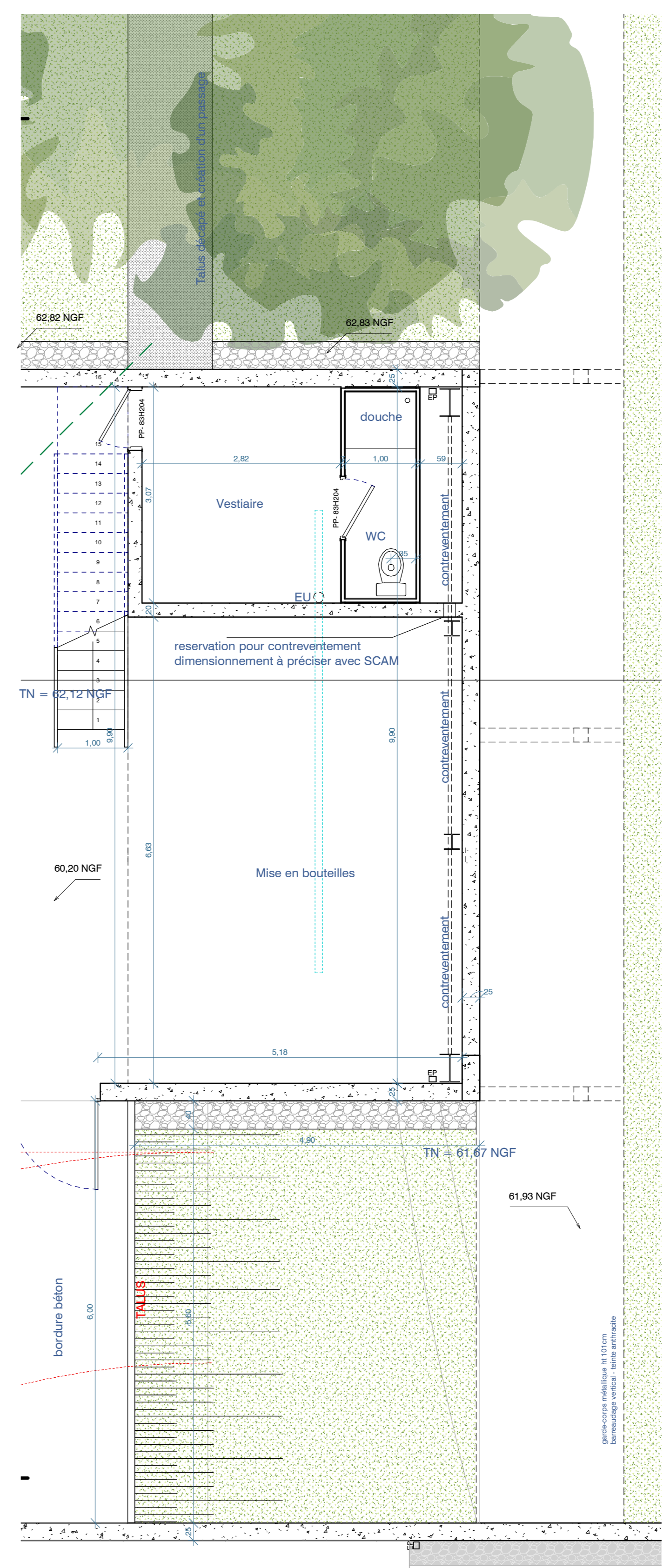
LEGENDE			
M1	MUR EXISTANT EN PIERRE	F1	MENUISERIES PVC REMPLACEES PAR ALUMINIUM ANTHRACITE
M2	BETON LASURE, TEINTE ANTHRACITE	F2	MENUISERIES ALUMINIUM, TEINTE ANTHRACITE
M3	BARDAGE BOIS, FINITION BRILLANTE_BRULE	C1	ACIER THERMOLOQUE, TEINTE ANTHRACITE
P1	PORTE VITREE, CADRE ALUMINIUM, TEINTE ANTHRACITE	S1	PORTAIL METALLIQUE, BARREAUDAGE VERTICAL, TEINTE ANTHRACITE RAL 7016
P2	PORTE PLEINE, TEINTE DU MUR	S2	CLOTURE GRILLAGEE, TEINTE ANTHRACITE RAL 7016
T1	TOITURE EXISTANTE EN ARDOISES	S3	GARDE-CORPS A BARREAUDAGE VERTICAL, ACIER THERMOLOQUE, TEINTE ANTHRACITE



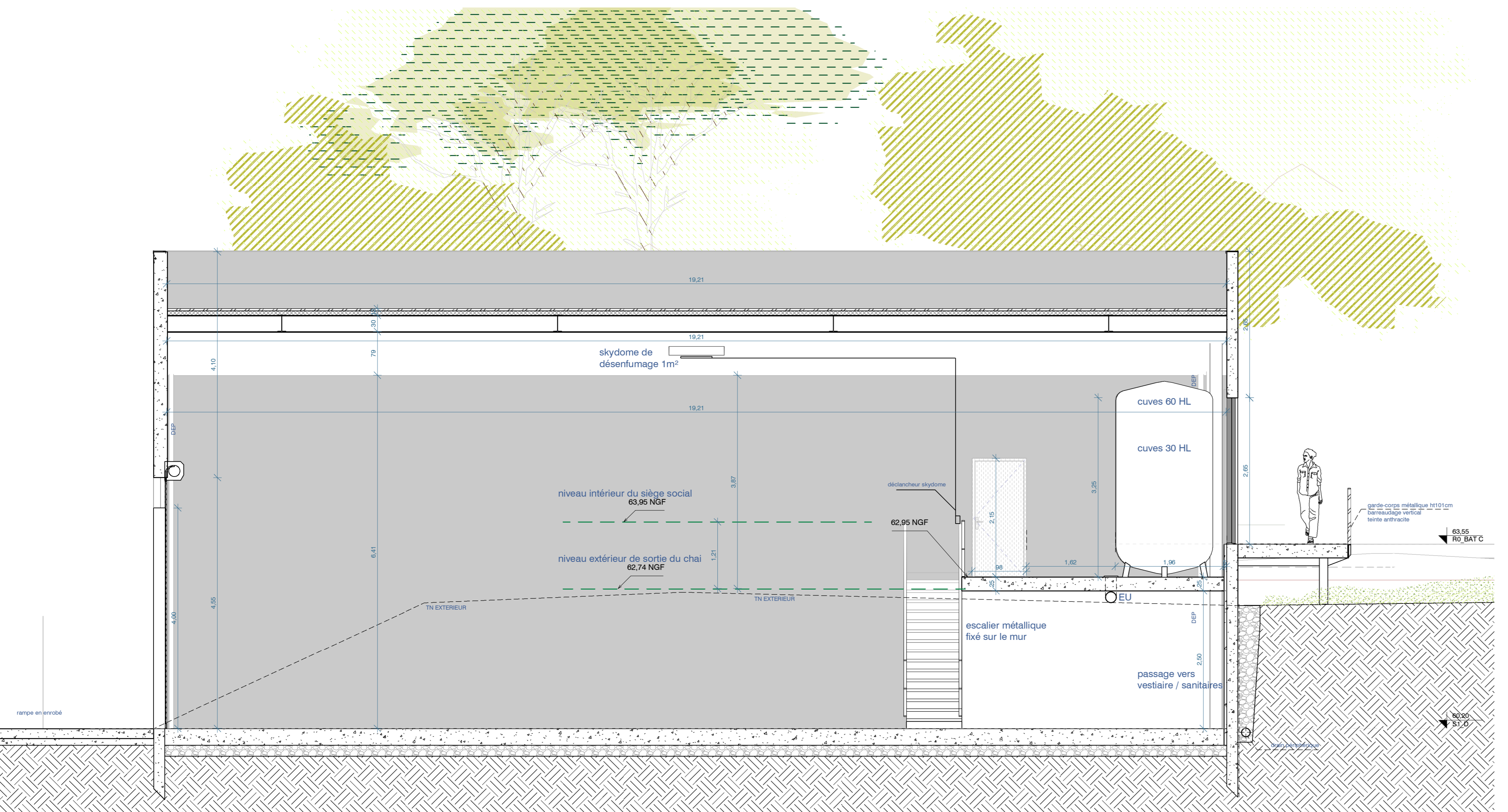
PLOERMEL - DISTILLERIE - LA MINE D'OR	03/09/2021	Elévations BATIMENT C - Accueil / Magasin / Dégustation	N° PC2 - 05 D2	Ech: Comme indiqué	PRO
PLO_LMO	20-12		IND.		



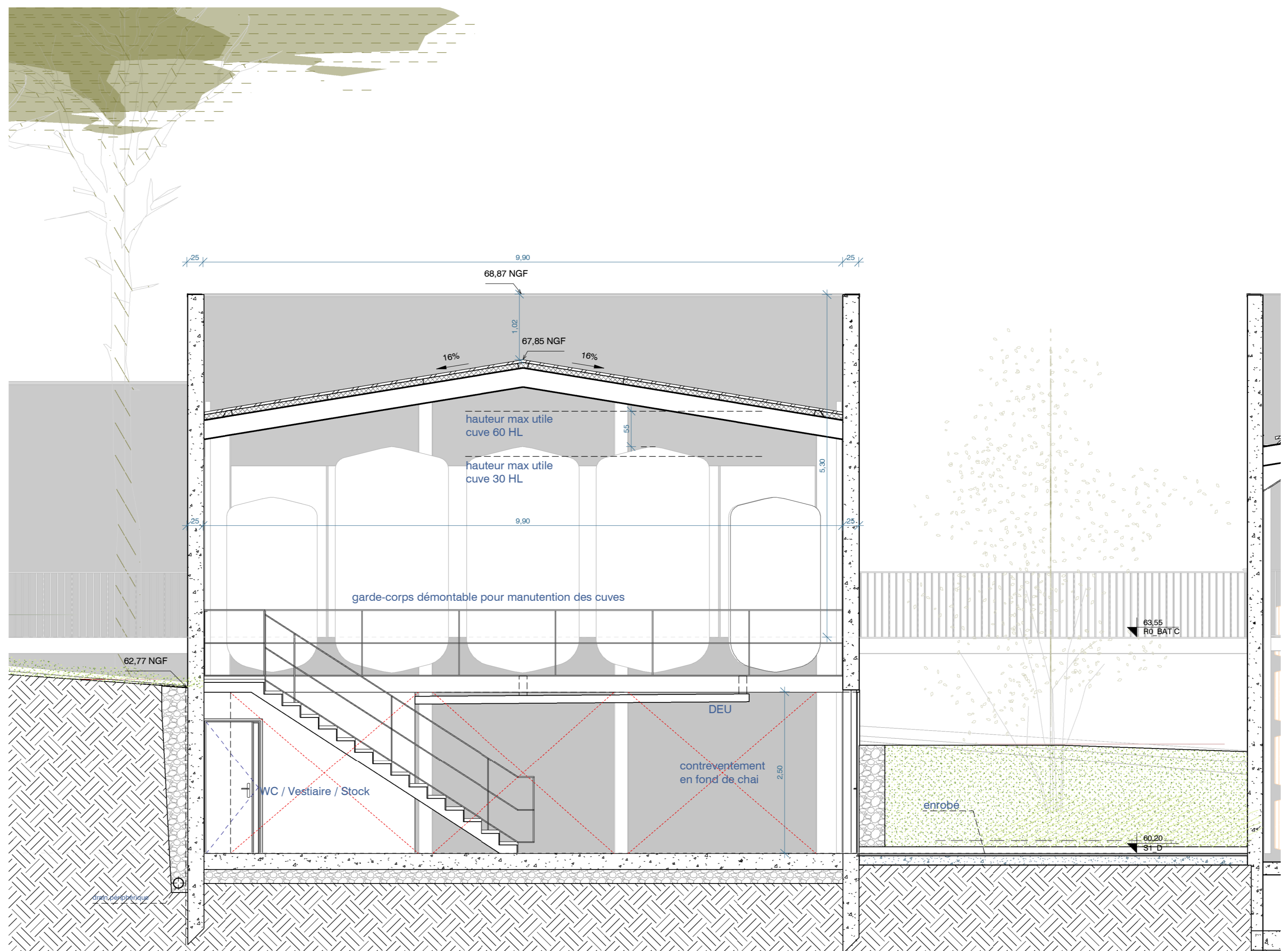
PLAN DU CHAI DE DISTILLATION
Coupé à +1m de la passerelle



PLAN DU CHAI DE DISTILLATION
Coupé à +1m du sol fini

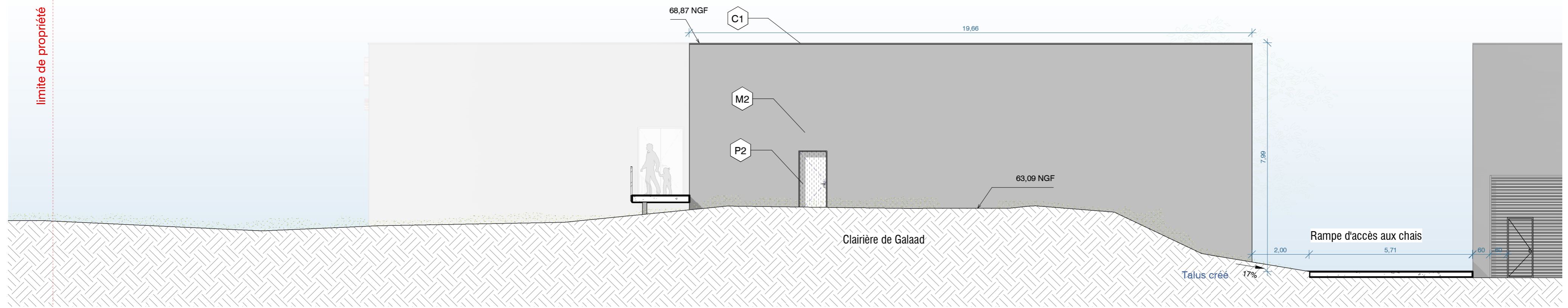


COUPE MM - Coupe longitudinale

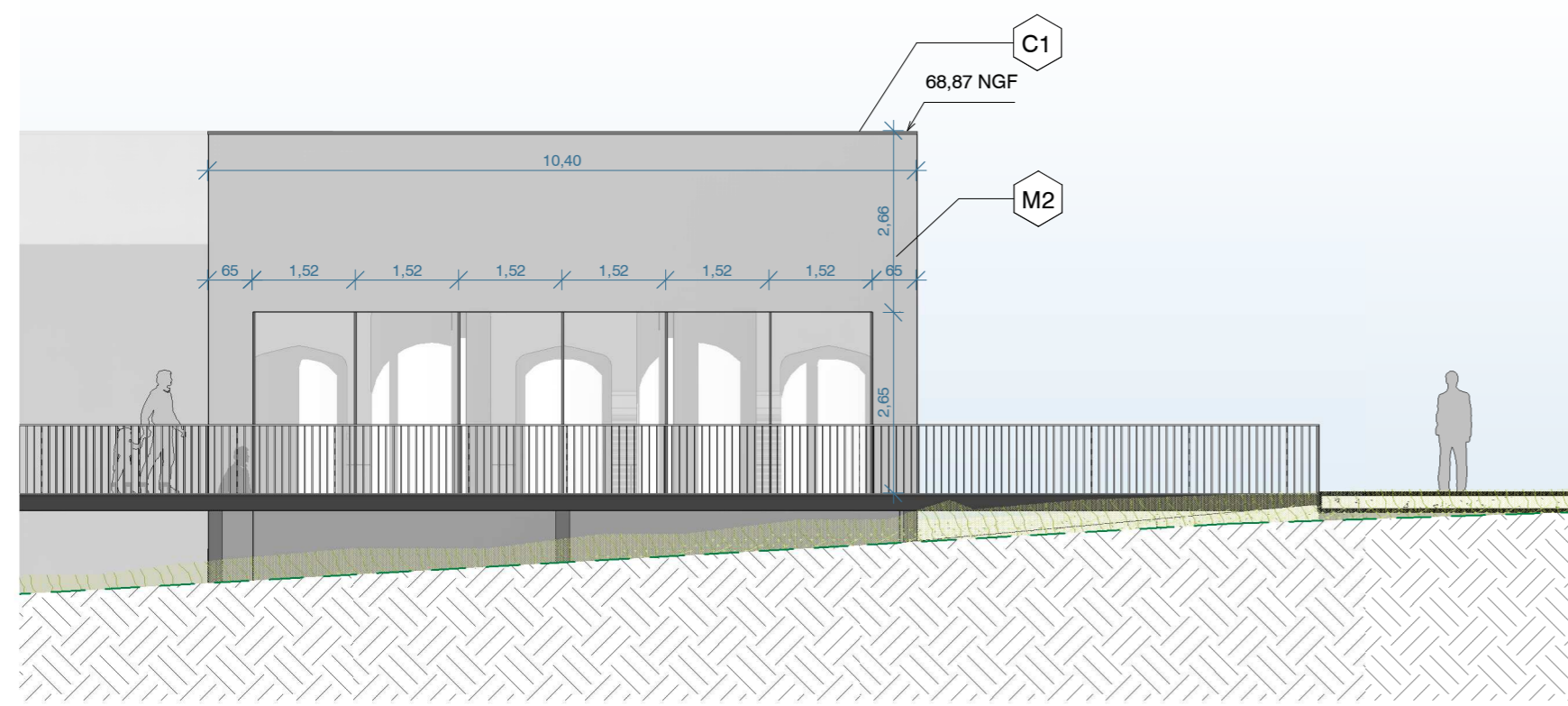


COUPE LL - Coupe transversale

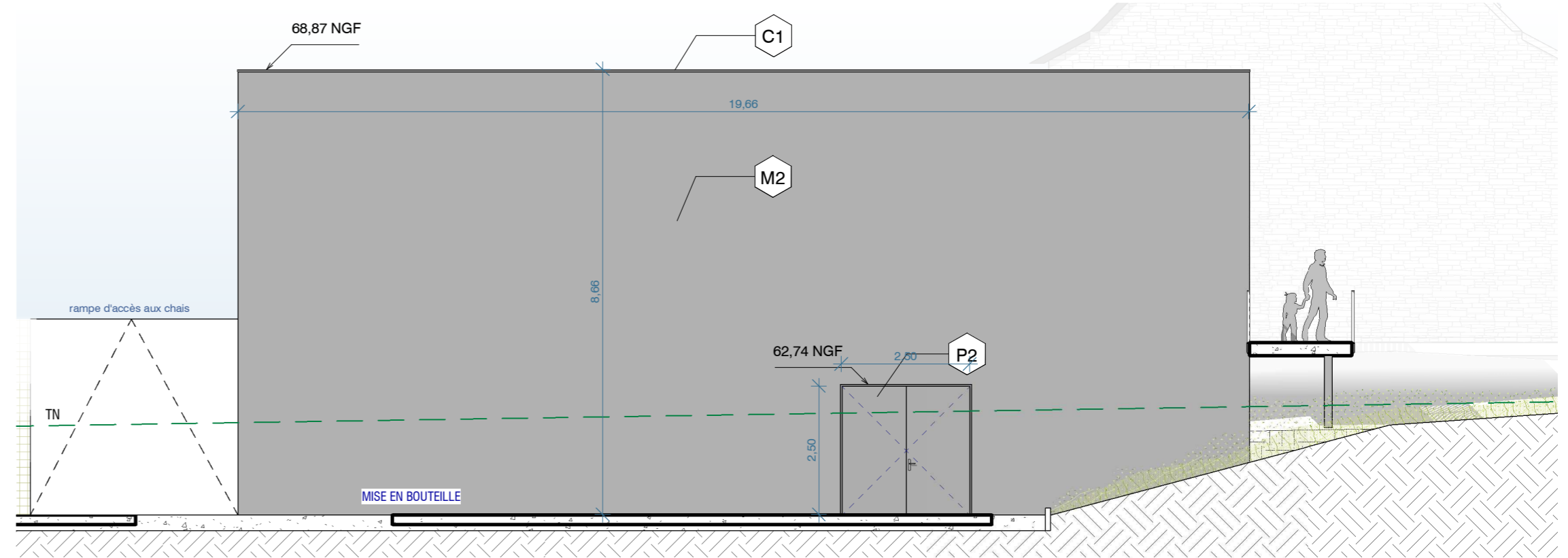
<p>LA MINE D'OR DISTILLERIE</p> <p>10 Rue Maréchal Foch 56000 VANNES & maroilles@laminedor.fr Tel : 06 26 36 55 87</p>		<p>PLOERMEL - DISTILLERIE - LA MINE D'OR</p>																
<p>MAITRE D'OEUVRE</p> <p>ATELIER ARCAU</p> <p>68 Rue Anita Corté 56000 VANNES Tel : 02 97 40 33 33</p>																		
<p>BUREAU D'ETUDES</p> <p>DM</p> <p>10 Rue Maréchal Foch 56000 VANNES Tel : 02 97 40 33 33</p>		<table border="1"> <thead> <tr> <th>IND</th> <th>DATE</th> <th>MODIFICATIONS</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>D</td> <td>05/10/2021</td> <td>PRO - Chai D' E / F</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>02/07/2021</td> <td>PRO - DISTILLERIE PROJET COMPLET - #3</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>08/06/2021</td> <td>PRO - Alambics - #2</td> </tr> <tr> <td>A</td> <td>23/03/2021</td> <td>PRO - Alambics - #1</td> </tr> </tbody> </table>		IND	DATE	MODIFICATIONS	D	05/10/2021	PRO - Chai D' E / F	C	02/07/2021	PRO - DISTILLERIE PROJET COMPLET - #3	B	08/06/2021	PRO - Alambics - #2	A	23/03/2021	PRO - Alambics - #1
IND	DATE	MODIFICATIONS																
D	05/10/2021	PRO - Chai D' E / F																
C	02/07/2021	PRO - DISTILLERIE PROJET COMPLET - #3																
B	08/06/2021	PRO - Alambics - #2																
A	23/03/2021	PRO - Alambics - #1																
<p>BUREAU DE CONTROLE</p> <p>SOCOTEC</p> <p>56000 VANNES Avenue Paroisse 56000 VANNES 02 97 40 42 73</p>		<p>CHAI DE DISTILLATION PRO - 04 - BAT D</p>																
<p>COORDINATION OPC</p> <p>SOCOTEC</p>		<p>ECHELLE : DATE : CODE : PRO</p> <p>1 : 50 23/11/2021 20-12</p>																



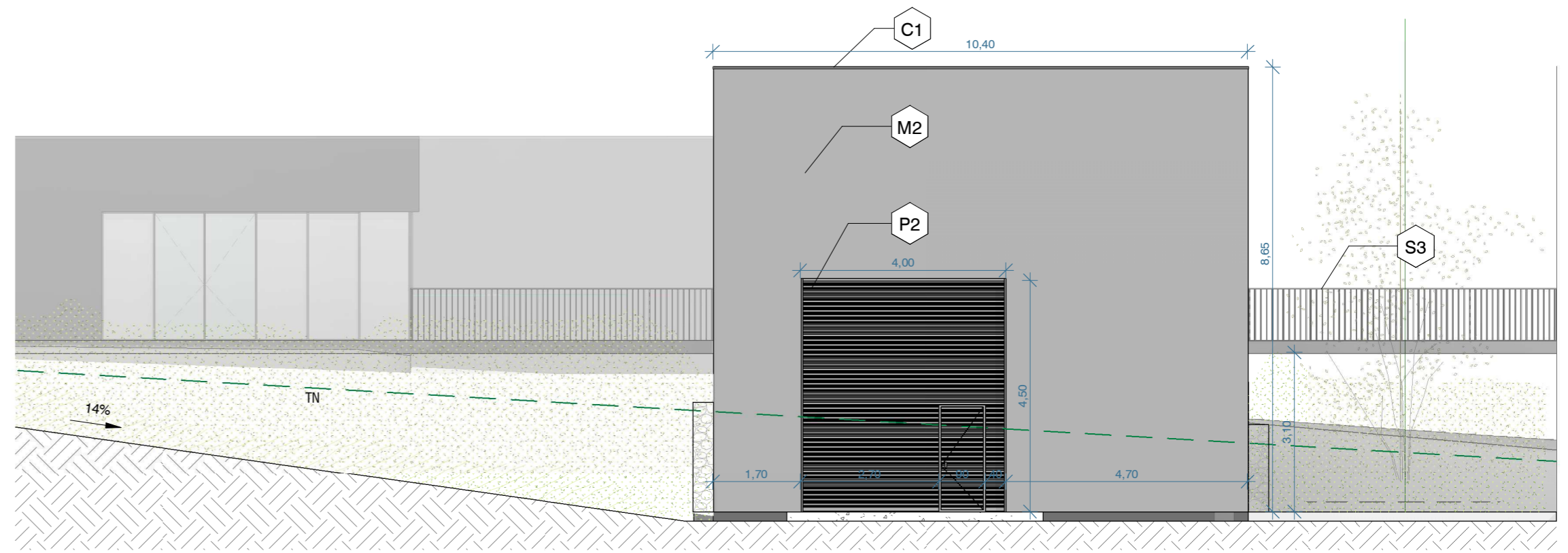
CHAI DE DISTILLATON - BATIMENT B6 - ELEVATION NORD



CHAI DE DISTILLATON - BATIMENT B6 - ELEVATION EST



CHAI DE DISTILLATON - BATIMENT B6 - ELEVATION SUD

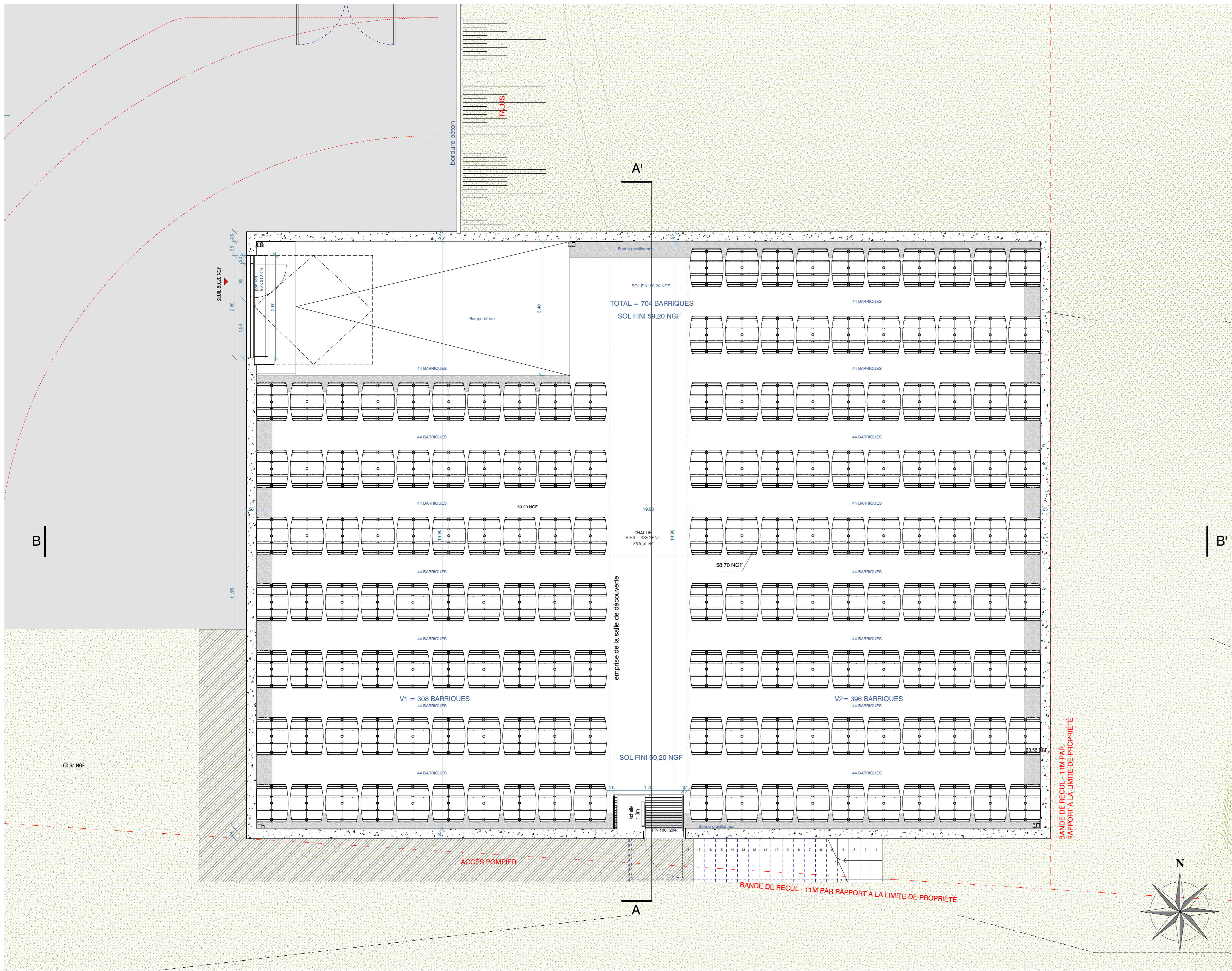


CHAI DE DISTILLATON - BATIMENT B6 - ELEVATION OUEST

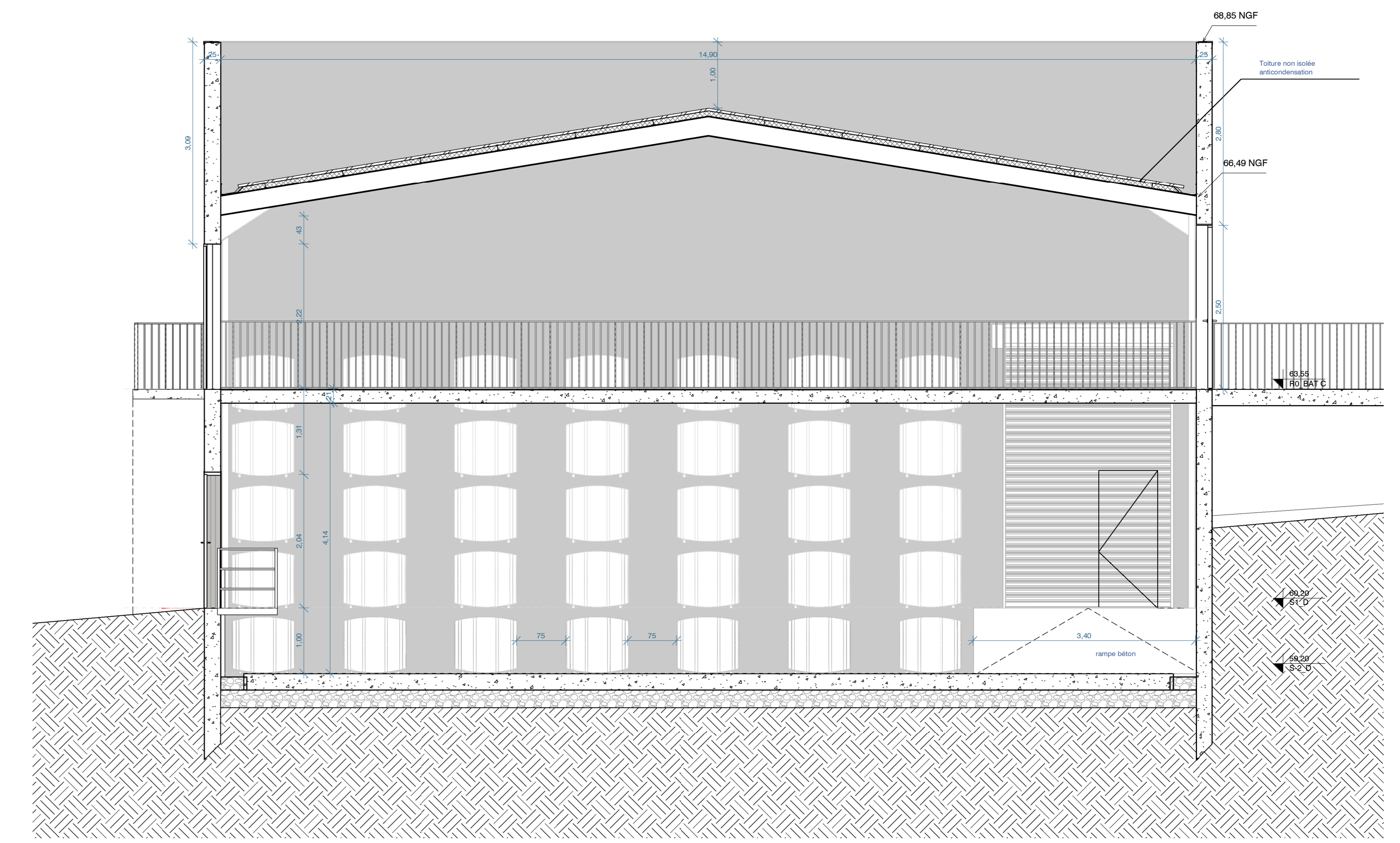


LEGENDE

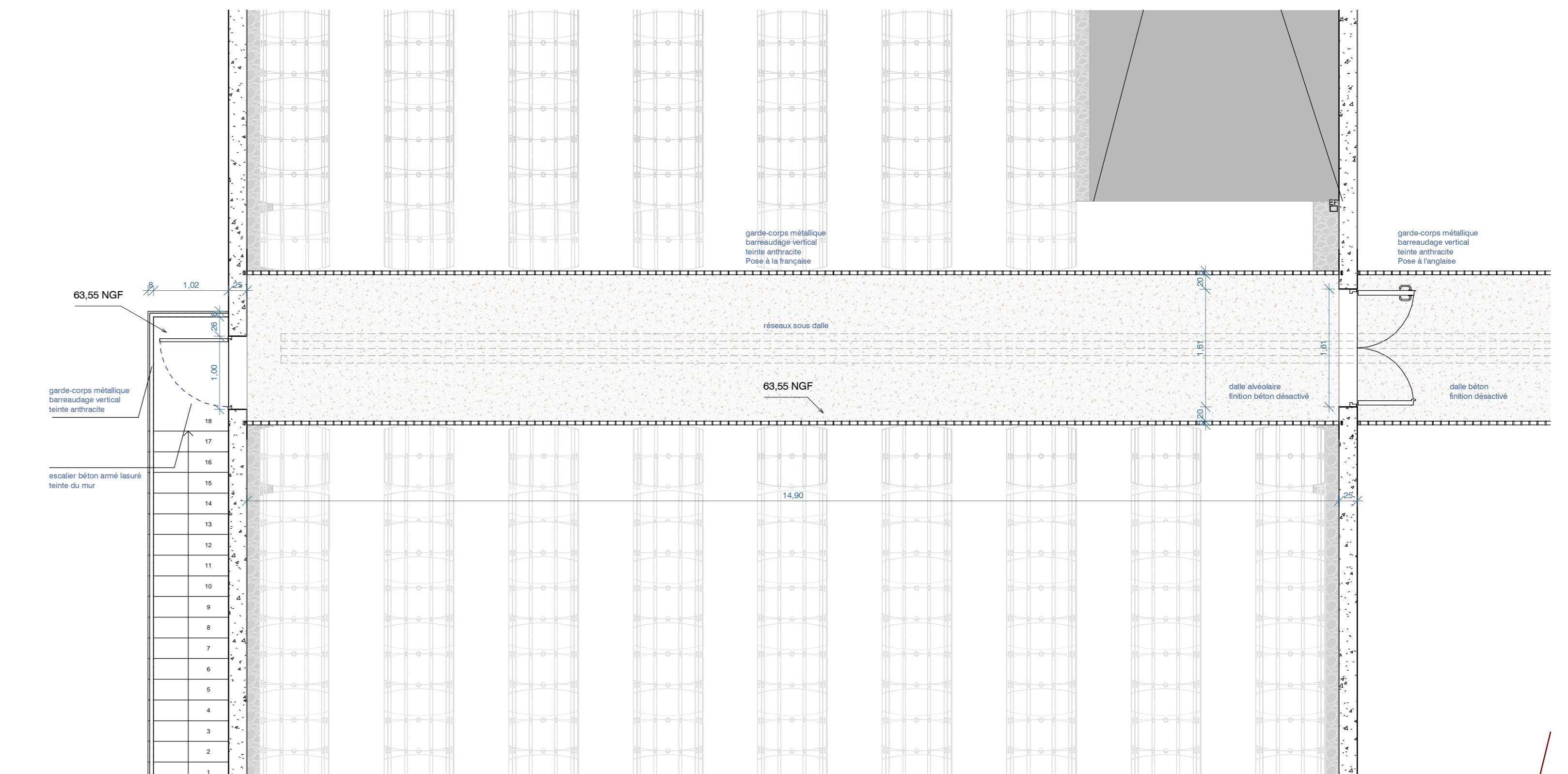
M1	MUR EXISTANT EN PIERRE	F1	MENUISERIES PVC REMPLACEES PAR ALUMINIUM ANTHRACITE	P1	PORTE VITRÉE, CADRE ALUMINIUM, TEINTE ANTHRACITE	S1	PORTAIL METALLIQUE, BARREAUDAGE VERTICAL, TEINTE ANTHRACITE RAL 7016
M2	BÉTON LASURÉ, TEINTE ANTHRACITE	F2	MENUISERIES ALUMINIUM, TEINTE ANTHRACITE	P2	PORTE PLEINE, TEINTE DU MUR	S2	CLÔTURE GRILLAGÉE, TEINTE ANTHRACITE RAL 7016
M3	BARDAGE BOIS, FINITION BRILLANTE_BRULE	C1	ACIER THERMOLAQUÉ, TEINTE ANTHRACITE	T1	TOITURE EXISTANTE EN ARDOISES	S3	GARDE-CORPS A BARREAUDAGE VERTICAL, ACIER THERMOLAQUE, TEINTE ANTHRACITE



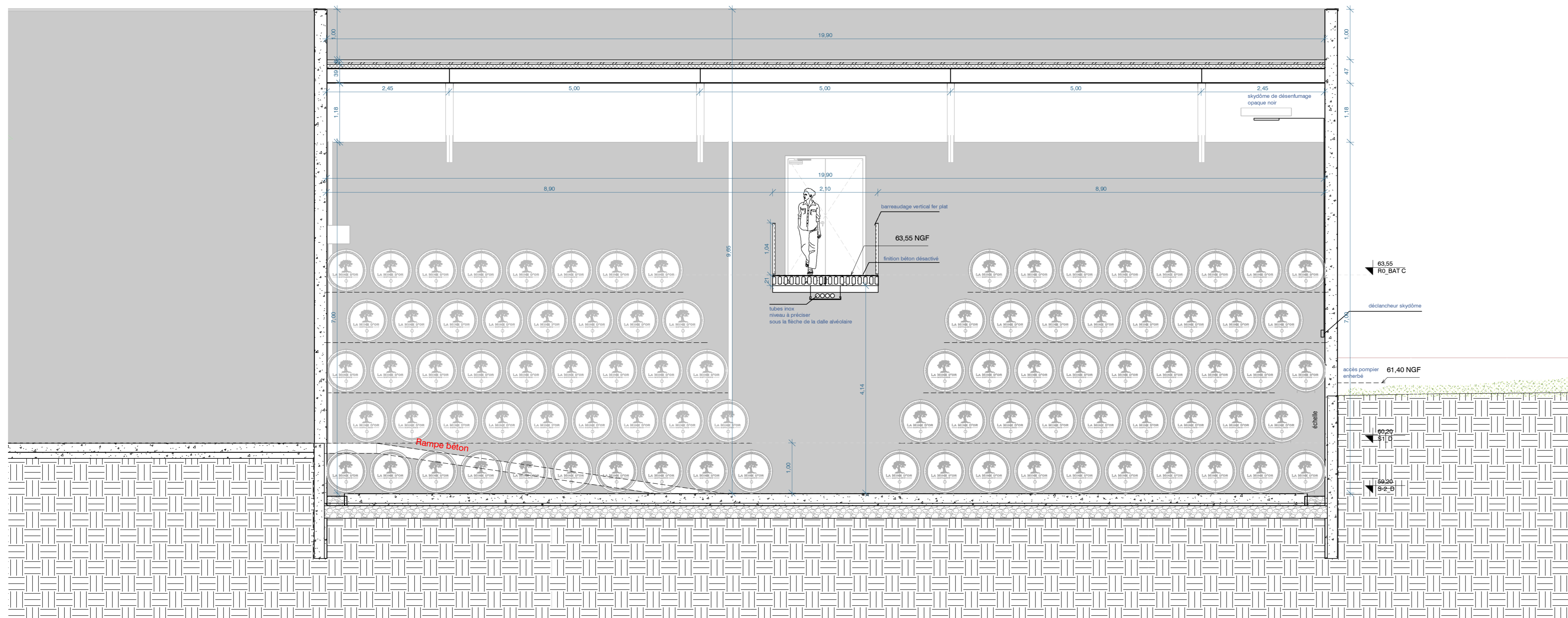
PLAN DE RDC - CHAI DE VEILLESSEMENT



COUPE AA - CHAI DE VEILLESSEMENT

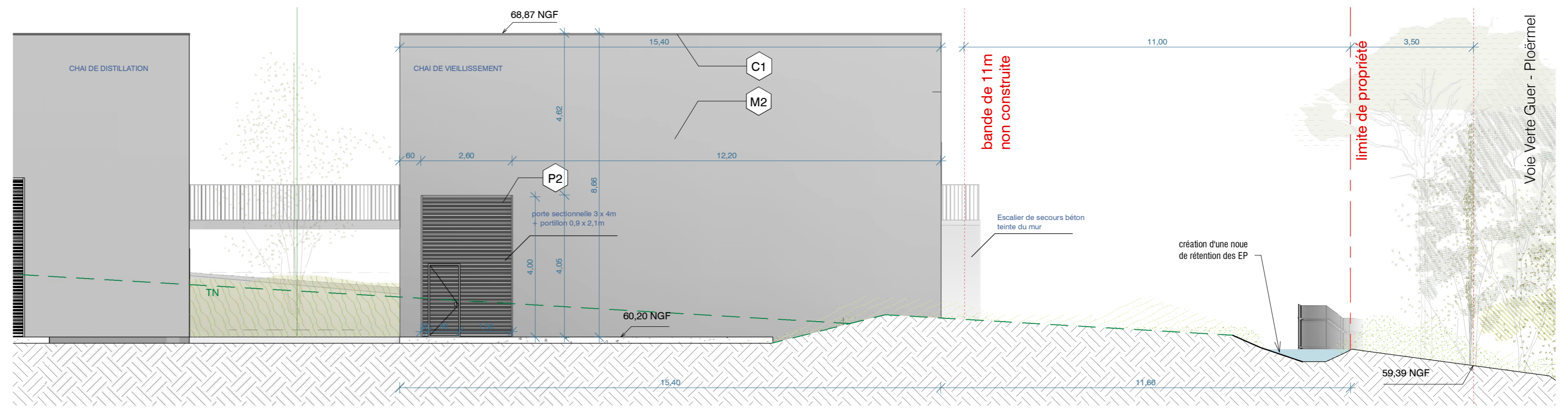


PLAN DE R+1 - PASSERELLE VISITEURS

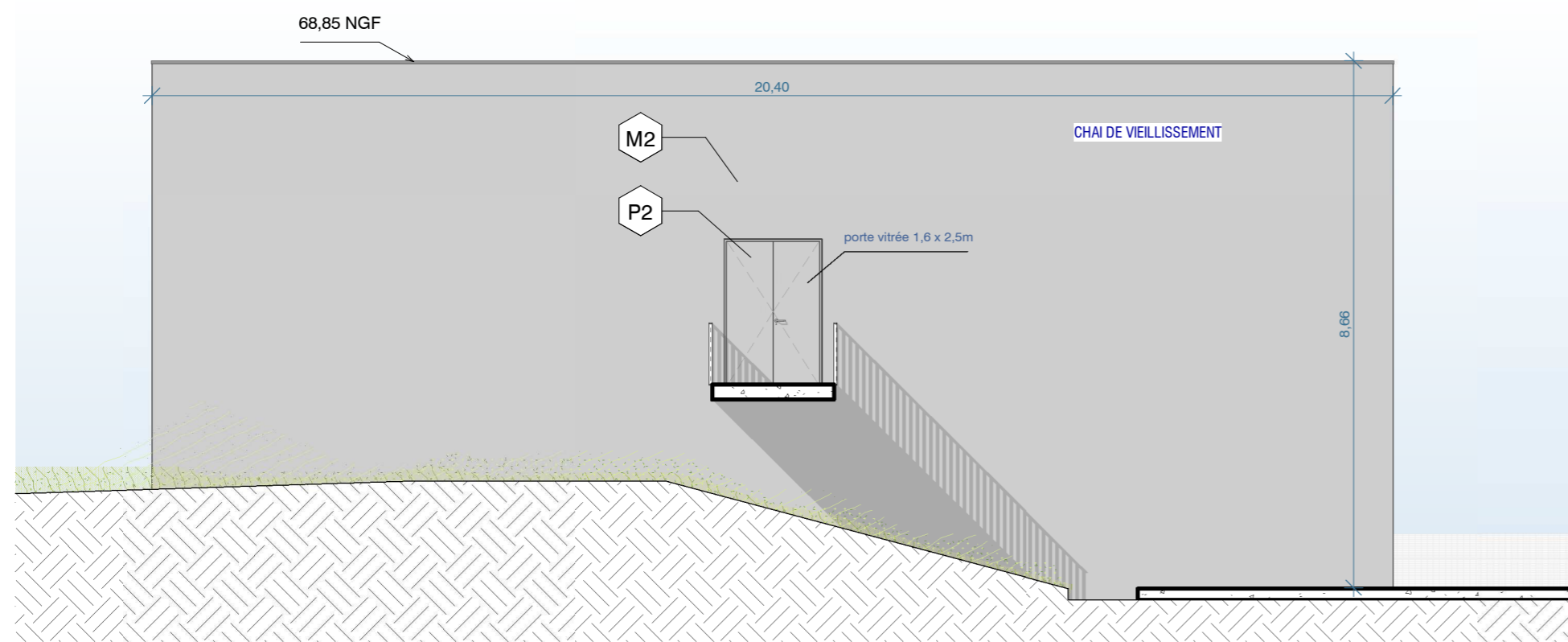


COUPE BB - CHAI DE VEILLESSEMENT

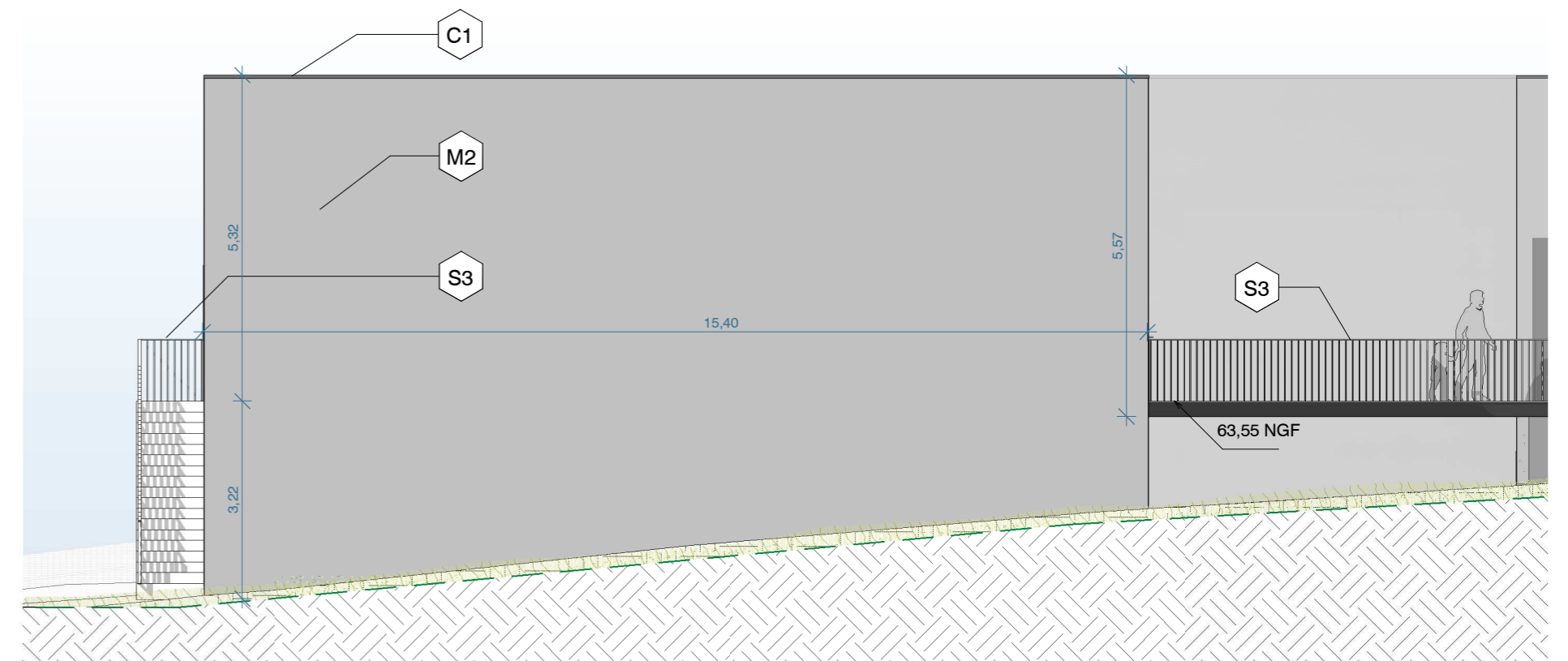
<p>LA MINE D'OR DISTILLERIE</p> <p>10 Rue Maréchal Foch 56000 VANNES & 4 rue de la Chapelle 56000 VANNES Tel : 06 26 36 55 87</p>		<p>PLOERMEL - DISTILLERIE - LA MINE D'OR</p>																
<p>MAITRE D'OEUVRE</p> <p>ATELIER ARCAU</p> <p>68 Rue Anita Conti 56000 VANNES Tel : 02 97 40 33 33</p>		<p>BUREAUX D'ETUDES</p> <p>DM 2 rue Charles Lindbergh 56100 CHATEAUNEUF Tel : 02 98 47 85 85</p> <p>AR AR STRUCTURE 27 Rue du Général de Gaulle 56000 VANNES Tel : 02 97 88 85 85</p> <p>CEC SACRE CAPRES 2 Rue Napoléon, 56100 LORENT 02 97 44 45 70</p> <p>CCP CAD ENVIRONNEMENT 21 Rue du Champ Fleuri 56000 VANNES 02 98 66 06 30</p> <p>SAVAT 2 Avenue des Amalantes 44000 NANTES 02 89 44 14 19</p> <p>AMERSON 17 FORTS, 41000 LACHAPELLE 02 54 41 98 72</p>																
<p>BUREAU DE CONTROLE</p> <p>SOCOTEC SOCOTEC VANNES Avenue Parodi 56000 VANNES 02 97 44 45 70</p>		<table border="1"> <thead> <tr> <th>IND</th> <th>DATE</th> <th>MODIFICATIONS</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>D</td> <td>05/10/2021</td> <td>PRO - Chai de V1 et V2</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>02/07/2021</td> <td>PRO - DISTILLERIE PROJET COMPLET - #3</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>08/06/2021</td> <td>PRO - Alambics - #2</td> </tr> <tr> <td>A</td> <td>23/03/2021</td> <td>PRO - Alambics - #1</td> </tr> </tbody> </table>		IND	DATE	MODIFICATIONS	D	05/10/2021	PRO - Chai de V1 et V2	C	02/07/2021	PRO - DISTILLERIE PROJET COMPLET - #3	B	08/06/2021	PRO - Alambics - #2	A	23/03/2021	PRO - Alambics - #1
IND	DATE	MODIFICATIONS																
D	05/10/2021	PRO - Chai de V1 et V2																
C	02/07/2021	PRO - DISTILLERIE PROJET COMPLET - #3																
B	08/06/2021	PRO - Alambics - #2																
A	23/03/2021	PRO - Alambics - #1																
<p>COORDINATION OPC</p> <p>SOCOTEC</p>		<p>CHAI DE VEILLESSEMENT PRO - 05 - BAT E</p>																
<p>COORDINATION SPS</p> <p>SOCOTEC Avenue Parodi 56000 VANNES 02 97 44 45 70</p>		<p>ECHELLE : 1 : 50</p>	<p>DATE : 23/11/2021</p>															
		<p>CODE : 20-12</p>	<p>PRO</p>															



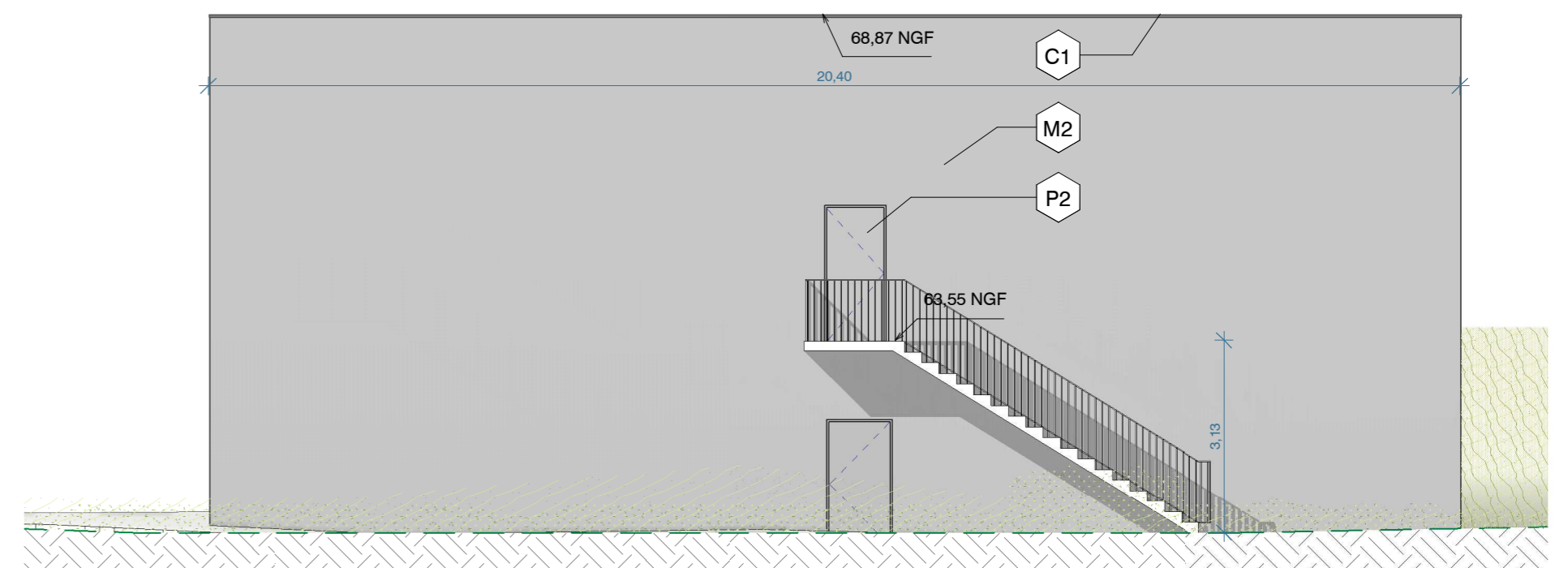
CHAI DE VIEILLISSEMENT - BATIMENT B7 - ELEVATION OUEST



CHAI DE VIEILLISSEMENT - BATIMENT B7 - ELEVATION NORD



CHAI DE VIEILLISSEMENT - BATIMENT B7 - ELEVATION EST

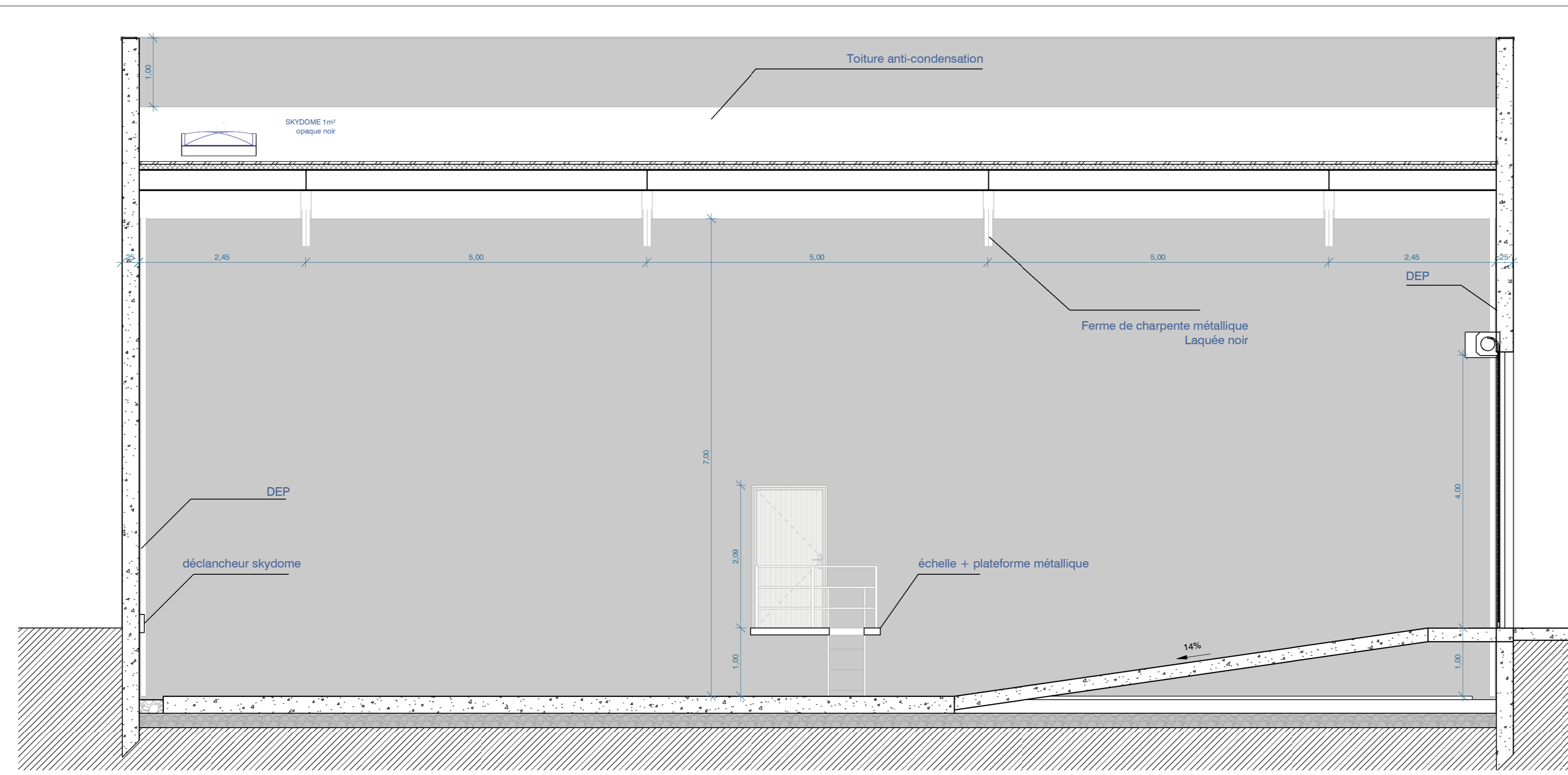


CHAI DE VIEILLISSEMENT - BATIMENT B7 - ELEVATION SUD

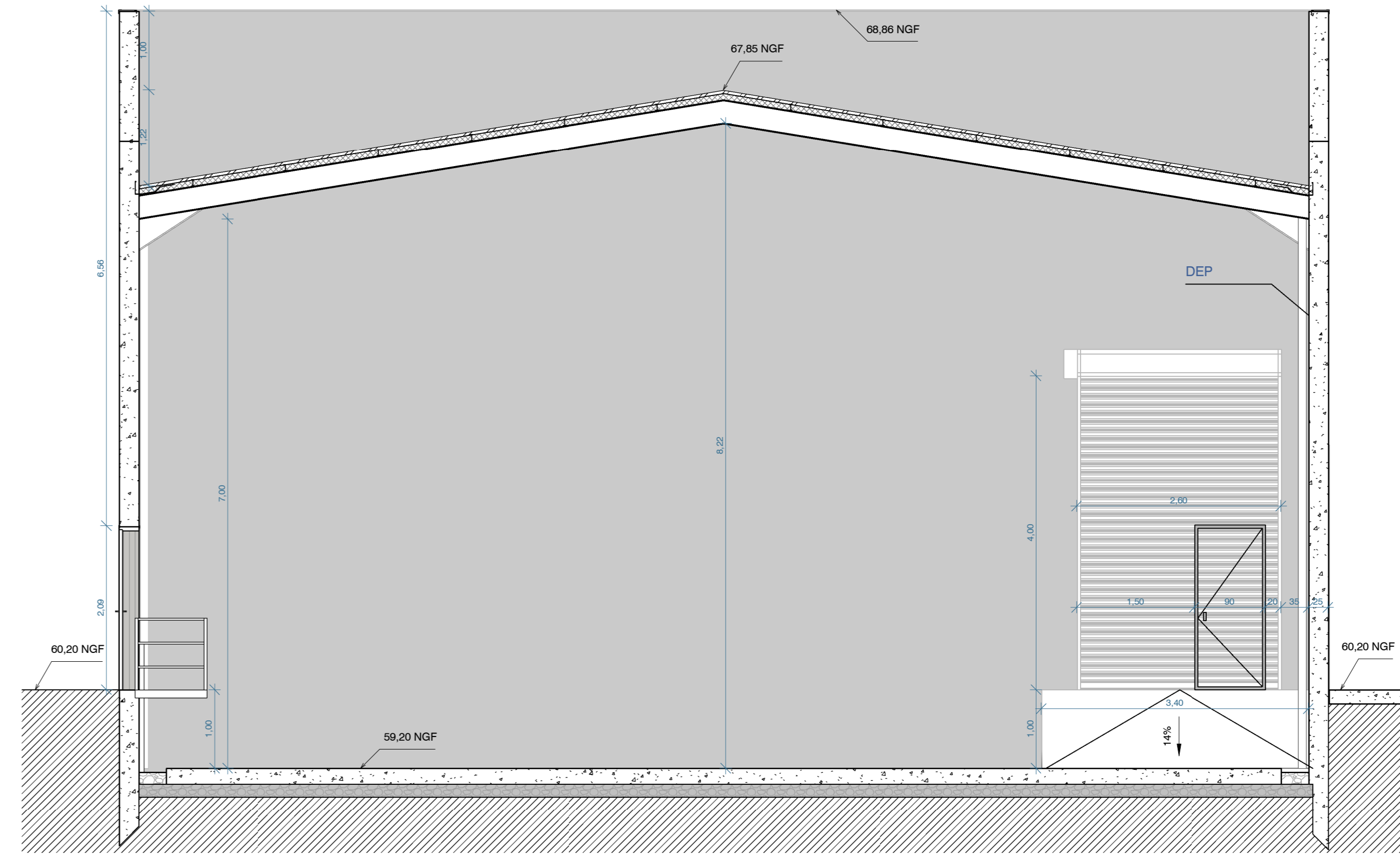


LEGENDE

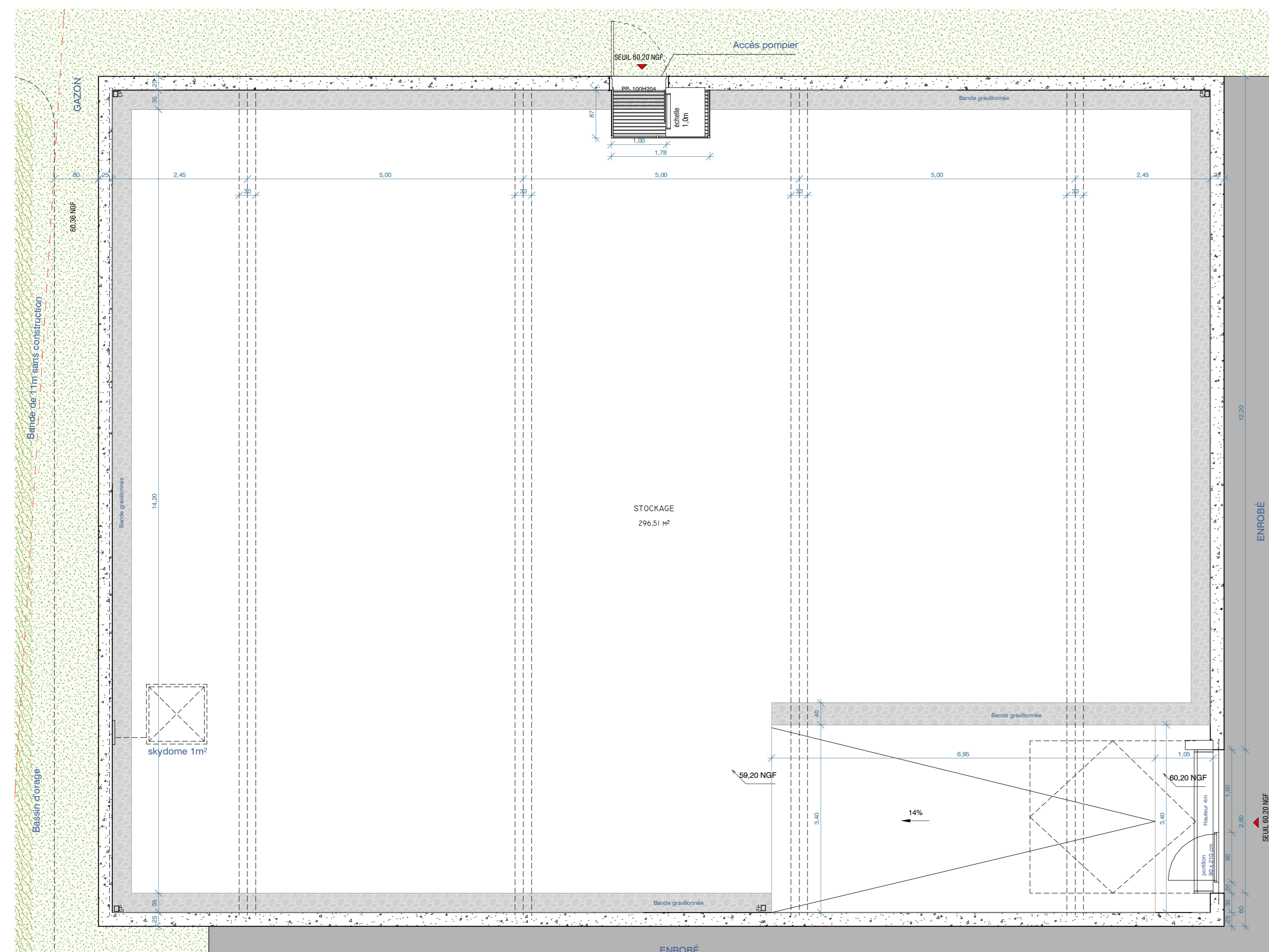
M1	MUR EXISTANT EN PIERRE	F1	MENUISERIES PVC REMPLACEES PAR ALUMINIUM ANTHRACITE	P1	PORTE VITRÉE, CADRE ALUMINIUM, TEINTE ANTHRACITE	S1	PORTAIL METALLIQUE, BARREAUDAGE VERTICAL, TEINTE ANTHRACITE RAL 7016
M2	BÉTON LASURÉ, TEINTE ANTHRACITE	F2	MENUISERIES ALUMINIUM, TEINTE ANTHRACITE	P2	PORTE PLEINE, TEINTE DU MUR	S2	CLÔTURE GRILLAGÉE, TEINTE ANTHRACITE RAL 7016
M3	BARDAGE BOIS, FINITION BRILLANTE_BRULE	C1	ACIER THERMOLAQUÉ, TEINTE ANTHRACITE	T1	TOITURE EXISTANTE EN ARDOISES	S3	GARDE-CORPS A BARREAUDAGE VERTICAL, ACIER THERMOLAQUE, TEINTE ANTHRACITE



COUPE LONGITUDINALE - CHAI DE STOCKAGE

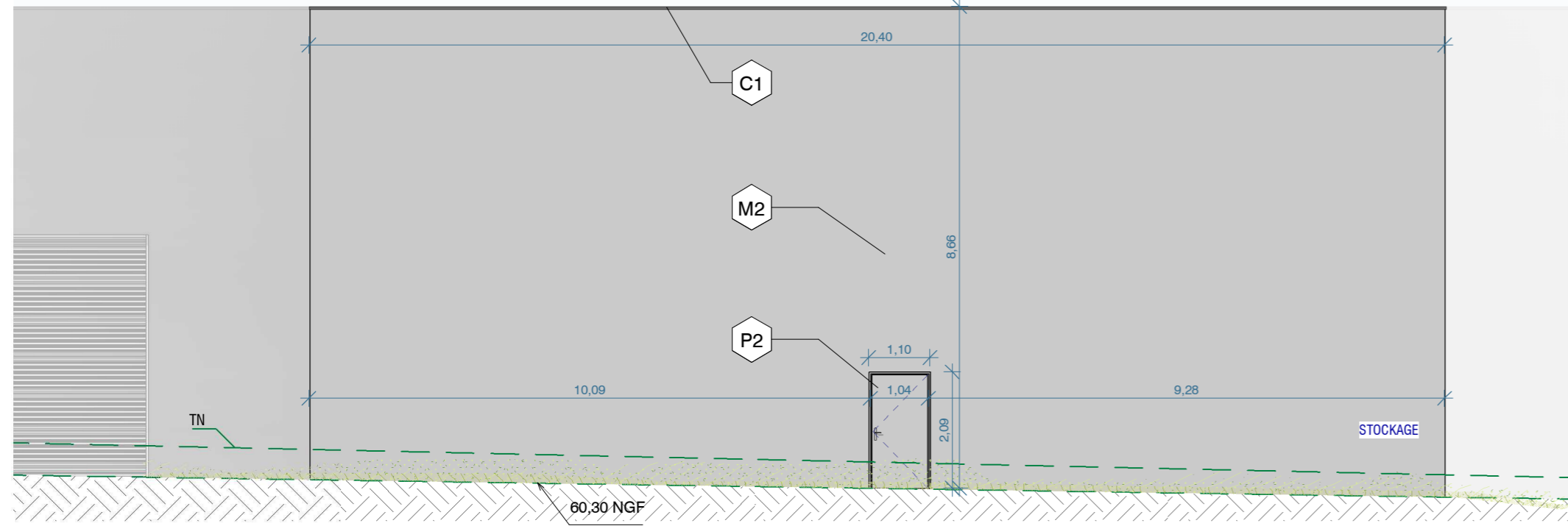


COUPE TRANSVERSALE - CHAI DE STOCKAGE

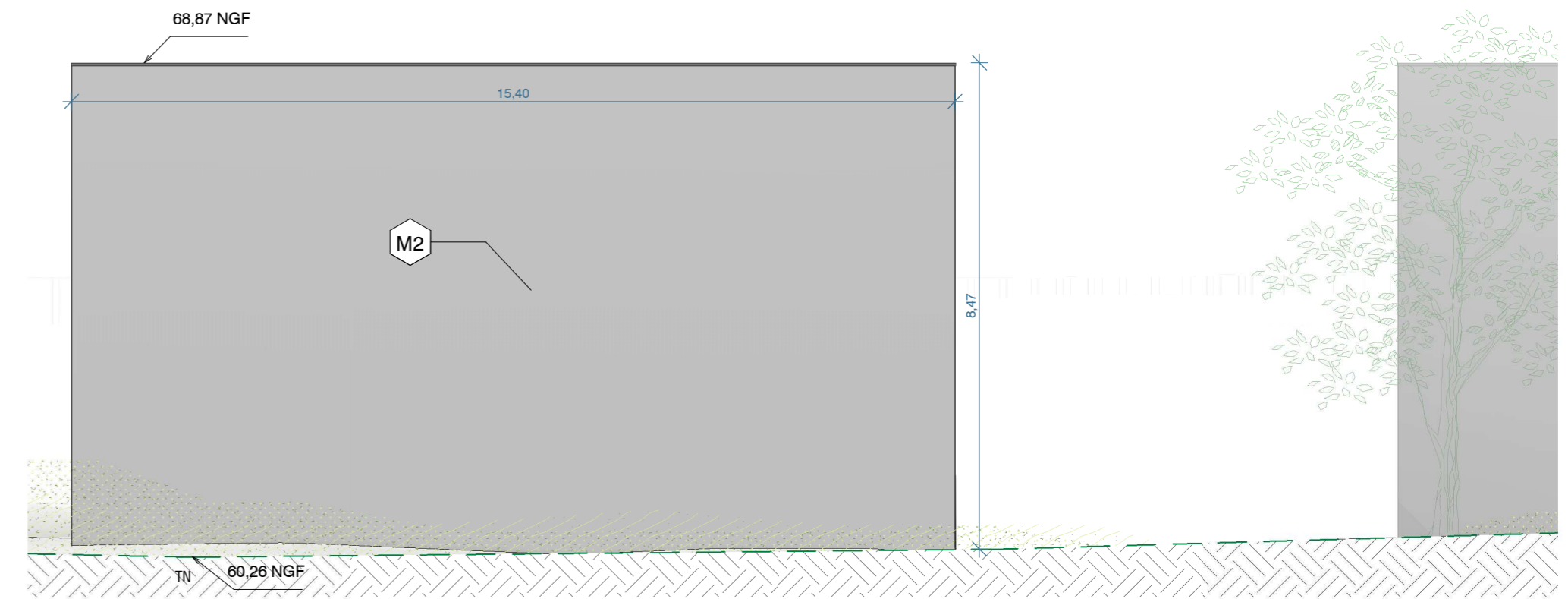


PLAN DE RDC - CHAI DE STOCKAGE

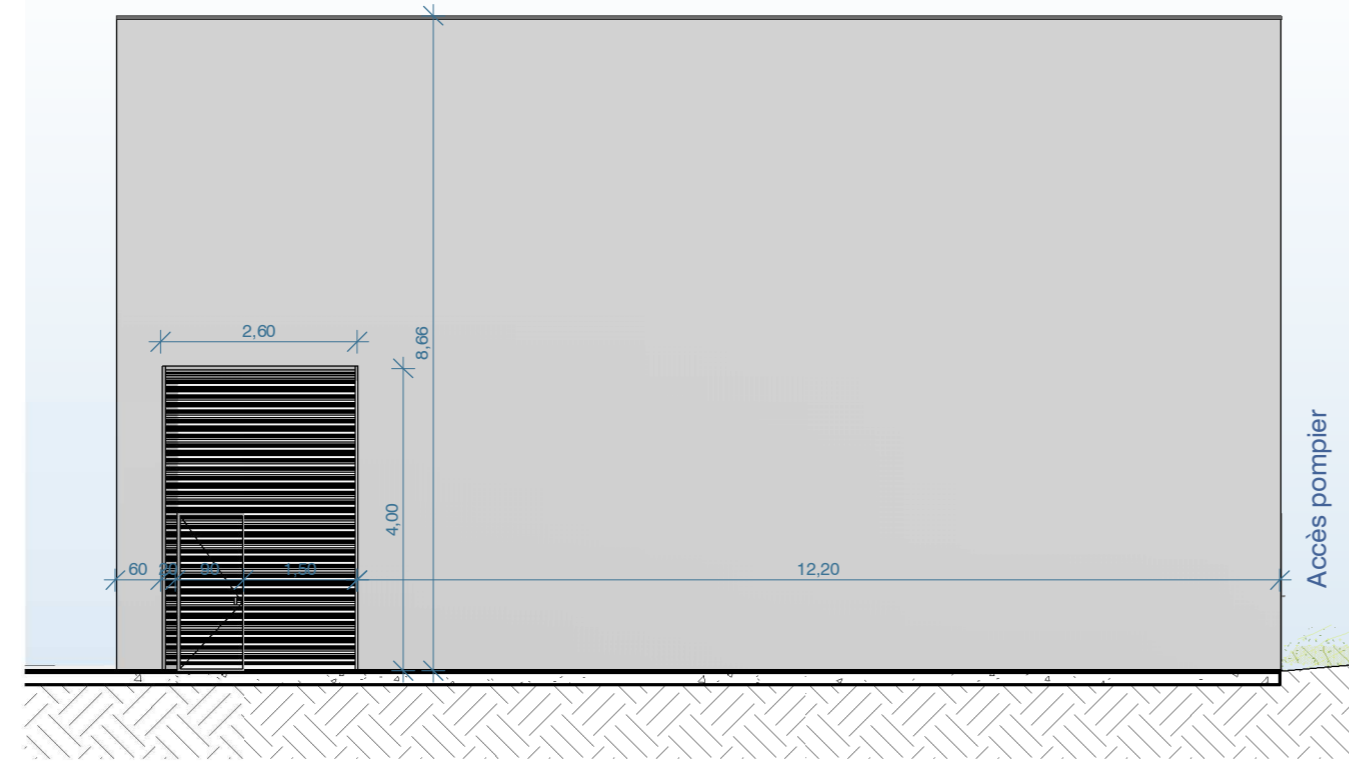
 LA MINE D'OR DISTILLERIE 10 Rue Maréchal Foch 50000 VANNES s.kerdre@laminedor.fr Tel: 02 99 30 50 97		PLOERMEL - DISTILLERIE - LA MINE D'OR																
 atelier arcau 08 Rue Anita Corti 50000 VANNES Tel: 02 97 40 33 33																		
BUREAUX D'ETUDES DMV 4 rue Charles Lindbergh Parc de Chazelles 50 100 JARZÉ Tel: 02 99 47 95 93 ABÉ STRUCTURE 17 Rue du Général Huguette 50000 VANNES Tel: 02 97 80 80 80 PACINE CABRE 7 Rue de la Gare - 50000 LORENT Tel: 02 97 84 45 70 CCE CCE, ENVIRONNEMENT 17 Rue du Champ Ponce 50000 VANNES Tel: 02 99 80 80 80 NRSVS 8 Avenue des Anthesis 44000 NANTES Tel: 02 40 14 14 14 DIMENSION V 18 Rue de la Gare - 50000 VANNES Tel: 02 97 40 33 33																		
BUREAU DE CONTROLE SOCOTEC VANNES Avenue François 50000 VANNES Tel: 02 97 40 33 33		<table border="1"> <thead> <tr> <th>IND</th> <th>DATE</th> <th>MODIFICATIONS</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>D</td> <td>05/10/2021</td> <td>PRO - Chais D' E/ F</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>02/07/2021</td> <td>PRO - DISTILLERIE PROJET COMPLET - #3</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>08/06/2021</td> <td>PRO - Alambics - #2</td> </tr> <tr> <td>A</td> <td>23/03/2021</td> <td>PRO - Alambics - #1</td> </tr> </tbody> </table>		IND	DATE	MODIFICATIONS	D	05/10/2021	PRO - Chais D' E/ F	C	02/07/2021	PRO - DISTILLERIE PROJET COMPLET - #3	B	08/06/2021	PRO - Alambics - #2	A	23/03/2021	PRO - Alambics - #1
IND	DATE	MODIFICATIONS																
D	05/10/2021	PRO - Chais D' E/ F																
C	02/07/2021	PRO - DISTILLERIE PROJET COMPLET - #3																
B	08/06/2021	PRO - Alambics - #2																
A	23/03/2021	PRO - Alambics - #1																
COORDINATION OPC SOCOTEC VANNES Avenue François 50000 VANNES Tel: 02 97 40 33 33		BAT F - STOCKAGE PRO - 05																
COORDINATION SPS SOCOTEC VANNES Avenue François 50000 VANNES Tel: 02 97 40 33 33		ECHELLE : 1 : 50	DATE : 23/11/2021															
		CODE : 20-12	PRO															



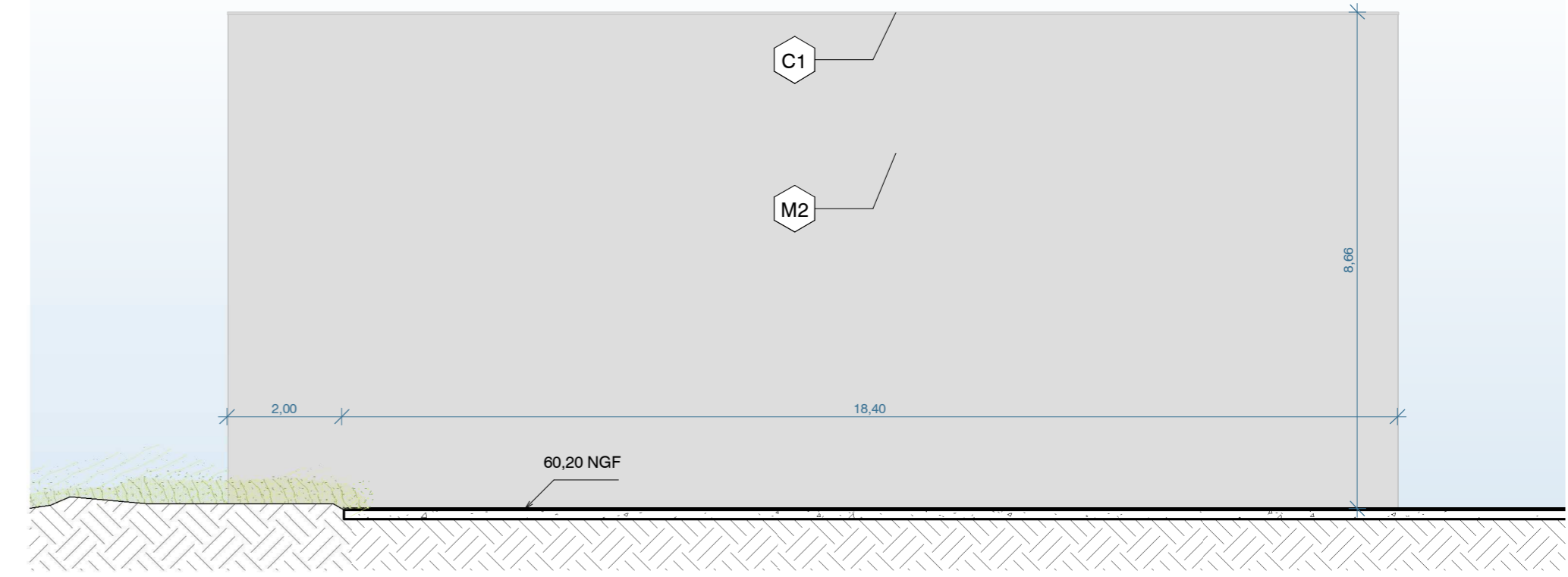
STOCKAGE - BATIMENT B8 - ELEVATION OUEST



STOCKAGE - BATIMENT B8 - ELEVATION SUD



STOCKAGE - BATIMENT B8 - ELEVATION NORD



STOCKAGE - BATIMENT B8 - ELEVATION EST



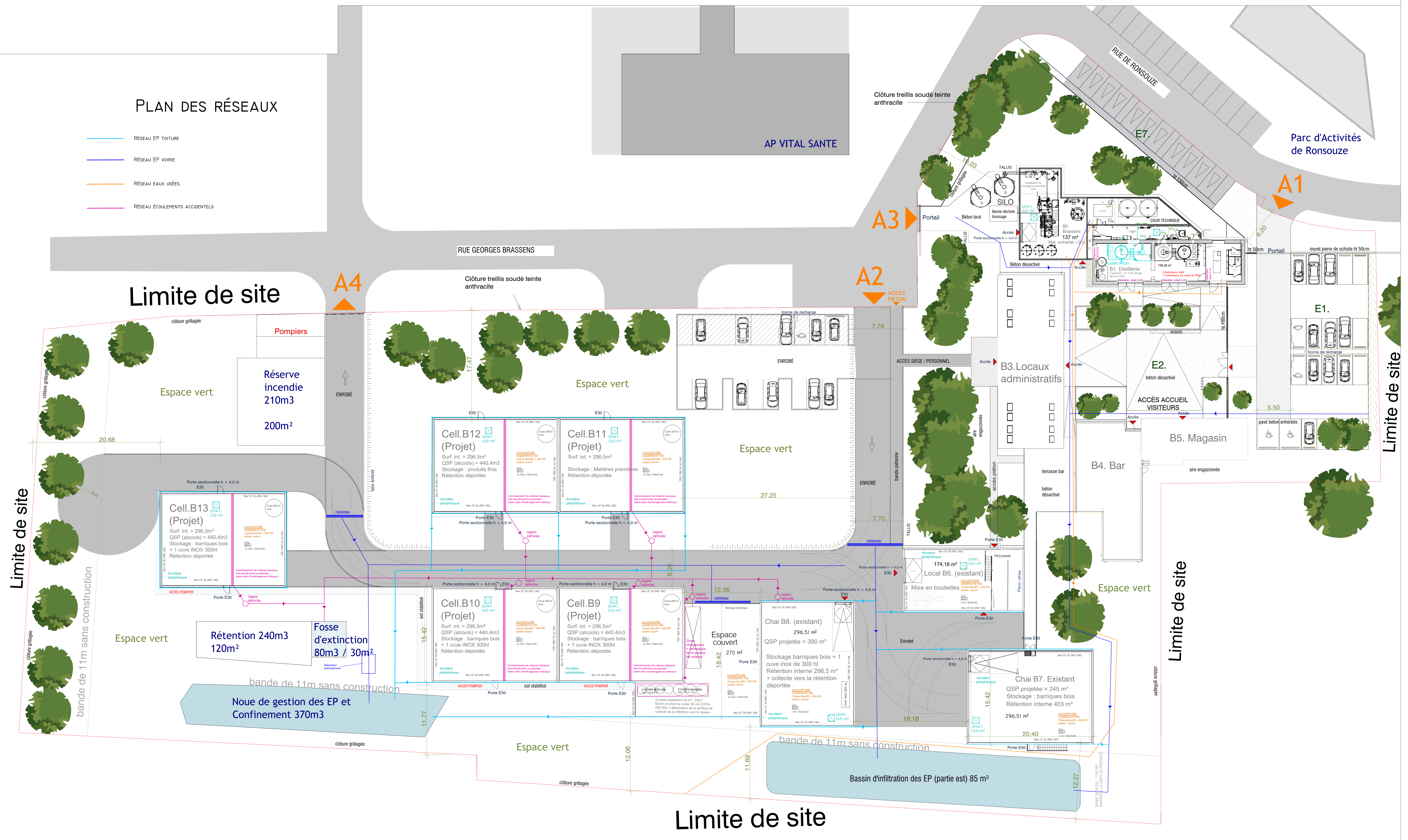
LEGENDE

M1	MUR EXISTANT EN PIERRE	F1	MENUISERIES PVC REMPLACEES PAR ALUMINIUM ANTHRACITE	P1	PORTE VITREE, CADRE ALUMINIUM, TEINTE ANTHRACITE	S1	PORTAIL METALLIQUE, BARREAUDAGE VERTICAL, TEINTE ANTHRACITE RAL 7016
M2	BÉTON LASURÉ, TEINTE ANTHRACITE	F2	MENUISERIES ALUMINIUM, TEINTE ANTHRACITE	P2	PORTE PLEINE, TEINTE DU MUR	S2	CLÔTURE GRILLAGÉE, TEINTE ANTHRACITE RAL 7016
M3	BARDAGE BOIS, FINITION BRILLANTE_BRULE	C1	ACIER THERMOLAQUÉ, TEINTE ANTHRACITE	T1	TOITURE EXISTANTE EN ARDOISES	S3	GARDE-CORPS A BARREAUDAGE VERTICAL, ACIER THERMOLAQUE, TEINTE ANTHRACITE

ANNEXE PLAN- 4.PLANS ICPE

PLAN DES RÉSEAUX

- RÉSEAU EP TOITURE
- RÉSEAU EP VOIRIE
- RÉSEAU EAUX USÉES
- RÉSEAU ÉCOULEMENTS ACCIDENTELS



Limite de site

Limite de site

VO	Modification	JJ/MM/AAAA	Nom Prénom	DISTILLERIE DE LA MINE D'OR	
				Adresse du client :	Adresse du projet :
				2 rue André Le Blay 56800 PLOËRMEL	2 rue André Le Blay 56800 PLOËRMEL
				Plan de masse	
				Feuille : 1	Format : A0
				Echelle: 1/200	

Versio	Modifications	Date	Nom
Origine	Architecte		
Utilisate	Environnement XO		



V0	Modification 1	JJ/MM/AAAA	Non Prénom	DISTILLERIE DE LA MINE D'OR	
				Adresse du client :	Adresse du projet :
				2 rue André Le Blay 56800 PLOËRMEL	2 rue André Le Blay 56800 PLOËRMEL
				Plan projet	
				Version	Modifications
				Date	Nom
				Origine	Architecte
				Utilisateur	Environnement XO
				Feuille : 1	Format : A3
				Echelle: 1/1000	

